

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

(Centre international de reconstruction)



SOMMAIRE

Editorial	p. 5	
LUCIEN GAUTHIER	p. 13	
Yougoslavie : une guerre contre tous les peuples		
JEAN-JACQUES MARIE	p. 25	
URSS : la marche au chaos		
RAUL GOMEZ	p. 37	
Le combat des peuples opprimés dans l'Etat espagnol		
PHILIPPE LARSIMONT	p. 47	
Monarchie et question nationale en Belgique		
MICHEL DAUBERNY	p. 71	
Les conséquences de la survie du système capitaliste : « expansion illimitée » ou programme de régression mondiale ?		
UN DOCUMENT DU SECRETARIAT DE L'AET	p. 85	
Leur Europe et la nôtre. Résolution finale de la Conférence ouvrière européenne de Komlo		p. 105
RALPH SCHOENMAN	p. 109	
Moyen-Orient : le chemin de Madrid n'est pas celui de la paix		
DOCUMENT	p. 119	
La direction de Socialist Action a rompu avec la défense par Cannon du trotskysme orthodoxe		

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

(Centre international de reconstruction)

SOMMAIRE

Editorial	p. 5
LUCIEN GAUTHIER	p. 13
Yugoslavie : une guerre contre tous les peuples	
JEAN-JACQUES MARIE	p. 25
URSS : le marche au chaos	
RAUL GOMEZ	p. 37
Le combat des peuples opprimés dans l'Etat espagnol	
PHILIPPE LARSIMONT	p. 47
Monarchie et question nationale en Belgique	
MICHEL GAUBERNY	p. 71
Les conséquences de la survie du système capitaliste : « expansion limitée » ou programme de répression mondiale ?	
UN DOCUMENT DU SECRETARIAT UNICAET	p. 83
Leur Europe et le nôtre. Résolution finale de la Conférence européenne de Rome	p. 108
RALPH SCHORNSAAN	p. 103
Moyen-Orient : le chemin de Madrid n'est pas celui de la paix	
DOCUMENT	p. 119
La direction de Socialist Action a rompu avec la défense par Cannon du trotskysme cathodique	

1. The first part of the report is a general introduction to the subject of the study. It discusses the importance of the study and the objectives of the research. It also provides a brief overview of the methodology used in the study.

2. The second part of the report is a detailed description of the methodology used in the study. It discusses the data sources, the data collection methods, and the data analysis methods. It also provides a detailed description of the research design and the sampling method used in the study.

3. The third part of the report is a detailed description of the results of the study. It discusses the findings of the study and the implications of the findings. It also provides a detailed description of the statistical analysis used in the study.

4. The fourth part of the report is a conclusion and a discussion of the findings. It discusses the overall findings of the study and the implications of the findings. It also provides a detailed description of the limitations of the study and the directions for future research.

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

(Centre international de reconstruction)

SOMMAIRE

Editorial p. 5

LUCIEN GAUTHIER p. 13

Yougoslavie : une guerre
contre tous les peuples

JEAN-JACQUES MARIE p. 25

URSS : la marche au chaos

RAUL GOMEZ p. 37

Le combat des peuples opprimés
dans l'Etat espagnol

PHILIPPE LARSIMONT p. 47

Monarchie et question nationale
en Belgique

MICHEL DAUBERNY p. 71

Les conséquences de la survie
du système capitaliste :
« expansion illimitée » ou programme
de régression mondiale ?

UN DOCUMENT

DU SECRETARIAT DE L'AET p. 85

Leur Europe et la nôtre.

Résolution finale de la Conférence

ouvrière européenne de Komlo p. 105

RALPH SCHOENMAN p. 109

Moyen-Orient : le chemin de Madrid
n'est pas celui de la paix

DOCUMENT p. 119

La direction de Socialist Action
a rompu avec la défense par Cannon
du trotskysme orthodoxe

SOMMAIRE

p. 5	Editorial
p. 13	LUCIEN GAUTHIER Yugoslavie : une guerre contre tous les peuples
p. 28	JEAN-JACQUES MARIE URSS : la marche au chaos
p. 37	RAUL GOMEZ Le combat des peuples opprimés dans l'Etat espagnol
p. 47	PHILIPPE LARBIHONT Mémorise et question nationale en Belgique
p. 71	MICHEL DAUBERNY Les conséquences de la survie du système capitaliste : « expansion limitée » ou programme de régénération mondiale ?
p. 82	UN DOCUMENT DU SECRETARIAT DE LAET L'air Europe et la région
p. 102	Résolution finale de la Conférence européenne de Kaniô
p. 108	RALPH SCHORMAN Moyen-Orient : le chemin de Média n'est pas celui de la paix
p. 118	DOCUMENT La direction du Socialisme Action à rompu avec la défense par Cannon du trotskisme orthodoxe

Editorial

Au lendemain de la signature du « pacte à trois » (Russie, Ukraine, Biélorussie) qui scellait le sort de Gorbatchev, le directeur de la CIA, Robert Gates, après avoir dit que le « centre s'évapore sous nos yeux », ajoutait que l'URSS était menacée des « désordres civils les plus significatifs depuis la révolution de 1917 ».

Ce n'est pas un chant de triomphe qu'entonnent les représentants de l'impérialisme mais un air de panique qu'ils lancent. L'effroi des « grands » devant l'effondrement du pouvoir de la bureaucratie témoigne de l'incapacité de l'impérialisme à stabiliser un « nouvel ordre mondial ».

Ce n'est pas le vide ainsi créé qui les effraie mais l'action des masses. « *La révolution ne fait que commencer* » titrait un commentateur américain.

Le 19 novembre, les « sept plus grandes puissances industrielles ont donné à l'Union soviétique chancelante un sursis de paiement d'un an (pour les sommes qu'elle devait verser au titre du service de la dette et du remboursement d'une fraction de celle-ci) en échange de promesses quant à la mise en œuvre d'un nouveau programme économique » (*International Herald Tribune*). L'accord, qui gage les sommes non versées sur les réserves d'or de l'Union, est ratifié non seulement par le pouvoir central mais par les Républiques.

C'est presque simultanément que la dernière en date des tentatives de Gorbatchev d'aboutir à un nouveau traité d'union politique entre les Républiques échoue et que Boris Eltsine annonce à nouveau que les prix seront prochainement libérés, ce qui devrait les multiplier par 3 ou 5...

Et à la suite de ces événements, par référendum, l'Ukraine confirmait son indépendance...

La bureaucratie qui se disloque et se décompose, cette bureaucratie que Trotsky avait définie comme la « courroie de transmission de l'impérialisme », s'intègre directement aujourd'hui, à la phase de son éclatement et de son agonie, comme un supplétif de l'exécution des plans d'ensemble de l'impérialisme. En URSS, elle est l'instrument direct de la liquidation de la propriété sociale, de la destruction des forces productives, des bases mêmes de la production.

Comme le montre l'article publié dans ce numéro de *La Vérité* sous le titre « *La marche au chaos* » (article rédigé avant les derniers développements), les travailleurs et les peuples d'Union soviétique, qui se sont attaqués à tout l'édifice d'oppression et de corruption de la bureaucratie, résistent à ces plans, enrayent leur mise en œuvre.

Que l'on se reporte quelques semaines en arrière...

Le 23 octobre, les plans d'Eltsine pouvaient apparaître moins nets qu'aujourd'hui. Les vagues de décrets qui se sont succédé depuis cette date — et dont beaucoup d'ailleurs, comme sous Gorbatchev, « *s'engloutissent dans la confusion* » comme le notait un journaliste américain — les ont précisés. Mais la direction générale en était claire, donnée par exemple dans les déclarations de Vladimir Grichenko, l'un des conseillers d'Eltsine : « *(notre programme) ressemble à ceux du FMI pour les pays en voie de développement* » (*Alternatives économiques*, septembre 1991). Le 23 octobre, on était encore proche des journées d'août où la mise en mouvement des masses travailleuses avait mis en échec le « comité d'Etat » et où Eltsine apparaissait comme bénéficiant d'une grande popularité. Le 23 octobre, pourtant, contre la politique sociale et économique d'Eltsine, contre le blocage des salaires et la hausse infernale des prix, contre les licenciements, pour la dissolution de la « Garde nationale », force de répression au service des autorités de la République de Russie, 40 000 travailleurs se rassemblaient à l'appel des organisations syndicales indépendantes de Moscou.

Ce même 23 octobre, contre la politique du gouvernement du PSOE, du gouvernement de Felipe Gonzalez en Espagne, contre les licenciements, les « restructurations », les privatisations, une grève générale appelée par toutes les organisations syndicales paralysait les Asturies.

Ce n'est certes pas la coïncidence chronologique qui est essentielle. Mais elle illustre l'unité organique qui relie la mobilisation des masses défendant leur existence même en défendant la propriété sociale en URSS, en Europe de l'Est et en Chine, aux luttes des travailleurs des pays capitalistes défendant leurs droits et leurs acquis contre les conséquences de la désindustrialisation et des privatisations, comme le combat des peuples soumis à l'oppression impérialiste et résistant à la volonté d'anéantissement que signifient les plans du FMI.

Car ce sont les directives du FMI, de la Banque mondiale — et, pour l'Europe, de la CEE — qui cadrent à l'échelle mondiale et dans chaque pays les offensives de régression sociale lancées contre les travailleurs. Offensives menées par tous les gouvernements, par les gouvernements bourgeois, quelles que soient les étiquettes politiques, par les gouvernements « continuisistes » s'appuyant dans les pays d'Europe de l'Est sur l'appareil d'Etat disloqué, mais encore debout et soumis à l'impérialisme, de la bureaucratie. On pourrait, ne serait-ce qu'à l'échelle de l'Europe, multiplier les exemples de l'action des masses travailleuses, se mobilisant malgré les obstacles pour défendre leurs intérêts, leur existence même et par là les bases de la civilisation, du mouvement des mineurs roumains ébranlant le régime d'Iliescu aux grèves générales de 24 heures en France, en Italie, en Hollande.

C'est l'unité, la confluence de ces combats des travailleurs de toute l'Europe qui ont trouvé une expression dans la Conférence ouvrière européenne de Komlo, convoquée par le Comité ouvrier de Komlo et l'Alliance européenne des travailleurs. 17 pays d'Europe y étaient représentés par 200 délégués qui ont adopté, au terme de leurs travaux, une déclaration affirmant notamment :

« Reprenant les traditions constitutives du mouvement ouvrier, celles de la I^{re} Internationale, nous, militants ouvriers, toutes tendances et pays confondus, nous déclarons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comme droit imprescriptible.

Nous, délégués ouvriers de toute l'Europe, nous opposons à cette course à la catastrophe la défense des droits des travailleurs et de leurs acquis :

- le droit au travail ;
- le droit à un salaire digne ;
- le droit à la santé ;
- le droit à l'instruction ;
- le droit au logement ;

Nous affirmons que les travailleurs, la classe des producteurs, constituent la seule force capable d'ouvrir une issue à toute la crise de la société.

Nous nous prononçons pour l'unité la plus large des travailleurs avec leurs organisations pour imposer les exigences élémentaires de la survie de millions et de millions de travailleurs et de leurs familles, qui se confond avec le combat pour l'indépendance des organisations syndicales. »

Ce mouvement des masses qui se développe à des degrés divers et sous des formes distinctes à chaque pays, mais unifié, est celui par lequel se matérialise le tournant de caractère historique engagé en 1989 par la chute du Mur de Berlin sous les coups de la classe ouvrière allemande.

C'est un mouvement de caractère mondial qui englobe tous les continents et tous les pays. Les centaines de milliers de travailleurs américains qui le 1^{er} septembre dernier se rassemblaient sous les banderoles de leurs organisations syndicales contre la politique « sociale » de Bush ont rappelé avec force qu'aucun pays n'échappe aux conséquences du déclin accentué du mode de production capitaliste. Bien au contraire, c'est avec une intensité particulière qu'elles s'expriment aux USA dans la mesure où l'impérialisme américain est amené à intégrer à son propre fonctionnement toutes les contradictions mondiales. De son rôle international même découle pour le gouvernement de l'impérialisme américain la nécessité de renforcer ses attaques contre les travailleurs.

En effet, à l'effondrement de l'équilibre établi à Yalta et à Potsdam, l'impérialisme américain a cherché et cherchera — par tous les moyens — à substituer un « nouvel ordre mondial » reposant sur son hégémonie. Cette tentative a abouti à un « désordre » accru, au chaos qui marque toutes les relations politiques, sociales, économiques et diplomatiques.

La décomposition de la bureaucratie du Kremlin, les convulsions, la dislocation de l'appareil d'Etat à l'échelle de toute l'URSS constituent aujourd'hui un processus incontrôlable pour les Etats-Unis et pour les autres puissances impérialistes sur lequel ils se trouvent « sans prise aucune », comme le notait un commentateur français après le référendum sur l'indépendance ukrainienne. L'effondrement qui s'accélère de l'économie soviétique a amené Boris Eltsine à évoquer dans une interview au *Spiegel* les risques d'une « mutinerie ». Mais ce ne sont pas seulement les dirigeants actuels, rescapés de la crise de la bureaucratie, qui sont en péril. Le désastre économique en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est, l'acuité de la crise sociale et politique constituent un facteur de précipitation de la crise de l'économie mondiale et menacent toutes les constructions fragiles qui ont suivi 1989 (« Depuis la Yougoslavie, le maître mot est impuissance », écrit Pierre Haskil dans *Libération* du 3 décembre).

Le *Financial Times* du 14 octobre dressait un bilan de l'économie mondiale, qui sous un titre apparemment optimiste (« Triomphe et tribulations ») révélait une profonde inquiétude.

Le « triomphe » c'était celui d'une « idée », l'« économie de marché », les « tribulations », c'était la réalité. Cette réalité pour les pays industrialisés se résumait dans la phrase suivante : « *La croissance dans les 24 pays de l'OCDE est supposée se ralentir à 1 %, alors qu'elle était de 2,5 % en 1990. Le FMI a suggéré qu'elle pourrait atteindre 3 % l'année prochaine... Le chômage continuera de croître dans tous les pays de l'OCDE.* »

En d'autres termes, même lorsqu'on envisage une « reprise », elle est de si faible amplitude qu'elle n'enrayera même pas la hausse du chômage dans les grandes puissances industrialisées, pour ne rien dire de la situation catastrophique dans les pays dominés par l'impérialisme.

Le miracle attendu c'était la reprise de l'économie américaine. La réalité, ce sont des convulsions boursières — les plus fortes depuis 1987 — à Wall Street qui secouent toute l'économie mondiale et annoncent d'autres explosions.

Parlant des efforts du Congrès américain pour conjurer le « marasme » de l'économie américaine, le *Financial Times* du 11 octobre rappelait que les parlementaires ne pouvaient « *abroger les lois de l'économie* » et que « *Bush payait le prix d'une décennie de déficit qui a triplé le volume de la dette nationale* ». Ce que le *Financial Times* omet de dire, c'est que cette « *économie de l'endettement* » n'est que l'expression du caractère monstrueusement spéculatif et parasitaire du fonctionnement du système fondé sur la propriété privée des moyens de production et qui trouve une expression gigantesque aux Etats-Unis — proportionnelle au rôle de l'impérialisme américain.

Il y a environ 30 millions de citoyens de la plus forte et de la plus prospère des puissances impérialistes qui survivent au-dessus du « seuil officiel » de pauvreté. 35 millions d'Américains ne bénéficient d'aucune protection sociale. Dans les 18 derniers mois seulement, 1 200 000 emplois ont été supprimés dans l'industrie manufacturière aux USA.

Il ne s'agit là que d'éléments indicatifs visant à souligner le degré auquel le pourrissement du mode de production capitaliste affecte les USA. Ce que cela prépare, c'est une crise sociale et politique qui — dans d'autres conditions historiques et dans un autre contexte mondial — peut se comparer à celle dont devaient surgir les puissantes grèves de 1936 et la constitution du syndicalisme de masse du Congress of Industrial Organizations (CIO).

Il y a quelques semaines, le président Bush devait se rendre en Asie. L'effondrement électoral d'un candidat républicain dans un Etat où son succès paraissait garanti concentra l'attention des « médias » sur le fait que Bush ne maîtrisait pas la situation intérieure aux USA, que sa réélection était rien moins qu'assurée...

Bush reportait son voyage au Japon et dans d'autres pays d'Asie...

Le *Washington Post* notait alors que la décision présidentielle de « *rester aux USA annulait l'image du président moderne et omnipotent dominant les événements et décidant de la politique dans n'importe quel point du globe* ».

Le *New York Times* du 8 novembre commentait l'échec du candidat républicain en Pennsylvanie dans les termes suivants :

« *Les Américains, tout particulièrement ceux qui considèrent faire partie de la classe moyenne, se sentent dans une impasse. Ils sont déconcertés face à une situation faite de revenus stagnants, d'une économie à la dérive et d'un gouvernement qui ne réagit pas.* »

Ce fut pendant des décennies l'un des thèmes principaux de l'idéologie dominante aux Etats-Unis que d'expliquer que les travailleurs se « *considéraient comme la classe moyenne* ». Les travailleurs aujourd'hui « considèrent » qu'à chaque instant ils sont menacés d'être chassés de leur emploi, de rejoindre les millions qui sont déjà exclus de la production. Ils ressentent l'acharnement des attaques menées contre leurs droits, leurs salaires, leurs organisations syndicales. L'impasse c'est le système des « deux partis », la fausse alternative entre le Parti républicain et le Parti démocrate.

La nécessité d'un parti défendant les intérêts de la population laborieuse, d'un Labor Party, commence à être exprimée dans les secteurs les plus opprimés et les plus exploités, comme parmi les travailleurs noirs ; c'est aussi un mouvement qui grandit au sein des organisations syndicales.

La « désindustrialisation », la montée globale et la permanence d'un chômage massif — c'est-à-dire la non-utilisation d'une fraction croissante des capacités productives de l'humanité et des moyens de production — ne touchent pas que les Etats-Unis et ne relèvent pas de « *phases passagères* ».

Le capitalisme pourrissant est engagé dans un processus de destruction, à l'échelle mondiale et dans tous les continents, des bases mêmes de l'industrialisation, de la civilisation.

C'est cela qui définit avant tout le contenu des plans du FMI et de la Banque mondiale à l'égard de l'Afrique, de l'Amérique latine, de l'Asie. Il ne s'agit pas seulement de pillage mais d'un véritable processus d'anéantissement des économies nationales.

C'est cela qui marque également les tentatives de restauration du capitalisme en URSS et en Europe de l'Est. Les bavardages sur « *l'économie de marché* » ne masquent pas le fait qu'il s'agit d'une tentative de reconquête sauvage ne visant pas à l'ouverture de nouveaux marchés mais à la destruction des forces productives, au démantèlement des économies nationales au travers de la destruction de la propriété sociale.

Cette réalité s'impose avec une telle force qu'il est difficile de le nier au nom de ce que le *Financial Times* appelle le triomphe de « *l'idée de marché* ».

C'est ainsi que *Le Monde Diplomatique* de septembre 1991 contient un article de Michel Chossudovsky intitulé « *Comment éviter la mondialisation de la pauvreté ?* ». Si le contenu de l'article, dans les faits, ne répond pas à ce souci, il demeure qu'il trace un tableau sérieux de la situation de l'économie mondiale :

« La décennie de l'appauvrissement global, tel est le souvenir que laisseront les années quatre-vingts. La mise en place du programme d'ajustement structurel dans un grand nombre de pays débiteurs favorise la globalisation d'une politique macro-économique placée sous le contrôle direct du FMI, de la Banque mondiale, qui œuvrent au nom d'intérêts puissants : ceux des Clubs de Paris et de Londres, et du G7. Cette nouvelle forme de domination que l'on peut appeler "colonisation de marché" subordonne peuples et gouvernements au jeu anonyme et aux manipulations délibérées des forces de ce marché, une situation sans précédent historique à cette échelle.

(...) La misère dans le tiers-monde tout comme l'aggravation du chômage et des inégalités sociales en Europe occidentale et en Amérique du Nord ne permettent pas la croissance de la demande globale. A vrai dire, la thérapie du FMI, tout comme l'écroulement de l'Etat-providence et la poursuite d'une

politique monétaire reagano-thatchérienne dans la plupart des pays industrialisés contribuent à plonger l'économie mondiale dans la récession. Les politiques dictées par le FMI et la Banque mondiale accentuent les disparités sociales entre nations et en leur sein. »

Plus loin dans l'article il évoque le problème de la délocalisation :

« Les salaires réels dans le tiers-monde représentent en moyenne le trentième de ceux payés aux Etats-Unis, en Europe occidentale et au Japon. (...) Des usines ferment dans les "vieux" centres où les salaires sont élevés. La délocalisation ne concerne plus seulement quelques enclaves sises en Asie du Sud-Est, mais aussi l'Asie du Sud, la Chine, certaines régions africaines, l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Europe orientale... Un cercle vicieux s'est constitué : la relocation industrielle dans le tiers-monde provoque une dislocation de l'économie dans les pays développés, en même temps que le chômage. »

Puis (même si c'est sous un angle limité), c'est la question du parasitisme et de la spéculation qui est abordée :

« Le système a une capacité illimitée de production et, pourtant, l'expansion due aux transferts d'activités vers les régions à bas salaires contribue à la contraction des dépenses (chez ceux qui ont perdu leur emploi), ce qui finit par assécher l'ensemble de l'économie.

La concentration accrue des revenus et de la richesse (au Nord comme dans le Sud) a cependant permis une forte croissance de l'économie de luxe : voyages et loisirs, automobile, électronique, révolution des télécommunications, etc. La culture des drive-in et des duty-free, bâtie autour de la voiture et de l'avion, attire d'énormes ressources financières, fournissant par la même occasion un ballon d'oxygène à une économie mondiale menacée par la récession. Les dépenses militaires jouent aussi un rôle important dans la relance de la demande. Cette croissance contraste de plus en plus vivement avec la stagnation des secteurs produisant biens et services de première nécessité. Un dualisme de la consommation qui se retrouve à l'échelle planétaire : dans le tiers-monde et en Europe orientale, la stagnation de la production vivrière, de la construction d'habitations et de la fourniture de services sociaux contraste avec l'apparition de petites poches de privilégiés vivant luxueusement. Les élites des pays endettés, les membres des anciennes nomenklaturas, les nouveaux hommes d'affaires est-européens sont à la fois les protagonistes et les bénéficiaires de cette évolution. Les disparités sociales dans des pays comme la Hongrie et la Pologne ont désormais l'ampleur de celles d'Amérique latine. Une Porsche Carrera peut être achetée à Budapest pour 9 720 000 forints, soit l'équivalent de soixante-dix ans de salaire moyen dans l'industrie hongroise. »

Ainsi, les statistiques sur le Produit national brut, lorsqu'elles enregistrent une croissance, ne correspondent même pas à une augmentation brute de la production matérielle.

Et encore dans *Le Monde Diplomatique* de juillet 1991 :

« En 1987, note la Banque mondiale, les flux de capitaux ont été de 1 000 milliards de dollars, dont 11 % se portèrent sur des investissements à l'étranger et plus de 6 % étaient des capitaux à court terme (*lire : spéculatifs*) mais très peu se dirigèrent vers les pays en voie de développement. »

Et cet extrait du rapport de l'ONU sur le développement humain en 1991 :

« S'il ne s'agissait que d'hypothèses en chambre et de simulations sur ordinateurs ! Au-delà des analyses glacées et des scénarios, vivent d'immenses populations qui n'en peuvent mais. Pour abstraits qu'ils soient de par leur

ampleur, quelques chiffres doivent être rapportés. Dans le Sud : "Plus d'un milliard d'êtres humains vivent dans un total dénuement" ; "quelque 180 millions d'enfants, soit un sur trois, souffrent de malnutrition grave" ; "un milliard et demi de personnes n'ont pas accès aux services de santé primaire" ; "près de trois millions d'enfants meurent chaque année de maladies contre lesquelles il existe des vaccins" ; "approximativement un milliard d'adultes ne savent ni lire ni écrire" ; "le nombre d'enfants d'âge scolaire qui ne fréquentent pas l'école dépasse largement les 100 millions" (il serait en fait de 300 millions) ; "les disparités entre hommes et femmes restent considérables".

Dans le Nord : "Plus de 100 millions d'habitants des pays industrialisés vivent au-dessous du seuil de pauvreté. En incluant l'URSS et l'Europe de l'Est, ce chiffre atteint au moins 200 millions" ; "dans dix pays industrialisés, le taux de chômage se situe entre 6 % et 10 % ; il dépasse 10 % dans trois autres pays" ; "les salaires féminins moyens n'atteignent que les deux tiers des salaires masculins" ; "dans de nombreux pays industrialisés les structures sociales continuent à se défaire : les anciennes normes et coutumes disparaissent sans que de nouveaux éléments de cohésion viennent prendre leur place". Partout s'aggravent les dettes : "dettes financières", "dettes sociales", "dettes démographiques", "dettes écologiques". L'économie ne saurait assurément être "distinguée" du social et de la politique lorsque l'analyse aboutit à ce résultat. »

Ce que contiennent ces citations ne constitue qu'une indication partielle quant à la place de plus en plus déterminante de « l'économie spéculative » et du parasitisme sous toutes ses formes et quant à ses conséquences : la destruction des forces productives. Car c'est bien cela que traduit la constatation que la décennie 80 a été celle de « l'appauvrissement global ». C'est reconnaître la vérification par les faits et l'actualité du programme de fondation de la IV^e Internationale :

« Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la misère sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. »

D'autres expressions de cette réalité pourraient être données en Asie, en Amérique latine et en Afrique.

En Afrique, le pillage du continent a atteint un degré où il est un élément de déstabilisation de tout l'édifice de préservation de la domination impérialiste. Perpétuer ce pillage implique la destruction du mouvement d'organisation et d'indépendance des travailleurs et de tous les éléments sur lesquels il s'appuie.

C'est ainsi qu'au Sénégal, on assiste à une tentative de remise en cause de tout le cadre juridique protégeant les travailleurs et l'organisation syndicale face aux patrons, c'est-à-dire le Code du travail. Code du travail dont l'existence était formelle dès lors que les dictatures étaient là pour empêcher toute activité syndicale indépendante, mais qui aujourd'hui prend une importance centrale dans le développement d'un authentique mouvement syndical.

Pour l'impérialisme, ce qui est au centre aujourd'hui c'est la destruction des syndicats indépendants en retirant à ceux-ci tout point d'appui juridique protégeant les travailleurs et les délégués syndicaux contre les licenciements. En Amérique latine, la politique impérialiste se matérialise dans l'application des plans d'ajustement, les privatisations des entreprises publiques ou

nationalisées et la poursuite du pillage par le biais de la dette, qui amène tout le continent à l'instabilité et à des situations d'explosion sociale.

Bush s'appuie sur les régimes à « façade démocratique » qui, en dépit de leur usure face à la résistance des masses qui se heurtent à eux dans leur action, vont être utilisés comme instruments directs du FMI en accentuant leur contenu réactionnaire et anti-national. Ce qui fait de la domination impérialiste un élément de dislocation des régimes et gouvernements, ce qui soulève pour nous la question d'un combat audacieux du front unique anti-impérialiste.

L'Initiative pour les Amériques de Bush (traité de libre commerce Mexique-USA-Canada), le Mercosul, les accords militaires contre le trafic de drogue impliquent une intervention croissante des Etats-Unis dans les institutions et dans le fonctionnement des Etats de la région, ce qui met plus encore à nu leur caractère semi-colonial et compradore.

En Afrique, c'est le refus des peuples et des travailleurs, leur volonté d'ouvrir une issue qui se sont manifestés dans la Conférence africaine pour l'indépendance syndicale, appelée par l'UDTS, et tenue à Dakar les 1^{er}, 2 et 3 novembre.

En Amérique latine, la résistance des peuples et des travailleurs, à l'échelle de tout le continent, trouve un point d'appui dans la préparation de la Rencontre latino-américaine en défense des services et des entreprises publics à laquelle prennent part les forces politiques associées à « L'Entente internationale » constituée à Barcelone comme dans l'action contre le blocus de Cuba et les menaces d'intervention militaire.

C'est comme contribution à ce combat, combat auquel sous des formes diverses participent toutes les sections et tous les militants de la IV^e Internationale, que se comprend ce numéro de *La Vérité*.

La Vérité

Yougoslavie

Une guerre contre tous les peuples

Par Lucien GAUTHIER

Chaque jour qui passe apporte son cortège de morts, de blessés, de réfugiés, de villes bombardées... Au cœur de l'Europe, à quelques centaines de kilomètres de Vienne, Munich ou Budapest, en Yougoslavie, une guerre meurtrière a lieu. Pour les « médias » et autres « spécialistes », la cause de cette situation est à chercher dans les conflits inter-ethniques historiques opposants Serbes et Croates, et surtout pas dans la politique de la CEE et de la bureaucratie yougoslave. Bref, ce serait en quelque sorte une malédiction balkanique.

Il nous semble indispensable, pour comprendre et analyser la situation présente, de revenir tout d'abord sur les fondements historiques de cette situation. L'ensemble des problèmes de la région et les développements dans chaque pays balkanique s'inscrivent dans un cadre : les problèmes historiques accumulés dans les Balkans s'intègrent aux problèmes qui proviennent du tournant dans la situation mondiale. La situation propre aux Balkans tient à cette imbrication des peuples et des minorités nationales à l'intérieur de l'ensemble des pays de la région, et au fait que tout au long de l'histoire, le féodalisme puis la bourgeoisie et la bureaucratie ont interdit l'émergence d'une solution réalisant les aspirations des peuples. Le présent article ne vise pas à traiter de l'ensemble de la question balkanique, mais à l'éclairer, à la lumière des développements en Yougoslavie.

YUGOSLAVIE : « LE PAYS DES SLAVES DU SUD »

A l'occasion des grandes migrations des peuples, les Slaves se séparèrent entre ceux qui allaient occuper les territoires de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, et ceux qui franchirent le Danube vers le sud, au VI^e siècle, et que l'on appelle les « Slaves du Sud ». Ceux-ci se diviseront alors en de nombreuses tribus.

Les premières tentatives des Slaves du Sud de former des Etats indépendants datent du début du VII^e siècle : Slovènes en 623, Croates en 925, Macédoniens qui firent au début partie de l'empire bulgare du tsar Siméon, qui fonda le premier empire des Slaves du Sud (893-927), Monténégrins au X^e siècle. Les Monténégrins comme les Macédoniens tombèrent sous la domination de Byzance, les Croates sous celle des Hongrois et les Slovènes sous celle des Francs. Les Serbes organisèrent leur premier Etat nation-

nal au IX^e siècle. Sous le règne de Dusan le Fort (1331-1346) la Serbie devint l'Etat le plus puissant des Balkans. Mais la bataille de Kosovo (1389) marque la fin de l'Etat serbe et la victoire de l'Empire ottoman turc. C'est ainsi qu'au XV^e siècle tous les Etats indépendants des Slaves du Sud ont disparu, et sont soumis à d'autres puissances, principalement l'Autriche et l'empire turc, qui entravèrent ainsi la formation de ces nations. Ces puissances vont utiliser en permanence les différents peuples ou minorités nationales comme base de manœuvre dans leurs conflits respectifs.

A la fin du XVII^e siècle, les Serbes participent aux côtés de l'empire d'Autriche à la guerre contre les Turcs. Lorsque les troupes autrichiennes défaites se retirent du territoire serbe, des dizaines de milliers de Serbes quittent leurs villages pour s'installer en Hongrie méridionale (l'actuelle « Voïvodine » yougoslave), et à l'est de la Croatie (l'actuelle Slavonie), partie de l'empire d'Autriche. La Slovén-

nie, la Croatie et une petite partie de l'actuelle Serbie sont alors dans l'empire austro-hongrois, tandis que le reste de la Serbie, le Monténégro, la Macédoine, la Bosnie sont sous domination turque. Les puissances impériales — particulièrement l'Autriche — vont impulser une série de mouvements de population. L'Autriche-Hongrie va ainsi favoriser l'implantation de Serbes à l'Est de la Croatie (« Slavonie ») à la fois pour utiliser cette minorité contre les volontés croates de se libérer du joug hongrois, mais aussi pour les installer en « paysans-libres » aux marches de l'empire, c'est-à-dire des paysans à qui l'on donne des terres avec une certaine liberté à condition qu'ils restent armés afin de servir de cordon militaire contre les coups de main de l'armée turque. C'est là une des premières explications de l'imbrication des peuples dans cette région. En Bosnie sous domination turque, la noblesse slave, pour garantir son statut de bon vassal et échapper aux restrictions à l'égard des chrétiens, entraîne une grande majorité de la paysannerie à s'islamiser, créant les bases de la naissance d'un peuple de Bosnie, ethniquement serbo-croate, mais avec une tradition, une histoire, une religion différentes, avec un sentiment d'appartenance à un peuple différent déterminé par le développement séparé.

Si les Slovènes et les Croates soumis d'abord aux influences française, italienne et hongroise, puis à l'Autriche, seront christianisés sous l'égide de Rome, les Serbes, eux, christianisés par Byzance sont orthodoxes, écrivant donc leur langue en caractère cyrillique tandis que Croates et Slovènes le feront en caractères latins. C'est la séparation des Slaves du Sud entre différents territoires, leur développement historique différent intégrant langues et religions, qui sera à la base de l'existence des peuples qui composent la Yougoslavie.

LES LIMITES DU NATIONALISME BOURGEOIS

Au XVIII^e siècle, en relation même avec l'impact de la Révolution française

et des révolutions bourgeoises mettant au centre l'idée de nation, une renaissance du mouvement national slave va surgir. Au début du XIX^e siècle, se développe un vaste mouvement connu sous le nom d'« illyrisme » qui compte des adhérents dans tous les pays slaves du Sud (c'est à cette époque que s'unifient les langues littéraires serbes et croates, semblables à quelques différences très secondaires près). Ce mouvement prit une grande importance quand les armées napoléoniennes formeront avec la Slovénie, la Dalmatie, l'Istrie et une partie de la Croatie les provinces illyriennes, dans lesquelles, quels que soient les motifs des conquêtes napoléoniennes, s'exprimèrent les nouveaux rapports portés par la France issue de la Révolution avec la décision d'abolir les impôts féodaux payés par les paysans. En 1804 éclate la première insurrection serbe contre les Turcs, une deuxième en 1815 ; les Croates constituèrent des partis qui combattaient pour l'abolition de la domination hongroise, tandis qu'en Macédoine une insurrection contre les Turcs fut écrasée. Si le développement capitaliste donna un nouvel essor aux aspirations nationales de ces peuples, dans le même temps le surgissement du mouvement des masses dans les révolutions de 1830 et 1848 impliquait de soumettre cet éveil des nationalités aux besoins des grands pays industrialisés lancés à la conquête de l'Europe.

Car là encore l'arriération économique et politique signifia que les nations des Balkans, au lieu d'être absorbées dans des unités nationales plus vastes — hypothèse que Marx et Engels avaient envisagée en 1848 —, continuèrent à se développer dans le creuset agonisant des empires d'Autriche et de Turquie.

Car l'absorption de petites unités nationales par des nations plus larges comme base du développement d'une large production marchande fondée sur la base d'un Etat national, que Marx et Engels avaient envisagée pour l'Europe de 1848, fut court-circuitée par le développement historique et la maturité de la lutte des classes. L'écrasement des révolutions de 1848 qui avaient vu sur-

gir le prolétariat ne fait alors que différer l'explosion en aggravant les antagonismes internes à cette véritable prison des peuples.

Le développement inégal économique en Europe signifia que nombre de bourgeoisies nées dans le berceau des empires féodaux ne purent se libérer de crainte de déchaîner des soulèvements révolutionnaires qu'elles étaient incapables de contrôler. Elles abandonnèrent la tâche de centraliser l'Etat à l'aristocratie et à la monarchie qui le firent d'une manière bureaucratique et oppressive contre les peuples et le développement des forces productives, l'oppression des peuples et des minorités nationales allant de pair avec le refus des libertés démocratiques et la déformation de l'économie par un appareil bureaucratique et généralement clérical et par la survivance de relations féodales dans les campagnes.

C'est à cette même époque que se développera un mouvement ouvrier organisé dans cette région.

En janvier 1910, à Belgrade, une conférence balkanique rassembla des représentants des partis sociaux-démocrates serbes, bulgares, roumains, des groupes sociaux-démocrates de Macédoine, Turquie, Monténégro, et des sociaux-démocrates des provinces du sud de l'empire austro-hongrois qui avaient pour objectif commun de lutter

« pour nous libérer nous-mêmes du particularisme et de l'étroitesse, pour abolir les frontières qui divisent les peuples qui sont en partie identiques par la langue et la culture, pour balayer les formes de la domination étrangère qui privent les peuples de leurs droits à décider de leur sort par eux-mêmes ».

En 1912, la première guerre balkanique voit les Serbes, Bulgares, Grecs et Monténégrins écraser les armées turques. Si cela exprime l'aspiration de ces peuples à disposer de leur sort face au joug ottoman, il y a aussi l'utilisation qui en est faite par les puissances impérialistes — Autriche, France, Grande-Bretagne et Russie — dans leur volonté d'hégémonie en Europe et de démantèlement de la Turquie.

La deuxième guerre balkanique en 1913 voit s'opposer aux Bulgares qui sont battus une coalition de Serbes, Grecs et Roumains. Cela s'intègre à la préparation de l'état de guerre en Europe entre les impérialismes. L'attentat d'un nationaliste serbe contre l'archiduc autrichien François-Ferdinand à Sarajevo (28 juin 1914) fut le prétexte au déclenchement de la Première Guerre mondiale opposant les impérialismes français et anglais à l'empire austro-hongrois.

Ce n'est pas un hasard si cela débuta dans les Balkans. L'incapacité de la bourgeoisie autrichienne à unifier les différents peuples sur une base démocratique permettait aux tendances centrifuges de s'exprimer. Il était de plus en plus évident dans l'empire moribond que la question nationale dans la région ne pouvait trouver de solution que sur la base de l'autodétermination de tous les peuples ouvrant la voie à une fédération balkanique, qui aurait permis la centralisation et l'organisation de l'industrie dispersée dans la région.

VERSAILLES ET LE DROIT DES PEUPLES

Pour cette raison, les impérialismes dominants ne pouvaient permettre l'autodétermination des peuples des Balkans. Le traité de Versailles les divisa encore et fournit la base de nouveaux antagonismes nationaux par la création de minorités nationales dans chaque Etat, par un tracé artificiel et antidémocratique des frontières, par le refus de l'autodétermination pour des nations comme la Macédoine, par exemple, divisée entre la Grèce, la Bulgarie et la Serbie.

D'autant plus que ces aspirations nationales constituèrent l'un des moteurs de la révolution en Russie en 1917 et ses conséquences dans toute l'Europe. Le traité de Versailles en est la réponse impérialiste. L'impérialisme découpa cette région afin d'empêcher l'émergence de régimes démocratiques s'associant à l'URSS et comme base d'appui contre l'URSS. C'est ainsi que la Yougoslavie fut créée sur la base du

nationalisme serbe qui, selon le mot de Lénine, « veut des privilèges pour sa propre nation ».

A l'issue de la Première Guerre mondiale, dans le cadre du démembrement de l'empire austro-hongrois, les impérialismes vainqueurs, France et Grande-Bretagne, vont favoriser la constitution le 1^{er} décembre 1918 du « royaume des Serbes, Croates, Slovènes ». C'était la réponse à une réelle aspiration des Slaves du Sud à s'unir en se libérant du joug étranger.

« Peut-on s'étonner de ce que les Slaves du Sud (sous le joug austro-hongrois) portent leurs regards et leurs espérances vers la monarchie serbe, alors qu'ils sont en butte aux exactions et aux injustices des gens de Vienne et de Budapest qui les briment, les jettent en prison et leur refusent de réaliser la suprême aspiration de chaque peuple : l'indépendance ? » (Citation du journal de la social-démocratie autrichienne du 3 juillet 1914 faite par Trotsky dans « La question balkanique »).

Mais l'existence d'un royaume — négation de la démocratie — et la politique nationaliste des partis serbes provoquent des tensions et font surgir comme question centrale le problème des nationalités, notamment en Croatie.

A l'issue d'une période de troubles, le 6 janvier 1929, le roi Alexandre abolit la Constitution et proclame le « royaume de Yougoslavie », c'est-à-dire en réalité instaure une dictature qui donnera lieu à de nombreuses reprises à une répression notamment des droits nationaux des différents peuples.

Le 6 août 1941, les nazis attaquent la Yougoslavie. Ils mettent en place en Croatie un Etat artificiel en plaçant au pouvoir le parti oustachi (« révolutionnaire »), un parti minoritaire fasciste croate qui se livrera à d'horribles massacres contre les Serbes de Croatie.

Mais dans tout le pays se développe un formidable mouvement de résistance, « les partisans », constitué en très grande majorité de paysans et d'ouvriers de toutes nationalités, dominé par le PC, avec à sa tête Tito, un Croate.

A la fin de 1944, l'armée de libération nationale yougoslave compte 500 000 partisans et libère le pays des nazis. C'est là l'expression d'un mouvement de fond rassemblant la population laborieuse de toutes les nationalités contre l'oppression nationale nazie et la collaboration active de la bourgeoisie du pays avec l'occupant.

Contre Staline et les puissances impérialistes, qui avaient décidé à Yalta que la Yougoslavie resterait « à l'Ouest », la puissance du mouvement populaire et l'effondrement complet d'institutions étatiques bourgeoises très artificielles poussent le PC yougoslave à instaurer une république et à exproprier propriétaires fonciers et capitalistes, ce que les masses travailleuses avaient déjà commencé à réaliser.

Cela s'inscrit dans un mouvement des masses en Europe et notamment dans les Balkans : des mouvements surgissent en Roumanie et en Bulgarie, une révolution commence en Grèce. Ce qui était en cause c'était la domination impérialiste dans les Balkans.

Mais l'aspiration présente depuis plus d'un siècle à constituer une grande fédération des peuples des Balkans est cassée par Staline. Tandis qu'il laisse faire — et appuie — l'écrasement dans le sang par l'impérialisme britannique de la révolution en Grèce, il s'oppose à la proposition que la Bulgarie s'intègre à une fédération des Slaves du Sud. L'ordre de Yalta s'exprime là clairement. Car le libre développement des aspirations nationales et démocratiques des peuples était incompatible avec la domination de la bureaucratie stalinienne ; aussi utilisait-elle les divisions créées par l'impérialisme pour l'interdire.

Ainsi les différentes bureaucraties étaient-elles liées au maintien de l'oppression nationale qu'elles utilisaient et dont elles se nourrissaient. Car l'autodétermination pour les peuples des Balkans aurait menacé l'existence de toutes les bureaucraties, posant le problème de l'unité de tous les peuples balkaniques, jusqu'en Grèce soumise à la zone d'influence impérialiste.

Dans ces conditions, la Yougoslavie représente alors une tentative avortée et bâtie de manière bureaucratique pour réaliser l'union d'une partie des peuples des Balkans. L'opposition des staliniens à une fédération balkanique est totalement contradictoire, s'il fallait encore le démontrer, à la résolution adoptée en 1920 par le congrès constituant la fédération communiste balkanique :

« Seule la révolution garantira aux petites nations une existence libre et un développement indépendant. Elle les débarrassera des dettes énormes d'Etat, libérera les forces productives de tous les pays en les sauvant des limites des frontières d'Etats, et ouvrira une issue à l'espace ainsi ouvert en unissant les nations dans une unité économique. La libération des nations balkaniques de la domination politique, financière et économique de l'entente impérialiste, leur liberté nationale et leur unité, la création des conditions nécessaires pour le développement de leurs forces productives, tout cela peut être réalisé seulement si ces nations s'unissent pour former une république socialiste des Balkans. »

LE « TITISME »

Il n'est pas dans notre propos de développer ici les raisons qui amèneront à la rupture entre Tito et la bureaucratie du Kremlin, mais il nous faut préciser que la Yougoslavie sera constitutionnellement fondée comme une fédération de peuples et de nations, composée des républiques de Slovénie, Croatie, Serbie, Bosnie (dans ce dernier cas, une nouvelle nationalité sera reconnue à la population majoritaire en Bosnie — musulmane — non pas au sens religieux mais pour reconnaître la place de cette population d'origine serbo-croate qui historiquement, culturellement, territorialement, s'est constituée en nation), Macédoine, Monténégro, et le droit des minorités nationales (hongroise, albanaise...).

Bien évidemment, la réalité sera différente. A la tête d'une bureaucratie composite nationalement, et soumise à diverses pressions, Tito utilisera la question nationale pour affermir sa position

bureaucratique de « bonaparte ». Ce n'est pas une anecdote de signaler que Tito se paraît du titre de « Maréchal ». Du fait de la guerre de libération nationale, l'armée yougoslave fut dès l'instauration de la Yougoslavie un des piliers constitutifs de la bureaucratie, de l'Etat fédéral, et une base d'appui à Tito, comme la seule institution fédérale, trans-république, structurant le pays et garante de l'ordre fédéral.

Face à la montée du mouvement des masses dans les années 1960 et devant l'émergence des forces centrifuges au sein de la bureaucratie (ou plutôt de ses composantes nationales dans chaque république), Tito dénonça le « nationalisme serbe », provoqua de nouvelles purges puis, après de multiples péripéties dans une nouvelle situation de crise dislocatrice, instaura le 21 juin 1974 une nouvelle Constitution renforçant le fédéralisme en Yougoslavie et donnant au Kosovo (où vit une population à 98 % albanaise avec une petite minorité serbe) et à la Voïvodine (un territoire du nord-est du pays anciennement hongrois où vivent plusieurs centaines de milliers de Hongrois et plusieurs centaines de milliers de Serbes descendants des Serbes qui ont fui la domination turque) un statut de territoire autonome, jouissant d'un Parlement et d'une certaine autonomie, bien qu'ils n'aient pas le statut de république. Dans le même temps il s'attaqua au « libéralisme politique » à Belgrade et réprimait les universitaires et les étudiants.

Mais les véritables causes de cette nouvelle crise furent en réalité à chercher dans le développement de plus en plus massif du mouvement des masses laborieuses résistant à la dégradation des conditions de vie et de travail et posant la question de la démocratie ouvrière et de l'égalité entre les différentes républiques — ce qui provoqua des conflits inter-bureaucratiques. C'est qu'en effet, depuis plus de 30 ans, Tito et la bureaucratie, sous le vocable « d'autogestion », ont tenté en permanence d'ouvrir le pays aux lois du marché, et ont adhéré au FMI, c'est-à-dire ouvert la porte à la pénétration impérialiste directe. Si la res-

ponsabilité de Tito est entière, il nous faut souligner celle du Kremlin qui isola totalement la Yougoslavie et la poussa dans les bras de l'impérialisme.

La mort de Tito en 1980 — la disparition du bonaparte — révèle au grand jour et accélère toute la crise de la bureaucratie qui tend à se désarticuler sur des bases nationales tandis que la situation économique s'aggrave et qu'un puissant mouvement gréviste se développe dans tout le pays.

Devant la crise mortelle qui les saisit, une partie de la bureaucratie fédérale, l'état-major militaire et la bureaucratie stalinienne de Serbie tentent alors de chercher à rééquilibrer les rapports bureaucratiques en liquidant la Constitution de 1974, abolissant l'autonomie du Kosovo et de la Voïvodine placés sous domination militaire et répressive de la république de Serbie.

Face à la montée du mouvement gréviste notamment en Serbie (2 000 grèves officiellement recensées en 1989 en Serbie), la bureaucratie une nouvelle fois essaya de provoquer des conflits inter-ethniques. Elle se lança de manière systématique dans une intense campagne anti-albanaise de prétendue défense de la minorité serbe au Kosovo, pour répondre aux manifestations ouvrières à Belgrade. A plusieurs reprises, les masses albanaises vont se soulever pour la défense de leurs droits nationaux mais de façon totalement liée avec les revendications des travailleurs. C'est ainsi que les mineurs albanais du Kosovo vont jouer un rôle déterminant comme avant-garde de ces combats. Questions sociales et nationales sont totalement imbriquées. Ainsi,

« au Kosovo, le produit social par habitant est actuellement 7 fois inférieur à celui de Slovénie. Le chômage atteint 57 % de la population du Kosovo alors que la moyenne yougoslave est de 16 %. Le revenu par habitant de cette province est équivalent à celui du Bangla Desh. » (Extrait du livre *Le FMI : une entreprise de pillage des peuples*).

Cette offensive anti-albanaise, loin de réaliser « l'unité des Slaves » contre les Albanais, va au contraire provoquer en

Slovénie et en Croatie un mouvement de solidarité avec les Albanais du Kosovo, conscients qu'il s'agissait là d'une atteinte à l'ensemble des droits des peuples. C'est pourquoi, dans ces républiques, cela ne fera que renforcer le mouvement pour la défense des aspirations nationales des peuples croates et slovènes, tandis qu'en Serbie les premières illusions développées dans les masses par cette campagne de défense de la minorité serbe vont se heurter à la politique de la bureaucratie fédérale et serbe tournée entièrement contre les travailleurs qui n'ont d'autre recours que de se mettre en mouvement pour se défendre comme classe.

LES RESPONSABLES DE LA GUERRE

Il est vrai que depuis plus de 20 ans, les dirigeants impérialistes ont présenté la Yougoslavie comme le « modèle » à suivre pour les autres pays de l'Est et l'exemple pour les réformes économiques entreprises qui permettraient de développer l'économie.

Dans l'ouvrage *Le FMI : une entreprise de pillage des peuples* (1990, édition SELIO) nous avons établi précisément les conséquences d'une dette de plus de 20 milliards de dollars au FMI :

« La publication "Notes et études documentaires", qui établit chaque année un bilan des différents pays de l'Est, dresse un tableau identique pour la Yougoslavie dans son numéro de 1988 : "Le domaine le plus négligé est, pour l'ensemble de l'économie, celui des investissements. Depuis 1980, la capacité d'investir s'est dégradée avec une diminution annuelle moyenne de 6 %. Les entreprises sont dépourvues de moyens, l'inflation les obligeant à augmenter constamment leurs fonds de salaires d'une part, et leurs stocks d'autre part. Les vagues de gel et de dégel des prix, l'insécurité autour des taux d'intérêt et l'instabilité des conditions d'importation les forcent en effet à stocker, en vue de prévisibles augmentations des prix, le matériel de production ainsi que les produits finis qui leur sont nécessaires. »

Le premier effet de cette baisse des investissements est le vieillissement non seulement de l'appareil productif, mais aussi de toute l'infrastructure sociale.

La Yougoslavie, dont la dette est de 20 milliards de dollars, doit payer chaque année entre 3,5 et 4 milliards de dollars uniquement pour conserver la dette à ce niveau et l'empêcher d'augmenter ! (...)

Si l'on étudie l'évolution de l'économie yougoslave, on constate qu'entre 1986 et 1987 les investissements ont augmenté de 3,9 % dans le secteur des transports et des communications ; or, comme l'explique une étude de T. Giobokar (*Courrier des pays de l'Est*, août 1988) intitulée "*L'économie yougoslave entre autogestion et libéralisme*", "les investissements dans les voies de communication sont dus aux crédits étrangers (notamment les crédits de la CEE pour l'amélioration des liaisons avec la Grèce)".

On comprend l'intérêt pour la CEE d'établir des routes et autoroutes qui facilitent et accélèrent le passage des camions pour son propre commerce ! En revanche, dans la même période d'un an, les investissements dans le domaine de l'éducation et de la culture ont baissé de 12,1 %, et ceux qui sont consacrés à la santé et à la protection sociale de 16,6 % !

Certains mois sont critiques pour les hôpitaux, qui ne disposent que de la moitié des médicaments nécessaires y compris des pansements, et manquent même notablement de réserves d'oxygène ! (*pages 102-103*). (...) En 1979, en Yougoslavie, le niveau des salaires était de 400-870 dollars US. En 1988, après dix années d'inflation, il est de 120-150 dollars. Sous le seuil de pauvreté, il y avait 15 % de la population en 1979, puis 48 % en 1987 et 60 % en 1988. »

Ces lignes écrites il y a près de trois ans soulignent l'ampleur des destructions économiques et sociales occasionnées par la bureaucratie au service des exigences du FMI, ouvrant la voie de par cette politique, fourrier de la restauration capitaliste, à la liquidation de la propriété sociale signifiant la liquidation de millions de travailleurs, et à la mainmise de l'impérialisme sur le pays entraînant une nouvelle forme de colonisation.

Cette situation a conduit le pays à la catastrophe, et provoqué la résistance des masses, le surgissement de grèves qui bien souvent ont conduit la bureaucratie à reculer et à donner satisfaction aux revendications ouvrières. A tel point qu'avant même le déclenchement du conflit en Yougoslavie, Markovic, le Premier ministre fédéral, annonçait que si les « experts » du FMI approuvaient le nouveau plan d'austérité prévu pour le gouvernement, compte tenu de l'incapacité du pouvoir central à mettre en œuvre pratiquement les plans précédents, ils suspendaient la livraison de nouveaux prêts.

Dans ce discours, Markovic lui-même devait reconnaître que le bilan des plans de réforme de marché étaient une privatisation de seulement 2 % des entreprises publiques (qui représentent plus de 90 % de l'économie du pays).

L'impérialisme pesait ainsi directement pour que l'« ordre central » soit rétabli afin de mettre en œuvre les plans. C'est qu'en effet la crise de désagrégation du pouvoir central s'inscrit dans l'ensemble des bouleversements à l'Est à la suite de la chute du Mur de Berlin, des mouvements des masses qui amènent à une nouvelle phase de dislocation de la bureaucratie fédérale.

Dans cette situation, l'état-major, partie constituante et l'un des piliers depuis 1948 de la bureaucratie yougoslave, en liaison avec d'autres fractions de celle-ci, groupées notamment autour du président de Serbie Milosevic, franchit une nouvelle étape en s'engageant plus avant dans le déclenchement de la guerre. Tout cela traduit une nouvelle et brutale accélération de la crise d'ensemble de l'appareil bureaucratique comme du pays tout entier, le conduisant à l'affrontement généralisé.

Ainsi que nous l'avons établi plus haut, la question des nationalités a toujours été utilisée par le régime bureaucratique à la fois pour assurer sa position à travers l'oppression nationale et comme un moyen de maintenir une oppression sociale nécessaire à la mise en œuvre des plans de réforme capita-

liste du FMI, indispensables au maintien de sa position et à l'accumulation de ses privilèges.

C'est précisément la raison pour laquelle toute la presse bureaucratique — relayée d'ailleurs par la presse internationale — insiste sur le caractère « inter-ethnique » des conflits, alors qu'il s'agit en réalité, sous couvert de nationalité, d'une guerre contre tous les peuples de Yougoslavie que mène la bureaucratie.

C'est précisément la raison pour laquelle elle a propulsé l'action des prétendues « milices serbes » en Croatie pour « défendre » les « minorités serbes » afin de justifier l'intervention de l'armée fédérale pour restaurer « l'ordre ».

C'est cet « ordre » qui depuis un an, sous la conjugaison des mouvements nationaux en Croatie et en Slovénie, mais aussi au Kosovo, et avec la montée générale du mouvement gréviste des travailleurs en Serbie, vacillait dangereusement pour la bureaucratie.

LA DESAGREGATION

La crise franchit une nouvelle étape avec la désarticulation de l'appareil bureaucratique, notamment à l'occasion des « premières élections libres » organisées dans le cadre de la « rénovation » des bureaucrates et partis stalinien de l'Est européen, ceux-ci se transformant en partis socialistes dans les différentes républiques sur la base de l'explosion de la « Ligue des communistes de Yougoslavie », le parti de la bureaucratie.

Ces élections voyaient la défaite des partis stalinien rénovés en Croatie et Slovénie au profit des coalitions nationalistes croates et slovènes (rassemblant d'anciens nomenklaturistes et des opposants nationalistes), tandis qu'en Serbie « l'organisation systématique » des élections permettait au Parti socialiste serbe de Milosevic (le parti « rénové » de la bureaucratie stalinienne) de remporter une confortable majorité.

Mais cette désarticulation faisait exploser un pouvoir central, le pouvoir fédéral, base de l'existence de la bureau-

cratie, instrument jusqu'à aujourd'hui nécessaire à la mise en œuvre des plans du FMI. Dans cette situation, la bureaucratie déclencha une nouvelle fois une intense campagne visant à diviser et à opposer les peuples : c'est ainsi que la bureaucratie tentait d'identifier les aspirations nationales des peuples à la réaction noire, en traitant les Croates d'oustachis. Elle dut aller plus loin encore, car au mois de mars, un mouvement massif des masses se développa en Serbie, regroupant des centaines de milliers de personnes à Belgrade contre la dictature de Milosevic. La puissance de ce mouvement surprit l'ensemble des forces, y compris les partis d'opposition qui l'organisaient. Seul le concours des « partis d'opposition », y compris les monarchistes, au nom de la « défense de la Serbie », sauva à ce moment-là le régime bureaucratique en cassant le mouvement des masses.

C'est qu'en effet ce mouvement des masses avait pour contenu le rejet de la politique de la bureaucratie, qui entraîne misère, chômage, hausse des prix, licenciements. Et sur cette politique d'austérité qui découle des exigences du FMI, les partis « d'opposition » monarchistes et de droite ne peuvent que soutenir la bureaucratie qui se fait le fidèle exécutant des plans du FMI et de la CEE.

C'est d'ailleurs pourquoi la CEE est intervenue avec diligence dès le début du conflit pour tenter d'abord d'obtenir le maintien de la fédération yougoslave en faisant reculer Slovènes et Croates sur leurs déclarations d'indépendance, qu'ils acceptèrent de « geler » pendant 3 mois. Les déclarations britanniques et françaises explicitement soutenues par les USA ont été particulièrement nettes quant à la nécessité de maintenir la Yougoslavie. Puis devant le caractère de plus en plus difficilement contrôlable de la situation, les puissances impérialistes ont tenté d'aboutir à une solution négociée qui permette que ne soient pas remis en cause « l'ordre » et les frontières en Europe, avec toutes les conséquences dans les Balkans et jusqu'en URSS.

C'est ainsi que le journal français *Libération* du 3 décembre 1991 écrit :

« Le président US tout comme ses alliés européens n'aura en tout cas rien fait pour gêner les efforts désespérés de Gorbatchev pour reconstruire une nouvelle union et sauver un "centre" aujourd'hui moribond.

Ce mince espoir a animé les responsables occidentaux ces derniers mois à mesure que les clignotants de l'instabilité s'allumaient sur la carte de l'Europe. Au point de passer au rouge vif en Yougoslavie cet été. »

Car derrière la mobilisation des peuples en Yougoslavie, c'est de la résistance de l'ensemble des masses, notamment à l'Est, contre les plans destructeurs de « rétablissement du marché » qu'il s'agit, du mouvement des peuples pour la réalisation de leurs droits nationaux, des Hongrois de Yougoslavie, de Slovaquie et de Roumanie, des minorités turques de Yougoslavie, de Grèce, de Bulgarie, des Roumains de la Moldavie soviétique, des Macédoniens de Grèce et de Bulgarie, bref, d'une nouvelle remise en cause de l'ordre établi à Yalta et du « nouvel ordre mondial » dans une situation marquée par ces mêmes mouvements dans toute l'URSS.

C'est Roland Dumas — le ministre des Affaires étrangères de Mitterrand — qui a ainsi déclaré :

« La Yougoslavie constitue un test et pratiquement un laboratoire pour toute l'Europe. Ou bien le respect du droit international, ou bien la guerre civile. »

En un mot, pour Dumas et les dirigeants de la CEE il s'agit de démontrer que l'opposition des peuples et des travailleurs aux diktats de la CEE et du FMI (le « droit international ») ne peut conduire qu'à la « guerre civile ».

Cela démontre d'abord l'incapacité de l'impérialisme à maîtriser la situation et ce qu'est le « nouvel ordre mondial », qui conduit en réalité au plus grand des chaos. L'impérialisme porte, avec la bureaucratie stalinienne qui s'est faite l'exécutrice de ses plans, la responsabilité de la situation actuelle.

Il s'agit pour eux de mettre en « coupe réglée » les peuples d'Europe qui se dressent contre eux.

LE ROLE DE LA CEE

Loin de préserver la « paix » et le « droit des peuples » — qui ne peuvent être établis que sur la base des droits effectifs des peuples à décider de leur sort, établissant sur cette base une coopération harmonieuse — la CEE doit en permanence chercher des solutions sur la base des structures existantes, dans le cadre du rétablissement de la propriété privée et donc de la liquidation de la propriété sociale, ce qui signifierait à la fois la liquidation des classes laborieuses livrées à la misère, au chômage, à la déchéance, et la négation des droits nationaux de ces peuples par une véritable mainmise impérialiste sur ce pays.

De leur côté, le gouvernement croate comme l'armée fédérale et le gouvernement serbe appellent de leurs vœux l'intervention des troupes de l'ONU, dans l'objectif contradictoire de garantir ce qu'ils considèrent être leurs frontières. C'est cette situation qui explique en partie l'âpreté des combats qui se déroulent en Slavonie (Vukovar, Osijek) ou l'armée fédérale cherche à établir sur le terrain de nouvelles relations de forces.

Dans cette situation il a été explicitement fait mention de la guerre du Golfe et de ses suites : l'impérialisme, qui souhaitait le remplacement de Saddam Hussein par un dignitaire du régime ou un général, s'est trouvé confronté au surgissement des masses kurdes au nord et chiïtes au sud, risquant de renverser le régime et de déstabiliser toute la région, notamment les « provinces » turques où vit une grande partie du peuple kurde (également divisé entre l'URSS, la Syrie, l'Irak, la Turquie et l'Iran). Après avoir laissé massacrer les combattants kurdes par la garde nationale de Saddam Hussein que l'impérialisme a laissé repartir volontairement intacte du front, sous couvert de l'ONU l'impérialisme a constitué des « camps humanitaires » pour les Kurdes, des zones tampons interdisant notamment la jonction avec la partie du peuple kurde de Turquie pour préserver l'ordre régional.

Dans le même temps, en ce qui concerne la Yougoslavie, l'impérialisme a d'abord laissé se développer le conflit meurtrier, conscient de la fragilité de l'ordre dans toute l'Europe et du risque qu'il y aurait à ouvrir une situation de rétablissement de « l'ordre » aujourd'hui en Yougoslavie et demain aux quatre coins de l'Europe, jusqu'à l'Ukraine.

Les dirigeants gouvernementaux croates, peu suspects d'anti-impérialisme, et tout illusionnés encore par des promesses réitérées — notamment de l'Allemagne — d'une reconnaissance internationale et d'une aide active, en sont venus récemment à avouer « avoir été lâchés par la CEE ». Le gouvernement de Serbie n'en dit pas moins.

C'est ainsi qu'après la mise en œuvre d'une conférence à La Haye sous l'égide de la CEE pour la paix en Yougoslavie et 13 cessez-le-feu qui y ont été signés sans être respectés, c'est l'ONU directement qui a repris le flambeau par l'intermédiaire de Cyrus Vance, ancien secrétaire d'Etat US, afin d'envisager les conditions d'un déploiement des « casques bleus ». Mais comme l'a précisé sans ambiguïté l'entourage de George Bush, ce « corps devra être composé de soldats européens ».

Les développements actuels — la barbarie qui s'exprime dans la « conquête » de Vukovar, la mort d'une dizaine de milliers de personnes (sans doute beaucoup plus), des centaines de milliers de blessés, des centaines de milliers jetés sur les routes — témoignent de ce que le « nouvel ordre mondial » de l'impérialisme réserve aux peuples.

LA PAIX IMMEDIATEMENT

Car dans le même temps et contrairement aux thèses sur les conflits inter-ethniques, la résistance à la guerre et à la barbarie se développe bien évidemment en Croatie et Slovénie, mais aussi dans les autres républiques et notamment en Serbie. Ce mouvement s'appuie sur une mobilisation dans toutes les républiques des parents de soldats qui refusent que l'on envoie leurs enfants au front, mais aussi sur le refus d'obéis-

sance des soldats y compris par régiments entiers, sur le refus d'aller à l'armée dans la jeunesse et les désertions massives par milliers et milliers. Cela permet de comprendre l'importance de la création d'un comité pour la constitution d'une coordination contre la guerre regroupant le groupe Gamma de Belgrade, le Comité de l'AET de Yougoslavie et le Forum de Bosnie dont le centre de la plate-forme était :

« 1. La paix immédiatement. L'arrêt immédiat des actions guerrières sur tous les terrains de guerre.

2. Le retrait de tous les soldats et officiers de l'armée yougoslave dans les casernes sur le territoire de leur république d'origine.

3. L'interdiction de tout prolongement du service militaire.

4. Le respect du droit du soldat à son congé annuel et aux permissions.

5. Le retrait de toutes les mesures répressives pour tous les soldats qui ont quitté leur unité pour éviter de participer à des actions de guerre. Le refus de la guerre civile n'est en aucun cas un crime, c'est un acte honnête. »

Ce regroupement a aidé au développement du mouvement contre la guerre, il a organisé à Sarajevo un rassemblement où sont venus des gens de toutes les républiques de Yougoslavie, il a aussi permis qu'en Serbie même se constitue une coordination contre la guerre, qui a organisé et organise régulièrement des manifestations pour la paix, élargissant son audience parmi les masses serbes subissant la propagande bureaucratique.

La puissance du mouvement de rejet de la guerre — dont il apparaît comme de plus en plus évident à une partie des masses serbes qu'elle n'a rien à voir avec la prétendue défense du peuple serbe, mais plutôt avec les buts que se fixe le stalinien FMIste Milosevic, premier oppresseur du peuple serbe — a abouti à ce que son impact dépasse largement les rangs du mouvement pour la paix : ainsi, le « Parti de la renaissance serbe », deuxième groupe au Parlement, de tendance nationaliste serbe, refuse de célébrer la « victoire » de Vukovar et publie un communiqué : « cette guerre n'est pas la nôtre ».

Dans le même temps, les conséquences de la guerre se font maintenant sentir pour tous : inflation de plus de 100 % en novembre, des dizaines de milliers d'ouvriers non payés, pénurie, industries en pleine crise, transports disloqués par les réquisitions militaires.

LE MOUVEMENT OUVRIER S'ORGANISE

Dans cette situation, il faut prendre la mesure de la tenue pour la première fois en Serbie, le 23 novembre, d'un congrès constitutif d'une confédération syndicale indépendante du pouvoir.

Le congrès d'« Indépendance » rassemblait 126 délégués (et une centaine d'observateurs) représentant 111 000 membres et déjà d'importantes fédérations, comme la métallurgie, les transports, les enseignants, mais aussi le textile, la presse, la chimie, le petit commerce...

« Notre programme n'est pas celui d'un parti, mais celui des travailleurs regroupés sur une base indépendante. Ce programme n'est pas une force contre l'Etat, mais contre tous les pouvoirs de l'Etat qui conditionnent l'ensemble de notre vie, y compris dans ses plus petits aspects »,

indiquait d'emblée un des responsables du syndicat en ouverture du congrès. Nombre d'interventions sont revenues sur cette question. Le nom d'« Indépendance » est un choix.

Les statuts adoptés indiquent que le syndicat est indépendant de tous les partis, gouvernements, administrations et directions et neutre sur la religion.

« Nous sommes indépendants car nous défendons les revendications des travailleurs, nous ne sommes pas comme les syndicats officiels »,

déclarait un autre intervenant.

« Nous ne voulons pas recréer un appareil bureaucratique », ajoutait un autre responsable syndical. L'exigence de la démocratie et du contrôle se fait massivement sentir. Le congrès décidera que

les responsables sont élus et révocables. Une longue discussion aura aussi lieu sur le rôle et les tâches du comité exécutif. Les délégués présents entendent bien assurer la démocratie syndicale.

La libre discussion du congrès a déjà démontré la maturité du syndicat en construction. « Il y a des milliers d'ouvriers qui ne sont plus payés. Il y a l'inflation, la crise économique, c'est cela le terrain du syndicat. » Un responsable de la métallurgie souligne :

« Depuis deux ans, nous avançons des revendications auxquelles le gouvernement ne répond pas. C'est pourquoi il faut un syndicat indépendant. »

Un autre délégué indique :

« Nous savons qu'avec la guerre, notre situation va encore s'aggraver, la crise va être terrible, le rôle du syndicat c'est de défendre les emplois et les salaires. »

En effet, au lendemain de la bataille de Vukovar, toute la discussion du congrès sera marquée par la guerre et ses conséquences.

Un responsable syndical soulignera :

« Les gens vivent des salaires. Et comment vivent les gens dans la guerre ? Ce sont les travailleurs qui sont la base du syndicat, pas la guerre. La guerre doit être arrêtée et nous devons retourner au travail. »

Une discussion s'engagera qui verra s'exprimer différents points de vue, des délégués indiquant qu'il ne fallait pas attaquer le gouvernement de Serbie, un autre déclarant qu'il était nationaliste serbe... Un délégué lui répondra en expliquant : « Je suis Serbe. Je suis un travailleur. Comme syndicat nous défendons les travailleurs. Ceux-ci doivent aller travailler et pas aller au front. »

A une écrasante majorité, sur la base d'une discussion démocratique, le congrès adoptera la résolution suivante :

« La guerre civile en Yougoslavie se poursuit et peut conduire aux plus grands désastres.

Les membres d'« Indépendance » comme tous les citoyens de ce pays sentent qu'ils sont en danger à cause de cette guerre.

Avant toute activité sociale, politique, syndicale, il est nécessaire d'arrêter tous les conflits guerriers car c'est par une voie pacifique, par les négociations que pourront se régler les problèmes ethniques.

S'il existe un système où la vie n'est pas le plus important, alors toute action sociale, politique et syndicale n'a aucun sens.

Si la guerre continue, il n'y aura plus personne pour travailler, et alors il n'y aura plus aucun sens et effet aux grèves, aux luttes pour de meilleurs salaires pour un haut niveau de vie, pour des conventions collectives et toutes choses relevant de la vie syndicale.

Notre détermination pour la paix ne découle pas de nos nationalités, religions, ou points de vue politiques. Si tous ensemble aujourd'hui dans ce conflit, nous n'arrêtons pas cette guerre, la situation de silence dans laquelle nous sommes actuellement emprisonnés mènera à la catastrophe pour tous.

Arrêtons la guerre avant que la vie ne soit arrêtée. »

DROIT DES PEUPLES...

Dans la lutte contre le fascisme et l'exploitation capitaliste en 1945, les ouvriers et les paysans ont réalisé l'unité des peuples composant la Yougoslavie. Ils luttèrent pour une union libre des républiques libres dans les Balkans, débarrassée de l'oppression et de l'exploitation. La bureaucratie stalinienne, chevauchant cette aspiration, a transformé la fédération yougoslave en carcan des peuples et source d'oppression nationale et sociale. Elle a repris à son compte le vieux slogan de l'empire autrichien pour les balkans « *Divide et Impera* » (Divise et régne) en cherchant à dresser les uns contre les autres les peuples et en s'attaquant en réalité à tous les peuples.

Sa politique de soumission de plus en plus ouverte aux exigences du FMI et de l'impérialisme, jusqu'à en être un fidèle exécutant, fait que la bureaucratie a conduit le pays à la catastrophe. Elle a ainsi provoqué la résistance des travailleurs et des peuples contre une politique de liquidation de tous les droits et garanties

ouvrières, de chômage et de misère au compte de l'impérialisme, ouvrant la voie à une certaine forme de colonisation par celui-ci. Dans leur lutte contre la bureaucratie stalinienne et compte tenu de sa politique, les peuples ont utilisé aussi la revendication nationale, y compris celle de l'indépendance en Croatie et Slovaquie. Le contenu de ce mouvement des masses est donné par la volonté des peuples de réaliser leur aspiration nationale en se libérant de la tutelle bureaucratique et de sa politique de chômage et de misère au compte du FMI.

C'est pourquoi ce mouvement relie totalement les mots d'ordre nationaux à ceux de la défense des travailleurs basés sur l'existence de la propriété sociale, dont la liquidation signifierait la destruction de la classe ouvrière, la mainmise impérialiste, la colonisation, contradictoires avec l'aspiration des peuples à décider librement de leur sort, à une nation souveraine. La lutte pour le droit des peuples et la défense de la propriété sociale sont ainsi totalement liées.

Nous prononcer pour une Europe des travailleurs implique donc le respect du droit des peuples à décider souverainement de leur sort. Cela pour tous les peuples : slovènes, croates, albanais, serbes, monténégrins, bosniaques, macédoniens. Et aussi respect du droit des minorités (notamment hongroise) qui constituent la yougoslavie. Dans cette situation, le mouvement contre la guerre, les prises de position et le combat qu'engage le mouvement syndical « Indépendance » pour la paix ouvrent une issue à tous les peuples, rejetant ainsi les prétendus conflits inter-ethniques. Ces peuples devront, sur la base de l'égalité réelle, trouver les formes d'une nouvelle coopération dans les balkans, également avec ceux de Bulgarie, de Grèce, de Roumanie et d'Albanie. Une telle situation implique de combattre pour chasser la bureaucratie « continuiste », responsable de la situation, et de rompre avec la CEE et le FMI qui entendent dicter aux peuples un avenir de misère et de colonisation.

Lucien Gauthier

URSS : la marche au chaos

Par Jean-Jacques MARIE

Cet article était achevé avant que ne soit signé l'accord entre les présidents des républiques de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie. Comme cet article vise à dégager les axes des développements politiques, sociaux et économiques qui ont précisément abouti à cette nouvelle phase de la désagrégation de la bureaucratie, il ne perd rien de son actualité. Toutefois, il a été ajouté en annexe une brève note de l'auteur sur la signification des récents événements.

Un peu plus de deux mois après la défaite des putschistes, Gorbatchev-Eltsine ont pris ou annoncé une série de mesures visant à la destruction complète de la propriété sociale sur laquelle est fondée l'économie de la Russie et des autres républiques par la privatisation généralisée des secteurs décisifs de l'économie : annonce de la libéralisation totale des prix, du droit pour chacun de commercer librement avec tout partenaire étranger et de la libre circulation des monnaies à dater du 1^{er} janvier 1992.

En même temps, pour répondre au manque de plus en plus fréquent de pain à Moscou même, le maire de la ville, Popov, a annoncé le rationnement du pain à dater du 1^{er} décembre et maintenu un contrôle formel d'un certain nombre de prix, contrôle que les dirigeants de la Bourse des marchandises de Moscou dénoncent comme une mesure bolchevique ! C'est encore trop pour eux !

Les Moscovites auront des tickets de pain. Auront-ils du pain contre ces tickets ? C'est une toute autre affaire. Les mesures annoncées par Eltsine seront-elles toutes prises à la date promise ? C'est aussi une autre affaire.

L'Union soviétique est plongée dans une crise économique effroyable : de 1987 à aujourd'hui, selon les calculs d'un économiste, en 4 ans de perestroïka, le niveau de vie de la masse de la population a en moyenne baissé de trois fois, la dislocation de la planifica-

tion bureaucratique au profit du troc, du marché noir et du trafic a provoqué l'effondrement de la production dans des proportions que les chiffres officiels ne reflètent qu'imparfaitement ; l'inflation atteint des sommets vertigineux et ne cesse de s'accélérer : début septembre un dollar s'échangeait contre 32 roubles, début novembre il s'échangeait contre plus de 70 roubles et la chute s'accélère.

A la paupérisation vertigineuse de la population laborieuse s'oppose le train de vie luxueux d'une petite couche de margoulins et de mafieux issus de l'appareil et qui, sous le couvert du bloc des « démocrates », tentent de brader les richesses du pays pour s'emplier les poches de commissions diverses au passage.

Chataline, l'un des conseillers d'Eltsine, ancien conseiller de Gorbatchev et au début de cette année encore membre du comité central du PCUS (par ailleurs fils d'un ancien membre du secrétariat du comité central sous Khrouchtchev, donc un homme du sérail) a déclaré au début octobre : « *Le pays s'en va en lambeaux. Il ne faut pas empêcher ce processus. Il faut simplement rendre ce processus civilisé.* »

Certes, par cet effilochage, Chataline voulait d'abord désigner l'éclatement de la prétendue Union, mais le programme économique qu'il propose en même temps... pour toute l'ex-Union donne toute son amère saveur à cette phrase :

« Un renforcement radical des rapports de marché... Plus de prix libres... La privatisation partout... etc. » (*Stolitsa* n° 37, page 19).

Dans cette situation grosse d'une explosion politique, il n'est donc pas certain qu'Eltsine tienne toutes ses « promesses » dans les délais annoncés, mais elles expriment le fond de sa politique commune avec Gorbatchev qui mène le pays à la ruine et au chaos, **consciement et délibérément**.

« Eltsine risque de glisser sur la même pente que Gorbatchev. » C'est ainsi qu'était titré un article du *Washington Post* du 12 novembre qui soulignait que le Parlement de Russie — pourtant tout acquis à Eltsine — venait de désavouer le président de la République de Russie, annulant le décret instituant l'état d'urgence dans la région autonome des Tchétchènes-Ingouches (1).

La volonté des peuples opprimés pendant des décennies par le pouvoir central de la bureaucratie, qui ne peut être refoulée par les tentatives de maintenir les vieilles formes de domination, ne peut pas plus l'être par les tentatives de restructurer l'Union autour d'une prééminence de la République de Russie.

Mais la difficulté pour Eltsine de faire passer ses intentions dans des actes s'exprime sur tous les terrains. Comme l'écrit le *Washington Post* :

« Après une vague d'achats par les citoyens soviétiques paniqués, il y a des signes qui indiquent que les autorités russes s'interrogent sur les engagements de libérer pratiquement tous les prix d'ici la fin de l'année... »

Le nouveau ministre de l'Économie, Yegor Gaïdan, a déclaré que le plan de libération des prix s'étendrait sur des mois et non sur des semaines. La liste des produits qui bénéficieront toujours d'une subvention a été étendue pour inclure la plupart des produits alimentaires de base, les transports, l'énergie et le logement. »

A propos des décrets annoncés le 17 novembre et instaurant la liberté des salaires et la convertibilité interne du rouble, *Le Monde* du 19 août notait que

« la réforme économique proprement dite n'est pas engagée pour autant puisque son élément central, la libération des prix, attendue avec une extrême appréhension par la population, n'est pas pour l'instant à l'ordre du jour ».

ILS PRÉPARENT LA GUERRE CIVILE

L'un des conseillers d'Eltsine, Alexis Golovkov, chef du service d'analyse et de planification de la politique de son secrétariat, a, dans une interview à l'hebdomadaire *Literatournaïa Gazeta* (30 octobre 1991) très clairement explicité les conséquences de la mise en œuvre de la politique d'Eltsine :

« Les deux tâches auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés, la libéralisation et la stabilisation de l'économie, sont assez simples du point de vue technique. Pour y parvenir, néanmoins, des mesures exceptionnellement douloureuses et impopulaires sont indispensables. A en croire les calculs les plus modérés nous devons nous attendre à une augmentation des prix de l'ordre de 200 % à 300 %. Le nombre des chômeurs et des pauvres va augmenter. En fonction de la rigueur avec laquelle le gouvernement va agir, le nombre des entreprises en faillite va se compter par centaines, sinon par milliers dans les dix mois à venir. »

Nous connaissons aussi une sévère réduction des dépenses budgétaires, la hausse des taux de crédit et de nouveaux impôts ! »

Conséquence ? Alexis Golovkov répond :

« En fonction de cette situation, le gouvernement, qui va entamer la réforme, ne doit pas seulement être techniquement au point, il doit aussi être fort et décidé. Il devra être capable de s'opposer non seulement à la pression du lobby des "directeurs", mais aussi à celle de la population dont le mécontentement s'exprimera inévitablement dans les grèves et peut-être même dans les formes plus brutales de protestation. »

Le gouvernement contre la population affamée, voilà le contenu de la « démocratie » à la mode Eltsine, soutenue à bouts de bras par Bush et le capital international.

LES SOMMETS...

Le putsch des 19-21 août et son échec, assuré par le rejet massif de la population laborieuse (2), ont révélé au grand jour les déchirements de la bureaucratie dont toutes les fractions sont d'accord sur le contenu essentiel des « réformes ». Les putschistes voulaient mener à bien sous le contrôle de l'appareil la perestroïka, c'est-à-dire la politique de privatisation à laquelle toutes les couches de la bureaucratie et toutes les composantes de l'appareil rebaptisées ou non s'affirment fidèles. Leur désaccord porte sur le clan ou la clique qui tentera d'en assurer le contrôle et de s'en assurer les dividendes, et sur les méthodes...

Comme l'a souligné la déclaration du Secrétariat international de la IV^e Internationale (CIR) publiée dans le numéro de septembre de *Tribune Internationale*, « c'est à présent l'instabilité chronique et permanente qui sera la règle en URSS ».

Ainsi, l'abandon par Gorbatchev de son poste de secrétaire général du PCUS a permis à Eltsine de prononcer l'interdiction et la dissolution de fait de cet appendice pur et simple de l'appareil d'Etat, qui n'avait plus depuis longtemps de parti que le nom. Cette dissolution ne signifie d'ailleurs nullement la liquidation de l'appareil stalinien : elle signifie seulement que ce dernier, privé de direction centralisée et unique, est divisé et morcelé — donc sérieusement affaibli — mais il reste présent et accroché à toutes les structures de l'Etat dont le contrôle garantit sa survie et le maintien de la plupart de ses privilèges, qu'il cherche néanmoins à reconvertir et à pérenniser dans la privatisation.

Si la situation économique et sociale n'était pas si dramatique, le spectacle qu'offrent les sommets politiques de l'Union soviétique pourrait susciter l'hilarité : la réunion du nouveau Soviet suprême de l'URSS qui s'est ouverte le 21 octobre semble une parodie carnavalesque d'un parlementarisme occidental lui-même pourtant décrépît ; Gorbatchev décore pompeusement du nom

d'Assemblée constituante cet organisme de bavardages à répétition, que personne n'a élu, qu'il a formé avec Eltsine, dont les membres sont désignés par les exécutifs des républiques, et qui n'arrive même pas à se constituer puisque les Azéris, les Ukrainiens, les Géorgiens, les Arméniens l'ont boycotté ; Gorbatchev lu-même n'a d'ailleurs jamais été « élu » que par l'appareil et n'a jamais affronté un autre mode de désignation. Cette « Assemblée constituante » qui ne constitue rien du tout assiste à la plongée dans le chaos, l'accompagne et l'aggrave.

Certes, son président ne manque pas, parfois, d'esprit de décision : deux mois après le putsch il a déjà eu le temps d'écrire et de vendre aux éditeurs occidentaux un livre sur cet événement encore tout frais ; battu par sa propre femme qui a publié ses souvenirs peu avant lui, il a devancé le président de la Russie, qui après trois semaines de vacances énigmatiques a vendu, lui aussi, ses nouveaux souvenirs à des éditeurs différents mais aussi bons payeurs.

Ce petit agiotage sur une histoire qui se fait à peine sent la hâte et l'inquiétude : ont-ils donc tant peur de ne plus rien avoir à vendre d'ici peu ? Il révèle aussi la réalité de leur politique commune. Ils ont prévu un programme « grandiose » de privatisation accélérée sur lequel les gens du putsch, Gorbatchev et les « démocrates » d'Eltsine sont globalement d'accord à quelques détails près : lors de son discours introductif à la réunion du Soviet suprême, Gorbatchev a insisté sur la nécessité d'accélérer la privatisation de l'économie — qui patine fortement ! — et sur la libéralisation des prix — qui augmentent déjà quasiment chaque semaine et que son gouvernement dirigé par le futur putschiste et bon gorbatchevien Pavlov avait déjà augmentés de 2 à 4 fois le 2 avril 1991.

Les « démocrates » et lui sont tous d'accord sur la mise en œuvre de ce plan et sur la nécessité d'obtenir des dollars, des marks et des francs du capital occidental. Ils sont prêts à toutes les concessions pour les avoir, mais toutes ces frac-

tions de la bureaucratie se déchirent entre elles et ne parviennent qu'à un seul et unique résultat : plonger dans la misère la quasi-totalité de la population laborieuse, transformer la richesse nationale en marché aux puces où l'on brade à tout va...

C'est que leur programme de privatisation accélérée et massive se heurte à d'énormes difficultés. Certes, la privatisation des appartements marche bien : les Soviétiques ont été invités à racheter les appartements qu'ils occupent en payant les mètres carrés dépassant le maximum légal pour chaque habitant (9 m²) à des prix très modérés. Le retour de bâton risque cependant d'être assez douloureux lorsqu'il faudra passer au paiement des charges et de l'entretien que l'Etat subventionnait, en tant que propriétaire, à concurrence de 70 %.

Désormais les heureux propriétaires devront tout payer de leur poche et risquent d'avoir à rémunérer très cher les petites sociétés privées qui vont pulluler dans ce secteur qui ne réclame que de maîtriser les investissements. Les lendemains risquent donc de déchanter.

Et pourtant, cette « privatisation » familiale semble bien être la seule qui marche plus ou moins. C'est autre chose de privatiser des usines, même de moyen calibre ! La bureaucratie s'y emploie pourtant, elle cherche à réaliser enfin son vieux rêve : se transformer en bourgeoisie, en patronat.

LE STADE ULTIME DE LA BUREAUCRATIE : UN APPENDICE RESTAURATIONNISTE DU CAPITALISME

La Révolution trahie analyse la caste bureaucratique lorsque celle-ci a pleinement usurpé le pouvoir d'Etat. Mais dès les années de sa formation, son contenu restaurationniste était clair pour Trotsky. C'est ainsi qu'il écrivait le 3 juillet 1929 :

« L'appareil étatique, et l'appareil des trusts eux-mêmes, est composé de tendances centrifuges. Ce ne sera pas une exagération si je dis que les neuf dixièmes des éléments qui composent les

appareils économiques seraient bien heureux de transformer les trusts en des entreprises plus ou moins indépendantes de l'Etat, pour les transformer dans une seconde étape en des entreprises privées. »

Dans *La Révolution trahie*, écrit en 1936, Trotsky analysait le caractère profondément bourgeois de la bureaucratie et donc sa nature antagonique avec les rapports de propriété. Ces rapports antagoniques s'expriment dans l'aspiration concrète de la bureaucratie à les réduire à son profit, c'est-à-dire en rétablissant les rapports de propriété bourgeois.

Trotsky envisageait alors l'hypothèse — réalisée — où « *ni le parti révolutionnaire ni le parti contre-révolutionnaire ne s'emparent du pouvoir* » et donc où « *la bureaucratie demeure à la tête de l'Etat* »... (c'est ce qui s'est passé au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale). Il analyse ainsi son évolution :

« Il faudra inévitablement que la bureaucratie cherche appui par la suite dans des rapports de propriété. On objectera peut-être que peu importe au gros fonctionnaire les formes de propriété dont il tire ses revenus. C'est ignorer l'instabilité des droits du bureaucrate et le problème de sa descendance. (...) Les privilèges que l'on ne peut pas léguer à ses enfants perdent la moitié de leur valeur. Or le droit de léguer est inséparable du droit de propriété. Il ne suffit pas d'être directeur de trust, il faut être actionnaire. »

C'est exactement ce que cherchent à devenir tous les Popov, les Stankevitch, les Sobtchak, les Eltsine, les apparatchiks du parti (qui bien que dissous existe toujours, quoique morcelé et sans direction centralisée, comme appendice des fractions bien réelles de l'énorme appareil d'Etat paritaire) et des komsomols. Les dernières aventures des komsomols sont à cet égard édifiantes et éclairantes.

Lors de sa réunion de fin août, le comité central des komsomols décide de dissoudre tous les organismes de l'organisation de jeunesse « communiste » qui ne font pas de bénéfices. Lors de sa réunion de fin septembre le même comité central décide de dissoudre purement et

simplement les komsomols et de créer une vague autre structure toute différente.

Evolution idéologique ? Que non ! Entre temps les dirigeants se sont répartis l'énorme richesse immobilière des komsomols à travers une vaste panoplie de sociétés écran et bidon à rendre jalouse la principauté de Monaco.

Le caractère bourgeois de la bureaucratie se révèle aujourd'hui de façon presque caricaturale dans la manière avec laquelle elle cherche à réintégrer le giron de la bourgeoisie mondiale. Cet ultime stade de son développement ne lui fait perdre à aucun degré (au contraire) son origine et sa nature parasitaire. Elle ne peut pas même devenir une bourgeoise croupion.

Elle n'a pas les moyens (ni l'ambition) de constituer un capital national, même si les mafieux de l'économie parallèle injectaient leurs 150 milliards de roubles qui en tout état de cause ne s'investiraient que dans les secteurs spéculatifs ; la crise énorme de liquidités qui frappe de plus en plus brutalement l'économie mondiale et fonde les plans de saccage du FMI interdit tout espoir d'investissement à la hauteur d'une fraction même modeste des gigantesques besoins de l'économie soviétique ; il ne reste donc aux mafieux jaillis des entrailles mêmes de l'appareil qu'à compter les dividendes de sa subordination politique à l'impérialisme américain et les pourboires de la privatisation.

La bureaucratie en décomposition n'est qu'une couche annexe et supplétive de l'impérialisme mondial, sans aucun caractère national, une caste de margoulines, de traficoteurs, de mafieux, prête à se vendre et à vendre la propriété d'Etat au plus offrant et même à ceux qui n'offrent à peu près rien.

Cette couche avide et vorace a tellement perdu tout lien avec le pays, son histoire et ses peuples qu'elle a omis de remarquer le 50^e anniversaire de l'attaque d'Hitler (22 juin 1941), du début du blocus de Leningrad (8 septembre 1941) ou de l'échec des nazis devant Moscou (17-18 octobre 1941). Les seules échéances que ses membres connaissent sont les

échéances boursières et leurs seules commémorations la visite de Thatcher ou du grotesque grand-duc Vladimir, héritier de la famille tsariste dans la ville rebaptisée du nom peu russe de Saint-Petersbourg.

Toutes les fractions de l'appareil et de la bureaucratie étaient et sont favorables à la privatisation : des « conservateurs » aux « démocrates », de Ligachev, Pavlov, Ianaïev à Eltsine et Popov en passant par Gorbatchev. Le PC de Russie, fief des « conservateurs », s'était en décembre 1990 prononcé « pour une privatisation de la propriété sous le contrôle du peuple » (*La Pravda* du 15 novembre 1990), c'est-à-dire de l'appareil qui s'est toujours déclaré son véritable et unique représentant.

Lors du plenum du comité central de février, le 4 février, le premier secrétaire du PC de Moscou, Iouri Prokofiev, un « conservateur » de choc, se prononça pour un passage vigoureusement organisé à « l'économie de marché » :

« Dans ce contexte, je citerai non seulement le Japon et la Corée du Sud, mais aussi l'Espagne, et je n'aurai pas peur d'évoquer également le Chili où les infrastructures de marché ont été créées en peu de temps. »

Au même moment le colonel Alksnis, l'un des « durs » du clan conservateur, exposait un plan de privatisation et de passage à l'économie de marché qui passait par la suspension de toute activité politique (y compris par celle du PCUS, précisait le colonel) pendant les 5 ans à venir : un régime d'exception pour imposer le marché et la privatisation.

Il proposait le 5 février 1991 la création d'un comité de salut public allant de Sobtchak (le maire pro-capitaliste de Leningrad, partisan acharné des zones franches) à Nazarbaïev, le président du Kazakhstan. Le comité « imposera l'état d'urgence, interdira l'activité de tous les partis politiques y compris le Parti communiste. Seule sera autorisée dans la société l'activité économique avec l'introduction active et obligatoire des rapports de marché. » C'est le programme que tentera de mettre en œuvre la clique Ianaïev-Pavlov-Pougo.

Bref le désaccord entre ces clans n'a jamais porté sur le fond, mais sur la forme et les méthodes politiques de la privatisation.

Aujourd'hui Eltsine doit se porter aux avant-postes pour mettre en œuvre cette politique. Il vient de décider de cumuler les fonctions de président et celles du Premier ministre de la Russie ; il est son propre Cresson...

LE PLAN ECONOMIQUE D'ELTSINE

Il y a un an, alors qu'il était « opposant », Eltsine fit élaborer un plan de « redressement économique » dit plan des 500 jours, qu'un groupe de 5 économistes soviétiques analysa de façon parfaitement impartiale dans l'hebdomadaire pro-Eltsine, *Argumenty i Fatki*.

Le plan Eltsine consistait à supprimer dans les 30 à 50 premiers jours de son application toute les subventions ou dotations versées à toutes les entreprises d'Etat. Conséquences :

« Au bout de deux semaines on n'aura plus de quoi payer les salaires dans des milliers d'entreprises employant des millions de travailleurs. »

Ces mesures mèneraient à

« une rupture des rapports économiques déjà distendus, à des interruptions massives de la production, à une crise structurelle et à un choc politico-social ».

L'un des économistes signataires de la lettre explique :

« Les conceptions du groupe de Chataline reposent sur la théorie vérifiée en Occident et dans les pays développés selon laquelle pour faire face à une mauvaise situation dans l'économie, des mesures de déflation s'imposent, c'est-à-dire des mesures qui mènent à retirer du jeu les entreprises les moins efficientes. »

La mise en œuvre d'une telle politique (qui est, soit dit en passant, celle que veut imposer le Fonds monétaire international) mènerait à une catastrophe, parce que, dit-il, en URSS,

« les entreprises qui se trouvent dans une situation financière difficile sont, en règle générale, les entreprises qui servent directement la population. Si on prend

des mesures déflationnistes on va commencer par ruiner les entreprises de l'industrie légère, car ce sont elles qui se trouvent dans la situation la plus difficile. Bien que le salaire des ouvriers y soit plus bas que dans les autres branches, leur situation financière est pire. Et de plus, avec de telles mesures on ruinerait aussi l'industrie charbonnière (...). Cela mènerait au chaos. »

Au pouvoir à la tête de la Russie depuis 6 mois, Eltsine n'a pas osé mettre en œuvre ce plan par crainte de l'explosion sociale qu'il susciterait. Lui et son clan professent de mettre en œuvre une politique que le bulletin des anarcho-syndicalistes soviétique décrit en ces termes :

« La planche à billets fonctionne jour et nuit, l'inflation se déchaîne, le cours du rouble s'effondre (...). Les circonstances sont très favorables aux nouveaux capitalistes, l'inflation ne fait qu'augmenter leurs profits, le désastre économique mène le pays au marché tel que les requins financiers le veulent, le marché dominé par eux. »

Pour surmonter les réticences, Eltsine a donc décidé de se nommer lui-même Premier ministre de la Russie. Premier objectif... qui répond aux demandes des entrepreneurs et boursicoteurs russes et dont nous avons vu plus haut l'exposé qu'en fait son conseiller : libération totale des prix d'ici le 1^{er} janvier 1992. Hausse vertigineuse des prix, fermeture de milliers d'entreprises, mais comme nous l'avons vu il est plus facile d'énoncer les buts de ce plan que d'avancer dans sa réalisation.

C'est là ce que demande le FMI, où l'URSS siège enfin comme associé. Eltsine et ses amis ont moins d'indépendance à l'égard des institutions de l'impérialisme que Walesa à l'égard de l'Eglise catholique polonaise et du Vatican.

Comme appendice de la bourgeoisie financière internationale, les dirigeants « démocrates », les Popov, les Iouri Afanassiev, les Stankevitch ont envahi un grand nombre de conseils d'administration, de sociétés mixtes, surtout soviéto-américaines, et ont très vite pris la ju-

teuse habitude des jetons de présence... Dans leur servilité simiesque les « démocrates » ont donné le nom de Maison-Blanche au Soviet suprême où siège Eltsine depuis son élection au poste de président et où lui et ses amis se sont tenus pendant le putsch : singer Reagan ou Bush... quel rêve !

Apprentis capitalistes sans capitaux, à genoux devant les détenteurs de capitaux étrangers, il ne reste à ces apparatchiks fidèles à leur passé qu'à essayer de se faire une petite fortune en parachevant l'expropriation politique des travailleurs et l'oppression sociale par leur expropriation sociale, bref en (se) vendant par actions (payées avec du vent) les entreprises étatiques. Dans cette entreprise de détournement privé de la propriété sociale, ils se heurtent très vite à la classe ouvrière.

LA REVOLUTION SOCIALE VIT ENCORE DANS LA CONSCIENCE DES TRAVAILLEURS

Dans *La Révolution trahie*, Trotsky écrit :

« La révolution sociale, trahie par le parti gouvernant, vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs. »

Est-ce toujours vrai à l'heure où les ouvriers soviétiques regardent avec indifférence ou satisfaction le déboulonnage généralisé des statues de Lénine ?

Les statues n'ont rien à voir à l'affaire... ni la manière dont, dans les mots, les travailleurs de telle ou telle entreprise peuvent réagir aux propositions de privatisation. Ce qui est déterminant, c'est leur attitude dans les faits.

L'histoire du combinat de potasse de Berezniki, près de Perm, est très illustrative, et elle répète et annonce une série d'événements semblables : au début de septembre les ouvriers du combinat acceptent la vente de leur entreprise par actions. Au début d'octobre ils découvrent que les actions ont été distribuées en (très large) majorité... au gouvernement de Russie, à l'administration de la province, au comité exécutif du soviet de la ville (c'est-à-dire à l'appareil politique

de la bureaucratie) et à la direction de l'usine.

Le collectif des travailleurs de l'usine se réunit aussitôt et réclame l'annulation de la « vente » par actions, le transfert de l'entreprise en propriété collective du collectif des travailleurs et la démission du directeur qui a organisé toute cette opération. Il ne s'agit pas là d'une réaction isolée.

Le 5 octobre à Perm, s'est tenue une conférence des militants de l'Union ouvrière de Perm et des travailleurs du bureau d'études de l'usine d'agrégats Kalinine. Ils sont parvenus à un accord sur les points suivants : réunir dans l'entreprise une conférence ouvrière consacrée aux problèmes de la privatisation. Les ouvriers considèrent que doit être constitué à cette conférence un conseil du collectif de travail auquel doit être transféré le droit de propriété sur les moyens de production.

En même temps a été décidé de constituer un syndicat indépendant dans l'entreprise. Ici se lie clairement la défense du caractère social de la propriété et la construction d'un instrument destiné à défendre les intérêts des travailleurs. Certes la question de la propriété sociale est une question politique et le syndicat indépendant n'est pas un instrument directement politique, mais dans la restructuration lente et difficile du mouvement ouvrier en URSS les formes d'organisations sont à la fois mêlées et mobiles.

Leur contenu ne correspond pas nécessairement à leur nom. L'essentiel ici est la décision de créer une organisation ouvrière indépendante en même temps qu'est revendiqué le transfert de la propriété aux travailleurs.

LA DESORGANISATION DE L'ECONOMIE : UNE ARME DE LA PRIVATISATION

La politique commune d'Eltsine et de Gorbatchev consiste à faire fonctionner à tout va la planche à billets qui déverse des tonnes de papier-monnaie sur le marché sans marchandises correspon-

dantes puisque la production industrielle a baissé — officiellement — de plus de 15 % par rapport à l'an passé, à déchaîner ainsi une hausse des prix infernale, à paupériser par ce moyen des millions de retraités et de travailleurs des secteurs défavorisés, supprimer les subventions sociales et culturelles (aux musées, aux bibliothèques, aux théâtres, etc.), libérer les prix pour les aligner sur les prix mondiaux (beaucoup plus élevés), ouvrir grandes les portes à la spéculation, à l'agiotage, au marché noir, aux trafics de toutes sortes : la désorganisation de l'économie que leurs mesures aggravent leur paraît manifestement un moyen d'accélérer une privatisation inscrite dans de nombreux textes de lois et décrets mais qui ne s'inscrit encore que très peu dans la vie sauf dans le secteur du trafic commercial spéculatif.

La conséquence politique du putsch est qu'aujourd'hui ce sont les « démocrates » qui assument la responsabilité première de cette politique ; Gorbatchev leur sert de paravent, avec l'accord, sinon l'exigence, de Bush et de ses sous-lieutenants britanniques, français et allemands : le maintien de Gorbatchev souligne en effet la volonté d'assumer autant que possible la continuité de la perestroïka et de l'appareil d'Etat. Qu'il ne suffise plus à en être la garantie n'est que l'une des expressions de l'affaiblissement de cet appareil, impuissant à lui seul à démanteler la propriété d'Etat.

La paupérisation et le désordre engendré par cette politique déchaîneront les aspirations nationales : les peuples, pour échapper au chaos, cherchent une issue dans l'affirmation de leur souveraineté que les appareils et les clans nationaux tentent de dévoyer pour se donner une masse et une marge de manœuvre face au centre : l'exemple de la Géorgie illustre l'impasse où conduit ce dévoiement bureaucratique des aspirations nationales légitimes.

L'OUVERTURE AU CAPITAL ETRANGER

C'est pourquoi Gorbatchev et Eltsine ont pris toutes les dispositions législatives

pour introduire le capital étranger et en faire le moteur de la privatisation. Le décret du 13 janvier 1987, et surtout le décret du 2 septembre 1988 qui élargit et assouplit le précédent prévoient des modalités extrêmement avantageuses de constitution de sociétés mixtes avec des entrepreneurs étrangers (qui peuvent contrôler jusqu'à 99 % du capital de la société mixte : il suffit de 1 % pour qu'elle soit soviéto ou russo-étrangère).

Le décret présidentiel (Gorbatchev) du 26 octobre 1990 et la loi russe du 25 décembre 1990 (Eltsine) prévoient un large dispositif de création d'entreprises étrangères en URSS, et tout particulièrement en Russie. Le décret de Gorbatchev officialisait la création de « zones économiques libres » en Russie (avec une législation particulière de dégrèvements spéciaux, déréglementation, bref tout le train des mesures habituelles conseillées par le FMI) : la ville de Leningrad, la ville de Vyborg, les provinces maritimes, les régions de Kaliningrad, l'île de Sakhaline, la région de Tchéta qui s'élargissent ensuite au territoire de l'Altaï, aux régions de Kemerovo, de Novgorod, au Birobidjan (dite région juive !) et à la ville de Zelonograd.

Tout est donc prêt sur le papier pour la reconversion pure et simple du pays, qui exigerait la liquidation de la majorité des 46 000 entreprises, dont les zones franches sont un moyen éprouvé.

Mais la réalité est moins malléable après quatre ans d'efforts et la grande majorité d'entre elles ne concernent que des domaines très périphériques : le petit commerce, l'hôtellerie, la restauration, la mise en place de petites maisons d'édition, la réparation et l'entretien... Rien qui puisse avoir un quelconque rapport avec l'édification ou la modernisation d'un appareil industriel. Les zones franches, elles, n'en sont encore qu'aux premiers balbutiements, même à Sakhaline que son véritable patron cherche à transformer avec l'aide des banquiers japonais en rampe de lancement pour ce type d'opérations.

L'hebdomadaire russe *Le Commerçant*, dans son numéro du 28 octobre

au 4 novembre, tire un bilan — sombre — des investissements étrangers en URSS... :

« Entre le 24 et le 31 octobre ont été constituées en Russie 16 entreprises mixtes ; les investissements étrangers y ont représenté environ 3,75 millions de roubles (commerciaux), **ce qui constitue une somme plusieurs fois inférieure au niveau hebdomadaire moyen d'avant le 19 août.** »

L'hebdomadaire ajoute :

« Il faut remarquer qu'une réduction de moitié des investissements étrangers dans les entreprises mixtes s'est produite dès le lendemain du putsch et **manifestement la confiance des investisseurs étrangers en Russie ne s'est pas rétablie.** »

L'article détaille ensuite les entreprises mixtes qui se sont créées : firmes de transformation du bois, des produits alimentaires, du commerce et du tourisme. Il s'agit, de plus, de petites entreprises, rien, on le voit, qui puisse aider sous quelque forme que ce soit à l'édification, même partielle et locale, d'une industrie moderne ! Et l'auteur de l'article répète en conclusion :

« L'activité des investissements étrangers dans la construction d'entreprises mixtes (...) s'est réduite de plusieurs fois par rapport au début octobre », et « la grande majorité des entreprises mixtes créées dans la dernière période ne peuvent constituer un canal sérieux d'investissements étrangers. Il n'y a aucune raison de considérer que cette situation puisse changer dans un futur prévisible. »

Or, comme le précise un journaliste de la *Literatournaia Gazeta*, favorable à la privatisation, cette dernière se heurte à une difficulté majeure : « *La population n'a pas d'argent pour acheter les entreprises* » (n° 30, octobre 1991). En d'autres termes la constitution d'un capital national est impossible. Dès lors — et la crise des liquidités qui frappe le capitalisme mondial ne peut que décupler les conséquences de cette réalité — la privatisation ne peut prendre que la forme du pillage, de la braderie et de la spéculation et constituer un facteur supplémentaire de mécontentement et d'explosion sociale.

On conçoit aisément que les capitalistes étrangers n'aient aucune confiance dans le gouvernement bonapartiste manchot d'Eltsine et ne lui confient pas leurs capitaux, à l'exception de quelques brouilles !

Au moment où la dette extérieure des USA atteint le chiffre astronomique de 3 400 milliards de dollars, où l'Etat (riche !) de Californie puise dans la caisse de retraite des fonctionnaires pour éponger son déficit de 14 milliards, les espérances d'investissements américains relèvent de l'utopie et les investisseurs des puissances capitalistes secondaires sont dans une situation financière à peu près aussi critique.

LE MOUVEMENT OUVRIER

Le putsch des 19-21 août a marqué à la fois l'apogée et le commencement de la fin des illusions sur Eltsine qui existaient y compris dans une bonne partie du mouvement ouvrier indépendant... Dès les premiers jours d'octobre, la différenciation a commencé à s'opérer, et depuis elle tend à s'accélérer et à s'approfondir malgré tous les obstacles que les « démocrates » opposent bien entendu à ce phénomène extrêmement dangereux pour eux et leur politique.

Les syndicats indépendants fleurissent un peu partout depuis octobre 1991 et les grèves touchent des secteurs nouveaux jusqu'alors en dehors du mouvement de grève : le 16 octobre, 96 % des personnels hospitaliers de Kemerovo, dans le Kouzbass, ont voté la grève pour la mi-novembre ; le 18 octobre à Petropavlovsk, dans le Kamtchatka, s'est constitué un comité de préparation à la grève des travailleurs des jardins d'enfants et des écoles de la ville ; le 4 octobre les ouvriers des services d'entretien automobiles de Riga ont fait grève durant 24 heures contre l'augmentation brutale des tarifs, le 12 octobre les employés de la Bibliothèque Lénine (équivalent de la Nationale), laissée à l'abandon par les privatiseurs, ont annoncé leur intention de faire grève le 1^{er} novembre.

Le 21 octobre les enseignants de 26 lycées professionnels d'Omsk ont décidé

une grève d'avertissement annoncée pour le 11 novembre. Le 5 novembre les militaires de Kaliningrad se sont mis en grève pour leurs droits sociaux et l'augmentation de leurs salaires !

Face à ce mouvement qui annonce une nouvelle vague de grèves susceptible de déboucher sur une grève générale comme en Biélorussie en avril 1991, l'appareil et les « démocrates » tentent à la fois de se subordonner les organisations indépendantes et de terroriser les travailleurs en créant des groupes paramilitaires stipendiés dans les usines.

Si la réaction spontanée des ouvriers confirme leur attachement — même non traduit en discours ou en programmes — aux relations de propriété (quoique déformées et bureaucratisées) engendrées par la révolution sociale, la recomposition et la reconstruction du mouvement sur les restes encore présents du parti et du syndicat stalinien n'en sont qu'à leurs débuts.

Toutes les forces politiques de l'appareil comprennent fort bien que là est l'enjeu. Les dirigeants nationalistes ukrainiens qualifient le comité de grève des mineurs du Donetz d'« ennemi de l'Ukraine » parce qu'il met en avant les intérêts de classe des mineurs. Le clan Eltsine a utilisé un scandale financier à la direction du syndicat indépendant des mineurs pour imposer à sa tête un certain Victor Outkine, responsable de la commission des réformes économiques au Soviet suprême. Alors qu'à peine se constitue un comité d'initiative pour la création d'un Parti du travail (3) qui affirme la nécessité d'une organisation indépendante, se déclenche un contre-feu de quatre côtés :

— la presse eltsinienne (*Nezavissimaia Gazeta*) accuse les fondateurs du comité d'initiative de servir de paravent à une opération du PCUS ;

— la présidence de la Russie (Eltsine) rappelle à l'ordre les syndicalistes qui y participent en les renvoyant à son décret du 20 juillet 1991 qui interdit toute activité politique dans les entreprises ;

— Roy Medvedev, ancien dissident, devenu membre du comité central du PCUS, annonce quelques semaines plus

tard la constitution d'un Parti socialiste du travail, qui n'est lui, effectivement, qu'une pure et simple opération d'une fraction de l'appareil stalinien et dont la dénomination est curieusement proche du Parti du travail ;

— enfin Bouzgaline, qui siégeait au comité central du PCUS au nom de la plate-forme marxiste, annonce fin septembre qu'avec une minorité de membres de la plate-forme marxiste il rejoint le Parti du travail en construction. Or Bouzgaline a une double caractéristique : premièrement, au comité central du PCUS de la fin avril 1991, le 28, il a déclaré : « *La réforme des prix était inévitable* », c'est-à-dire qu'« était inévitable » selon lui l'augmentation des prix par 2 ou 3 décidée par Gorbatchev et Pavlov le 2 avril pour dépouiller la population laborieuse et qui avait entre autres suscité la grève générale des travailleurs de Biélorussie : bref, les travailleurs faisaient grève contre la hausse des prix brutale décidée par l'appareil... et Bouzgaline, lui, justifiait la hausse des prix : il était donc du côté de l'appareil face aux travailleurs en grève.

Deuxièmement, Bouzgaline a pris part aux travaux du congrès mondial du Secrétariat unifié en Italie au printemps 1991. C'est après sa participation à ces travaux qu'il a pris position pour la hausse des prix contre les travailleurs en grève. On peut penser que son entrée dans le Parti du travail s'est effectuée en liaison avec la politique qui mène un dirigeant allemand du Secrétariat unifié à siéger au comité central du parti stalinien rénové d'Allemagne dirigé par Gysi, bref une politique de « rénovation » de l'appareil stalinien et donc de subordination du mouvement ouvrier indépendant aux besoins de la préservation de l'appareil.

S'il est possible aux forces restauracionnistes de tenter d'empêcher la constitution d'une organisation indépendante centrale ou centralisée à l'échelle de la Russie, de l'Ukraine ou d'une autre république, il leur est impossible d'empêcher la formation un peu partout de syndicats indépendants, d'unions ouvrières indépendantes, d'organisations

indépendantes dont l'existence et les combats débouchent nécessairement sur le problème de leur centralisation. Ces organisations, dès qu'elles commencent à fonctionner, posent et se posent des problèmes politiques qui dépassent le cadre local étroit de leur activité.

Ainsi, les 31 août et 1^{er} septembre à Kazan, la conférence de l'association politique L'Ouvrier, qui a réuni des représentants de 18 organisations ouvrières de 14 villes russes, a décidé de préparer un congrès des organisations ouvrières de la région qui se tiendrait à Perm et a adopté un appel adressé au Soviet suprême de la Russie où ils présentent une liste de revendications parmi lesquelles :

« 1.- Transmettre la propriété des usines et des fabriques aux ouvriers et celle de la terre aux paysans (ouvriers agricoles) sans indemnité conformément aux résolutions des collectifs ouvriers.

2.- Vu la menace du chômage, ne pas diminuer le nombre de places de travail, mais réduire la durée de la semaine de travail

3.- Diminuer les dépenses improductives des grands projets, la défense et la construction de prestige

4.- Organiser immédiatement l'indexation mensuelle des salaires sur les prix et publier cette indexation dans la *Rossiskaia Gazeta* (Journal de la Russie) et dans les autres mass-media. »

Ce n'est pas une résolution pour Kazan, c'est une résolution pour toute la Russie !

C'est dans le même sens que va l'initiative prise par une organisation qui porte le nom de « Parti ouvrier marxiste » d'utiliser la loi de 1990 portant sur l'organisation de référendums en URSS contre la privatisation de l'économie. La loi stipule que pour que la question posée soit soumise à référendum, il faut que la demande en soit faite par 100 citoyens, puis que 2 millions de signatures soient recueillies.

Le Parti ouvrier marxiste, qui considère que « *les lois de privatisation sont le début d'une grande offensive contre les droits des travailleurs* », a décidé d'engager une campagne indépendante de collecte de signatures au bas de la

question suivante : « *Pensez-vous que seule une décision du collectif des travailleurs de l'entreprise peut modifier la forme de propriété ?* » (4).

SUR L'ARENE INTERNATIONALE

La constitution d'un parti ouvrier indépendant en Russie et en URSS doit répondre aux problèmes d'ensemble posés par la politique Gorbatchev-Eltsine de restauration du capitalisme.

Cette politique ne peut se mener qu'avec l'appui et sous l'impulsion financière et économique de l'impérialisme occidental, sous le contrôle du FMI, de la Banque mondiale et de la BERD : c'est l'ultime étape de la faillite du prétendu « *socialisme dans un seul pays* ».

Le déroulement des événements vérifie l'analyse qui concluait la définition de l'URSS donnée par Trotsky en 1936 :

« L'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme ; la contre-révolution en marche vers le capitalisme devrait briser la résistance des ouvriers ; les ouvriers marchant vers le socialisme devraient renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte des forces sociales vivantes sur le terrain national et international. »

C'est l'enjeu mondial de la période actuelle. C'est l'enjeu de la reproclamation de la IV^e Internationale. Cette lutte est une réalité objective, mais son déroulement et son issue dépendent de l'intervention internationale organisée.

**Jean-Jacques Marie,
le 20 novembre 1991**

(1) Territoire autonome (1,4 million d'habitants) dans la République de Russie.

(2) Notons un fait significatif... et généralement occulté : si le 19 août, Eltsine a appelé les travailleurs de Russie à la grève contre la junte, le 20 août il les a invités à assurer la production, bref à reprendre le travail, alors que la junte était toujours au pouvoir ; ce même 20 août ont commencé de nombreuses grèves, malgré cet oukaze présidentiel.

(3) Cf. sa plate-forme dans *Tribune Internationale* d'octobre 1991.

(4) Voir l'article de Iouri Leonov, membre du comité d'organisation du Parti ouvrier marxiste, dans *Informations ouvrières* du 20 novembre.

Annexe

En disloquant la planification centralisée, la course à la privatisation accélérée dans laquelle s'est lancée la bureaucratie a par voie de conséquence affaibli le carcan policier du centralisme stalinien qui reposait sur la fusion du parti et de l'Etat et sur le monopole du « parti unique ». Ce faisant elle a bien involontairement élargi la brèche ouverte par la crise économique, sociale et politique aux aspirations des peuples et nationalités opprimés depuis des décennies.

Le processus, engagé dans les pays Baltes en 1989, s'est petit à petit élargi en cercles concentriques. Lorsque l'Ukraine, république de 52 millions d'habitants, a voté massivement le 1^{er} décembre 1991 pour l'indépendance, il a pris un caractère massif, irréversible et révolutionnaire.

Le dimanche 8 décembre, les présidents des Républiques de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie ont décidé de constituer une fédération de leurs trois Etats.

Cinq ans avant que Staline ne déporte une douzaine de peuples entiers en Sibérie, Trotsky — en 1939 — écrivait sur l'Ukraine :

« En Russie aussi la bureaucratie a étranglé et pillé le peuple. Mais en Ukraine, les choses ont été compliquées encore par le massacre des espérances nationales. Nulle part les restrictions, les épurations, la répression et, de façon générale, toutes les formes de banditisme bureaucratique n'assumèrent un caractère de violence aussi meurtrier qu'en Ukraine. »

C'est cette réalité historique valable pour tous les peuples de l'URSS qui permet de comprendre pourquoi Walesa voit dans la décision des Ukrainiens une « rupture révolutionnaire » qu'il regrette profondément. L'un des bras droits de Chevardnadze, le ministre des Affaires étrangères de Gorbatchev, y voit la « menace d'un Tchernobyl politique ». L'un des pionniers de la privatisation et des zones franches, le maire de Pétersbourg, Sobtchak, est passé aussitôt de l'analyse à la menace :

« Si l'Ukraine refuse de se rallier à un nouveau pacte politique (...), la Russie formulera aussitôt des revendications territoriales. (...) Si elle accepte de faire partie d'une nouvelle union de type confédéral et d'une communauté économique, on ne touchera pas aux frontières (...). Les perspectives sont particulièrement menaçantes compte tenu des armes nucléaires qui se trouvent en possession des deux républiques. »

Or les populations russophones mêmes d'Ukraine, en votant majoritairement pour l'indépendance, ont par là même exprimé un vote politique contre Gorbatchev, Eltsine et Sobtchak, c'est-à-dire les diverses fractions de la bureaucratie qui plongent l'URSS dans le chaos.

Les nouveaux dirigeants ont donc craint devant cette puissante aspiration à l'indépendance et ce rejet des clans au pouvoir de déclencher un mouvement irréversible, au moment où ils annoncent leur décision d'accélérer leur politique de privatisation et de libéralisation systématique des prix.

Le combat des peuples opprimés dans l'Etat espagnol

Par Raul GOMEZ

Au XVII^e siècle, pour faire obstacle à l'influence éclairée soufflant du reste de l'Europe, les souverains espagnols ont isolé le pays. Ils en ont hermétiquement verrouillé les frontières dans les limites de la philosophie scolastique et ont dressé la Sainte Inquisition contre la science moderne. Obscurantisme et vulgarité en furent le résultat.

Ceux qui contrôlent aujourd'hui le pouvoir en Espagne, héritiers de ces monarques, de leurs courtisans et autres Conde Duque (1), tentent d'agir de même. Face aux événements de Yougoslavie et d'Union soviétique, et face au mouvement d'émancipation nationale qui exige l'indépendance des nations soumises en Europe, les porte-parole gouvernementaux sont clairs : « *Le gouvernement n'a pas une seconde à perdre dans la polémique nationaliste.* » Ils ne peuvent pas fermer les frontières, mais ils s'opposent à toute possibilité de dialogue, de discussion, d'entente avec ceux qui avancent des exigences élémentaires du point de vue de la démocratie.

Mais la réalité finit par s'imposer en dépit de l'immobilisme et de l'étroitesse d'esprit de la minorité : le débat sur la question nationale occupe la première page de toute la presse et resurgit au cœur de chaque problème.

1.- UNE QUESTION DE PREMIER PLAN

Après la chute du Mur de Berlin, les événements révolutionnaires aussi bien d'Union soviétique que de Yougoslavie ont remis une fois de plus la question des nationalités en Espagne au premier plan de l'actualité.

C'est pourquoi les généraux de l'armée se manifestent quotidiennement dans les articles de débat de la presse par des tribunes d'opinion aux titres très significatifs (« *L'Armée garante de la patrie* ») où il est expliqué que « *s'en remettre à la volonté populaire pour garantir l'unité nationale revient à renoncer à cette unité* »... phrase qui concentre l'idée suivant laquelle unité et démocratie sont aujourd'hui incompatibles. C'est ainsi que les chefs de l'armée répondent au porte-parole nationaliste

basque (dans les Cortes de Madrid) qui s'est permis de dire en critiquant la Constitution en vigueur que « *l'armée ne devrait pas être la garante de l'unité de l'Espagne* ».

Les évêques catalans de Solsona, Vic et Tarragone, pour leur part, publient une feuille paroissiale adressée à leurs fidèles où ils affirment considérer que « *la Catalogne a droit à l'autodétermination* », et dans les messes les prêtres prient pour que « *la Catalogne réalise pacifiquement son destin* ». Au gouvernement, on rappelle à tous que l'Espagne a été adoptée « *massivement et démocratiquement* » comme patrie commune et indivisible pour tous ses habitants, quand a été imposée la Constitution.

Et les partis de la droite nationaliste espagnole présentent l'Espagne des actuelles autonomies comme l'exemple de « *nation des nations* ». La polémique

monte d'un ton quand, depuis Bruxelles, le représentant de la diplomatie de la monarchie espagnole menace les partis nationalistes catalans et basques : « *L'indépendance, cela veut dire sortir de la CEE et de l'OTAN.* » (Il faut rappeler qu'aussi bien la Catalogne que le Pays Basque [Euskadi] ont rejeté l'entrée dans l'OTAN et qu'ils n'ont pas eu le loisir de se prononcer sur l'entrée dans la CEE). Des municipalités basques et catalanes se prononcent par centaines pour l'indépendance d'Euskadi et de la Catalogne et entraînent sur ces motions l'adhésion de conseillers municipaux du PSOE (2), du PP (3), de CiU (4) et d'autres partis opposés à l'indépendance nationale. Au Pays Basque, Eusko Alkartasuna (5) et Herri Batasuna (HB) (6) ont constitué un front pour un Etat souverain. Dans le Parlement européen de Strasbourg, les députés européens de l'ERC (7) et de HB, Heribert Barrera et Karmelo Landa, réclament l'indépendance des deux nations. Les composantes du gouvernement basque se déchirent entre elles et une aile nationaliste — celle représentée par le parti de M. Garaikoetxea, Eusko Alkartasuna — est expulsée du gouvernement pour avoir soutenu des motions indépendantistes. Les motions que proposent aussi bien HB que l'ERC dans les localités où elles peuvent être approuvées sont des prises de position politiques contre le centralisme de la couronne qui méritent l'attention des travailleurs et de leurs organisations, syndicats et partis. Dans l'une d'elles, il est dit :

« Proposer que soit déclarée l'indépendance d'Euskadi (ou de la Catalogne) en demandant l'adhésion à cette décision de tous les organismes et institutions représentatifs. En déclarant en conséquence que les drapeaux nationaux, ikurria (ou senyera) flottent en permanence aux façades des mairies, que soient retirés les symboles qui ne respectent pas les libertés et droits nationaux. »

Dans certaines mairies, comme celle de Bermeo en Biscaye, il est ainsi décidé de convoquer un rassemblement indépendantiste regroupant tous les organismes et toutes les institutions qui ont souscrit à cette motion.

Ce n'est pas une fausse polémique, bien au contraire : les feuilles paroissiales qui revendiquent le droit des Catalans à décider de leur avenir sont épuisées en quelques heures. Tous les partis politiques se voient obligés d'intervenir sur ce sujet, et présentant telle ou telle proposition, tous se posent la question de la nécessaire « *réforme de la Constitution* », pour dire ensuite le contraire. Aussi discute-t-on actuellement des nouvelles relations financières entre l'Etat et les 17 communautés « autonomes » qui ont été constituées, toutes endettées vis-à-vis de l'Etat.

Les « 17 Espagnes » connaissent une situation d'inégalité, sans aucune solidarité entre elles. Toujours à la traîne des événements, la réforme monarchique a institué ce qu'on appelle les « *autonomies historiques* » par l'article 151 de la Constitution qui accorde une série de compétences à la Catalogne, à Euskadi, à la Galice et à l'Andalousie, tandis que les autres « *autonomies* », lentes, ayant beaucoup moins de compétences, sont régies par l'article 143. En matière de financement, seule la communauté basque jouit d'un certain contrôle sur la fiscalité. C'est le prix que doivent payer les peuples pour le maintien d'une structure d'Etat contraire à la démocratie.

Ce n'est pas parce qu'elle est d'une actualité brûlante que la question des nationalités en Espagne serait une affaire nouvelle, même si elle revêt des formes nouvelles. Il s'agit d'une question historique, séculaire, qui a été et reste une question clé de la vie sociale, économique et politique.

Pour paraphraser Marx, on peut dire que l'histoire des quatre derniers siècles, c'est l'histoire des insurrections populaires, aussi vieille que celle des gouvernements des favoris du trône. Le retard économique par rapport au reste de l'Europe, qui a persisté pendant des siècles en raison de l'incapacité de la bourgeoisie et de son alliance avec la monarchie, l'Eglise et l'armée, a engendré un Etat centralisé despotique, basé sur le parasitisme et la spéculation. Mais le fait que le problème des nationalités reste en Espagne une question de premier plan

ne s'explique pas seulement pour des raisons historiques, il est aussi intimement lié à la situation politique actuelle sans aucun doute aggravée par la crise capitaliste et impérialiste. Le franquisme, qui a cherché dans l'idéal patriotique de l'Espagne impériale une justification idéologique à son action barbare, a abouti à l'inverse, c'est-à-dire à la prolifération du sentiment national chez les peuples. De toutes les questions démocratiques restées non résolues parce que la révolution démocratique bourgeoise ne s'est pas accomplie — la question de la terre, la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la question des nationalités — cette dernière en est venue à condenser l'ensemble des droits et libertés, le droit à la langue, à la culture et aux traditions propres. Il s'agit d'une force, résultante et démultiplicateur de bien d'autres, qui, ne trouvant pas de solution démocratique convenable, ne fait que miner les racines de l'Etat oppresseur jusqu'à le détruire de haut en bas. C'est pourquoi elle est aujourd'hui la première des questions politiques et elle ne perdra rien de son importance demain.

II. LE FOND HISTORIQUE

Il est impossible de comprendre l'histoire de l'Espagne, de la décadence espagnole, sans comprendre le rôle joué par la monarchie. Quand on parle du fardeau historique de l'Espagne qui accable les peuples et les travailleurs, c'est de la couronne que l'on parle.

L'Etat espagnol plonge ses racines dans l'unification, il y a maintenant cinq cents ans, des royaumes d'Aragon et de Castille avec la conquête du royaume maure de Grenade sous Ferdinand II et Isabelle I^{re} (1474-1504) et dans l'expansion outre-mer, avec toutes les conséquences qu'elle allait entraîner. La couronne unifiée déploya l'intransigeance religieuse comme étendard de guerre. Au moyen de l'instrument meurtrier que fut la Sainte Inquisition, on procéda à la pacification intérieure en saignant la population, en persécutant puis en expulsant les juifs — dès 1492, l'année même de l'arrivée des navires espagnols

en Amérique — et en expulsant ensuite les mudéjars (8) qui n'avaient pas accepté le baptême. Plus papiste que le pape, la couronne espagnole utilisa les luttes de religion comme instrument d'uniformisation pour le despotisme politique et comme un moyen idéologique de spoliation économique.

L'empire espagnol du XVI^e siècle plonge son piédestal dans la fange. Il repose sur la spoliation de l'Amérique et du commerce manufacturier en s'appuyant sur la première organisation centralisée de l'histoire depuis l'Empire romain, ce qui lui permet dans un premier temps d'occuper un rôle de chef de file sur la scène internationale.

Les guerres de religion en Europe sont le prolongement de la pacification intérieure : au nom de Rome, la couronne espagnole fait la guerre aux protestants en Hollande et dans les Flandres, et aux protestants anglais sur les mers.

La Contre-Réforme, le jésuitisme, ont servi à masquer la brutale prospérité d'une minorité attachée à la cour, enrichie par l'or et l'argent des Indes.

Alors que la couronne espagnole célèbre aujourd'hui avec tapage le V^e centenaire de la colonisation de l'Amérique, il faut dire que lorsqu'arrivèrent d'Amérique des cargaisons d'or et d'argent, le parasitisme et la spéculation s'emparèrent du marché, entraînant une hausse des prix en chaîne. Cette situation toucha une bonne partie de l'Europe, mais les effets sur l'Espagne ont été tout particuliers. L'augmentation de la demande stimula tout d'abord les activités pré-industrielles et artisanales. L'agriculture recula au profit de l'élevage de transhumance régi par la Mesta (9). Les marchandises espagnoles étaient très chères et de mauvaise qualité en conséquence de la demande importante et des taxes royales. Il était bien plus rentable de devenir intermédiaire entre commerçants que de produire. C'est ainsi que le pillage à pleines mains, la rapine coloniale de l'Amérique depuis les XV^e et XVI^e siècles ont entraîné l'effondrement de l'activité économique et commerciale espagnole, en intégrant les colonies d'Amérique dans le marché mondial.

La misère généralisée s'empara du pays. Les cargaisons d'or et d'argent paralysèrent la production et furent la base d'une inflation et d'une spéculation d'une ampleur jusqu'alors inconnue.

Ce furent les banques et les agences de prêts qui réalisèrent une véritable accumulation du capital, qui alla se déverser dans toutes les villes et grandes villes européennes.

C'est ainsi que le Conseil de Castille décrivait la situation en 1619 : « *Le pays est tellement meurtri que les maisons tombent en ruine et aucune n'est reconstruite, les places se vident, les habitants fuient et désertent les champs.* »

Le prix des coups assenés par Philippe II, le paladin de la Contre-Réforme, contre les hérétiques, les protestants et l'islam, ce fut la misère populaire.

Si la couronne espagnole s'édifie ainsi sur la spoliation et la spéculation économique, politiquement elle y parvient par l'écrasement des insurrections populaires des « *comuneros* » de Castille (10) et des « *germanies* » du Levant (11), expressions de la bourgeoisie manufacturière s'appuyant sur la paysannerie moyenne et sur les artisans et exigeant des franchises pour la circulation des marchandises, une réduction des impôts royaux, la disparition de la gabelle et de la justice féodales, et le retour à la milice populaire.

Ces exigences « *comuneras* » et populaires donnèrent naissance à la première Constitution populaire ou « *Constitution de Avila* ». La défaite des cités coïncida avec la crise économique la plus grave.

Contresens de l'histoire, l'Espagne du XVII^e siècle était devenue plus féodale que celle du XV^e siècle, et se trouva à la merci de la lutte entre l'Angleterre et la France qui fut à l'origine du changement de dynastie.

Trois siècles de dynastie des Habsbourgs suivie de celle des Bourbons, prolongèrent le despotisme royal, et achevèrent d'anéantir par décret les particularités nationales et/ou régionales encore subsistantes.

III.- LE MYTHE IMPERIAL

De 1504 à 1701 (deux siècles durant), le mythe impérial de la maison d'Autriche (la monarchie universelle, avec la cour austro-bourguignonne à Bruxelles, le Saint-Empire romain) a ruiné les peuples d'Espagne et est intervenu systématiquement contre les municipalités et les Cortes en tant que symboles des libertés.

Un fossé infranchissable s'est ouvert entre les peuples et la noblesse. La maison d'Autriche et les Bourbons n'ont pas assimilé les Espagnes, ils les ont soumises par les armes. C'est pourquoi chaque pouce de terre, chaque village lutte désespérément pour recouvrer sa personnalité bafouée, sa langue et sa dignité perdues. Sur les places publiques de tout l'Empire et au-delà s'étalait sa féroce répression, les têtes tranchées de tous ceux qui opposaient des revendications populaires au « Saint Empire ». Pour exemple, les vers sublimes attribués à Lanuza (un caudillo aragonais) avant de monter au gibet :

« ... et va dire à ton cruel monarque
pour qu'il tremble sous son fier dais
qu'avec moi ne s'éteignent pas les preux,
pas plus que ne disparaîtra
en me tranchant le cou
la souche généreuse des braves
assoiffés de liberté pour la terre.
Si la flamme d'honneur
qui brûlait en Padilla (12)
est venue enflammer mon cœur ardent
alors aussi mon sang pur qu'on répand
coulera ravivé dans d'autres poitrines,
qui peut-être réussiront
l'indigne entreprise
de rendre Espagne libre. »

En 1700, Charles II — le dernier de la maison d'Autriche — rédige son testament au bénéfice des Bourbons après une guerre de succession de 13 années qui aura saigné les villes à blanc, afin de départager lequel des deux prétendants étrangers, Philippe de Bourbon ou Charles d'Autriche, allait devenir seigneur et maître des Espagnes.

En Utrecht, l'empire espagnol se divise : Belgique, Luxembourg, Milan, Sardaigne et Naples restent autrichiens. La couronne anglaise y gagne Gibraltar

et Minorque ainsi que le contrôle maritime, et la France impose la dynastie des Bourbons à l'Espagne.

Le premier acte de gouvernement des Bourbons en entrant dans l'histoire de l'Espagne fut d'abolir et d'abroger chacun des « *fueros* » (13) dont jouissaient les nations et régions hispaniques. Il s'agissait d'uniformiser le territoire en imposant les lois de Castille, et c'est ainsi que fut imposé le castillan comme langue unique et officielle. Ce fut le triomphe du centralisme bourbon contre les « *fueros* » populaires. Un capitaine général nommé par le roi est imposé à la Catalogne par le Decreto de Nueva Planta de 1716. La Navarre et le Pays Basque parviennent à maintenir leurs « *fueros* » dans un authentique Etat carliste jusqu'à la dernière des guerres carlistes (1872-1876).

La perte de l'empire colonial au XIX^e siècle impliqua le rapatriement en Espagne d'immenses masses de capital qui furent investies dans l'achat des terres qui avaient été aliénées, et non pas dans la production, dans les entreprises marchandes et commerciales. Le peu d'industrie est aux mains de capitaux étrangers. Seules la Catalogne et Euskadi font exception à cette règle. Tandis qu'en Castille la bourgeoisie aspire à se fondre dans la noblesse par la grande propriété terrienne et la carrière militaire, bourgeois catalane et basque développent respectivement l'industrie textile et la sidérurgie. C'est sur la tradition des « *ferrones* » (14) que s'est érigée dans le Pays Basque une véritable industrie qui ira en se développant avec les modifications techniques du travail du fer et de l'emploi du charbon. C'est de 1882 à 1931 que s'est formé en Espagne le capital industriel s'appuyant sur l'activité productive moderne et mercantile d'Euskadi et de Catalogne. Le capital financier est né du résultat de la fusion du capital bancaire, foncier et industriel.

IV.- L'ETAT DE LA MONARCHIE FRANQUISTE

L'Etat espagnol, assemblage complexe et composite, Etat impérial depuis le

XV^e siècle, est le fruit d'une aberration historique, d'une bourgeoisie incapable de réaliser les transformations démocratiques bourgeoises. C'est un Etat qui précède le développement capitaliste en imposant l'unité par le despotisme, en faisant obstacle de façon centralisée au développement des forces productives. Les nations opprimées par cet Etat nourrissent un nombre toujours plus grand d'aspirations démocratiques et nationales contre l'oppression, pour leur droit à un Etat national.

Sous la dictature militaire de Primo de Rivera (15), et plus encore sous le franquisme, les revendications de la langue, de la culture nationale, de l'autonomie politique constituent pour la classe travailleuse un point d'appui contre la politique de l'Etat et de la bourgeoisie. La victoire de Franco entraîne la destruction de tout vestige d'organisation ouvrière et démocratique, et la dissolution de toute organisation nationaliste. La langue et la culture nationales de chaque peuple sont persécutées et réprimées avec acharnement. L'oppression nationale constitue un des piliers du franquisme.

La crise et la décomposition du franquisme, qui coïncident avec la mort du dictateur, refont surgir la question nationale avec une force sans précédent. Le nationalisme historique et même les problèmes régionaux apparaissent comme des agents catalyseurs de la mobilisation politique des masses.

L'approbation de la Constitution de 1978, la Constitution la plus réactionnaire qu'ait connue l'Espagne, pièce angulaire de la réforme franquiste rédigée par consensus entre les franquistes et les dirigeants du PSOE et du PCE sans la collaboration desquels elle eût été impossible, vise à prolonger le régime franquiste au moyen de la seconde restauration monarchiste.

Reconnaissant que la question des nationalités opprimées est intimement liée au problème du pouvoir, aux organes et institutions détenteurs du pouvoir politique, la Constitution de 1978 part du fait que la structure juridique ne correspond alors plus aux changements survenus dans les rapports de force entre les

classes, et elle introduit des modifications partielles, qui seront la source de troubles et de crises. En un temps record, les leaders des partis ouvriers et nationalistes, jusqu'alors persécutés, deviennent indispensables au maintien de l'appareil d'Etat. Et comme à son origine, celui-ci se restructure (réforme) sur le pouvoir royal, en maintenant les privilèges de l'armée et de l'Eglise catholique, en liaison avec les accords politiques et militaires avec les Etats-Unis qui font de l'Espagne le porte-avions US en Europe, dans la perspective de l'entrée dans l'OTAN et la CEE.

Malgré la trahison des dirigeants du PSOE et du PCE, la mobilisation ouvrière et populaire s'est exprimée avec force et enthousiasme contre la réforme, de sorte que 56 % seulement de la population a voté oui à la Constitution.

L'Etat dit « *des autonomies* » impose l'unité de la couronne, en divisant les peuples sur la base de la plus ou moins grande dépendance vis-à-vis de l'appareil centraliste. Le peuple catalan a déjà proclamé sa propre république par deux fois, en 1931 — proclamation de la II^e République — et en 1934, mais le gouvernement républicain lui a dénié ce droit ainsi qu'aux Basques par le biais de statuts d'autonomie de type administratif.

La seconde restauration monarchiste, confrontée au mouvement ouvrier et de masses, met en place deux chambres non souveraines (Congrès et Sénat) qui sont des organes annexes de la monarchie, sans souveraineté, des chambres d'enregistrement, tandis qu'en vertu des pleins pouvoirs transmis au roi par Franco, la Constitution fait de l'armée la garante de « l'unité nationale ». Ce qui signifie que tant que la couronne se maintiendra en Espagne, il n'y aura pas de liberté en Catalogne, en Euskadi ni dans les autres nationalités.

Oppression nationale et monarchie s'avèrent donc intimement liées dans l'histoire nationale, et plus encore aujourd'hui. N'y a-t-il pas jusqu'à cette reine grecque et ce roi italien pour perpétuer les caractéristiques de cette couronne étrangère ?

L'histoire enseigne que l'union solidaire des peuples et des nationalités dans un même Etat ne peut procéder que du respect de la souveraineté de chacun d'eux, si celle-ci s'exprime de façon indépendante. Ce principe démocratique, la Constitution espagnole le dénie.

Tous les peuples se voient interdire le droit à être libres et indépendants, et donc à se gouverner par une Assemblée constituante libre et souveraine. Les Parlements « *autonomes* » des 17 « *autonomies* » ne sont rien d'autre que des chambres régionales sans aucun pouvoir effectif, sans aucune capacité de gouverner.

La démocratie, le droit des peuples à décider de leur avenir n'ont pas leur place dans la Constitution espagnole qui est avant tout la négation de ces principes politiques. Il n'y a pas place pour de futures réformes qui modifieraient le plafond d'« *autonomie* ». Ou bien la souveraineté s'incarne dans le peuple, dans chaque peuple, ou bien elle s'incarne dans le roi. Et c'est sur ce pacte antidémocratique entre le franquisme, le PSOE, le PCE et les partis nationalistes que se perpétue, dans la décomposition, le règne de la spéculation et de la misère.

Apporter une solution démocratique, c'est commencer par donner à chaque peuple la possibilité de manifester sa volonté, d'exercer librement son droit à l'autodétermination.

V. DROIT A LA SEPARATION : L'UNION LIBRE CONTRE L'UNITE IMPOSEE

A chaque moment historique de la lutte des classes, la question nationale prend des formes et des contenus différents. Et bien que cette question en tant que telle ait été au centre des problèmes de l'Etat espagnol tel qu'il s'est constitué depuis le XV^e siècle, aujourd'hui, quand c'est à la classe ouvrière qu'il incombe d'apporter la solution démocratique radicale à ce problème, ce n'est pas de principes juridiques formels qu'il faut partir, mais des raisons historiques, économiques et politiques qui fondent les mouvements nationaux, et

surtout, du moment politique actuel et de la classe révolutionnaire qui peut réaliser ces transformations.

a) Le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la question nationale

A mesure que la classe ouvrière des différentes nations et/ou régions a reconstruit ses formes de classe et miné par là les fondements du régime, elle a mis à nu la politique d'« autonomie » du gouvernement monarchique, celle du « *diviser pour régner* » qui consiste à encourager l'inégalité et la confrontation entre les peuples.

Le caractère unanime et massif des mouvements de grève générale démontre on ne peut plus clairement ce sentiment de classe qui l'emporte sur les différences nationales. Cependant l'absence d'un parti ouvrier déterminé à résoudre le problème de l'oppression nationale sur la base de l'indépendance politique de la classe ouvrière permet à la bourgeoisie nationale et à la petite bourgeoisie de jouer encore un rôle de premier plan au sujet de la question nationale.

Tandis qu'en raison de leur participation unifiée au marché international des capitaux, les intérêts du bourgeois catalan ou basque coïncident en général avec ceux de la bourgeoisie espagnole dans les domaines économique et politique, ce qui domine chez la petite bourgeoisie ruinée par la politique de spéculation du grand capital, c'est la radicalisation et la confusion. Au contraire, la lutte nationale s'appuie fondamentalement sur la lutte politique et revendicative de la classe ouvrière. Il en est allé de même à chaque moment de montée de la lutte ouvrière et/ou de crise de la forme de domination politique de la bourgeoisie.

Nous qui luttons aujourd'hui pour construire un parti ouvrier indépendant en Espagne (un nouveau Parti socialiste) nous ne pouvons que partir de l'idée centrale de Marx et d'Engels, pour qui tous les problèmes et tâches politiques et/ou sociaux sont subordonnés aux intérêts généraux de la révolution. Non seulement la lutte pour la démocratie sur le terrain de la question nationale ne détourne pas les travailleurs de leur voie, mais elle affirme leur rôle politique diri-

geant, car il est inconcevable que le socialisme victorieux ne résolve pas intégralement le problème des nationalités.

C'est pourquoi l'unité de la classe ouvrière, organique, syndicale et politique, est le meilleur point de départ pour l'exercice du droit de séparation des peuples afin de constituer un nouvel Etat si c'est là leur souhait. C'est pourquoi la classe ouvrière d'Espagne trouve dans l'autodétermination des peuples la condition première de sa propre émancipation sociale. Lénine a résumé l'attitude des marxistes sur cette question à la lumière de la révolution de 1917 :

« Egalité complète en droits pour toutes les nations, droit des nations à disposer librement de leur destin, fusion des ouvriers de toutes les nations, voilà ce qu'enseignent aux ouvriers le programme du marxisme, l'expérience de la Russie et du monde. »

b) Les fausses solutions

Les revendications nationales d'Euskadi, de Catalogne, et d'autres peuples, leur droit à la séparation sont directement liés à la lutte indépendante de la classe ouvrière qui est celle qui a le plus intérêt à en finir avec la situation de misère, d'oppression et de répression. Seul le mouvement d'ensemble de la classe ouvrière et des peuples peut assurer le renversement de l'Etat.

Les mouvements nationaux bourgeois et petits-bourgeois dissocient de façon artificielle règlement du problème national et règlement du problème de l'Etat, alors qu'il s'agit en dernière instance de la même question. Et c'est pour cette raison qu'ils opposent le droit à l'exercice de la séparation nationale à l'action politique de la classe ouvrière, parce qu'ils ne veulent pas d'une solution véritablement démocratique, mais plutôt d'un point d'appui pour négocier avec l'Etat et la couronne. Les bourgeoisies basque et catalane n'ont d'intérêt que dans les conventions économiques qui les favorisent. Et même si leurs partis ont une base populaire, ils sont les premiers défenseurs de la monarchie et du pacte d'Etat.

Les nationalités opprimées par le centralisme de l'Etat coïncident en Espagne,

en particulier pour les cas basque et catalan, avec les nations les plus développées où la classe ouvrière pèse d'un poids particulièrement important et joue bien souvent avec le prolétariat madrilène le rôle d'avant-garde de la lutte ouvrière et des masses. C'est surtout aux travaux des militants de la Gauche communiste puis du POUM, d'Andrés Nin et des frères Arenillas — ces derniers de nationalité basque — qu'on doit les efforts accomplis dans le passé par des militants ouvriers et révolutionnaires pour avancer une position juste sur la question nationale et ses liens avec l'action politique de la classe ouvrière.

Le franquisme et le centralisme imposé par la couronne ont modifié les relations politiques entre ces nationalités et l'Etat, de même que le rôle de la classe ouvrière est un facteur unificateur à prendre en compte. La connaissance exacte de ces relations est déterminante pour aboutir à une tactique appropriée.

La répression policière contre le mouvement nationaliste basque a créé une situation de pré-guerre civile. Des centaines de morts, des milliers de blessés et de mutilés, des milliers de réfugiés, tel en est le bilan à ce jour. Dans sa défense, l'ETA opère contre les corps de sécurité de l'Etat (police, Garde civile et armée) sur tout le territoire de l'Etat, prouvant ainsi sur le terrain militaire que le terrain d'action « *d'Euskadi* » est insuffisant pour combattre efficacement la politique centraliste de la couronne. Et ce cadre est encore plus insuffisant sur le terrain politique.

Près de six cents prisonniers basques et plusieurs dizaines de prisonniers catalans et galiciens appartenant à des mouvements nationalistes croupissent en prison, d'autres sont incarcérés dans divers endroits en France. L'amnistie et le retour des exilés sont une exigence démocratique que le mouvement ouvrier doit faire inconditionnellement sienne.

La situation des combattants nationalistes dans les prisons empire de jour en jour, et c'est pourquoi se succèdent protestations, grèves de la faim et mutineries. Les prisonniers exigent leur regroupement dans un seul centre pénitentiaire

et la reconnaissance d'un statut du prisonnier politique.

Le combat pour l'amnistie n'implique pas un accord avec les nationalistes, mais la défense de droits et de libertés qui relèvent surtout du mouvement ouvrier et démocratique pour ses intérêts.

L'unité du mouvement ouvrier et des secteurs nationalistes confrontés à l'Etat est une tâche déterminante.

Les opérations de terrorisme aveugle, les attentats et coups portés à la population travailleuse réalisés par certaines organisations nationalistes, loin de résoudre cette question, l'aggravent en semant division et discorde dans la classe travailleuse où le peuple des différentes nationalités (Hipercor) (17).

Face à la répression de l'Etat, le mouvement ouvrier doit défendre les militants nationalistes, ce qui n'implique nullement qu'il y ait accord avec leurs actions et leur position politique. L'amnistie-libération des prisonniers nationalistes constitue une exigence démocratique de première importance pour tout le mouvement ouvrier et populaire. L'alliance des travailleurs et des peuples est irréalisable sans que soient défendus inconditionnellement l'amnistie et le retour des exilés.

c) Le rôle du PCE et du PSOE

Les appareils du PCE et du PSOE ont toujours été et restent contre l'exercice effectif du droit à la séparation. En 1970, Dolores Ibarruri, présidente du PCE, affirmait : « *Nous devons démontrer que la renaissance des droits nationaux d'Euskadi, de la Galice et de la Catalogne n'impliquera pas la désagrégation de l'Espagne.* » Ce qui revient à défendre l'unité imposée contre la liberté de séparation.

Le PSOE, sur lequel retombe la responsabilité des gouvernements monarchistes, s'est toujours opposé à une solution démocratique au problème national par de faux arguments pan-hispanistes ou d'« internationalisme » abstrait, en se faisant gloire de reprendre la politique réactionnaire et pro-impérialiste de la II^e Internationale, ce qui dans la pratique

en fait le complice de la bourgeoisie et de la couronne.

C'est surtout la classe ouvrière qui a intérêt à l'autodétermination nationale, levier de mobilisation politique de masse (alliance des travailleurs et des peuples) contre l'Etat de la monarchie parce que c'est de cela que dépend sa propre émancipation en tant que classe. Et, confiants que les travailleurs et les peuples sauront trouver dans leur propre mouvement la réponse à leurs problèmes et à leurs besoins, nous devons aider à unir les travailleurs sur tous les terrains, en particulier sur les terrains politique et syndical, pour s'opposer à la division par nationalités ou dans des « cadres autonomes ». Seule la solidarité étroite de la classe ouvrière dans un unique Etat est efficace dans la lutte révolutionnaire.

Les peuples soumis à la monarchie de Juan Carlos aspirent à leur pleine indépendance. Il faut un nouveau parti socialiste qui inscrive à son programme les droits souverains de toutes les nations, le droit à la séparation de l'Etat de la monarchie, droit qui est une des meilleures armes contre l'ennemi commun. Il ne peut y avoir de politique juste et efficace en défense de l'unité ouvrière pour l'émancipation des nations opprimées sans que soit établie une tactique appropriée découlant des relations politiques au sein des nationalités constituées et du rôle de chacune par rapport aux autres. La Catalogne et Euskadi représentent les principaux bastions ouvriers et populaires pour la révolution contre l'Etat espagnol.

Il ne s'agit pas de faire de la propagande pour le droit formel à la séparation, mais de défendre le droit à la séparation exigé par les municipalités basques et catalanes. Pour dire la même chose autrement : nous sommes pour la séparation des Basques et Catalans de l'Etat de la monarchie, car c'est un levier révolutionnaire pour se débarrasser de ce joug historique.

Les prises de position indépendantistes des municipalités basques et catalanes s'opposent à la ruine que représente le budget de l'Etat, à la situation d'endettement et de misère, de la même

façon que les municipalités des Asturies et de Léon touchées par la reconversion des mines ont été les premières à appeler à la grève générale contre la fermeture des puits.

Une longue tradition démocratique, municipales et de « *fueros* » est au cœur des prises de position actuelles qui s'étendent déjà à des centaines de localités de Catalogne, d'Euskadi et de Galice. Les travailleurs, et le parti dont ils ont besoin pour exprimer leur totale indépendance politique, ne peuvent être étrangers à ce mouvement et à ce sentiment. La coordination de tous les organismes et institutions, de tous les partis et collectifs ouvriers et démocratiques partisans de la rupture avec la couronne constitue une action politique nécessaire au regroupement de toutes les forces ouvrières et démocratiques.

La séparation est le passage obligé vers l'union libre. L'égalité des nations, comme l'égalité des citoyens, ne peut se matérialiser que par l'unité des travailleurs de toutes les nations et/ou régions d'un même Etat dans le cadre de la lutte internationale, par l'établissement du pouvoir des conseils ouvriers. L'unité n'est pas une solution miracle, mais la méthode pour en finir avec le retard et l'inégalité, pour favoriser le développement économique et culturel. Cette union doit s'édifier sur « *Aucun privilège pour aucune nation, aucun privilège pour aucune langue !* » Le chemin vers l'union des républiques n'est pas tracé par avance, mais faire de la politique c'est dans une certaine mesure prévoir l'avenir. Dans la lutte contre la monarchie, pour la République, comme cela a déjà eu lieu dans le passé, des républiques nationales et/ou locales se constitueront, qu'il faut défendre. S'il y a une leçon à tirer de la Première République (fédérale) et de la Seconde (centraliste), frappées par la réaction militaire et monarchiste, ce doit être la conviction que **le droit des peuples à l'autodétermination** n'est pas une phrase creuse, n'est pas une question juridique formelle, mais qu'elle est au contraire un des principaux instruments d'action politique et de masse pour la révolution sociale. C'est

pour cette raison que l'agitation sur le problème national avançant les mots d'ordre de République basque, République catalane, est une des pièces maîtresses de l'action politique, et parce que c'est à la classe ouvrière qu'il incombe de réaliser effectivement l'union libre des républiques. Le parti dont la classe travailleuse a besoin, ce sera celui de l'abolition de la monarchie et de toute forme d'oppression nationale, ce sera celui des républiques libres, pour l'union des républiques.

Raul Gomez

-
- (1) Conde Duque de Olivares, ministre de Philippe IV. A mené la guerre contre la France et les Pays-Bas. La Catalogne s'est soulevée et le Portugal s'est séparé de l'Espagne sous son règne (1640). Renversé en 1643.
- (2) Parti socialiste espagnol.

- (3) Parti populaire de M. Fraga (bourgeois).
- (4) Convergència i Unió, parti bourgeois catalan dirigé par J. Pujol.
- (5) Solidarité basque.
- (6) Unité populaire.
- (7) Esquerra Republicana de Catalunya (Gauche républicaine de Catalogne).
- (8) Nom donné aux musulmans qui ont conservé pendant un temps leurs lois, religion et coutumes.
- (9) Association d'éleveurs espagnols datant de la fin de l'époque des Wisigoths et regroupant en particulier les propriétaires des troupeaux de transhumance de Léon, de Castille et d'Estrémadure.
- (10) Soulèvement écrasé par Charles Quint en 1521.
- (11) Soulèvement à Valence et Mayorque (1519-1523) du même type que les « *comunidades* ».
- (12) Un des chefs des « *comuneros* » exécuté en 1521.
- (13) En Espagne, franchises et privilèges.
- (14) Travailleurs des feronneries ou forges de l'époque.
- (15) De 1923 à 1930.
- (16) Parti communiste d'Espagne.
- (17) Attentat de l'ETA dans un supermarché de Barcelone qui a causé des dizaines de morts et de blessés dans la population travailleuse.

Monarchie et question nationale en Belgique

Par Philippe LARSIMONT

Cet article est une version raccourcie de « *Monarchie et Démocratie* », paru dans un ouvrage collectif (« *Les Faces cachées de la monarchie belge* », éditions Contradictions-Toudi-L'Harmattan). Un certain nombre de considérations sur la question nationale y ont été ajoutées.

Pour la bonne compréhension, en Belgique on désigne souvent la question nationale par les termes de « *question communautaire* ». Les Flamands sont un peuple qui occupe aujourd'hui le nord de la Belgique et parlait historiquement des dialectes germaniques. Les Wallons sont établis au sud de ce pays et leurs dialectes étaient de souche latine, apparentés au vieux français.

AUX ORIGINES D'UN ETAT

Charlemagne avait réalisé un empire couvrant une grande partie de l'Europe. A sa mort, parce que la notion de primogéniture (droit exclusif de l'enfant aîné à la succession) n'existait pas, son empire est partagé territorialement entre ses trois fils. De ces trois entités politiques, celle de Lothaire (Lotharingie) disparaît rapidement. Les deux autres, celle du Saint Empire germanique et celle de France, tendent à se diluer rapidement en une multitude de fiefs dont les liens avec la couronne sont assez lâches. Par des mariages, alliances, rachats et par la guerre, les féodaux cherchent à agrandir leur territoire. Le roi de France utilise avec succès le même type de méthodes contre les féodaux. La seule distinction géographique (en termes de droit) à l'époque c'est la distinction entre les fiefs vassaux du roi de France ou du Saint Empire.

Au XIV^e siècle, par les méthodes habituelles, le duc de Bourgogne élargit son territoire jusqu'à la mer du Nord. Il

recouvre ainsi une zone qui correspondrait approximativement à la surface actuelle des Pays-Bas, de la Belgique, du Grand Duché de Luxembourg, et en France de la Bourgogne et du Nord - Pas de Calais (soit à peu près le nord de l'ancienne Lotharingie). Il inclut par la force la principauté de Liège (qui dépend du Saint Empire). Le nord de cet assemblage formera ce que l'on appellera les Pays-Bas bourguignons (c'est-à-dire ce qui n'est pas la Bourgogne — aujourd'hui française — proprement dit).

Le roi de France Louis XI juge cette expansion menaçante et écrase militairement Charles le Téméraire, duc de Bourgogne. La Grande Bourgogne s'écroule. Reste les Pays-Bas « bourguignons » dont va hériter la fille de Charles. Elle doit immédiatement y concéder des privilèges pour asseoir sa faible couronne tandis que la principauté de Liège reprend son indépendance (1477) qu'elle conservera définitivement jusqu'à son intégration dans la France après 1789.

Pour se protéger de la France, Marie de Bourgogne se marie à Maximilien d'Autriche. A sa mort, les Pays-Bas

« bourguignons » deviennent autrichiens et sont définitivement amputés de la principauté de Liège (celle-ci couvrant une partie importante de l'actuelle Belgique). En 1488, profitant de la faiblesse de leur suzerain, les 17 « provinces » des Pays-Bas obtiennent une brève indépendance remise en cause par les armes peu après.

Par le jeu de décès et d'alliances matrimoniales, Charles-Quint, né à Gand (en Flandre) hérite de la couronne d'Aragon qu'il étendra à la Castille. Une alliance avec les Habsbourg d'Autriche fait également de lui le roi des Pays-Bas qui deviennent donc espagnols. Après l'avènement de son fils, Philippe II, les 17 provinces sont ravagées par la guerre de religion. En 1572, les bourgeois protestants contrôlent le nord des Pays-Bas. Une tentative d'union des Pays-Bas en rupture avec l'Espagne a lieu, elle éclate : trois provinces de l'ouest passent dans le camp catholique. Les autres forment l'Union d'Utrecht dans laquelle on retrouve la grande partie de l'actuelle Flandre et sa plus grande ville, Anvers, ainsi que les actuels Pays-Bas. Les Espagnols entreprennent durant 7 ans la reconquête. Anvers assiégé, 40% des Anversois choisissent d'immigrer vers le nord (Hollande). La reconquête espagnole s'arrête à Anvers, la guerre entre l'Espagne et l'Angleterre exigeant trop de moyens. Ainsi les provinces du nord ayant conservé leur indépendance vont constituer les Provinces Unies (les actuels Pays-Bas — parfois appelés Hollande, du nom d'une de leurs provinces — ou Nederlands), la première république bourgeoise d'Europe. Les provinces du sud sortent de la guerre ravagées, exsangues et l'inquisition règne en maître. La principauté de Liège a pu se développer hors de ce conflit. Elle engendrera de ce fait une bourgeoisie et une industrie prospères. Les Provinces Unies vont développer leur industrie et forger une langue unifiée (le néerlandais). Les provinces du sud, qu'on appellera à ce moment les Pays-Bas méridionaux (ou espagnols), vont connaître une régression constante qui sur le plan linguistique se traduira par l'effondrement

d'une langue flamande unifiée (qui était pourtant parlée dans les villes flamandes sous les ducs de Bourgogne) au profit des patois locaux. Le français va donc s'affirmer encore davantage comme langue de la bourgeoisie, même dans les provinces d'origine germanique qui constituent l'actuelle Flandre.

Après 75 ans de guerre intermittente, l'Espagne reconnaît l'indépendance des Provinces Unies (1648) tandis que la France conquiert les villes d'Arras et de Dunkerque. En 1715 les Pays-Bas méridionaux redeviennent autrichiens par le jeu matrimonial. En 1789, deux révolutions vont avoir lieu sur le territoire qui forme l'actuelle Belgique. Dans le Brabant (la région de Bruxelles) la révolution de tendance conservatrice, attachée aux anciens privilèges, s'oppose à l'Autriche qui entendait réformer le régime à la manière des « monarques éclairés ». Dans la principauté de Liège par contre, le mouvement est similaire à la Révolution française et le prince évêque doit s'enfuir. En 1791 les armées prussiennes réimposent le prince évêque tandis que l'Autriche défait la « révolution brabançonne ». En 1792, après la victoire des armées françaises à Jemappes, la principauté de Liège élit une assemblée qui vote le rattachement à la France. En 1794, la Prusse réinvestit à nouveau Liège qui est délivré la même année par la France. Cette fois celle-ci rattache à elle l'ensemble des Pays-Bas méridionaux et la principauté de Liège. Le régime français va durer 20 ans et étendre à ce qu'on appellera la Belgique les conquêtes de la Révolution française telles qu'elles existent encore après le 9 thermidor de l'an II, c'est-à-dire qu'il liquide les institutions d'ancien régime. Des départements remplacent les anciennes provinces. Dans le nord où priment les patois flamands, un régime bilingue est instauré mais la primauté du français s'y renforce dans la bourgeoisie qui profite du débouché économique français. Pour le nationaliste flamand qu'est Manu Ruys, « après 20 ans de régime français, les bases étaient jetées pour une absorption complète en l'espace de deux générations (...) par l'occupant français ».

En 1815, après la défaite de Napoléon à Waterloo, les alliés (Angleterre, Prusse, Russie, etc.) décident que tous les territoires de l'actuelle Belgique intégrés dans la France lui seront enlevés et rattachés aux Provinces Unies des Pays-Bas de façon à constituer un Etat-tampon empêchant l'expansionnisme de la France. Le Luxembourg fait lui l'objet d'un échange de territoire avec la Prusse et devient un grand-duché qui longtemps dépendra dans les faits de la couronne de Hollande. Dès le départ cette réunification des Pays-Bas (incluant Liège) fait l'objet dans le territoire qui formera l'actuelle Belgique de deux oppositions : d'une part l'Eglise catholique opposée au protestantisme des Provinces Unies, ne pouvant supporter d'être mise par l'Etat sur le même plan que l'Eglise protestante et qui s'oppose à la « néerlandisation » de la Flandre, préférant le maintien des patois locaux qui empêchent la propagation du protestantisme ; d'autre part, toute une couche de la bourgeoisie moyenne, en particulier dans les provinces wallonnes, va s'opposer au néerlandais comme langue officielle qui lui couperait des possibilités économiques. A cela s'ajoute le mécontentement pour les notables des provinces du sud d'être sous-représentés dans les structures du nouvel Etat.

Ces deux oppositions, conjuguées à la révolution de 1830 à Paris, aboutissent à la révolution belge de 1830 contre la domination hollandaise. Révolution populaire par sa base sociale mais immédiatement confisquée par une bourgeoisie qui veut à tout prix empêcher une réédition de la révolution « robespierriste » et dont les sommets se seraient bien contentés d'un aménagement du pouvoir hollandais. Elle remplace immédiatement les cocardes bleu-blanc-rouge qui apparaissent dans la révolution par des cocardes aux couleurs brabançonnaises qui deviendront plus tard les couleurs belges.

Un gouvernement provisoire est formé composé de bourgeois et d'aristocrates dont le républicain De Potter semble être pratiquement l'otage. Des élections sont convoquées en trois semaines sans débat de fond. Le suffrage universel a été rejeté

au profit du suffrage censitaire et capacitaires. Cela donne 46 000 électeurs pour une population de 3 à 4 millions d'habitants à l'époque. Même dans ces conditions 30 000 électeurs seulement votent (malgré la consigne de participation donnée par les partisans de la couronne hollandaise), ce qui représente moins de 1 % de la population !

Dans la deuxième ville du pays, Anvers, la participation n'est que de 22 %, à Malines de 50 % ! Anvers, qui avait été coupée des Provinces Unies à coups de canon dans la période espagnole, garde de grandes sympathies pour la Hollande.

ROI DES BELGES ET DE LA GENERALE

C'est donc un congrès composé d'une majorité catholique, d'aristocrates et de grands bourgeois qui va se prononcer en faveur de la monarchie. Significativement, ce ne sera pas la date anniversaire du déclenchement de la révolution belge qui sera choisie comme jour de la fête nationale, mais bien la date de la prestation de serment du premier roi. En France et en Belgique, les grandes puissances et les groupes financiers jouent de toute leur influence pour stopper la vague révolutionnaire et empêcher l'avènement de républiques. En France, Louis-Philippe est porté sur le trône. En Belgique, elles imposent la famille Saxe-Cobourg. Ces puissances n'apprécient pas cette révolution qui remet en cause leur assemblage de 1815 et voient dans le choix de Cobourg la garantie de ce que la Belgique naissante restera confinée au rôle d'Etat-tampon. Comme le dit Robert Devleeshouwer, « *elle n'est admise à être que dans la mesure où elle n'est pas complètement* ». La maison Cobourg d'Allemagne, composée de nobles, aventuriers, ambitieux et peu fortunés, est poussée par les banquiers Rothschild qui y voient un instrument de stabilisation des rapports de force existant en Europe. Léopold prend le trône de Belgique comme il avait failli, un peu plus tôt, prendre celui de la Grèce ! Engels ironise : « *Toute l'Europe est*

inondée de Cobourgs. » Léopold I^{er}, propulsé par les financiers Rothschild, devient actionnaire important de la Société Générale de Belgique, dirigée par son ami Ferdinand de Meeus (1), Ainsi s'ouvrira une période d'exploitation féroce de la classe ouvrière belge, faisant de la Belgique le paradis du capital.

En 1848, une nouvelle vague révolutionnaire venue de France déferle sur l'Europe. A Paris la monarchie est renversée. En Belgique des arrestations ont lieu dans les milieux favorables à la république. Durant le mois de mars 1848 des assemblées, des manifestations, des grèves mettent à l'ordre du jour la proclamation de la République en Belgique. Fin mars, l'affaire de Risquons Tout (tentative d'ouvriers belges à Paris de venir en Belgique proclamer la République, les armes à la main) donne le prétexte à une répression forcenée.

Un procès est intenté, mêlant des participants à l'équipée de Risquons Tout et des républicains qui n'y étaient pas mêlés. Des membres en vue de l'Association démocratique qui n'avaient figuré nulle part dans les actes d'invasion furent condamnés à mort, leur peine étant ultérieurement transformées en peines de réclusion qui les maintinrent en prison jusqu'en 1856. D'autres condamnations eurent lieu en 1849.

Le mouvement ouvrier naissant intégra la revendication républicaine à ses revendications démocratiques, parmi lesquelles celle du suffrage universel occupait le premier plan comme moyen vers l'émancipation de la classe ouvrière, encore que les méthodes utilisées pour cet objectif furent par moment le sujet de critiques dans l'Internationale (notamment l'alliance avec les libéraux bourgeois).

En 1887, Georges Defuisseaux et ses partisans créent le Parti socialiste républicain (PSR), scission du jeune Parti Ouvrier Belge (POB) suite à des divergences sur les moyens d'action. Un procès est intenté contre ses dirigeants sous l'accusation d'un grand complot contre la sécurité et l'existence même de l'Etat, mais il apparaît bientôt qu'il ne repose que sur des témoignages de provocateurs

et d'agents de la Sûreté. En 1889, ce qui reste du PSR après la répression et les provocations adhère au POB.

Mais le capitalisme en plein développement est à l'étroit dans les frontières d'un si petit pays (2). La monarchie s'engage dès lors dans une politique d'extension impérialiste où elle doit tenir compte des acquis des grandes puissances. Léopold II va s'engager personnellement en Afrique, au travers de « l'Association internationale du Congo ». Au Congrès de Berlin de 1884/1885, il fait reconnaître l'Etat indépendant du Congo comme son propre domaine.

On a donc cette situation assez extraordinaire d'un chef d'Etat qui règne sur deux pays dont l'un est sa propriété personnelle. L'exploitation du Congo deviendra surtout l'affaire de la Société Générale, ce qui permettra au roi de tirer un double profit de sa colonie personnelle, d'une part via les bénéfices que lui donne sa qualité de chef de l'Etat du Congo, d'autre part en vertu de sa « qualité » d'actionnaire éminent de la Société Générale.

L'exploitation du Congo s'était dès le départ heurtée à une impasse dans la mesure où ses vastes étendues ne pouvaient être exploitées sans une infrastructure (notamment de transports) exigeant des moyens considérables.

Au bord de la catastrophe financière, le roi s'adressa donc au premier de ses Etats (la Belgique) comme bailleur de fonds. Dès 1906, prévoyant, le roi crée la « Fondation de la Couronne », s'assurant la possession des 10 % les plus rentables du territoire congolais.

Après de longues tractations avec le gouvernement belge, le roi, à la veille de sa mort (qui surviendra en décembre 1909) accepte un accord. « *La solution parlementaire ne put être trouvée que lorsque Léopold II, le 1^{er} février 1908, renonça à la Fondation, un fonds spécial de 50 millions* (de l'époque ! —

NDR) étant attribué au roi et à ses successeurs (...). » (3).

Le Congo devint donc jusqu'en 1960 une colonie belge, dont la Société Générale contrôlait les deux tiers de l'écono-

mie. L'affaire du Congo a donné un caractère particulièrement scandaleux aux relations entre la couronne et la finance.

LES PRETENTIONS BONAPARTISTES

L'histoire de la monarchie recoupe constamment les tentatives de renforcer la couronne dans l'objectif de donner libre cours à des tendances bonapartistes. S'étant plaint de la Constitution, le premier roi obtint le droit de nommer les maires et gouverneurs de provinces.

Propulsé par les milieux d'affaires les plus audacieux, Léopold s'identifiait à ces couches de la bourgeoisie en pleine expansion dont le parti libéral défendait les intérêts. Mais l'absence d'une révolution bourgeoise menée jusqu'à son terme laissa une place prédominante au parti catholique dont Léopold sut se faire un allié. Léopold I^{er} n'est de ce point de vue pas l'homme d'un parti politique particulier, il est l'homme des puissances financières dominantes.

« Léopold I^{er} — sans toutefois réussir à chaque fois — interprétait ses prérogatives constitutionnelles de manière aussi large que possible et cherchait à confiner le Parlement dans un rôle de second plan. » (5).

Léopold II, ainsi que nous l'avons vu plus haut à propos du Congo, hissa l'art du pouvoir personnel à un niveau international correspondant aux vues des grandes forces capitalistes. Il obtint leur appui.

« Pas plus que son père, Léopold II n'était un monarque parlementaire convaincu : aussi obtint-il en partie cet appui en sa qualité de monarque constitutionnel. » (5).

Il est intéressant d'examiner ce que fut la politique d'Albert I^{er}, successeur de Léopold II, durant la Première Guerre mondiale, dans un contexte où l'Union sacrée s'est réalisée par l'entrée des dirigeants du POB au gouvernement... du roi :

« Albert I^{er}, tout comme son prédécesseur, estimait qu'en temps de guerre, le roi était dispensé de la responsabilité ministérielle prévue par la Constitution

et qu'il devait commander personnellement les troupes en tant que chef de l'armée. » (5).

Dès octobre 1914, le gouvernement belge gagne Le Havre, en France. Consigne est donnée aux parlementaires de rester en Belgique, « dans la population ». Conséquence :

« Pendant toute la durée de la guerre, le gouvernement a invoqué l'absence de la majorité des parlementaires, qu'il avait provoquée lui-même, comme argument justifiant son refus de prendre certaines mesures légales, sous prétexte qu'elles étaient du ressort exclusif du Parlement qui était... dans l'impossibilité constitutionnelle de se réunir. (...) (6).

« On ne peut pas se défaire de l'impression que le roi et le gouvernement ne tenaient pas du tout à s'entourer d'un contrôle parlementaire, et qu'ils préféreraient garder les mains libres, même dans le domaine législatif. » (6).

En fait, sans contrôle du Parlement, ce n'est pas le pouvoir du gouvernement qui est renforcé mais bien celui du roi puisque celui-ci se targue d'un rôle constitutionnel que n'ont pas les ministres sans le contrôle du Parlement. Ainsi en 1917, le roi nomme un nouveau ministre de la Guerre malgré l'opposition unanime du gouvernement à cette nomination. Le roi justifie sa décision « conformément au droit que me confère la Constitution ».

L'historien Luc Schepens tire la conclusion suivante :

« Du point de vue politique, les deux grandes victimes de la guerre en Belgique semblent être la Constitution et la démocratie parlementaire. Et cela n'alla pas sans conséquences. Pendant la suite du règne d'Albert I^{er} et également sous celui de Léopold III, le roi a exercé au sein du pouvoir exécutif un rôle hors de proportion avec ce qui avait été de coutume avant la Première Guerre mondiale. » (6).

Certains trouvent l'octroi du suffrage universel (aux hommes) en 1918 comme contraire à ces affirmations. Ce serait là faire abstraction d'un facteur essentiel : la volonté de la monarchie de sauver le régime dans la tourmente révolutionnaire qui balaya l'Europe dès 1917.

Le 13 novembre 1918, plusieurs personnalités signalent au roi que « *le pouvoir régulier du gouvernement allemand a passé, à Bruxelles, dans la journée du 10 novembre, entre les mains d'un comité de soldats armés venus de Berlin* » (6). C'est la révolution allemande des conseils ouvriers qui commence à s'étendre en Belgique. « *Les émissaires que le roi recevait (...) venaient augmenter ses inquiétudes en lui brossant un tableau fidèle de la situation dans la capitale : mutineries des troupes allemandes, désordres, dépradations des biens, manifestations populaires contre les activistes, menées bolchevistes : bref, danger d'une révolution ouvrière (...)* » (6).

C'est pourquoi Albert I^{er} maintient les dirigeants socialistes au gouvernement et décide de l'instauration immédiate du suffrage universel — alors même que la Constitution n'a pas été révisée — afin d'empêcher l'irruption d'un mouvement révolutionnaire imposant une forme de souveraineté populaire qui aurait pu prendre celle de conseils ouvriers comme en Allemagne ou d'une Assemblée constituante souveraine, remettant en cause la monarchie elle-même. Le roi en était tellement conscient qu'il choisit, du point de vue de la légalité bourgeoise, de violer lui-même la Constitution.

Mais à peine le suffrage universel instauré, la monarchie s'attachait à le détourner de la vocation qui est normalement la sienne : exprimer la souveraineté populaire.

Albert I^{er}, « *parce qu'il avait lui-même intérêt à l'appui du monde des affaires et des banques, par exemple de la Société Générale au Congo, savait qu'il ne pouvait se passer de leur collaboration ni de la "confiance" de la partie économiquement la plus influente de la population envers la politique financière menée par le gouvernement. Il partageait du reste les conceptions économiques et sociales du Comité central industriel : accroissement de la productivité, blocage de nouvelles initiatives sociales (...)* Albert le "conservateur éclairé" refusa à plusieurs reprises d'accepter la démission d'une coalition qui répondait à ses vœux. » (5).

LEOPOLD III, LE PETAIN BELGE AUX AILES ROGNEES

La bourgeoisie entreprend alors la remise en cause des conquêtes ouvrières. Entre 1930 et janvier 1935, le salaire moyen diminue de 30% à 40%. En 1932, le Borinage déclenche une grève générale des mineurs. En décembre 33, le POB adopte le Plan du Travail. Indépendamment de l'opinion que l'on peut avoir sur ce plan, il fut saisi par la classe ouvrière comme un espoir et devint le facteur d'une mobilisation de masse croissante avec pour thème le Plan du Travail au pouvoir. En janvier 1935, le déclenchement de la grève générale est à l'ordre du jour. Le 24 février le POB appelle à une manifestation de masse à Bruxelles, préparée par une extraordinaire mobilisation dans les usines et localités. Le gouvernement interdit la manifestation. Un congrès d'urgence du POB rejette de justesse une proposition de grève générale de 24 heures en riposte à l'interdiction. Le gouvernement tombe. Les principaux responsables du POB entrent au gouvernement et convoquent ensuite un congrès. A ce congrès, la gauche du POB reproche l'abandon du plan. Argument massue de Vandervelde : « *L'alternative était celle-ci : ou bien un gouvernement autoritaire qui solliciterait la Constitution en attendant qu'il la voile, ou bien un gouvernement dont nous ferions partie.* » Dans les coulisses du congrès, on précise clairement qu'il y a menace d'un coup d'Etat de Léopold III, successeur d'Albert I^{er}.

Ainsi, la mobilisation politique de la classe ouvrière pour un « gouvernement à elle » qu'elle identifiait à un gouvernement du POB porteur du Plan du Travail, est contenue avec le concours direct de Léopold III. Ce dénouement aura comme conséquence de priver de perspective politique directement saisissable la grève générale qui éclatera finalement en 1936.

La décomposition politique des partis bourgeois due à leur incapacité à

résoudre les problèmes posés par la crise et la question nationale (avec en conséquence la montée des partis fascistes), l'impasse politique dans laquelle la direction du POB a conduit le mouvement ouvrier, autant de facteur qui augmentent la marge de manœuvre du roi et en font l'ultime recours pour la bourgeoisie affolée. A plusieurs reprises le roi s'oppose au Parlement et au « régime des partis ».

Autour de Léopold III va donc surgir la question royale.

Après l'invasion de la Belgique par les troupes allemandes en mai 1940, Léopold III décide de rester en Belgique sans le consentement de son gouvernement, qui lui choisit l'exil. Le roi essaie d'obtenir du gouvernement la signature de projets d'arrêté en blanc, qui auraient dû notamment permettre au roi de nommer d'autres ministres.

Le gouvernement en déduisit que le roi se proposait de constituer en Belgique, sous l'occupation, un autre gouvernement, qui négocierait avec les Allemands. Il refusa de signer les projets d'arrêté. Au mois de septembre, Léopold III transmet une note aux postes diplomatiques de la Belgique où il fait savoir qu'il souhaite que des relations « courtoises » soient établies avec le pouvoir nazi.

Ainsi va donc surgir un divorce entre le roi et le gouvernement comparable au divorce entre Pétain et de Gaulle en France, avec la différence que Hitler laissera à Pétain une marge d'action politique qu'il ne laissera pas à Léopold III. Hitler n'a pas de place dans ses plans pour un Etat belge corporatiste dirigé par Léopold III. La place de la Belgique comme Etat-tampon entre la France et l'Allemagne exige un contrôle direct, ne serait-ce que pour les besoins des plans militaires.

En juillet 1940, Hitler interdit toute activité politique du roi. En novembre 1940, Léopold III rend visite à Hitler pour essayer de le convaincre de donner des garanties d'indépendance à la Belgique, ce qui aurait permis la constitution d'un gouvernement monarchique en Belgique occupée. Hitler ne changera

pas sa position. La Belgique restera sous contrôle direct de l'Allemagne, celle-ci laissant l'organisation de l'économie au consortium de bourgeois désigné par le gouvernement au moment de la débâcle de mai 40.

Léopold III, s'il ne joue plus un rôle politique ouvert depuis la prise de position d'Hitler, n'est pas pour autant réduit à l'inactivité. Son secrétaire reçoit régulièrement les principaux responsables de la collaboration politique et économique dont Degrelle (dirigeant du parti fasciste Rex, vivant toujours aujourd'hui en Espagne) et de Man (ancien président du POB, rallié à l'Ordre Nouveau), ce dernier s'étant particulièrement revendiqué du roi. Les actes de collaboration, y compris la SS Wallonie, se couvrent de la référence au roi.

Le projet de Léopold III s'éclaircit encore avec ce qui fut appelé le programme du 19 juin 1940. Rédigé à la demande de Léopold III, selon Henri de Man, son auteur, ce programme prévoyait « *la révocation des ministres expatriés ; la constitution en Belgique d'un gouvernement chargé temporairement de l'exercice de tout le pouvoir législatif et exécutif ; le recours au plébiscite pour instituer — en lieu et place des Chambres — “des institutions consultatives à base corporative” ; “la suppression des partis et l'instauration de l'organisation nationale unique dans le domaine syndical, mutualiste et corporatif pour le groupement de la jeunesse, des anciens combattants, etc. (...), la consolidation de la monarchie (...), l'obligation pour tous de travailler ; la protection de la race “en respectant les commandements de l'humanité, etc.”* » (7).

Du point de vue politique, Léopold III fut donc bien un Pétain belge aux ailes rognées par Hitler. Du point de vue de la Constitution il a posé plusieurs actes qui la violent clairement : sa décision de rester en Belgique, ses négociations avec Hitler, etc. En conséquence de ces viols, le roi aurait dû être déchu. Mais la Constitution se prête à son propre viol par le roi.

Au congrès constitutif de l'Etat belge en 1831, « certains membres du Congrès National avaient songé à prévoir la "déchéance" pour le roi qui violerait la Constitution. (...) Mais cette proposition ne fut pas retenue. La possibilité de destituer le chef de l'Etat de sa haute charge aurait été incompatible avec le régime de la monarchie parlementaire qui trouve un de ses fondements dans la stabilité de l'institution royale. » (8).

Donc, le roi peut violer la Constitution en gardant la légitimité juridique de son pouvoir. C'est pourquoi le gouvernement belge se réfugia lamentablement en mai 1940 dans la notion d'impossibilité de régner alors que cette « impossibilité » était le fait d'un choix politique du roi et pas, ainsi que le prescrit à ce sujet le Code civil, parce que le roi aurait été « dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur » (8).

En janvier 1944, Léopold III rédige ce que l'on appellera par la suite son « testament politique ». « Il préconisait, après la libération du territoire, une réforme politique consistant en une rupture avec le régime des partis. » (5). En juin 1944, le roi est transféré en Autriche, avec semble-t-il son accord parce qu'il pense en retirer une auréole de martyr.

LE TOURNANT DE LA QUESTION ROYALE

La fin de la Deuxième Guerre mondiale va poser des problèmes similaires à 1918. Même danger pour la bourgeoisie d'une vague révolutionnaire renversant les régimes bourgeois, ceux-ci étant d'autant plus fragilisés qu'ils sont apparus durant les années de guerre comme une prolongation du pouvoir militaire nazi. A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, représentants du patronat et des syndicats belges élaborent le Projet d'accord de solidarité sociale. Pour la bourgeoisie, l'enjeu est de sauver l'essentiel, c'est-à-dire le pouvoir d'Etat, en accordant à la classe ouvrière des revendications permettant de l'apaiser. Ce sera l'origine de conquêtes sociales considé-

rables, dont la Sécurité sociale.

Partout où c'est possible, la bourgeoisie va s'efforcer de maintenir les formes d'Etat existantes pour éviter une rupture du pouvoir. Ce sauvetage ira très loin puisque, par exemple, les USA prenant le Japon sous leur contrôle direct y maintiendront l'empereur qui continuera à couler des jours paisibles jusqu'à sa mort récente, et la plupart des Etats (dont la Belgique représentée par Baudouin I^{er}) iront lui rendre un « ultime hommage ».

En Belgique cette continuité c'est le maintien de la monarchie. Bruxelles à peine libéré, les chambres d'avant-guerre se réunissent en septembre 1944 et, constatant que Léopold III, « déporté », est dans « l'impossibilité de régner », confient la régence au prince Charles, frère du roi. Préalablement, le ministre H. Pierlot avait déclaré à la radio : « Lors de la libération de la Belgique et de l'écroulement de l'Allemagne (...) le roi recouvrera par sa seule libération l'exercice de ses prérogatives. » (9). C'est que, en dépit des conflits politiques entre le gouvernement et le roi durant la guerre, ce qu'on appelle pudiquement le « sens de l'Etat » a prévalu, c'est-à-dire cette capacité de reniement et d'oubli nécessaire à la sauvegarde de l'institution étatique.

Mais le contrôle politique de la situation au lendemain de la guerre n'est pas évident. Un gouvernement d'Union nationale incluant socialistes et communistes est formé. Il a la tâche de désarmer la résistance, celle-ci étant jugée menaçante pour le pouvoir d'Etat, et d'établir la « paix sociale ». Les procès des collaborateurs s'ouvrent et il est difficile d'éviter que le nom de Léopold III y soit cité. Le « testament politique » de celui-ci est maintenant connu, où il persiste et signe quant à son attitude, allant jusqu'à refuser la présence au gouvernement d'hommes politiques qui lui ont fait « affront » durant la guerre. Cette attitude de Léopold III est dans la logique de la fonction monarchique, car agir autrement serait renoncer à son caractère « inviolable ». Pour la bourgeoisie partisane du maintien de la monarchie,

le retour de Léopold III est indispensable dès lors que l'incapacité de régner n'existe plus. Dans le cas contraire, accepter de remettre en cause Léopold III revenait à établir pratiquement la notion d'un roi contrôlable et révocable, ce qui n'est pas le fait d'un roi dont le pouvoir est étranger à la notion de souveraineté populaire.

Dans le mouvement ouvrier et même au-delà, le sentiment d'opposition à Léopold III grandit. Il amène la direction du PSB à prendre une position nouvelle en mai 1945 : « *L'intérêt du pays, de son unité morale et de la stabilité même de son régime politique devait déterminer le Parti socialiste à s'opposer à la transmission automatique du pouvoir et à prendre ou appuyer toute initiative tendant à obtenir du roi la décision d'abdiquer.* » (9). Le 7 mai 1945, Léopold III est « libéré » par les troupes américaines. Jugeant la situation politique dangereuse en Belgique, il se réfugie en Suisse pour « raisons de santé ». L'attitude de la direction du PSB (Parti socialiste belge formé après la guerre en continuité du POB dissous par de Man) est résumée par cette déclaration de son dirigeant, Spaak, au Parlement en juillet 1945 : « *Au moment où le dossier est ouvert, il est vraiment impossible de rappeler le roi.* ». Le futur Premier ministre de 1950, Duvieusart, l'interrompt en lui posant la question perfide : « *Combien de fois l'avez-vous couvert ?* ». Spaak répond : « *Aussi longtemps que le dossier n'était pas ouvert, on pouvait prétendre qu'il fallait couvrir tout. A partir du moment où le débat a commencé, on ne peut plus se retrancher derrière la raison d'Etat.* » (9).

Aux élections du 24 juin 1949, le PSC (parti bourgeois catholique) progresse, l'électorat de gauche est désorienté par la politique des gouvernements d'Union nationale successifs, le PSB et plus encore le PCB perdent des sièges. Le PSC, majoritaire au Parlement, décide alors une « consultation populaire » pour le retour de Léopold III sur le trône. Le PSB donne des garanties formelles qu'il ne cherche pas à renverser la monarchie mais vise seulement la per-

sonne de Léopold III. Le 12 mars la « consultation » a lieu. 57,68 % acceptent le retour du roi, 42,31 % s'y opposent. Les votes se répartissent comme suit par régions : Bruxelles, 48,16 % pour, 51,83 % contre ; Wallonie : 42,11 % pour, 57,89 % contre ; Flandre : 71,99 % pour, 28 % contre. Tous les germes d'une guerre civile et de l'explosion du pays sont réunis.

Le 22 juillet 1950 Léopold III revient en Belgique. Aussitôt grèves et manifestations avec affrontements violents voient le jour dans les grands centres industriels et tendent à se généraliser, des actes de sabotage sont commis. Dynamite et armes circulent. Le syndicat FGTB prend le contrôle de certaines villes wallonnes. Le 30 juillet, lors d'un meeting à Grace-Berleur (Liège), la gendarmerie tire sur les manifestants : on relèvera 4 morts. Une marche sur Bruxelles est dans ces conditions prévue pour le 1^{er} août. Tout indique que l'on va vers l'insurrection. L'armée des partisans, qui a l'expérience de la résistance, y est prête.

Quelques heures avant la manifestation, Léopold III accepte le principe de l'abdication conditionnelle en faveur de Baudouin, son fils. Le 1^{er} août au matin, cette information est rendue publique pour désamorcer la manifestation. La veille le climat au gouvernement en était à se faire cette réflexion : « *Cette guerre civile, on n'avait plus que 24 heures pour l'écarter.* » (9).

Le 11 août 1950, prestation de serment du prince Baudouin. Un cri surgit au Parlement : « *Vive la République !* » On l'attribue à Julien Lahaut, président d'honneur du Parti communiste. Le 18 août, il est assassiné. 200 à 300 000 ouvriers assistent à son enterrement. L'enquête judiciaire n'aboutira jamais. De cette période, *Le Drapeau Rouge*, organe du PCB, tirera plus tard le bilan suivant :

« *On a pu croire à certains moments que le pays allait éclater et que le principe même de la monarchie constitutionnelle était en jeu. Les communistes sont allés jusque-là à l'époque et pour un temps très court. Ils ont eu tort et ils l'ont reconnu.* » (10).

LA MONARCHIE DE L'OMBRE

André Molitor, chef de cabinet du roi de 1961 à 1977, commente comme suit l'œuvre de redressement de la monarchie après 1950 :

« L'institution de la monarchie fut fortement ébranlée par la question royale et le roi Baudouin n'était pas préparé à monter si brusquement sur le trône. Il a donc dû rétablir progressivement, avec beaucoup de prudence, la place de la monarchie dans les institutions. » (11).

Cette « discrétion » n'empêcha pas en septembre 1960 une sorte de tentative de coup d'Etat « blanc » menée plus que probablement par Léopold III et ses conseillers en vue de substituer au gouvernement parlementaire de Gaston Eyskens, discrédité par l'affaire du Congo, un cabinet dit « d'affaires ». C'est contre le gouvernement Eyskens et ses mesures antisociales qu'en décembre 1960 va éclater une grève générale qui durera un mois. Social, ce mouvement n'est pas pour autant dépourvu de traits antimonarchistes. Plusieurs régionales wallones de la FGTB avaient proposé une journée d'action le 15 décembre... jour du mariage du roi. La grève générale éclatera peu de temps après. Au plus fort de la grève, lors d'un meeting de 50 000 personnes à Liège, les grévistes ont placé le drapeau républicain espagnol au sommet du sapin de Noël dressé sur la place, ainsi qu'une banderole « *Vive l'Espagne républicaine* » (12). Cela alors que le roi vient d'épouser Fabiola, princesse d'Espagne sous Franco.

Il y a eu à cette époque cet extraordinaire projet d'éviter l'indépendance du Congo en confiant à Baudouin le titre de roi du Congo à titre transitoire !

Pour André Molitor

« le roi est un des rouages essentiels de l'Etat. Il en apparaît comme la clé de voûte. Peu active en apparence, (la fonction royale) contribue à assurer la stabilité de l'édifice politique. »

« Il est la seule personne habilitée à parler au nom de la nation entière. » (13).

Qualité bien utile, puisque

« De plus en plus, sauf certains problèmes précis auxquels le roi s'intéresse à titre personnel, c'est sur les sommets des affaires que le dialogue entre lui et les ministres ainsi qu'avec "ce qui compte en Belgique" doit nécessairement se concentrer. » (13).

Ce « dialogue » permanent exige le secret : « *C'est une autre tradition, ou plutôt une règle non écrite, que les personnes reçues par le roi ne fassent pas état du contenu de la conversation (...)* » (13).

Il n'est pas secondaire qu'il soit ici question de règle non écrite. Même si on peut penser que l'utilisation du secret découle du caractère « inviolable » du roi, il serait sans doute gênant d'écrire cela noir sur blanc dans la Constitution ou dans la loi. Ça ne ferait pas spécialement démocratique... Néanmoins, au mois d'octobre 1990, un scandale va éclater suite à la révélation faite par un journal de l'existence d'une lettre du roi au gouvernement l'invitant à envoyer les paras au Rwanda afin de soutenir le dictateur rwandais en péril. Le Premier ministre Martens a rappelé que l'échange de courrier ou les conversations entre le roi et les ministres étaient couverts par le secret, cela dans une affaire où pourtant les forces armées du pays étaient engagées.

« Les échanges de vue entre le roi et les ministres ou les secrétaires d'Etat, qu'ils aient lieu oralement ou par écrit, revêtent un caractère confidentiel. Ils sont couverts par une sorte de "secret professionnel" qui doit être respecté de part et d'autre. » (13). « Un ministre, même s'il est critiqué pour une prise de position qu'il n'a adoptée que pour céder aux instances du roi ou, du moins, pour rallier sa manière de voir, ne peut faire état des avis qui lui ont été donnés à l'occasion du "colloque secret". » (8). « L'inviolabilité de la personne du roi, prévue à l'article 63 de la Constitution, a pour conséquence qu'aucune pièce montrant comment est élaboré un arrêté royal d'un commun accord entre le roi et le ministre responsable ne peut être rendue publique. » (8).

Pour ses menus frais personnels et entretien de son « cabinet » (dont la

Constitution ignore l'existence), le roi dispose de différents moyens : la liste civile, le « domaine de la couronne » (ensemble de propriétés d'Etat dont il a l'usufruit), la « donation royale » dont on nous dit sans rire qu'elle provient « des libéralités faites par Sa Majesté le Roi Léopold II » (8) dont nous avons pu apprécier plus haut le comportement politique. Parlant des monarchies en Europe, le parlementaire Jan Caudron déclarait :

« Je me pose des questions concernant la façon dont elles ont amassé leurs richesses. C'est valable aussi pour la Belgique. Léopold II s'est enrichi grâce au Congo. Ne peut-on pas parler d'exploitation de la population noire ? Est-ce une raison pour que les héritiers de la tantième génération aient la conscience en paix ? On a, à juste titre, critiqué Mobutu, Marcos, Baby Doc parce qu'ils ont amassé leur fortune sur le dos de la population. »

C'est qu'en effet, outre toutes les ressources financières que l'on vient d'évoquer, le roi dispose d'une fortune personnelle dont on ne connaît pas le montant.

Luc Schepens, à propos d'Albert I^{er} vers 1914, résumait comme suit l'action politique du roi :

« En cas d'impasse politique, il occupe la fonction clé du "dernier recours". Abrisé derrière l'irresponsabilité politique, le roi dispose de tout un réseau d'informateurs, qui est en même temps un réseau d'influence sur le déroulement de l'action politique. Cela n'est pas prévu par la Constitution, mais consacré par la tradition. Ici aussi, il ne connaît ni amis ni ennemis, mais des partenaires occasionnels en fonction du rapport de forces, et dans tous les cas des "serviteurs" de la monarchie. » (6).

L'actualité de cette analyse est démontrée par Hugo de Ridder en 1988 lorsqu'il écrit :

« D'abord, la connaissance personnelle que le roi acquiert de chaque acteur principal de la vie publique est unique. Il ne reçoit pas seulement ses ministres, mais aussi les principaux responsables politiques des deux chambres, les dirigeants des partis politiques, les responsables de la vie scientifique, éco-

nomique, sociale, spirituelle, culturelle. (...) Après quelques années de règne, cette pratique accumule un capital précieux. Le roi devient la mémoire politique du pays et son rôle d'influence grandit au fil du temps. » (14).

Ce rôle, le roi le joue dans le quotidien. Mais le moment où la monarchie est vraiment investie de son rôle de « clé de voûte » de l'Etat c'est lors des crises politiques et plus encore lorsque ces crises menacent le régime lui-même. Il est à noter que dans l'hypothèse d'une crise extrême succédant à des élections où aucune majorité ne se dégagerait pour former un gouvernement, le roi pourrait légalement former lui-même un gouvernement, plutôt que de renvoyer la population aux urnes (si par exemple il voyait dans ce recours aux urnes l'accroissement d'un risque plutôt que sa résorption). Un tel gouvernement devrait bien entendu obtenir malgré tout une majorité au Parlement mais celui-ci pourrait être soumis à des pressions de la cour. Un tel gouvernement, même renversé par le Parlement, garderait un certain pouvoir jusqu'à la mise en place d'un autre gouvernement ayant la confiance d'une majorité de la chambre. Et l'expérience indique que la notion d'affaires courantes peut être assez élastique.

Ce type d'hypothèse est à mettre en parallèle avec le fait que la Constitution fait du roi le chef des armées. Une commission parlementaire s'est tenue après la guerre et certains y pensaient que cette notion est dépassée par la présence de la Belgique dans l'OTAN, que le roi ne doit pas exercer personnellement le commandement de l'armée. Il n'en reste pas moins que ces considérations envisageaient le rôle de l'armée contre une puissance étrangère et pas dans le cadre d'une intervention à l'intérieur même du pays (cas des grèves générales de 1950 et de 1960). Le plus important est que de toute manière la Constitution n'a pas été modifiée, le roi y reste défini comme chef de l'armée.

A la veille d'être mis sur le trône, Baudouin I^{er} avait été fait lieutenant-général, et dès aujourd'hui son successeur probable, le prince Philippe, est colonel de

parachutistes. Si c'est de la symbolique, elle est significative. Mais n'est-ce que de la symbolique ?

Dans les moments clés de la vie politique que sont les tentatives de formation d'un gouvernement, le roi dispose d'une marge de manœuvre considérable puisque la question du contreseing ministériel se pose en de tout autres termes quand le gouvernement est démissionnaire, ce qu'il ne peut jamais être, formellement au moins, qu'avec l'accord du roi (ce qui permet certains « jeux » politiques, le gouvernement tombant de moins en moins devant le Parlement, préférant aller « offrir sa démission au roi »).

UNE MONARCHIE AU-DESSUS DES PEUPLES

L'action politique de Baudouin I^{er} va commencer à s'affirmer bien davantage lorsque la conjugaison de la crise économique et des « problèmes communautaires » va mettre en danger les institutions de l'Etat.

Certes la « crise communautaire », qu'il serait plus correct d'appeler la question nationale, n'est pas un phénomène récent et trouve ses origines dans la constitution même de l'Etat belge comme Etat bourgeois, monarchiste et francophone, avec comme conséquence le mépris des droits démocratiques (linguistiques et donc sociaux) du peuple flamand. La monarchie a eu diverses attitudes vis-à-vis de la question nationale, le seul fil conducteur étant de l'utiliser ou de la maîtriser au profit du maintien des institutions.

Manu Ruys montre comment Léopold I^{er} chercha à manipuler la question flamande. Ce faisant, il jouait les apprentis sorciers.

« On avait compris en haut lieu, et principalement dans l'entourage du roi Léopold, la valeur patriotique de la culture néerlandaise ou "flamande" comme on la nommera dorénavant durant plusieurs décennies. C'était par là que la Belgique pouvait se différencier de la France. Très conscients du fait que Paris n'avait pas perdu tout espoir

d'annexion, les dirigeants belges s'efforçaient d'accentuer nos particularismes en face du dangereux voisin. On n'alla pas pourtant jusqu'à remanier les structures de l'Etat sur un mode bilingue. On resta fidèle au principe : un pays, une langue. La bourgeoisie elle aussi se montra favorable à l'épanouissement d'une vie littéraire en Flandre (...). Des poètes chantant les louanges de la Belgique en langue "flamande" ne pouvaient nuire à personne. Aussi stimula-t-on cette activité en organisant des concours officiels. » (15).

Mais ce mouvement commença à exister pour lui-même, s'attira la sympathie de la petite-bourgeoisie et d'intellectuels flamands. Des concessions leur furent accordées, mais rien de fondamental ne fut remis en cause. De ce point de vue le suffrage universel était aussi pour les animateurs de ce mouvement un espoir.

La Première Guerre mondiale allait donner à cette question une dimension de masse. Il est indiscutable que la grande majorité des soldats du front de l'Yser étaient des Flamands commandés par des officiers francophones. De là le développement du mouvement « frontiste », qui n'est pas séparable des mouvements d'opposition à la guerre qui surgirent sur tous les fronts d'Europe, jusqu'à la révolution russe. En territoire occupé, les Allemands, qui avaient compris les particularités de la question nationale belge, voulurent l'exploiter en créant les embryons d'un Etat fédéral (les capitales qu'il choisirent pour les deux Etats fédérés sont d'ailleurs les deux villes qui remplissent ce rôle aujourd'hui !) auxquels participèrent en Flandre certains « activistes ».

Luc Schepens résume comme suit la politique d'Albert I^{er} sur cette question :

« Il faut maintenir l'Etat unitaire. Cela est possible en opposant l'un à l'autre les deux extrémismes : le mouvement flamand et le séparatisme wallon, qui, ainsi, se neutraliseront. Ce ne sont que des phénomènes marginaux, qui ne font pas le poids face à la "majorité silencieuse" dont la figure royale est la figure de proue. (...) L'autre écueil, celui que les deux extrémismes se coalisent, ne représente pas un danger réel, vu leurs aspirations contradictoires : le

séparatisme wallon cherchant à s'intégrer à la France, le mouvement flamand cherchant à s'y soustraire. » (6).

Tout est ici résumé : opposer les deux « extrémismes », c'est opposer les courants politiques qui en Flandre et en Wallonie cherchent à faire valoir ce qu'ils estiment être les revendications propres à leur région. L'histoire de la Belgique éclaire suffisamment la réalité de ces revendications spécifiques, quelle que soit la manière dont celles-ci ont été historiquement portées ou utilisées par des courants politiques dits « extrémistes », c'est-à-dire en fait nationalistes. En fin de compte, il s'agit donc, pour maintenir l'Etat central, d'opposer les peuples les uns aux autres et d'empêcher surtout qu'ils établissent directement entre eux sous quelles formes ils veulent ou non vivre ensemble. Pour qu'elles soient acceptées de part et d'autres, ces formes devraient être démocratiques, ce qui poserait inévitablement la question de la fonction monarchique, étrangère au suffrage universel, et donc de l'Etat lui-même.

Le mouvement flamand, en particulier les « frontistes », avait été coupé du mouvement ouvrier lorsque Vandervelde entra comme ministre d'Etat dans un gouvernement qui faisait une guerre qu'il ne pouvait considérer comme la sienne puisque l'Etat à défendre ne leur reconnaissait pas les droits démocratiques élémentaires. Ce fait combiné avec les manœuvres du roi aura comme résultat de rejeter pour des années le mouvement flamand dans les bras de la droite et pour une partie dans l'extrême-droite. Dans l'entre-deux-guerres, quelques concessions s'efforcèrent d'atténuer les risques d'explosion dans ce domaine. Mais, conséquence de cette politique, le VNV (parti nationaliste flamand d'extrême-droite) apporta au roi, après la débâcle de 1940, une base politique objective à ses projets corporatistes (même si certains courants de cette extrême-droite nationaliste flamande se distancieraient de la couronne qu'ils accusaient de perpétuer l'Etat « belge »). Le rexisme fut tout autant porteur de ce corporatisme, principalement chez les francophones,

mais il n'avait cependant pas la même ampleur, parce que précisément il ne fut pas capable de s'incorporer une fraction sérieuse du nationalisme wallon comme avait pu le faire le VNV avec le nationalisme flamand, ce qui fut, pour une grande part, la conséquence de la politique impulsée par Albert I^{er} et la bourgeoisie belge. Le rexisme était au contraire le porteur d'un nationalisme belge très vif dans les milieux catholiques francophones qui l'empêcha de prendre une emprise sur le nationalisme wallon.

Léopold III, en exigeant son référendum anticonstitutionnel en 1950, accentua la division du pays en deux régions distinctes (majorité pour lui en Flandre, majorité contre en Wallonie), ce qui risquait d'entraîner la rupture de l'Etat bourgeois unitaire et la guerre civile. On fut d'ailleurs au bord de la proclamation d'un gouvernement wallon séparatiste (18) qui n'aurait sans doute fait que traduire dans les actes le vote (sans suite) d'une majorité de notables au Congrès wallon de 1945 en faveur du rattachement à la France. A partir de là, la question nationale connaîtra d'ailleurs un tel développement que l'Etat va s'en trouver plus que jamais menacé. Durant la grève générale insurrectionnelle de 1950, l'Etat avait agi consciemment pour empêcher que le mouvement, plus faible en Flandre au départ, ne s'y développe, afin d'isoler la Wallonie, et donc de diviser pour régner, contribuant ainsi largement à dresser une région contre l'autre. Pour preuve, cet extrait du procès-verbal du Conseil des ministres du 28 juillet 1950. A propos des opérations de maintien de l'ordre, on peut lire après un constat selon lequel la Wallonie est devenue pratiquement incontrôlable : « *Gendarmerie - agit à fond pour maintenir Bruxelles et empêcher la Flandre de glisser.* » Ainsi, contrairement à ce que laisse entendre Baudouin I^{er} dans des discours apaisants et unificateurs, la monarchie n'a en rien aidé à une solution de la « question nationale ». Elle l'a au contraire utilisée, exacerbée, dévoyée, dans l'espoir de conforter sa position, ce qui l'a parfois amenée à connaître des retours de flammes la menaçant à son

tour. Elle n'a cependant pu maîtriser historiquement la question nationale, et c'est à ce problème clé qu'est donc confronté, depuis plusieurs décennies l'Etat, sous Baudouin I^{er}.

A PROPOS DE LA NATION

Il vaut peut-être la peine de tenter ici de répondre à la question : y a-t-il, y a-t-il eu une nation belge ?, non pas tant pour l'aspect théorique du problème que pour identifier les aspects pratiques que cela recouvre. D'abord qu'est-ce qu'une nation ? L'historien belge Jean Stengers reprend une définition de Renan de 1882 et précise :

« Une nation peut être simplement un groupe d'hommes qui, quelle que soit leur langue, leur religion, quels que soient les accidents du sol sur lequel ils vivent, sont animés d'une volonté de vie commune, d'un sentiment patriotique, de la conviction de former un groupe humain particulier, original. » (16).

Cela me paraît un peu court car ignorant le rôle de l'Etat dans la constitution de la nation, ainsi que le problème de la langue. Lénine, dans « *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes* », accorde davantage d'attention à la langue, « *le plus important moyen de communication entre les hommes* ». Et il écrit :

« L'Etat national est la règle et la norme du capitalisme, l'Etat à composition nationale hétérogène n'est qu'un stade arriéré ou une exception. »

Il me paraît que Lénine utilise ces deux catégories en fonction du caractère linguistiquement homogène ou non de l'Etat. Mais il est aussi évident que cette homogénéité linguistique n'est pas une donnée statique mais un processus vivant. Engels, dans « *Le Rôle de la violence dans l'histoire* », explique :

« Ce que l'Alsace et la Lorraine n'avaient jamais osé espérer de l'Allemagne, la France le leur donna. »

Il parle ici de l'abolition des privilèges féodaux. Et il écrit encore :

« Ces Franco-allemands, malgré leur langue et leur passé, finirent, sur des centaines de champs de bataille, par ne plus former qu'un seul peuple avec les Français de nationalité dans la lutte

pour la Révolution. La grande Révolution n'a-t-elle pas fait le même prodige avec les Flamands de Dunkerque, avec les Celtes de Bretagne, avec les Italiens de Corse ? »

Encore que pour la Corse, on mesure me semble-t-il aujourd'hui que la décomposition du capitalisme fait que dans ce domaine comme dans d'autres rien n'est définitivement acquis.

La Suisse démontre que l'Etat hétérogène, tout en étant une exception, est une possibilité pratique. Mais sans être exhaustif, il faut souligner que l'union des cantons suisses se fait à partir du XIII^e siècle d'une manière volontaire. C'est librement que ces cantons de langues différentes se fédèrent et transfèrent des pouvoirs, d'abord de défense commune, à un Etat central. Ainsi se construisit une nation linguistiquement hétérogène mais qui n'a pu le faire que dans le respect et l'égalité des différentes langues.

Pour la Belgique, après la brève exception bourguigonne, c'est dans l'Etat français que « Belges » et Liégeois se trouvent pour la première fois unis. C'est contre l'amalgame avec la Hollande après 1815 que va se créer une « unité belge », encore qu'elle sera très faible dans les villes du nord Anvers et Gand, où l'on reste tourné vers la Hollande.

Quoi qu'il en soit l'Etat belge qui se crée en 1830 est marqué des deux tares qui vont le déchirer : l'absence de démocratie et les limites à la souveraineté belge. Les limites à la souveraineté belge, c'est l'obligation d'être un Etat-tampon. Dans un Etat où la bourgeoisie utilisait la langue française, la logique était de franciser toute la population par la scolarité. On peut se poser des questions quant à l'ampleur de la tâche (et à sa légitimité démocratique) puisque la majorité de la population parlait des dialectes flamands, mais le problème existait aussi avec la population wallonne où les patois (cependant apparentés au français) resteront usuels jusqu'au XX^e siècle. Mais cela reste une pure supputation car franciser tout le pays signifiait offrir un plat tout préparé à la France dévoreuse, cauchemar de la Sainte Alliance,

d'où Léopold I^{er} renforçant les particularismes flamands comme on l'a vu plus haut.

Absence de démocratie ensuite à deux degrés : aucune expression de la souveraineté populaire et puissance politique de l'Eglise. L'Etat bourgeois de 1830 est, dans ses structures, linguistiquement homogène. Cela n'a pas de sens pour lui de s'interroger sur la représentation linguistique des populations, puisque celles-ci n'existent pas en termes de citoyens mais de sujets. L'homogénéité est donc au sommet, en surface, pas en profondeur. Il en est de même pour la nation belge. L'Eglise, elle, s'oppose à l'unification linguistique néerlandaise de la Flandre à cause de la propension de cette langue à véhiculer le protestantisme hollandais, de même qu'elle considère les patois flamands comme impropres à l'enseignement supérieur. Est-ce la prise en compte de ce tableau qui fait écrire à Léopold I^{er} en 1859 : « *La Belgique n'a pas de nationalité, et vu le caractère de ses habitants ne pourra jamais en avoir.* » (16) ?

On a vu les conséquences plus haut. La naissance d'un mouvement flamand d'abord confiné à la petite bourgeoisie. En réaction, et beaucoup plus tardivement, la naissance d'un mouvement wallon en quelque sorte défensif. Un de ses membres, le dirigeant du POB, Jules Destrée, écrit en 1912 une lettre au roi où il affirme :

« Sire, laissez-moi vous dire la vérité, la grande et horrifiante vérité : il n'y a pas de Belges !... Vous réglez sur deux peuples : il y a des Wallons et des Flamands, mais il n'y a pas de Belges. »

Dans une lettre à son secrétaire, Albert I^{er} note : « *Tout ce qu'il dit est absolument vrai.* » (17). Cela n'empêchera pas Destrée de devenir ministre du roi.

Puis vient la guerre de 14/18 où la question flamande acquiert une dimension de masse. Paradoxalement, le moment où paraît s'affirmer un nationalisme belge massif et conquérant, où les historiens peuvent enfin montrer du doigt une nation belge qui ne soit pas un mythe (et à laquelle le suffrage universel donne une autre consistance), c'est en

1918, dans l'euphorie de la victoire incarnée par Albert I^{er}, le « roi chevalier » auquel se sont ralliés les dirigeants socialistes. Le ralliement des dirigeants socialistes incarne (ici négativement) le fait que le pas le plus grand vers la nation belge a sans doute été réalisé par l'action unie de la classe ouvrière de tout le pays pour ses droits sociaux (de même que la nation flamande s'affirmera dans la lutte pour ses droits démocratiques).

Mais n'ayant pas compris à temps le caractère démocratique de la question flamande, le POB (devenant le PSB après la Deuxième Guerre mondiale) suivra l'Etat dans ses divisions, ce qui l'amènera dans la vague communautaire amorcée après les grèves de 1960 à la scission en deux partis, francophone et flamand (ce qui sera le sort de tous les partis en Belgique).

Notons au passage qu'un des résultats de ce nationalisme de 1918 est que la Belgique, se référant à la situation de 1830, fut autorisée par les vainqueurs à rattacher aux dépens de l'Allemagne ce qu'on appelle les cantons de l'Est (dans des conditions où l'avis des populations n'a guère été le souci premier) où la langue allemande est dominante (et l'est restée à ce jour), ce qui ajoutera encore un peu de sel à la question nationale belge.

Le grand-duché de Luxembourg faisait partie des revendications, mais comme il ne s'agissait pas d'un Etat vaincu il eut droit à plus d'égards. Selon des historiens, le sentiment des Luxembourgeois était qu'ils préféreraient leur indépendance, mais dans son impossibilité ils auraient opté pour le rattachement... à la France ! Cette indépendance est assez relative puisque l'Union économique belgo-luxembourgeoise est en fait une union monétaire où le billet de banque d'un pays est utilisable dans l'autre.

Le paradoxe est que 1918 qui paraît incarner la nation belge en est déjà le chant du cygne puisque, si le mouvement flamand est provisoirement en repli à cause du chauvinisme belge ambiant, la dynamique est lancée qui va ensuite constituer la Flandre (jusque-là niée) comme une nation, se dotant d'une lan-

gue unifiée (le néerlandais vis-à-vis duquel l'Eglise catholique est devenue moins hostile depuis que le catholicisme a pris de l'influence aux Pays-Bas), de son drapeau, de son hymne et de sa fête nationale.

La Wallonie, en réaction, sera conduite à faire de même, mais en quelque sorte défensivement. Elle se découvrira nation parce que se déchire la Belgique à laquelle elle s'était sans doute plus identifiée que la Flandre ne l'avait fait.

Il restera Bruxelles-capitale, subsistant comme une île entre deux mers qui se retirent et incarnant (jusque dans son patois qui fusionne des éléments de français et de flamand) ce qu'il y a eu comme mouvement vers une nation belge.

Ce sentiment de nationalité belge existe bien entendu en dehors de Bruxelles mais souvent en parallèle avec des sentiments d'appartenance aux peuples flamands ou wallons qui, s'ils n'annulent pas toujours le premier, le rendent généralement extrêmement confus.

Si le mouvement flamand est d'abord un mouvement linguistique d'origine petite-bourgeoise, il acquerra ensuite un contenu beaucoup plus directement social que la bourgeoisie et l'Eglise s'efforceront de canaliser, et en viendra à poser des revendications économiques (certains courants aujourd'hui réclament par exemple la scission de la Sécurité sociale restée belge).

Le mouvement wallon prendra lui un contenu de masse sur un terrain directement social (la défense d'une région voyant ses industries aller à la ruine), surtout après la grève générale de 1960 où il sera avant tout porté par le mouvement syndical. En même temps, dans les deux cas, comme beaucoup de mouvements nationalistes, ces mouvements ont parfois la prétention (mais il y a un écart entre cette prétention et la réalité) de réaliser l'unité de leur nation en faisant collaborer toutes les classes sociales confondues, ce qui est anachronique dans le sens où la bourgeoisie n'est plus une classe capable d'une œuvre de progrès contrairement à l'époque du capitalisme ascendant formant des Etats nation.

C'est d'ailleurs ce qui apparaît en Belgique depuis la mise en place des gouvernements régionaux et communautaires que la lutte des classes n'épargne pas. La capitale de la Wallonie, Namur, l'a en quelque sorte démontré par l'absurde en créant récemment une « zone neutre » interdite aux manifestations..., en somme comme une vraie capitale... bourgeoise.

LE ROI ET SON PREMIER MINISTRE

La question royale a obligé la monarchie à se replier de la scène politique publique pour se tenir davantage dans des zones d'ombre. Ce processus est cependant en évolution dans le sens d'un renforcement progressif de la monarchie.

Cette modification, si elle a été la plus remarquable, ne fut pas la première. Un moment clé fut l'introduction du suffrage universel. Celui-ci amena au pouvoir la représentation politique de la classe ouvrière : le POB. Cela pose des problèmes nouveaux à la monarchie.

Jusque-là, le roi dirigeait le gouvernement, appelé à l'époque le Cabinet, composé uniquement de partis bourgeois. Il n'avait donc qu'à arbitrer des conflits au sein d'une même classe qui dominait sans partage. Il ne courait pas non plus le risque d'être en divorce flagrant avec l'expression de la souveraineté populaire puisque celle-ci n'existait sous aucune forme.

Avec l'avènement du suffrage universel, le gouvernement peut avoir en son sein des représentants des partis ouvriers (politique instaurée « préventivement » dès 1914). Dès ce moment, la prise en charge directe de la direction du gouvernement par le roi l'expose beaucoup plus à la critique, puisqu'il peut paraître défendre les intérêts d'une classe déterminée (ce qu'il fait en effet) alors qu'il est censé représenter « l'intérêt général ».

De là la nécessité d'une fonction nouvelle qui, pour utiliser une comparaison à la fois électronique et électrique, soit un interface entre le gouvernement et le roi, et en même temps un fusible qui

peut sauter sans que la couronne soit découverte. D'où, en 1918, la création du poste de Premier ministre, lequel va désormais présider les séances du Conseil des ministres, sauf exceptions où le roi présidera (ce qui est depuis tombé en désuétude).

Les modifications dans le mode d'exercice de la fonction royale après 1950 aboutiront à renforcer le rôle du Premier ministre. On peut penser que cela se fait au détriment de la fonction royale. Les choses sont cependant plus complexes. La fonction royale n'est pas quantitative. Son importance ne se mesure pas au nombre d'actes publics posés par le roi. Elle se mesure à l'aune du rôle que peut jouer la monarchie dans des moments clés pour sauvegarder les institutions de l'Etat bourgeois.

Sous cet angle, le développement de la fonction de Premier ministre traduit certainement le fait qu'il joue ainsi un rôle que le roi ne peut plus jouer, mais ce qu'il nous faut mesurer c'est que le développement de cette fonction aboutit à *contrario* à protéger la couronne en portant seul le poids et les risques d'une politique élaborée de concert. On verra d'ailleurs plus loin la place prise par Wilfried Martens qui est tout à fait remarquable.

Déjà pour l'entre-deux-guerres,

« Dans le rôle croissant dévolu au Premier ministre (qui se marque notamment dans le fait que l'exercice de la fonction ne paraît plus compatible avec la détention d'un portefeuille ministériel), dans le recours répété aux pouvoirs spéciaux, des évolutions institutionnelles se précisent. » (3).

Ce parallèle fait ici entre le rôle croissant du Premier ministre et le développement du recours aux pouvoirs spéciaux montre à l'évidence que la fonction de Premier ministre n'a pas été conçue pour « revaloriser » le Parlement mais au contraire le « maîtriser », le recours aux pouvoirs spéciaux en étant souvent le moyen.

La conjugaison de la crise économique et de la crise communautaire constituait à terme une menace pour l'Etat. C'est sur cette question clé que le rôle de Baudouin I^{er}, conjugué avec celui du

Premier ministre, va commencer à s'accroître.

La fixation d'une « frontière linguistique » en 1963, la réforme de la Constitution en 1970 (prévoyant le transfert de compétences aux régions et communautés) n'avaient nullement maîtrisé le dossier brûlant du « communautaire ».

L'échec du pacte d'Egmont (accord entre tous les grands partis sur la question communautaire) en 1978 va accentuer le phénomène déjà en cours d'instabilité gouvernementale, dans une situation où les dirigeants socialistes participent de manière continue à ces gouvernements. La nouvelle réforme de la Constitution qui intervient en 1980 prétend arriver à « l'apaisement communautaire » (en transférant des compétences). Mais les nouvelles institutions qui étaient censées canaliser les problèmes vont au contraire tendre à introduire des forces centrifuges dans les institutions de l'Etat. Le danger était par exemple grand de voir un gouvernement wallon (ou flamand), fort de sa légitimité légale, pratiquer une politique en rupture avec l'Etat central. D'autre part, le développement de la crise économique exigeait du point de vue de la bourgeoisie des mesures de recul social et de restructuration industrielle que les dirigeants socialistes n'avaient pas les moyens de faire accepter à leur base.

A la chute du gouvernement Martens 3, coalition avec les socialistes, (Martens est devenu Premier ministre pour la première fois en 1979), le roi pose un des premiers actes politiques majeurs de la période qui s'ouvre alors. En mars 1981, il convoque les dirigeants des milieux politiques, patronaux et syndicaux pour exiger d'eux la prise en charge d'une politique d'austérité. Baudouin I^{er} veut imposer un plan antisocial draconien en s'assurant, sinon la collaboration, au moins la tranquillité des organisations syndicales et le concours des dirigeants socialistes dans ce but. Ainsi naîtra en une semaine le gouvernement Eyskens-Mathot qui ne tiendra pas plus de six mois. Il n'aura connu qu'une crise larvée permanente et il tombe suite à l'impossibilité d'arriver à un accord sur

la remise en cause de l'indexation des salaires et sur la restructuration de la sidérurgie.

En sept ans, sept gouvernements sont tombés. Leur instabilité est due à la résistance des travailleurs avec leurs organisations syndicales contre les plans anti-sociaux, résistance qui d'une certaine manière s'est reflétée dans le Parti socialiste (malgré sa présence au gouvernement), résistance qui a réduit la marge de manœuvre de la bourgeoisie tandis que s'amplifient encore les problèmes « communautaires ».

Après les élections, la bourgeoisie et le Palais tirent le bilan de l'impossibilité de prendre maintenant avec les socialistes les mesures qu'ils jugent nécessaires à leurs intérêts. Le cinquième gouvernement Martens est mis en place : le gouvernement Martens-Gol (catholique-libéral).

Les pouvoirs spéciaux vont être adoptés. Ils impliquent une extension du pouvoir confié au roi par la Constitution puisqu'ils lui donnent compétence d'abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales. Bien entendu, le ministre qui contresigne l'arrêté royal endosse la responsabilité politique. Contrôle-t-il le roi ? La chose serait curieuse puisque c'est le roi qui nomme les ministres. Le gouvernement Martens-Gol correspond par son programme aux vœux exprimés par le roi dans son discours du 31 mars 1981. Les pouvoirs spéciaux lui sont accordés par une majorité catholique-libérale en symbiose avec le roi et derrière lui les puissances financières qui gravitent autour de la cour. Cette majorité se dessaisit de son pouvoir législatif au profit de l'exécutif, en l'occurrence le roi. Le roi apparaît donc comme un acteur politique décisif dont le rôle majeur consiste, dans les moments de crises aiguës, à manipuler les formes de la « démocratie bourgeoise » telles qu'elles existent, pour en tirer les matériaux d'une politique convenant aux cercles décisifs de la bourgeoisie. En ce sens il est bien le sommet de l'Etat. Fondamentalement, c'est pour ces moments-là que la fonction royale (fonction portée par le roi mais

qui ne se ramène pas à sa seule personne) existe, c'est-à-dire les moments charnières où se jouent des questions décisives.

Mais pourquoi fallait-il les pouvoirs spéciaux puisque le gouvernement disposait d'une majorité parlementaire suffisante et toute dévouée ? Jean Gol fournit la réponse :

« Il est très mauvais pour un gouvernement que les vrais débats se déroulent dans les partis et sur la place publique. Sans les pouvoirs spéciaux, beaucoup de décisions deviennent difficiles, voire impossibles. Sans les pouvoirs spéciaux renaît aussi la tentation de la participatie et de l'électorisme. »

Propos très éclairant sur la conception de la démocratie puisque dans la Grèce antique, à l'origine de l'élaboration politique contemporaine sur la démocratie, les « vrais débats » se déroulaient, au sens propre, sur la place publique !

En fait, il s'agit ici de « protéger » la majorité, de la mettre à l'abri des pressions de la rue qui deviennent de plus en plus fortes puisque sous Martens-Gol on a vu les plus importantes mobilisations de masse depuis 1960. Le but est d'ainsi faire face à la pression sociale et communautaire pour imposer le plus violent recul social de l'après-guerre. La majorité du Parlement a accepté de renoncer à l'exercice de ses prérogatives. Le gouvernement et le roi sont donc en totalité le pouvoir législatif et exécutif. Le Premier ministre gère cette politique au quotidien. Le roi intervient dans les moments clés.

Le 26 janvier 1982, soit quatre jours avant le vote des premiers pouvoirs spéciaux, le roi prononce le discours traditionnel devant les « *corps constitués* ». Il y dit notamment :

« Il y a une crise spécifiquement belge. (...) Notre problème (...) est le résultat d'une incapacité d'agir, fruit d'un blocage trop fréquent des institutions. (...) Nombreux sont les pouvoirs de droit ou de fait qui peuvent empêcher une décision. (...) La nation dans son ensemble vit au-dessus de ses moyens. (...) Plus encore que des sacrifices, il faut ici des efforts. »

C'est donc, d'évidence, de la part du roi, l'appel clair et net à la politique que va ensuite mener Martens.

En riposte aux mesures du gouvernement, et notamment à la remise en cause de l'index, les travailleurs se mobilisent largement et l'on est au bord d'une grève générale qui devient effective dans la sidérurgie. Le gouvernement en est évidemment affaibli. Celui-ci, en accord avec le roi, veut donner la priorité aux mesures antisociales. Toute nouvelle réforme de l'Etat est donc gelée. En février 1983, à l'occasion d'un nouveau discours, le soutien du roi à Martens est si évident que pour la première fois, il est mis en cause nommément.

On verra dès lors se développer de nouvelles conceptions théoriques en matière de « démocratie ». Jean Gol développait ce point de vue :

« Ne pourrait-on songer à définir clairement les matières réservées à la loi et à confier au roi le pouvoir résiduaire ? (...) Ne pourrait-on songer à inscrire dans la Constitution un mécanisme semblable à celui de la législation par ordonnance tel qu'il est prévu par l'article 34 de la Constitution française ? »

En d'autres termes, la bourgeoisie voit dans le roi ce que la bourgeoisie française avait vu dans de Gaulle : un homme capable de discipliner sa majorité au Parlement. Il n'en reste pas moins que, même dans ces conditions, la différence n'est pas secondaire puisque le président de la République française est élu pour sept ans, tandis que le roi est en place à vie, son successeur étant son descendant...

Baudouin I^{er} jouera à plusieurs reprises son rôle d'ultime recours pour sauver le gouvernement Martens-Gol. Ce rôle est plus qu'évident à l'automne 1986, alors qu'avant les vacances avait eu lieu à Bruxelles une manifestation, historique par son ampleur, organisée par la FGTB. A ce moment, le gouvernement est traversé par une violente crise communautaire sur la question des Fourons, région à majorité francophone enclavée en Flandre et où le choix du maire pose un problème politique.

Dans la nuit du 15 au 16 octobre, le roi signe un arrêté nommant comme maire des Fourons une personne qui n'est pas un élu du conseil communal, tandis que la gendarmerie se déploie

dans les Fourons. C'est le coup de force. Mais le maire pressenti refuse de prêter serment. La manœuvre a échoué. Cependant, le roi s'est plus que « mouillé ». *La Libre Belgique* défend le roi en ces termes :

« Le roi a fait son devoir — et plus encore — pour sauver la coalition qui a trébuché sur le porc-épic fouronnais. Mais le gouvernement devrait bien veiller à ne pas l'entraîner — fût-ce involontairement — dans des scénarios de crise. Sous l'impartial regard (*sic !*) du chef de l'Etat, garant de la Constitution et de l'unité de la Belgique, nos hommes politiques doivent rechercher des solutions honorables. »

Ce journal très proche du trône exprime certainement ici les vues du palais, mesure le danger qu'il y a à mettre ainsi en avant le roi et en tire implicitement la conclusion qu'il n'est pas possible pour le roi d'aller beaucoup plus loin sans se mettre lui-même en danger.

Le gouvernement Martens-Gol tombe, usé par les mobilisations continues des travailleurs durant plus de six ans conjuguées aux déchirements communautaires que la crise économique et sociale amplifie. En reportant les échéances de ces problèmes communautaires, en bloquant (par les pouvoirs spéciaux) la possibilité de leur expression au Parlement parce qu'il en craignait les conséquences immédiates et les risques de s'y voir disloqué, le gouvernement Martens-Gol a conduit ces problèmes communautaires à s'engouffrer dans les structures de l'Etat, à s'y cristalliser, à y développer les germes de la crise du régime. Affronter ces questions devenues ainsi inévitables posait au roi et à la bourgeoisie le problème du principal parti en Wallonie, le PS.

Sur ce plan, la question se posait différemment qu'en 1981. *La Libre Belgique* a publié en mars 1990 un article assez aimable envers la social-démocratie européenne. Parlant de la situation actuelle des travaillistes britanniques, ce journal écrit :

« Mme Thatcher leur a rendu service en remettant sèchement les trade-unions (syndicats) à une place en recul, permet-

tant de se libérer de la coupe syndicale. »

On peut appliquer cette réflexion à la Belgique.

Les élections de 1987 vont faire du PS et du SP (Parti socialiste, respectivement des régions francophones et flamandes) la première force politique du pays, y compris parce que le PS est en position de fournir à la région wallonne le gouvernement qu'il désire. Le mandat des électeurs est en tout cas clair sur un objectif majeur : chasser Martens.

Après les élections, le roi est en faveur d'une coalition des partis socialistes et catholiques réalisant une nouvelle réforme de l'Etat. Pour garantir la continuité le roi fait alors appel à Martens. La mise en place du nouveau gouvernement Martens, avec les ministres socialistes, ne se fera pas sans mal, surtout au PS où l'opposition à la mise en place de ce gouvernement entraîne une crise violente qui a toujours des prolongements aujourd'hui. Le maintien de Martens comme Premier ministre est en effet contraire au mandat reçu des électeurs par le PS.

LA REPUBLIQUE, CONDITION NECESSAIRE DE LA DEMOCRATIE

Cette discussion sur le mandat confié par les électeurs est importante. Elle porte finalement sur les fondements mêmes de la démocratie. Elle nous permet ainsi d'aborder ce qui court en filigrane tout au long de cet article : qu'est-ce que la démocratie ?

C'est d'abord un mot galvaudé, utilisé bien souvent comme paravent de pratiques qui lui sont fondamentalement étrangères. Mais ce n'est pas qu'une question de mots, car aujourd'hui, quels sont les mots qui n'ont pas été salis, y compris, aux yeux de beaucoup, des mots au passé illustre comme « socialisme » et « communisme ». Ces mots, et surtout leur contenu réel, seraient-ils pour autant sans avenir ?

Pour Aristote, « *il y a démocratie quand les hommes de naissance libre et pauvres, étant en majorité, sont à la tête*

des affaires publiques ». Il ajoute : « *La différence véritable qui sépare la démocratie et l'oligarchie l'une de l'autre, c'est la pauvreté et la richesse.* » (19). La démocratie, c'est donc le peuple totalement souverain. Ce que nous venons de parcourir nous fait au moins mettre le doigt sur une constante : dans tous les moments où le régime capitaliste est en crise économique, et en conséquence politique, les formes qui nous ont été présentées par lui comme étant la démocratie sont remises en cause. Il en va ainsi des libertés démocratiques dont nous jouissons, dont la plupart sont le produit des luttes des générations antérieures, et dont la permanence n'est rien moins qu'assurée.

Le plus souvent, cette remise en cause des libertés démocratiques prend comme pivot ce qu'il y a de plus anti-démocratique dans l'Etat. Comme nous venons de le voir, en Belgique ce pivot a toujours été la monarchie, raison pour laquelle la bourgeoisie belge de 1830 avait maintenu cet héritage moyenâgeux. Un juriste belge constate les craintes des constituants de 1830-1831 dans les termes suivants :

« Hantés par le souvenir du régime hollandais, les constituants de 1831 ont systématiquement renforcé toutes les barrières à l'absolutisme. (...) Cela ne signifie nullement que les constituants aient entendu ôter toute prérogative au Roi. Le souvenir de la Convention robespierriste de 1793 les hantait aussi. » (20).

Mais les constituants de 1830-1831, c'était la bourgeoisie. Ils représentaient 1 % de la population ! Ce qu'ils ont voulu, c'est une Constitution pour eux. Ils ne voulaient plus d'un absolutisme écrasant leur liberté de commerce et de propriété et ils ont en ce sens limité les pouvoirs du roi. Mais ils voulaient d'un roi qui les garantisse contre la souveraineté populaire. Certains membres du Congrès national « théorisaient » cette crainte en affirmant que « *la République aurait exigé des citoyens des vertus que leurs compatriotes ne possédaient pas à un niveau suffisant* » (8). On est donc allé chercher un homme vertueux en la personne de Léopold de Saxe-Cobourg !

La bourgeoisie, qui ne voulait plus pour elle de l'ancien régime, a pourtant été puiser dans l'ancien régime la forme de direction de l'Etat qui permettait la pérennité du régime qu'elle mettait en place pour elle-même. Telle est l'essence de la Constitution qui régit toujours, dans ses aspects fondamentaux, l'Etat bourgeois belge d'aujourd'hui.

Certes, au fil du temps, la marge de manœuvre de la monarchie a évolué. Elle est évidemment liée aux rapports de force politiques entre les classes et au sein de celles-ci. Certes, la disparition de la monarchie n'est théoriquement pas incompatible avec le maintien du capitalisme. Mais pratiquement, le capitalisme n'est pas prêt, en Belgique moins qu'ailleurs, à prendre le risque de laisser sauter, ne fût-ce que temporairement, le précieux verrou monarchique qui ferme la porte à la démocratie véritable. Cela, parce que ce verrou une fois sauté, la question se poserait pour la bourgeoisie de savoir qui contiendra les aspirations à une véritable démocratie, qui contiendra les forces de la souveraineté populaire...

C'est d'autant plus vrai en Belgique que la place de la monarchie y est proportionnelle à l'importance de la question nationale. En somme, la couronne est jugée indispensable pour maintenir l'unité de l'Etat bourgeois. Il suffit de lire ce qu'écrivait *L'Echo de la Bourse* au lendemain de l'affaire royale d'avril 1990 pour s'en convaincre :

« Le refus du roi de signer la loi dépénalisant l'avortement a naturellement soulevé une énorme vague de réactions. Tantôt, et le plus souvent, indignées, tantôt de compréhension. En tout cas, ce refus risque de diviser l'opinion et n'a pas fini de retentir. (...) Une brèche vient d'être ouverte dans la fonction royale. Craignons que ne s'y engouffrent les extrémistes de tous bords qui s'ingénient à détruire l'unité du pays, qui rêvent à la désintégration de la Belgique. » (éditorial du 5 avril 1990).

Cette vision apocalyptique n'est pas neuve. Ainsi, Vanwelkenhuyzen rapporte que

« Wigny, après avoir rappelé que les Belges sont indisciplinés et toujours

prêts à se rebeller contre le pouvoir central, écrit dans une phrase un peu romantique, mais qui reflète sans doute un certain aspect de la réalité, que pour un tel peuple, "il est souhaitable que (...) la Patrie se symbolise en un homme, son avenir en un visage d'enfant et que les fêtes et événements de la Famille Royale soient l'occasion de réjouissances et de deuils publics". » (8).

C'est qu'en Belgique, dans une situation de crise extrême, le seul sur lequel les cercles de la grande bourgeoisie pourraient compter pour une tentative bonapartiste ou autoritaire, c'est le roi qui nous est dépeint comme n'étant ni Flamand, ni Wallon, ni Bruxellois et qui nous est présenté journallement comme un homme charmant et digne de notre affection. Si la Belgique actuelle était une république, le rôle du président, pour peu qu'il affirme des prétentions bonapartistes, ne pourrait franchir l'obstacle de la question nationale puisqu'il serait aussitôt accusé d'être le président des Flamands, ou des Wallons, selon le cas. Ce qui veut dire que dans une République belge le pouvoir ne pourrait être que l'émanation de l'assemblée des élus contrairement à la V^e République française où le pouvoir prédominant est celui de la présidence. Une république en Belgique ne pourrait s'établir que sur base de relations de confiance entre les peuples, dans un système fédéral ou confédéral, et si une présidence était jugée nécessaire pour quelques fonctions protocolaires, elle ne pourrait être que paritaire, ce qui affaiblirait encore la possibilité pour elle d'être le centre d'un régime autoritaire ou bonapartiste. C'est précisément ce que comprennent tous les défenseurs du régime monarchique.

Bien entendu, la république n'est pas en soi incompatible avec le maintien de la bourgeoisie comme classe dominante. L'avènement moderne des républiques a d'ailleurs été, à l'origine, le produit de révolutions où la bourgeoisie s'affirmait comme une classe montante mais avait besoin du concours du peuple pour renverser l'ordre ancien qui lui faisait obstacle. La souveraineté populaire s'est donc pour la première fois exprimée au travers de la république. Certes, la bour-

geoisie devenue classe dominante et exploiteuse n'a pas hésité à se maintenir au pouvoir, tantôt par le retour à la monarchie, tantôt par la perversion bonapartiste de la république (ce dont la V^e République française instaurée par le coup de force de De Gaulle est un exemple) en hissant le président de la République au-dessus du Parlement et en lui donnant des moyens de contrôler celui-ci.

Mais, parce que la démocratie est la souveraineté populaire, elle ne peut que prendre la forme d'une république, c'est-à-dire d'une assemblée élue par le peuple, contrôlée et révocable par le peuple. Si la république n'est pas une condition suffisante à la véritable démocratie, elle en est néanmoins une condition nécessaire et même indispensable.

Les défenseurs de la monarchie nous disent qu'elle serait au-dessus des partis, des classes et des communautés. Au-dessus des partis, le roi l'est dans la mesure même où les cercles déterminants de la bourgeoisie n'identifient pas leurs intérêts à ceux d'un parti en particulier mais cherchent à jouer sur tous les partis (qui s'y prêtent), en particulier, bien entendu, les leurs. Mais le roi n'est pas au-dessus des classes. La monarchie a été mise au pouvoir par une classe, une seule, et elle exprime au plus haut degré la défense des intérêts de cette classe à laquelle elle a lié son sort et dont elle a tiré tous ses avantages.

On nous dit encore que le roi est nécessaire parce que Flamands et Wallons ne s'entendent pas. Il serait en somme le seul vrai Belge, ses sujets étant une bande de sauvages de diverses tribus qui, sans la présence de ce bon roi à leur tête, passeraient leur temps à s'entre-tuer. C'est là méconnaître combien la monarchie, ainsi que nous avons tenté de le démontrer brièvement, a été un facteur de gangrène de la question communautaire. Dire que les peuples de Belgique ont besoin d'un roi, c'est dire qu'il s'agit de peuples mineurs à qui il faut un tuteur et donc un gendarme. En matière de démocratie, on ne connaît pourtant que des peuples majeurs.

Et les principes sont simples : droit

des peuples à disposer d'eux-mêmes, union libre de ces peuples si tel est leur souhait. Le roi n'a jamais été le facteur d'exercice de ces droits, mais exactement le contraire. Cela parce que l'exercice de tels droits recoupe à nouveau la notion de peuple souverain et un peuple (ou des peuples) souverain(s), c'est un peuple sans roi.

C'est pourquoi, jamais il n'y a eu dans ce pays une Assemblée constituante totalement (c'est-à-dire sans la moindre restriction) souveraine, élue au suffrage universel, établissant, notamment, si les peuples de Belgique voulaient continuer à vivre ensemble, et si oui, comment.

Nous sommes au contraire toujours régis par la Constitution censitaire et capacitaire de 1830, certes rapiécée mais fondamentalement toujours pareille à elle-même. Aujourd'hui encore, les fantômes des constituants de 1830 qui s'appuyaient sur un électorat représentant à peine 1 % de la population constituent un obstacle à la démocratie.

Il faut en effet aujourd'hui légalement une majorité de 66 % des électeurs pour défaire ce que 1 % de la population a fait en 1830. La monarchie n'a cependant pas considéré cela comme un obstacle au viol de la Constitution puisque chacun des rois, à sa manière, l'a violée.

En quoi le peuple d'aujourd'hui est-il engagé par une Constitution qui n'est pas issue du suffrage universel ?

Le point de départ de l'exercice de la démocratie aujourd'hui ne serait-il pas pourtant l'élection au suffrage universel d'une Assemblée constituante totalement souveraine, laquelle pourrait se prononcer sur le choix entre monarchie et république, laquelle pourrait d'emblée garantir le droit des peuples de Belgique à disposer d'eux-mêmes ? Dans ces conditions, ou les peuples de Belgique décident librement et démocratiquement de se séparer, ou ils décident des formes dans lesquelles ils entendent désormais vivre librement ensemble avec leurs spécificités.

Une union libre de peuples souverains pourrait-elle être autre chose qu'une république fédérale ? Pourquoi une telle union serait-elle incapable, si elle est

libre, de définir les formes d'Etat qu'elle souhaite et établir paritairement comment s'exerce sa direction ? Pourquoi ne pourrait-elle pas inscrire dans la Constitution la garantie des droits sociaux les plus fondamentaux comme le droit au travail et à la Sécurité sociale ? Le refus acharné de ces solutions démocratiques ne peut, à terme, que conduire à amplifier encore les déchirures de la question communautaire et conduire à l'éclatement du pays dans les pires conditions, ou alors au maintien artificiel d'un Etat artificiel, par un pouvoir s'érigeant au-dessus des peuples, ce qui est dans la vocation monarchique.

La démocratie, c'est aussi le caractère public des débats et des délibérations de tous ceux qui détiennent un mandat, parce que ce caractère public est indispensable à un réel contrôle. Le secret absolu et constant qui entoure le fonctionnement de l'institution monarchique y est totalement contraire.

Que le peuple souverain élise ses représentants sur base d'un mandat clair, qu'il puisse contrôler ces représentants et les révoquer à tout instant, qu'il puisse voir comment ils agissent dans l'exercice

de leur mandat, c'est cela la démocratie. Or comment révoquer le roi alors que la Constitution ne prévoit même pas la révocation d'un roi qui la viole ?

En ce sens, on peut se demander si la démocratie parlementaire monarchique que nous connaissons en Belgique est davantage identifiable à la démocratie que les régimes bureaucratiques ne le sont au socialisme dont ils se réclament. Nous en revenons aux abus dans l'usage des mots.

Cette démocratie véritable, la bourgeoisie d'aujourd'hui n'est pas capable de nous y conduire et y est même viscéralement opposée. Rechercher sa voie est donc l'affaire de la classe des travailleurs. C'est pourquoi elle est aussi le chemin d'un véritable socialisme qui ne peut être que l'exercice de la souveraineté du peuple travailleur (dans tous les aspects de la vie économique et politique) qui constitue l'immense majorité du peuple tout court.

Les conceptions politiques qui ont opposé le socialisme à la démocratie n'ont abouti qu'à pervertir l'un et l'autre.

Philippe Larsimont

Références.

Je ne mentionne ici que les références identifiant des citations. Le lecteur intéressé trouvera les références complètes dans l'article original *Monarchie et démocratie*.

- (1) Walter de Bock, *Léopold I^{er}, Rothschild et la Générale*, in *Contradictions* n° 198 23-24.
- (2) Jean Jacquain, in *Contradictions* (idem).
- (3) Xavier Mabille, *Histoire politique de la Belgique*.
- (4) Louis Bertrand, *Histoire de la Démocratie et du Socialisme en Belgique* depuis 1830.
- (5) Els Witte, Jan Craeybeck, *La Belgique politique de 1830 à nos jours*.
- (6) Luc Schepens, *Albert I^{er} et le gouvernement Broqueville*.
- (7) Christian Menil, *La Question royale*.
- (8) A. Vanwelkenhuyzen, *Chef de l'Etat, Répertoire pratique du droit belge*.
- (9) Jean Duveusart, *La Question royale*.
- (10) *Le Drapeau rouge*, 28 septembre 1983.
- (11) Interview dans *La Libre Belgique* du 29 décembre 1982.

(12) D'après la communication de Philippe Destatte (institut Jules Destrée) au colloque *Crise de la fonction royale : une République pour la Wallonie ?*

(13) André Molitor, *La Fonction royale en Belgique*.

(14) Hugo De Ridder, *Sire donnez-moi cent jours*.

(15) Manu Ruys, *Les Flamands*.

(16) Jean Stengers, in *Histoire et historiens depuis 1830 en Belgique*.

(17) Voir *Les Facés cachées de la monarchie belge*.

(18) Idem, voir l'article de José Fontaine, *Le gouvernement wallon de 1950*.

(19) Aristote, *La politique*.

(20) Franklin Dehousse, in *Journal des tribunaux*.

Pour des aspects plus liés à la question nationale dans le présent article, j'ajoute les références suivantes : *Histoire de la Belgique* (Jean Dhondt), *Le Congrès national* (L. de Lichtervelde), *Histoire et historiens depuis 1830 en Belgique* (les articles des Professeurs Stengers, Devleeshouwer, Trausch — sur le Luxembourg — et de Eliane Gubin, assistante à l'ULB), *Histoire d'une nation introuvable* (François Périn).

de leur mandat. C'est cela qui est important. Or comment répondre à ce point de vue ? Constitution ne prévoit rien sur la révision d'un tel mandat.

En ce cas, on peut se demander si la révision des mandats monarchiques des rois belges est prévue en Belgique. Or, nous constatons en Belgique que la révision des mandats monarchiques n'est prévue que dans les cas suivants :

Cette révision est prévue dans les cas suivants :

Les mandats monarchiques sont donc révisés dans les cas suivants :

- (1) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable.
- (2) Le mandat est révisé si le roi est déclaré dément.
- (3) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (4) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (5) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (6) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (7) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (8) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (9) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (10) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (11) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (12) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (13) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (14) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (15) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (16) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (17) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (18) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (19) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (20) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.

Il est de même les formes d'un tel mandat. Or, nous constatons en Belgique que la révision des mandats monarchiques n'est prévue que dans les cas suivants :

Il est de même les formes d'un tel mandat. Or, nous constatons en Belgique que la révision des mandats monarchiques n'est prévue que dans les cas suivants :

- (1) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable.
- (2) Le mandat est révisé si le roi est déclaré dément.
- (3) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (4) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (5) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (6) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (7) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (8) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (9) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (10) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (11) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (12) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (13) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (14) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (15) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (16) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (17) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (18) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (19) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.
- (20) Le mandat est révisé si le roi est déclaré incapable de remplir ses fonctions.

Les conséquences de la survie du système capitaliste

« Expansion illimitée » ou programme de régression mondiale ?

Par Michel DAUBERNY

Dans les années 1960 et 1970, E. Mandel et H. Weber, entre autres, alors adeptes du « néocapitalisme », n'avaient que sarcasmes pour ce qu'ils appelaient « le catastrophisme de l'OCI » (ce qui était alors le nom de la section française de la IV^e Internationale). Aujourd'hui les rapports des organismes les plus officiels regorgent des résultats catastrophiques engendrés par les politiques de la bourgeoisie impérialiste destinées à défendre ses intérêts, ses positions, son pouvoir : chômage, misère, maladies, désertification, sous-alimentation...

Ces rapports sont d'impitoyables réquisitoires qui indiquent le prix que paie l'humanité pour la survie du système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production.

Ainsi, parmi d'autres, le « Rapport annuel de la FAO : 1990 » (1) constate que de 1985 à 1989 la production vivrière annuelle par habitant a diminué dans 70 pays « en voie de développement ». Dans 8 de ces pays (dont l'Iran, l'Irak, le Nicaragua, la Tunisie...) la baisse a été supérieure à 5 % par an, dans 13 autres (dont l'Algérie, le Nigeria, le Venezuela) elle a été comprise entre 3 % et 5 %.

Une telle situation ne peut qu'amplifier encore les ravages de la sous-alimentation qui déjà en 1986, selon la même source, touchait 512 millions d'êtres, soit 21 % de la population mondiale. L'appauvrissement se traduit dans certains pays par l'impossibilité de maintenir le volume d'investissements (déjà insuffisant) qu'ils réalisaient au cours des années 1970. Ainsi, selon la Commission économique pour l'Amérique

latine des Nations-Unies, la formation brute de capital fiscal (FBCF) en Amérique latine est passée de 28 % du Produit intérieur brut (PIB) en 1980 à 19 % en 1989, tandis que le PIB par habitant se réduisait en moyenne de 0,5 % par an. Selon la Commission économique pour l'Afrique des Nations-Unies, la FBCF de ce continent est passée de 21 % du PIB en 1980 à 15,6 % en 1986.

Chute du revenu national par habitant, effondrement des dépenses de santé et d'éducation, regain de maladies, sous-alimentation, mort annoncée de millions d'enfants d'ici la fin du siècle constituent parmi tant d'autres quelques exemples des conséquences politiques meurtrières d'une classe qui pour la défense de ses intérêts ira jusqu'à la destruction des bases mêmes de la vie sur terre.

La détérioration profonde des conditions d'existence dans un très grand nombre de pays dominés n'est pas due à la fatalité, elle n'est pas due non plus aux seules conditions climatiques et catastrophes naturelles. Elle est le produit des politiques menées en particulier par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale pour imposer les plans d'ajustement et les programmes d'austérité destinés à faciliter, au nom du paiement de la « dette », le prélèvement direct de la plus-value produite dans ces pays.

Pendant des décennies les pays dits du « tiers-monde », c'est-à-dire soumis à l'oppression impérialiste, ont subi les contraintes d'un marché mondial dominé par les trusts et les banques impérialistes, et le poids des termes de

l'échange toujours plus défavorables. Aujourd'hui, les mesures imposées par le FMI et les autres agences de l'impérialisme vont encore plus loin, car d'une part elles visent à prélever une part croissante du revenu national des pays dominés, au profit du capital financier, et d'autre part à s'assurer de la soumission des Etats par un contrôle sur leur politique et même une immixtion directe dans les domaines de l'économie et des finances, du commerce extérieur, mais aussi de l'armée et de la police (Panama, Pérou...). On peut en ce sens parler d'un processus de « recolonisation » en cours, sous l'égide du FMI, de la Banque mondiale, mais aussi des Nations-Unies, qui organisent une véritable mise sous tutelle des pays pauvres ou endettés, une domination quasi directe pour contraindre ces pays à se restructurer en fonction des besoins des impérialistes.

En organisant une ponction directe de la plus-value produite dans les pays dominés, l'impérialisme non seulement réduit à la portion congrue les budgets de santé, d'éducation, de protection sociale et du logement, mais en contraignant à produire d'abord pour l'exportation, détruit les bases des économies nationales, la production agricole et alimentaire, la petite industrie, les services publics (eau, énergie, transports). L'avenir, proche, que nous promet l'économie de marché capitaliste est celui d'un monde en friche, à l'abandon. Ce que traduit le processus de « recolonisation » en cours, c'est la tendance générale du capitalisme de notre époque.

L'impérialisme ne s'est pas régénéré, et c'est la profonde et incurable crise qui le mine qui nourrit sa volonté dominatrice.

Le capitalisme au XIX^e siècle, malgré les horreurs de l'exploitation des travailleurs en Europe et la brutalité des conquêtes coloniales, assumait un rôle historique progressif. La productivité du travail augmentait, le marché mondial s'édifiait, les régions colonisées s'y intégraient, dans des conditions certes défavorables. Mais les bases mondiales productives et techniques pour une autre organisation de la société se consti-

tuaient. Le processus actuel, que l'on peut définir comme un processus de « recolonisation », correspond à la phase de putréfaction d'un capitalisme qui après plusieurs décennies d'entretien de l'accumulation sur des bases parasitaires et fictives, entreprend, contraint et forcé, d'effacer la fiction et pour cela s'engage dans une vaste offensive de régression généralisée. Incapable d'investir de façon productive sur une grande échelle, incapable d'élargir les rapports de production, le capital détruit les forces productives, qu'il ne peut plus développer, et ne trouve plus de champs de mise en valeur que dans l'économie d'armement, et sur cette base de plus en plus dans la spéculation et les trafics.

En Europe, l'élimination de millions de paysans, la réduction des productions de lait, de viande, la mise en friche de milliers d'hectares, de terres cultivables, fait écho à la politique de « pillage » en Afrique, en Amérique latine, au Moyen-Orient, et aussi à la perspective des dizaines de millions de chômeurs que la restauration de l'économie de marché capitaliste fondée sur la propriété privée des grands moyens de production engendrerait à court terme en URSS, dans les pays de l'Est et en Chine.

UN PROGRAMME DE REGRESSION MONDIALE

Avec le stade impérialiste, le rôle historiquement progressiste du capitalisme s'achève, le marché mondial s'est constitué, et toutes les économies nationales y sont intégrées, certes de manière inégale.

L'accumulation du capital, la concentration et la centralisation, au travers des crises, ont conduit à la forme suprême de domination, celle du capital financier. Depuis, toutes les caractéristiques de l'impérialisme énoncées par Lénine ne cessent de se confirmer, de s'amplifier.

Ces caractéristiques, le monopole, la domination du capital financier, l'exportation des capitaux, le partage du monde sont les résultats du développement du capitalisme tel que Marx l'avait analysé. Mais dans le cours de cette évolution le

capitalisme atteint ses limites, et les rapports de production fondés sur la propriété privée des moyens de production et le travail salarié se révèlent incapables de développer les forces productives. Nous sommes toujours au stade de l'impérialisme, et le capital financier des quelques puissances qui dominent le marché mondial, en premier lieu les Etats-Unis, conduit l'humanité dans une spirale régressive de misère et de barbarie.

La période de l'après-Deuxième Guerre mondiale a été marquée d'abord par les conquêtes sociales arrachées par les travailleurs des pays capitalistes avancés après des années de crise, de fascisme et de guerre, puis par l'effondrement des empires coloniaux français et anglais, sous la pression des mouvements d'indépendance nationale. En Chine, au Vietnam, à Cuba, les rapports de production capitalistes sont brisés.

La reprise de l'accumulation capitaliste dans la période de reconstruction d'après-guerre a été prolongée par les moyens parasitaires de l'économie d'armement et de l'endettement des Etats engendrant une accumulation de capitaux fictifs, titres de la dette publique (bons du Trésor) et capitaux flottants (euro-devises). L'entretien par des moyens parasitaires de l'accumulation ne peut empêcher que se manifeste l'exigence, de plus en plus violente, d'une destruction massive de forces productives.

Capable historiquement de constituer par son mouvement propre le marché mondial, le capitalisme ne peut à son stade impérialiste que survivre aux travers d'incessants repartages entre Etats, monopoles, groupes financiers, par les méthodes de l'exploitation, du pillage, du gangstérisme et de la guerre.

Le discours de Nixon (15 août 1971) réaffirmait la volonté du capital financier américain de procéder à un mouvement d'appropriation d'une part croissante de la plus-value mondiale.

Les manipulations du dollar et la fin des changes fixes constituèrent un des moyens de pression de l'impérialisme américain pour contraindre les autres

puissances à satisfaire ses exigences, quitte pour elles à trouver les moyens de faire retomber sur les masses surexploitées et opprimées le coût de ce replâtrage. La politique menée par Carter et par Reagan s'inscrivait dans la ligne du discours de Nixon. Au début des années 1980 l'impérialisme définissait, dans le cadre des « organismes internationaux », un programme de défense de ses intérêts, qui constituait une véritable « doctrine de politique économique » à l'usage de tous les Etats, c'est-à-dire une méthode de destruction des conquêtes ouvrières démocratiques dans le monde. Le discours du directeur général du FMI, M. Camdessus, prononcé au Bureau international du travail en juin 1991, constituait l'une des versions les plus complètes de ce « programme » données à ce jour.

Le ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis et dans les pays européens au début des années 1990 montre que les coups portés par le capital financier sont insuffisants pour préserver ses taux de profits. Pourtant en dix ans, la misère a considérablement progressé sur le globe, tandis que la logique meurtrière du capital financier présentée comme la logique économique absolue, celle de l'économie de marché concurrentielle, tend à s'imposer dans les pays capitalistes avancés comme dans les pays dominés.

Ce que veut le capital financier, c'est avoir le contrôle direct sur la masse de la plus-value extraite de l'exploitation du travail, et l'employer à renforcer sa puissance. Cette volonté s'exprime dans les « programmes d'ajustement structurels » du FMI, les « directives » de la CEE, les négociations du GATT, les décisions du G7. Mais elle dresse aussi une autre volonté contre elle, celles des peuples et des travailleurs.

Dans le programme mondial défini par le capital financier américain, mais adopté par les autres impérialismes, qui y sont contraints par l'intensité de la concurrence et de la guerre commerciale qui monte, se dessine un véritable plan de reconquête : reconquête des positions acquises par le prolétariat des pays

industrialisés, reconquête directe des anciens pays coloniaux et semi-coloniaux, reconquête des pays d'où le capital avait été exproprié.

Le mouvement du capital est déterminé par son besoin de restaurer les conditions de sa mise en valeur. Pour cela il lui faut détruire massivement et les forces productives et augmenter les taux d'exploitation. La crise du capital ne procède pas d'une sous-consommation, d'un manque de débouchés mais toujours d'une surproduction généralisée, non pas en fonction des besoins de l'humanité, mais en fonction des taux de rentabilité du capital.

Les politiques économiques mises en œuvre dans les pays capitalistes avancés au cours des années 1980 visent à faire sauter tous les protectionnismes, qui, institués en relation avec l'état des rapports entre les classes, limitent la liberté et la mobilité du capital.

D'abord, les protectionnismes sociaux, les conquêtes ouvrières, attaquées au nom de la flexibilité du travail et de l'avantage des mécanismes souples du marché sur ceux trop rigides des institutions comme la Sécurité sociale. Il s'agit alors de constituer un marché de la protection sociale, permettant au capitalisme monopoliste de faire main basse sur le salaire différé. Ensuite le protectionnisme public : les monopoles ou les services publics nationaux ou municipaux doivent réintégrer la sphère des marchés concurrentiels.

Les liquidations des secteurs non « rentables » comme ce fut le cas pour la sidérurgie, les chantiers navals et les mines, et les délocalisations (2) des entreprises pour profiter des taux d'exploitation plus élevés dans certaines zones du globe, illustrent la volonté des impérialistes de reconquérir toute leur liberté de manœuvre et de subordonner à leurs plans les conditions de vie de millions d'hommes.

Cet objectif de reconquérir le contrôle direct de la plus-value, en réduisant le coût de la force de travail et l'ensemble des dépenses sociales et des services publics pour les réaffecter « de façon rentable » au secteur marchand privé, est

à l'origine de tous les « plans », mesures, recommandations, directives adoptés ou prévus.

Tout ce que le capitalisme avait de progressiste sur les régimes féodaux, tout ce que les travailleurs et les peuples ont arraché au cours de leur combat séculaire contre l'exploitation et l'oppression est au stade de l'impérialisme remis en cause. Le droit à l'instruction, le droit à la santé doivent être assimilés à des coûts de production, soumis à la loi du marché, à la loi de la productivité. Cela va plus loin que de simples économies. Il s'agit d'un processus de régression aux effets cumulatifs, qui pourrait aboutir à des destructions de connaissances humaines et de savoir-faire et à un appauvrissement biologique de l'humanité.

La crise de surproduction généralisée et permanente est présentée par la bourgeoisie comme le produit des rigidités de structures qui n'auraient pas évolué en regard des techniques (informatique, électronique, télécommunication). Le chômage ne serait qu'inadaptation du système de formation.

En fait, ce sont les conquêtes sociales, les positions conquises par les travailleurs qui apparaissent pour les capitalistes comme des obstacles trop rigides. Il en est ainsi de l'interdiction du travail de nuit des femmes, que le BIT supprime à la demande des capitalistes, il en serait ainsi demain de l'interdiction du travail des enfants, mais cela est en pratique déjà fait dans plusieurs pays dominés.

La volonté des capitalistes de lier les dépenses de travail aux dépenses de capital les conduit vers une résurgence moyenâgeuse du travail individualisé, à la tâche, mais présenté comme un progrès de gestion, d'affectation optimale des ressources.

Le système de formation dans tous les pays industrialisés, aux Etats-Unis comme en France, ne manifeste pas une inadaptation, qui se traduirait par une absence de débouchés sur le marché du travail (inadéquation entre l'offre procédant du système de formation et la demande procédant du système productif), mais bien plus une désagrégation

produit des réformes menées depuis la fin des années 1960 en vue d'adapter justement l'éducation aux besoins d'une économie en putréfaction et des politiques restrictives.

Les déréglementations conduisent dans nombre de secteurs à une recherche de gains de productivité, au détriment de la sécurité élémentaire comme dans les secteurs du transport (aériens, ferroviaires).

La bestialité du capital financier pour rentabiliser, selon ses principes, toutes les activités humaines, et éliminer ce qui ne peut être rentable, a conduit en quelques années à une montée considérable dans les pays industrialisés du chômage, du travail partiel et précaire, de la pauvreté.

Les profits réalisés, après plusieurs années de restructurations, de licenciements, de blocage des salaires, n'ont pas été utilisés à des investissements productifs créateurs d'emplois. Ils ont été d'une part le moteur d'une vague de spéculation, et d'autre part employés à d'intenses mouvements de fusion, d'OPA, de concentration du capital. Ainsi en 1988-1989 il y a eu plus de quatre fois plus de fusions et acquisitions de participations majoritaires dans la CEE qu'en 1982-1983. La progression a été régulière d'année en année.

Entre les Etats-Unis, le Japon et l'Europe, les groupes financiers ont organisé une profonde recomposition de leurs actifs, dans les secteurs industriels et bancaires. Les profits servent à constituer des trésors de guerre, pour des razzias financières, partes et repartages entre monopoles selon une logique avant tout financière de groupe, qui accessoirement peut inclure une logique industrielle qui n'est jamais déterminante.

UN PROCESSUS DE RECOLONISATION DES PAYS DOMINES

Le partage du monde par les puissances impérialistes à la veille de la Première Guerre mondiale en colonies, zones d'influence, semi-colonies, intégrait les économies de ces pays au marché mondial, sans toutefois y reproduire les struc-

tures des économies impérialistes mais plutôt comme des compléments.

La colonisation, dans le cadre de l'impérialisme, répondait aux besoins de s'approprier des sources de matières premières et d'exploitation en une main-d'œuvre peu coûteuse dans l'agriculture et les mines.

L'exploitation des ressources des pays coloniaux et semi-coloniaux engendrait des échanges de marchandises puis de capitaux. Les capitaux étaient destinés à la construction des infrastructures (chemin de fer, ports, routes, etc.) pour les besoins des colonisateurs, mais l'exportation de capitaux constituait une extension des rapports de production capitalistes. La faiblesse de l'accumulation primitive, brisée par la colonisation, la constitution d'une classe dirigeante locale inféodée aux impérialistes, le rapport de dépendance entre ces économies et les puissances coloniales entravaient l'émergence d'un capitalisme national industriel.

La lutte des peuples pour leur indépendance en relation avec les mouvements du prolétariat des pays capitalistes en particulier aux lendemains de la Deuxième Guerre mondiale distendait un temps le lien de domination sans pouvoir le briser à l'exception de la Chine, du Vietnam ou de Cuba.

La pression du marché mondial dominé par le capital financier se manifestait dans la persistance sinon l'aggravation de la faiblesse des échanges et surtout de leur étroite spécialisation (exportation de 2 ou 3 matières de base et importation des biens d'équipement) ; la corruption par les anciens colonisateurs de souches dirigeantes contribuait à maintenir ces pays dans une forme de domination, assurait la continuité du pillage des ressources agricoles minières et pétrolières.

Dans les pays semi-coloniaux, comme ceux d'Amérique latine, les bourgeois locaux, les grands propriétaires terriens préservaient leur pouvoir à l'ombre des multinationales qu'ils aidaient dans leur implantation, et des « aides » militaires des Etats-Unis. La fragile industrialisation dans certains de ces pays reposait

pour l'essentiel sur les entreprises publiques (pétrole, mines) et les sociétés à capitaux étrangers. Toute une gamme de situations existaient encore à la fin des années 1960 qui correspondaient à des degrés de plus ou moins grande dépendance, de plus ou moins profonde intégration à la division internationale du travail, de plus ou moins grande inféodation des dirigeants à l'impérialisme, et en fait de la plus ou moins grande ampleur des positions conquises par les masses.

Avec le tournant de la politique américaine de la fin des années 1970, c'est un cours de restauration de la dépendance de type colonial qui se dessine, mais dans les conditions du pourrissement avancé de l'impérialisme. Il ne s'agit plus d'intégration — même par des méthodes abominables — dans un marché mondial encore en expansion, mais d'un pillage sans autre perspective que la destruction des bases économiques de chaque pays, la destruction des forces productives et d'abord de la principale force productive elle-même, la classe ouvrière, les masses laborieuses.

Pour le capital financier, il s'agit de tenter de réorganiser l'activité productive des pays dominés avec le moins possible d'intermédiaires et de « frais de gestion » en fonction de sa volonté d'améliorer ses profits.

Les politiques « d'ajustements structurels » du FMI, les politiques de « gestion de la dette », le plan « Brady », les techniques de conversion des créances de la dette en actifs, « l'initiative pour les Amériques » illustrent les premières étapes d'un processus en cours, qui sous l'aiguillon de la crise incurable de l'économie impérialiste ne peut que s'accélérer. La guerre contre le peuple irakien doit être située dans ce processus, car elle démontrait la volonté des Etats-Unis de susciter et de trouver un prétexte pour affirmer sa puissance et ses appétits à l'égard des peuples du Moyen-Orient, des pays producteurs de pétrole et des autres impérialismes. C'était aussi un rappel de la barbarie que porte en lui l'impérialisme.

A partir de 1982, l'endettement de la plupart des pays dominés est mis à profit par l'impérialisme, au travers du FMI et de la Banque mondiale, comme un formidable moyen de chantage pour contraindre les dirigeants de ces pays, pourtant en majorité très dévoués, à engager des réformes, et destiné à faciliter la ponction des richesses nationales par les créanciers impérialistes. Il est bon de rappeler que l'origine de la dette des pays dominés ne relève pas d'une insouciance des peuples, mais du rapport de dépendance dans la forme où il se manifestait dans les années 1960-1970, et donc de la politique du capital financier.

Pour utiliser la masse des euro-dollars et autres pétro-dollars qui engorgent les marchés financiers, les banques et les entreprises multinationales font pression sur les pays dominés, leur proposent des crédits et des projets d'équipement. Projets le plus souvent inadaptés, disproportionnés ou tout simplement inutiles. Mais pas inutiles pour les banques qui ouvrent des crédits et perçoivent des intérêts, pour les trusts impérialistes qui exportent et se font payer leurs travaux largement surévalués, non plus que pour les dirigeants locaux qui empochent les bakchichs et approvisionnent leurs comptes en Suisse ou dans un paradis fiscal.

Ainsi, la plus grande partie des sommes prêtées ne se sont pas investies dans la production, n'ont donc pas dégagé de profits — ce n'était ni le canal de Panama, ni les chemins de fer russes — mais ont engendré une dette, alors que les pays ne s'enrichissent pas.

L'accentuation de la politique des Etats-Unis définie par Nixon, dans une phase de contraction de l'activité économique (1980-1982), avec la hausse du dollar et des taux d'intérêts, la baisse des cours de matières premières contrôlées par les impérialistes, le fléchissement des importations des pays industrialisés, conduisait les pays endettés au bord de la cessation de paiement, semant l'inquiétude dans les milieux financiers. Car à un certain stade le prêteur risque d'être à son tour emporté vers la faillite par son débiteur incapable d'assurer ses

échéances. Le FMI, au nom du capital financier américain mais aussi de façon subsidiaire au nom des autres capitalismes, a été chargé de définir le cadre auquel les pays endettés devaient se soumettre pour bénéficier de procédés de ré-échelonnements, c'est-à-dire de nouveaux crédits, cette fois destinés aux règlements des créances anciennes.

Les « conditions » du FMI sont multiples, mais toutes, au nom du libéralisme, de l'économie de marché concurrentielle, aboutissent à une surexploitation des peuples et à une progressive reprise par les impérialistes de la fraction de la plus-value que les bourgeoisies nationales se réservaient dans le cadre du mode de dépendance issu des différentes étapes de la « décolonisation ».

Partout le FMI exige la hausse des prix des produits de base, souvent subventionnés pour permettre à la population pauvre de ne pas mourir de faim :

- la suppression des subventions publiques
- la baisse des dépenses publiques (santé, éducation)
- la privatisation des entreprises publiques et leur restructuration
- la dévaluation
- la suppression des mesures protectionnistes.

Pour régler la dette, les pays dominés sont contraints de brader une partie du patrimoine national aux puissances capitalistes, de consacrer tous les moyens aux productions d'exportation au détriment des productions intérieures (productions vivrières, produits de consommation et aussi outillages destinés à ces productions).

Partout, le FMI « recommande » la privatisation des entreprises publiques, en Amérique latine, en Algérie, en Inde... Il s'agit aussi de donner aux impérialismes les moyens de ponctionner directement la plus-value locale, et de dégager pour le secteur privé les subventions des anciennes entreprises nationalisées.

Selon une publication des Nations-Unies (3), les politiques d'ajustement structurel ont eu pour conséquence de rendre les pauvres encore plus pauvres :

« Si on part d'un principe que l'objectif du développement est d'améliorer le sort des populations et non de satisfaire des principes comptables, alors l'ajustement structurel a été un échec total. » Mais les principes comptables des financiers sont satisfaits ! Et si une politique d'ajustement doit être encouragée car « indiscutablement positive » c'est bien celle de privatisation du secteur public, qui illustre le processus de recolonisation en cours. *« Au moment des indépendances, la plupart des pays du tiers-monde ont hérité de grands domaines agricoles, d'offices de commercialisation et d'organismes publics... Leur situation de monopole, leur gestion souvent incompétente et parfois corrompue... ont fait que les entreprises publiques sont devenues un fardeau de plus en plus lourd pour l'économie et le budget. »* Certes, elles absorbaient une partie des gens qui sans elles seraient chômeurs ! L'absence de détenteurs de capitaux et d'entrepreneurs locaux conduit à alors à vendre « un précieux capital à des monopoles nationaux ou à des intérêts étrangers, ou de faire venir des cadres de l'étranger ».

Qu'importe alors si les entreprises publiques passent sous domination du capital impérialiste, car « la base nécessaire au développement d'entreprises de moyenne importance existe déjà dans la plupart des PMA (pays les moins avancés) sous la forme d'entreprises indépendantes et efficaces au niveau des villages, même si ceux qui les dirigent n'ont pas toujours reçu une formation classique ».

Ainsi, il y aura le « niveau du village » et le « niveau du marché mondial » comme il y a en Europe ou aux Etats-Unis le niveau des « petits boulots » et des emplois « de proximité » à côté des « emplois qualifiés » relevant d'un véritable contrat de travail.

Le passage des entreprises et des services du secteur public au secteur privé dans des pays encore sous-équipés ne peut conduire qu'à déstabiliser encore un peu plus ces économies, et à accentuer les écarts entre « zones riches » tournées vers l'extérieur et « zones pauvres », les faubourgs des grandes villes et les cam-

pagnes en dehors des régions de grandes propriétés.

La création de « zones franches » illustre aussi le processus de recolonisation en cours. Dans ce cas, les dirigeants du pays dominé concèdent aux impérialistes le droit d'investir et d'exploiter librement sur une portion du territoire les entreprises, souvent délocalisées, qui donc se subsistent à d'anciennes et d'éventuelles entreprises dans les pays industrialisés, bénéficient des faibles coûts de main-d'œuvre, de l'absence de charges sociales, d'exonérations d'impôts et du droit de rapatrier librement leurs bénéfices.

C'est, à peine modernisé, le retour des « concessions » que les puissances impérialistes avaient établies dans la Chine du début du siècle.

Et d'ailleurs, les bureaucrates de Pékin ont été parmi les premiers à constituer de telles zones franches (ZES, zones économiques spéciales) où les travailleurs sont livrés à l'exploitation capitaliste. Avec le processus de recolonisation, le retour des négriers n'est pas loin !

Ce processus s'accompagne d'une perte de l'indépendance toute relative conquise par certains pays.

Les fonctionnaires du FMI et de la Banque mondiale deviennent les véritables ministres des Finances, de l'Industrie, du Commerce extérieur, les véritables patrons de la Banque nationale. Les politiques économiques dont les masses font les frais sont définies par les bureaux du FMI.

Les fonctionnaires internationaux de l'impérialisme se débarrassent d'une couche de fonctionnaires locaux et d'anciens dirigeants ou responsables, accusés de détournement de capitaux. En prenant directement en main les affaires du pays, les agents impérialistes n'ont plus besoin et font l'économie d'un intermédiaire local.

Aux conditions du FMI, celles des « réformes structurelles », s'ajoutent désormais les « conditions des Etats-Unis », celles des « réformes démocratiques », du « multipartisme ».

Ces réformes, fortement véhiculées par la II^e Internationale, sont le prétexte à une soumission aux « règles du droit

international » et du « droit d'ingérence » définies par le capital financier.

L'objectif des Etats-Unis de transformer l'Amérique latine en une vaste zone de libre échange livrée aux intérêts des trusts nord-américains se dégage du projet de G. Bush présenté en juin 1990, « Initiative pour les Amériques ». La première étape de cet objectif est apparue avec la négociation d'un traité de libre échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

Pour l'administration Bush, la création d'une zone de libre échange de l'Alaska à la Terre de Feu reposait sur trois principes :

- Premièrement, le libre échange des marchandises et des capitaux, livrant ainsi, sans protection, les économies d'Amérique latine à un renforcement du pillage et entravant toute industrialisation autre que celle résultant des délocalisation des firmes US, à l'exemple des maquilas du Mexique.

- Le deuxième principe serait d'ailleurs « la recherche de l'investissement » sous forme de la constitution d'un fonds alimenté par des capitaux américains, européens et japonais, et d'un programme d'aides sectorielles mais fonctionnant comme dans le cadre des accords avec le FMI, en « récompensant » les bons élèves qui s'engagent dans des réformes de structure, privatisant les entreprises publiques et libéralisant les investissements (création de zones franches et liberté de rapatriement des bénéfices).

- Enfin le troisième principe serait la « réduction de la dette », mais là encore selon les méthodes du FMI. Il s'agit donc de la poursuite du « chantage à la dette », comme par exemple le Pérou en a été la victime. Pour obtenir des prêts dans le cadre d'un rééchelonnement,

« le Pérou a dû accepter toutes les conditions posées par ses créanciers, à savoir : le programme d'ajustement du FMI, les réformes structurelles imposées par la Banque mondiale et la BID (Banque interaméricaine de développement) et la politique de lutte anti-drogue dessinée par les Etats-Unis » (*Le Monde*, 24 septembre 1991).

Cette dernière condition n'a rien de moral : elle conduit tout simplement les conseillers américains d'une part à prendre en main l'armée et la police péruviennes, et d'autre part à contrôler l'ensemble du trafic de drogue au seul profit des Etats-Unis.

Alors que la négociation du traité de libre échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique s'est engagé, de nombreux accords bilatéraux sont signés qui constituent autant d'éléments de la mise en place de « l'initiative pour les Amériques », comme le traité de libre échange signé entre le Chili et le Mexique le 22 septembre 1991 après l'accord cadre sur le commerce et les investissements signé entre les Etats-Unis et les pays du marché commun du cône Sud (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay), la formation par le Venezuela et le Costa Rica d'une zone de libre commerce entre le marché commun centro-américain (Costa Rica, Guatemala, Salvador, Honduras) et le pacte Andin (Venezuela, Bolivie, Pérou, Equateur). Un puzzle est ainsi en voie d'achèvement sous la pression des Etats-Unis, et les pays d'Amérique latine devraient l'un après l'autre se plier aux règles de l'économie de marché libérale et concurrentielle, qui est toujours la loi du plus fort.

Selon un spécialiste de Washington cité dans *Le Monde* (10 septembre 1991), « le Brésil qui hésite continuellement entre ses ambitions de puissance industrielle et de nation du tiers-monde devra rapidement choisir ». On est loin du « nouvel impérialisme » brésilien que certains comme Ernest Mandel découvriraient il y a peu de temps !

En une décennie, la situation des pays dominés s'est considérablement détériorée. Matérialisation des besoins de l'impérialisme, les politiques mises en œuvre sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale ont renforcé les rapports de domination, restructuré les économies des pays d'Amérique latine, d'Afrique ou du Moyen-Orient en fonction des intérêts du capital financier. Depuis 1983, un flux net de capitaux est ponctionné sur le dos des peuples surexploités et opprimés au profit des centres

impérialistes. Faisant le bilan du programme d'aide à l'Afrique, le secrétaire des Nations-Unies déclarait : « Au cours des 5 années du programme d'action, les conditions économiques et sociales se sont en fait détériorées. » La chute des cours des produits d'exportation a coûté 50 milliards à l'Afrique, les termes de l'échange ont été réduits de moitié et la charge de la dette s'est encore alourdie. En Amérique latine, le pouvoir d'achat du salaire minimum est inférieur en 1990 à ce qu'il était il y a dix ans, dans tous les pays sauf trois (Costa Rica, Colombie, Paraguay). Au Pérou, le salaire minimum en 1990 ne représentait que 10 % de ce qu'il était quinze ans plus tôt. De 1980 à 1988, les termes de l'échange pour l'ensemble de l'Amérique latine se sont détériorés de 25 %. De 1980 à 1987 en Amérique latine, les investissements ont baissé en moyenne de 8 % par an, alors que dans tous les pays les infrastructures (routes, électrification, eau potable, habitats...) se détériorent. La pauvreté s'étend sur toute la planète. En 1990, près de trois milliards d'habitants des « pays à revenus faibles », soit 56,5 % de la population mondiale, survivaient avec 5,4 % du revenu mondial.

Les 23 pays de l'OCDE, qui représentent 14,7 % de la population mondiale, disposent de 76,6 % du revenu total, mais on sait que dans ces pays la pauvreté ne cesse elle aussi de progresser ; 44 millions de pauvres dans la CEE, 34 millions aux Etats-Unis, soit 13,5 % de la population, dont 2 millions de plus pour la seule année 1990. On voit ainsi le caractère fallacieux des théories tiers-mondistes sur les « nations prolétaires » et les « nations exploiteuses ».

La politique du capital financier conduit dans toutes les régions du monde à une énorme régression sociale.

Avec la misère, le détournement des activités productives aux seules fins d'exportation et de règlement de la dette, des épidémies, des maladies disparues de certaines zones depuis des siècles comme le choléra resurgissent. Toute l'Amérique latine est aujourd'hui frappée, la carte des épidémies recouvrant la carte de la misère.

Alors que par milliers des Africains meurent du SIDA, le pillage impérialiste se poursuit et les détournements de capitaux, selon un rapport des Nations-Unies, se sont élevés à 30 milliards de dollars de 1986 à 1990.

Un rapport de l'UNICEF prévoit la mort de 100 millions d'enfants, d'ici l'an 2000, victimes de la faim et de l'absence de soins.

Pourtant la faim, la maladie, la pauvreté ne sont pas une fatalité, mais le résultat de la domination du capital financier sur la production et la distribution des marchandises.

Les échanges de marchandises et les mouvements de capitaux se concentrent entre les pays capitalistes. Les pays dits « en voie de développement » représentaient en 1989 environ 21 % du commerce mondial, contre 28 % en 1980. Les flux d'investissements internationaux, malgré les mouvements de délocalisation vers les pays à bas coûts de main-d'œuvre, ont pour zone de prédilection l'Europe et les Etats-Unis. La faillite des théories bourgeoises sur « le développement » est totale, avec celle des diverses variantes du « socialisme dans un seul pays ».

En fait, des peuples et des régions sont rejetés des circuits de production et d'échange sur le marché mondial. Des bidonvilles aux « villages » de brousse et de montagne, des millions d'hommes n'auraient plus bientôt d'autre contact avec la « civilisation » impérialiste que ceux organisés par les ONG, les nouvelles « missions » destinées à donner « bonne conscience » aux bourgeois et petits-bourgeois nantis, et à culpabiliser les travailleurs des pays capitalistes en leur montrant, dans toute la tradition chrétienne, « qu'il y a plus malheureux qu'eux ».

III.- EN URSS ET DANS LES PAYS DE L'EST DE L'EUROPE, LE PROGRAMME DE L'IMPERIALISME : PILLAGE ET DEPEÇAGE

Plus s'affirmait la faillite du « socialisme dans un seul pays », plus s'affir-

mais le cours restaurationniste de la bureaucratie de l'URSS, de la Chine et des pays de l'Est de l'Europe. Les prêts du FMI et des banques des grandes puissances impérialistes au cours des années 1970/1980 constituaient à la fois un ballon d'oxygène à court terme pour les bureaucrates et une corde passée à leur cou par les impérialistes. Pour régler leurs échéances ou obtenir de nouveaux prêts, les dirigeants devaient se soumettre de plus en plus aux « conditions » du FMI et détourner à l'exemple de Ceausescu une part de plus en plus croissante du produit social de l'investissement de la consommation vers le service de la dette. Cette forme encore indirecte de réintroduction de l'exploitation capitaliste s'accompagnait dans certains cas d'une forme plus directe, comme dans la création de zones franches baptisées « zones économiques spéciales » en Chine, où les impérialistes peuvent en toute liberté s'installer.

Utilisant le prétexte de leur propre naufrage pour déclarer « l'échec du communisme » et la « victoire » de « l'économie de marché », les bureaucrates sont disposés à livrer les peuples et les ressources de l'Est de l'Europe et d'URSS aux besoins des impérialistes, en espérant préserver leurs intérêts. Mais il n'y a place ni pour de nouvelles économies capitalistes, se substituant aux « économies socialistes », ni pour une nouvelle classe capitaliste dans ces pays. Ce que veut l'impérialisme, ce que sa nature parasitaire exige, c'est la domination du marché mondial, c'est l'instauration de rapports de dépendance, sur toute la planète.

Il ne suffit pas aux bureaucrates de se bombarder P-DG ou banquiers pour que le capital existe par un simple jeu d'écriture et un changement de raison sociale, ni pour qu'affluent les aides, les prêts, les investissements des pays capitalistes. Ce serait oublier que le capital est un rapport de production.

Le capitalisme s'est développé dans les vieux pays d'Europe en brisant les rapports féodaux qui entravaient le passage d'une accumulation primitive à une accumulation élargie. En libérant les for-

ces productives, les rapports de production capitalistes faisaient franchir à l'humanité une formidable phase dans son développement. Cependant ces rapports de production qui s'appuyaient sur des rapports de propriété se matérialisaient dans l'argent, dans des « choses », dans des moyens de production et donc d'exploitation, dans des titres, dans des « familles », dans des hommes.

Le capitalisme n'est pas une technique de gestion, d'organisation, de production, c'est un rapport de production qui engendre des techniques subordonnées à ses besoins. Aujourd'hui, mais cet aujourd'hui commence au début du siècle, la concentration du capital dans quelques puissances impérialistes, quelques groupes financiers, quelques monopoles dominant le marché mondial, ne permet plus la reproduction élargie du capital autrement qu'en détruisant le capital en surnombre, qu'en employant des méthodes parasitaires, formes accélérées de mise en valeur du capital sur des bases fictives, repoussant les échéances de destruction des forces productives. Et c'est ce capitalisme pourrissant qui exige d'entrer en maître en URSS, en Chine et dans les pays d'Europe de l'Est, mais ni pour y trouver un sang neuf capable de le régénérer, ni pour apporter autre chose que ce qu'il apporte aux millions de femmes et d'hommes du reste du monde, la misère, le chômage, la barbarie.

En URSS, les rapports sociaux issus d'Octobre ne sont pas une technique, un modèle, auxquels par décret il serait possible de substituer une autre technique, un autre modèle. Même si les impérialistes exigent avant toute chose que des lois instaurant les conditions de « l'économie de marché » (privatisation, libre concurrence) soient adoptées, il savent que la restructuration capitaliste passe par la destruction des rapports sociaux qui se matérialisent dans l'activité de millions d'hommes.

Les bureaucrates vivent en parasite sur les rapports sociaux d'Octobre, ils n'ont pas constitué une nouvelle classe ni instauré de nouveaux rapports de production. Ils pillent le produit social, le

détournent en partie pour organiser à leur profit des trafics avec le marché mondial. Pour préserver leurs positions, les couches les plus élevées de la nomenklatura veulent brader la propriété sociale. Mais pour constituer une classe capitaliste, il leur faudrait s'approprier les moyens de production et exploiter les travailleurs soviétiques. Or, malgré ses pillages, la bureaucratie n'est qu'un gestionnaire parasite de la propriété sociale, caste et pas classe, vivant de l'usufruit frauduleux de la propriété sociale qu'elle dilapidait, mais qu'elle ne pouvait transformer en capital.

Il ne suffit pas à un bureaucrate d'avoir « amassé » des milliards de roubles pour être un capitaliste, il n'est qu'un voleur qui pour utiliser son butin doit passer par les circuits parallèles de la mafia et des trafics. Il ne peut convertir ses roubles en action, en immeubles, en terres, en usines, il ne peut acheter la force de travail et l'exploiter. En l'absence de rapports sociaux capitalistes, la propriété privée demeure marginale : petits commerces, lopins de terre...

Ce que le capital financier attend des bureaucrates, c'est ce qui a été dit lors de la réunion du G7 en juillet 1991 à Londres à Gorbatchev. « *Assumez la mise en œuvre des réformes nécessaires au passage à l'économie de marché, nous nous chargeons du reste.* » De multiples techniques de privatisation ont été échaudées par les dirigeants et analysées par les experts de l'impérialisme. Pour ces derniers, « *le lancement rapide d'un programme de grande ampleur de privatisations mal préparées pour des raisons idéologiques, politiques ou sentimentales risque de déboucher sur une "économie de casino". C'est là une méthode inacceptable de la part de l'Etat pour se dessaisir des actifs de la collectivité ...* » Et d'ailleurs, « *en aucun cas la privatisation ne peut être considérée comme une panacée pour améliorer l'efficacité économique. La réalisation de cet objectif suppose essentiellement la création d'un environnement concurrentiel et la reconnaissance de principe des différentes formes de droits de propriété.* » (4).

Toutes les banques, tous les capitalistes insistent sur le préalable des lois de privatisation et des lois de libération des investissements étrangers, car ils savent que « *le capital est à l'Ouest et que les prêts, les investissements ou les joint-venture* » dépendent des décisions des impérialistes. Une fois le cadre de l'économie de marché mis en place, il serait possible, selon les experts, de procéder à des « *adjudications publiques* », mais de préférence après avoir « *rationalisé les entreprises publiques* ». Gigantesque programme aux conséquences dramatiques pour des milliers de travailleurs. En plus des maux propres à toutes les économies de marché, les experts bourgeois en relèvent deux qui caractérisent les économies de marché naissantes : « *la bureaucratie et son emprise écrasante sur les affaires économiques* » et la « *structure industrielle fortement monopolisatrice des pays d'Europe centrale et orientale* », ce qui prouve d'une part que les impérialistes ne comptent nullement voir se recréer une nouvelle classe capitaliste aux mœurs de maffiosi, et même qu'« *il est essentiel de briser cette emprise pour donner l'impulsion décisive au développement des marchés authentiques* ». Et d'autre part, qu'ils n'ont nullement l'intention, même en les privatisant, de s'appuyer sur les monopoles publics qui structurent ces économies.

Dans un rapport publié par l'OCDE, le FMI, la Banque mondiale et la BERD, les principales agences internationales de l'impérialisme, les experts, après avoir constaté l'échec de la perestroïka, écrivent :

« Plus grave encore, les directives présidentielles (*prises en octobre 1990 par Gorbatchev — NDLR*) passaient sous silence l'un des principaux risques que comportait la mise en œuvre graduelle de la réforme : le fait que le chaos au niveau de la production et de la distribution continuerait à se généraliser, ce qui rendrait la transition finale encore plus difficile et jetterait peut-être même le discrédit sur l'objectif fixé, à savoir la mise en place d'une économie de marché. »

Les experts de l'impérialisme, s'appuyant sur la chaos, résultat selon eux

« *des réformes progressives* » et de la « *libéralisation partielle des contrôles administratifs* », exigent des réformes globales et rapides (« *La libération des prix, la réforme des entreprises et la stabilisation macro-économique sont indissociables.* ») et proposent trois axes de réformes qui livreraient l'économie de l'URSS sans défense à l'étau du marché mondial.

1.- La déréglementation précoce globale de prix et la « *suppression du système de licenciements et autres restrictions quantitatives aux échanges commerciaux avec l'étranger* ».

2.- « *Retirer à l'Etat le contrôle et la propriété des entreprises pour qu'elles soient soumises à des dures contraintes budgétaires et opèrent selon les principes commerciaux.* »

3.- Réduire le déficit de l'Etat en supprimant les subventions aux prix et les dépenses non prioritaires « *de personnels et d'administration, les dépenses militaires, les subventions aux entreprises déficitaires* ».

L'application d'un tel programme conduirait à la fermeture de milliers d'entreprises et au licenciement de millions de travailleurs, à un appauvrissement considérable de la population. Ce serait livrer l'industrie et l'agriculture soviétiques à la concurrence internationale qui a déjà éliminé de la production des millions d'ouvriers et de paysans des pays capitalistes avancés, au nom de la modernisation. Or les économies de l'URSS et des pays d'Europe de l'Est, coupées de la division internationale du travail, ne peuvent sans de brutales restructurations, même dans les secteurs privilégiés pour cause de « *course aux armements* », entrer en compétition ni avec les économies des pays capitalistes ni avec les économies « *délocalisées* » des pays d'Extrême-Orient.

L'intégration des économies de l'Est à la division internationale du travail impliquerait, en dehors de toutes protections, sous la direction du seul capital existant, celui des pays impérialistes, non pas le remplacement des anciennes entreprises par des entreprises privées, mais une forme de colonisation : destruction

des anciens rapports de production et des structures productives ; création d'unités de production « compétitives » tournées vers l'exportation, destruction de millions d'emplois, retour vers des forces d'économie de survivance agricole et artisanale, secteurs industriels en ruine et terres en friches.

Le capital financier n'a nullement l'intention d'aider les « futures » nouvelles économies de marché à combler leurs retards techniques et de productivité par rapport aux pays capitalistes. Il en est incapable, mais ce qu'il attend de la restauration de l'économie de marché en URSS, c'est la possibilité de piller sans entrave les ressources naturelles (pétrole, mines...), de dépecer certains secteurs, et d'exploiter une force de travail qui se substituerait à celle, trop coûteuse, des pays capitalistes avancés.

D'ailleurs, les experts de l'OCDE et du FMI ne laissent, dans leurs rapports, d'autres perspectives à l'URSS que celles des pays arriérés : « *La taille même de l'Union soviétique fait que l'assistance de l'Occident ne peut jouer tout au plus qu'un rôle d'appoint dans le processus de réforme (...). On pourrait par contre accorder une aide alimentaire (...), divers types d'assistance technique pourraient aider à ouvrir la voie à ce genre de réforme. La compétence et l'expérience occidentales, y compris celles du secteur privé, pourraient servir à élaborer des politiques, à créer de nouvelles Constitutions et à mettre en place un cadre politique approprié (...).* »

(...) Il sera peut-être aussi justifié de soutenir la balance des paiements pour permettre des importations supplémentaires de biens d'équipement. »

Des prêts pour acheter des marchandises aux trusts capitalistes et augmenter l'endettement, donc le moyen de pression du FMI qu'il sait si bien utiliser. Même si les investissements étrangers demeurent très faibles, en quelques

années, quelques mois même, le processus de colonisation, de pillage et de dépeçage des économies des pays d'Europe de l'Est s'est dessiné. Des lois libéralisant les investissements étrangers, autorisant les capitalistes à être majoritaires dans le capital des nouvelles sociétés, à être exonérés d'impôts et à s'approprier 100 % de leurs bénéfices ont été adoptées en Bulgarie, en Hongrie, en Pologne, et bien avancées en URSS.

Les joint-venture créées ou envisagées (les plus fréquentes) concernent le tourisme et le commerce, comme dans les pays dominés, mais aussi la recherche, l'ingénierie et l'audit, pour procéder aux restructurations, pour utiliser les chercheurs sur place aux salaires en vigueur, moins élevés que dans les pays capitalistes. Les autres domaines de prédilection des capitalistes concernent l'informatique, les communications et les transports. Mais rien dans l'industrie ! Dans le cas des télécommunications, on assiste à la mise en place de réseaux vendus par les trusts capitalistes, se superposant aux anciens. « *Ce système risque de donner naissance à des télécommunications à deux vitesses dans les pays de l'Est* » (*Le Monde*, 25 septembre 1990), correspondant à des économies à deux vitesses, l'une à capitaux étrangers, l'autre en friche.

Michel Dauberny

(1) FAO : Organisation pour l'agriculture et l'alimentation des Nations-Unies.

(2) La production n'est plus réalisée en Europe ou aux Etats-Unis mais dans des régions (Asie du Sud-Est, zone franche d'Amérique latine) à faibles coûts de main-d'œuvre.

(3) *Forum du développement* n° 146, mars-avril 1990.

(4) J. Von Brabant, « *Transformation des économies planifiées : réforme du droit de propriété et stabilité macro-économique* », édité par le Centre pour la coopération avec les économies européennes en transition (OCDE) - 1991.

... et dans d'autres pays, les investisseurs étrangers ont été encouragés à investir dans les secteurs clés de l'économie. Les lois de libéralisation des investissements étrangers ont encouragé les investisseurs étrangers à investir dans les secteurs clés de l'économie. Les lois de libéralisation des investissements étrangers ont encouragé les investisseurs étrangers à investir dans les secteurs clés de l'économie.

Dans un rapport publié en 1980, le FMI et la Banque mondiale ont déclaré que les pays en développement ont besoin de plus de capitaux étrangers. Ils ont appelé à une libéralisation des investissements étrangers. Ils ont appelé à une libéralisation des investissements étrangers.

... les investisseurs étrangers ont été encouragés à investir dans les secteurs clés de l'économie. Les lois de libéralisation des investissements étrangers ont encouragé les investisseurs étrangers à investir dans les secteurs clés de l'économie. Les lois de libéralisation des investissements étrangers ont encouragé les investisseurs étrangers à investir dans les secteurs clés de l'économie.

Leur Europe et la nôtre

Par le secrétariat de l'AET

A Komlo, en Hongrie, à l'appel du Conseil ouvrier de Komlo et de l'Alliance européenne des Travailleurs (AET), 200 délégués venus de 17 pays de toute l'Europe se sont réunis.

Le secrétariat de l'AET, pour faciliter la discussion, avait préparé une contribution analysant certains aspects de la politique de privatisation et de restructuration conduite par la CEE et le FMI dans toute l'Europe. Cette contribution met en évidence, à partir d'une étude des conséquences de ces plans dans les différents pays, l'unité des problèmes auxquels les travailleurs d'Europe sont aujourd'hui confrontés.

Avec l'autorisation du secrétariat de l'AET, nous publions ce document dans *La Vérité*. On trouvera en annexe la déclaration finale adoptée par les délégués lors de la Conférence de Komlo.

I.- LA PRIVATISATION, « L'ECONOMIE DE MARCHÉ », SONT-ELLES UNE SOLUTION FACE À LA BANQUEROUTE ET À L'EFFONDREMENT DES REGIMES STALINIENS ?

Tous les grands de ce monde, ceux qui l'étaient jusqu'à hier et ceux qui le sont encore aujourd'hui expliquent que pour sortir l'URSS de l'impasse la seule solution, c'est l'abolition de la propriété sociale, qu'ils identifient avec la bureaucratie stalinienne corrompue et déchuë.

Tout d'abord Bush, qui fait dépendre tout accord financier d'actes rapides et clairs en direction de la privatisation ; puis J. Baker, son ministre des Affaires étrangères, qui recommande « *aux autorités de Moscou comme à celles des républiques Baltes de travailler rapidement et étroitement avec le FMI (...). Le FMI a en effet une expérience considérable de stabilisation et de restructuration de diverses économies* » (*International Herald Tribune* du 9 septembre 1991). Le FMI et son directeur général, Michel Camdessus, parlent le même langage et prônent « *un ajustement qui soit*

universel ». Jacques Delors, de la CEE, abonde dans le même sens et ne cache pas que « *le passage à l'économie de marché* » sera accompagné « *de rudes sacrifices* » (*Libération* du 6 septembre).

Tous voient le salut dans l'abolition de la propriété sociale et ce sont les bureaucrates staliniens qui ont tourné leur veste — après avoir tous, comme Gorbatchev et Eltsine, fait carrière depuis des décennies dans l'appareil brejnevien et dans le KGB — qui répètent aujourd'hui les discours de Bush, du FMI et de la CEE avec le plus d'acharnement.

L'introduction de l'« économie de marché » commencée par Gorbatchev, défendue avec les chars des auteurs du coup d'Etat et accélérée aujourd'hui en commun par Eltsine-Gorbatchev, c'est, malgré toutes les différences, le dénominateur commun à toutes les fractions de bureaucratie usurpatrice des moyens de production, source de la vie et de la survie pour des millions et des millions de travailleurs et paysans soviétiques.

« De rudes sacrifices... »

Mais quels sont les « rudes sacrifices » dont parle Jacques Delors, président de la commission de la CEE ? Un responsable soviétique du ministère du

Travail a, selon le journal *Troud* (avril 1990), donné une première estimation de ce qu'est « la transition vers l'économie de marché », puisque selon lui « plus de 50 millions de Soviétiques devront changer d'emploi d'ici à l'an 2000 et nombre d'entre eux seront au chômage pour une période plus ou moins longue ».

La menace, c'est que le taux d'inflation, actuellement déjà autour de 200 %, passe à 1 000 %, ce sont les 20 millions (selon les « optimistes ») ou 40 millions (selon les « pessimistes ») de chômeurs jetés sur le pavé par la politique de privatisations des grands moyens de production qui équivaut déjà, d'après les estimations unanimes des conseillers de Gorbatchev/Eltsine et les cercles dirigeants du FMI, à la fermeture d'environ la moitié des entreprises.

On comprend mieux les inquiétudes exprimées par le journal *Straits Times* de Singapour :

« La menace des "durs" a sans doute disparu avec l'échec du coup, mais pas la menace de troubles et de soulèvements des masses qui est potentiellement plus dangereuse. Une marche accélérée vers l'économie de marché signifiera inévitablement que des millions de gens seront chassés de leur emploi, et même ceux qui le conserveront seront mécontents de la suppression des subventions. »

Jacques Delors, représentant de la CEE, partage ces préoccupations liées au passage à l'économie de marché qui nécessite, selon lui, non seulement des millions de chômeurs, mais aussi une lutte contre « le laxisme budgétaire et salarial » (lire : augmentation radicale des prix des produits de première nécessité et blocage des salaires).

« Tout dépendra de la capacité de ces pays à supporter le choc d'une intégration économique... » (*Libération*, le 6 septembre 1991).

Nous reviendrons plus tard sur l'expérience de la politique d'un an et demi d'application du plan Balcerowicz, du « passage à l'économie de marché » préconisé par le FMI et la CEE et mis en œuvre en Pologne dans le cadre de la table ronde, c'est-à-dire par la concertation entre la « nouvelle nomenklatura »

autour de Walesa et l'ancienne nomenklatura, les débris de l'appareil stalinien de Jaruzelski.

II.- 10 ANS DE « RESTRUCTURATIONS- MODERNISATION » DE LA CEE ET « D'AJUSTEMENTS STRUCTURELS » DU FMI : UN PREMIER BILAN

Delors, toujours dans la même interview parue dans *Libération* du 6 septembre, prétend que la CEE aurait entraîné un développement économique sans précédent au point qu'elle serait pour les peuples de l'est de l'Europe, y compris pour les Soviétiques, une référence, un symbole fort.

Les travailleurs non seulement des 12 pays membres de la CEE, mais aussi de toute l'Europe, de ce qui fut l'Ouest et l'Est, sont en droit d'exiger un bilan.

Un développement économique sans précédent ? Certainement pas pour les chômeurs dont le nombre, en conséquence des restructurations survenues en particulier dans la grande industrie d'Europe (chantiers navals, sidérurgie, mines), a doublé en 15 ans dans les 12 pays de la CEE et atteint aujourd'hui le chiffre de 20 millions officiellement reconnus.

Certainement pas non plus pour ceux qui vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Comme l'explique un rapport de la Commission économique européenne elle-même, publié dans *Le Monde* du 25 novembre 1989 :

« L'ensemble de la CEE comporte 44 millions de pauvres, estime un rapport de la Commission publié le 23 novembre à Bruxelles. Ce chiffre établi à partir des dernières estimations disponibles, c'est-à-dire celles de 1985, est à comparer aux 320 millions d'habitants des douze pays européens. La pauvreté frappe donc 14 % de la population totale, mais le rapport constate aussi une aggravation, puisque dix ans plus tôt, il y avait 38 millions de personnes dans cette situation. »

Avant d'entrer dans les détails de la politique de restructurations et d'ajustements de la CEE, une première question se pose : où sont les milliards qui ne sont allés ni dans la production, ni dans la satisfaction des besoins élémentaires de dizaines de millions d'hommes et de femmes dans les douze pays d'Europe qui sont parmi les plus riches du monde ?

La prédominance de la spéculation

« Chaque jour, 700 milliards de dollars sont promenés d'un bout de la planète à l'autre. 5 % au maximum servent à des fins commerciales. »

Voilà ce qu'explique avec une franchise remarquable André Kostolany, lui-même spéculateur en Bourse, dans la revue allemande *Stern* du 4 juillet 1991, et qui exprime en effet ce qu'on entend par « *vrai développement* ». Quelle est cette économie qui ne satisfait pas aux besoins des hommes, mais à la spéculation, à un parasitisme inimaginable au détriment de toute la civilisation humaine ? 5 % seulement des capitaux engagés sur le marché mondial relèvent d'échanges de biens, et 95 %, c'est-à-dire plus de 600 milliards de dollars (la moitié de la dette extérieure des pays de l'Est et des pays dépendants en Afrique, en Asie et en Amérique latine !) sont, chaque jour, le fruit de mouvements spéculatifs !

Comme le remarquait *Le Monde Diplomatique* (novembre 1987) les profits obtenus grâce aux plus-values spéculatives et au niveau élevé des taux d'intérêts (...) sont très supérieurs à ceux procurés par les investissements productifs (...). Les entreprises sont rationnellement conduites à augmenter leurs placements sur les marchés financiers où ils ont été multipliés par dix depuis 1980, plutôt qu'à s'y procurer les moyens de financer leurs investissements (...). C'est ce que le même journal appelle la financiarisation de l'économie, soit la prédominance absolue du capital spéculatif sur le marché mondial. Le cadre qui veille au respect mondial de ces règles de faits, c'est le FMI, ce qui se traduit à son niveau par les plans de remboursement

des dettes qui croissent automatiquement avec la dynamique destructive décrite ci-dessus. La CEE organise cette politique à l'échelle de toute l'Europe et pas seulement des pays qui en sont formellement membres. Elle vise plus particulièrement, au nom de la préparation du marché unique de 1992/1993, à mettre en concurrence la classe ouvrière de tous les pays d'Europe avec les situations sociales les plus défavorables sur le marché mondial.

Cette prédominance du capital spéculatif, cette spéculation au détriment de l'investissement dans la production se traduisent dans les entreprises par la méthode du « *just in time* » (juste à temps) qui tend à réduire au maximum le temps de stockage pour libérer au plus vite les trésoreries vers la spéculation. Cette méthode véhicule toutes les offensives de flexibilité, c'est-à-dire l'attaque contre toutes les conventions collectives arrachées par les travailleurs avec leurs syndicats indépendants et l'introduction de toutes sortes de formes de travail précaire. Elle illustre le processus qui tend à briser toutes les contraintes sociales, obstacles au profit maximum.

Généralisation du travail précaire

Ainsi, « *le nombre des travailleurs à temps partiel dans les pays industriels à économie de marché s'est accru de 30 % environ au cours des dix dernières années* » (*Revue internationale du Travail*, vol 129, 1990, n° 1). C'est une des formes de travail précaire que le patronat s'efforce de plus en plus d'imposer comme la norme aux jeunes entrant sur le marché du travail. En Espagne, 30 % de tous les emplois sont soumis à des conditions de précarité, et ces conditions sont généralisées à pratiquement toute la jeunesse. Au Portugal, suivant un rapport de l'UNESCO, 200 000 enfants sont condamnés à travailler comme au XIX^e siècle.

En France, entre 1982 et 1989, le travail précaire a augmenté de 100,3 % alors que le nombre des salariés n'augmentait que de 0,7 % (selon l'Institut national des Statistiques et de l'Emploi-INSEE). C'est ainsi que selon une autre

source, le pourcentage de ceux qui travaillent dans des conditions précaires est passé de 13 à 18 % de l'ensemble des salariés entre 1984 et 1988. Le développement gigantesque du travail précaire frappe en premier lieu les jeunes de moins de 25 ans. Au total, sur 8,5 millions de jeunes entre 16 et 25 ans, 1,3 million sont en travail précaire (sans prendre en compte ce qu'on appelle en France les jeunes en stages d'insertion à la vie professionnelle, SIVP, et ceux qui sont soumis au régime du revenu minimum d'insertion, RMI) et un autre million se trouve au chômage. Actuellement les jeunes gagnent en moyenne 20 à 30 % de moins que dans les années soixante-dix.

En Allemagne, le gouvernement Kohl veut licencier environ 700 000 travailleurs de la Fonction publique à l'est et en réembaucher une partie (280 000) comme travailleurs précaires, ce qui amputera leur salaire (70 % de l'ancien salaire), diminuera leurs congés, etc.

Au Danemark, le gouvernement vient d'introduire une loi qui oblige les jeunes chômeurs à travailler en marge de toute convention collective, pour un quart du salaire normal.

Partout aujourd'hui, les gouvernements passent à une offensive de généralisation du travail précaire.

Dans le même temps, on assiste à une attaque en règle contre le salaire minimum garanti, contre les protections collectives de rémunération au profit d'une rémunération individualisée qui vise à émietter la capacité de résistance collective de la classe ouvrière, ce qui conduit à la surexploitation et à l'arbitraire.

La mise en concurrence organisée par la CEE équivaut à la remise en cause de tous les mécanismes sociaux protecteurs dans tous les pays, c'est-à-dire à l'alignement sur les pires conditions et au recul social généralisé.

La destruction des bases industrielles

Les mêmes mécanismes jouent contre l'emploi. La sidérurgie européenne « entre 1980 et 1987 a comprimé ses

effectifs de plus de 250 000 personnes » (*Science et Vie économique* n° 45).

C'est un des secteurs les plus touchés par la politique de restructurations de la CEE.

En France, plus de 100 000 emplois ont été supprimés en dix ans, dont la moitié dans la seule sidérurgie lorraine et 15 000 de 1987 à 1991 à Usinor-Sacilor. La Lorraine, d'ailleurs, avec la Ruhr et la Wallonie, berceau de l'industrie européenne, est devenue une sorte de laboratoire de la CEE en matière de modernisation-restructuration, devenue synonyme de fermetures pures et simples, c'est-à-dire d'une politique de désindustrialisation avancée au profit de la spéculation financière.

Comme l'explique la revue *L'Economie Lorraine* d'avril 1990 : « Aucune région d'Europe n'a perdu proportionnellement autant d'emplois (110 000) que la Lorraine. »

Pour les chantiers navals, en dix ans, la production a régressé de 50 % dans la CEE (source : Rapport CEE du 10 décembre 1987).

Dans l'automobile, où déjà 100 000 emplois (soit environ 40 %) ont été supprimés en France en dix ans et près de 200 000 en Grande-Bretagne (*L'Usine Nouvelle* du 9 février 1989), de nouveaux licenciements massifs sont d'ores et déjà prévus pour les années à venir, cadrés par l'accord de la CEE avec le Japon concernant le partage des marchés.

Mais ces restructurations massives ne touchent pas seulement la vieille industrie lourde. Le secteur des nouvelles technologies (informatique), présenté pendant des années comme une industrie porteuse d'avenir et fertile en emplois de substitution, est touché presque aussi violemment.

« La plupart des grands groupes informatiques internationaux, dont le numéro un IBM, ont annoncé ces derniers temps des restructurations d'effectifs pour faire face aux difficultés du secteur (...). Unisys a en effet rendu public un plan qui prévoit la suppression de 10 000 emplois (...). La grande réorganisation de Philips bat son plein. Plus d'un an après avoir annoncé près de 10 000 licenciements sur un total de

272 000 emplois (à la fin 1990), le groupe électronique néerlandais a déclaré mardi qu'il avait conclu un accord de principe avec l'entreprise américaine Digital Equipment Corporation (DEC) (...). Toutefois, aucune garantie sur le personnel ne peut être apportée, affirmait-on hier à Digital »

informe le journal *La Libre Belgique* du 24 juillet 1991.

En France aussi, une vague de licenciements frappe l'informatique, comme chez Bull à Belfort où ne devraient rester en janvier prochain que 430 salariés sur les 1 450 qu'emploie l'usine (*Le Monde* du 18 septembre 1991).

C'est une concurrence féroce qui amène de plus en plus les trusts à transférer les lieux de production — du moins ce qu'il en reste après dégraissage — vers les endroits où sévissent les meilleures conditions d'exploitation de la main-d'œuvre. Comme l'explique Jacques Maillot, président de l'Agence de développement économique de Belfort :

« L'Irlande offre des ponts d'or aux constructeurs informatiques étrangers en leur proposant dix à vingt ans d'exonérations fiscales et des charges sociales inférieures de 60 % au niveau français ! » (*Le Monde* du 18 septembre 1991).

Les restructurations et fermetures s'accroissent d'autant plus qu'elles s'insèrent elle-même dans la spéculation. *Le Monde* diplomatique constatait : « *Les fusions et les restructurations, et les énormes profits qu'elles procurèrent, continuent à faire le malheur de milliers de gens. Pendant la seule année 1986, 600 000 emplois ont été rayés de la carte par le grand capital financier.* » (*Le Monde Diplomatique*, novembre 1987). Des rachats d'entreprises se font parfois au moyen de « junk bonds » (obligations pourries) qui récompensent un haut risque par une rémunération d'un aussi haut niveau. Généralement les entreprises ainsi rachetées sont totalement dépeçées et leurs unités industrielles démantelées. C'est un usage particulièrement répandu dans l'informatique.

Le processus de désindustrialisation a été jusqu'ici tel qu'il a abouti au Royaume-Uni, en Belgique et en Espa-

gne en 10 ans à des diminutions de la production manufacturière variant de 24 à 29 % (source : *Revue internationale du travail*, 1989, n° 5). Dans les années quatre-vingts, la proportion des personnes employées dans l'industrie a chuté dans tous les Etats de la CEE pour lesquels des chiffres sont disponibles à un taux voisin de 33 % pour l'ensemble de la communauté (source : Commission de la CEE).

Remise en cause de la Sécurité sociale

Partout cette diminution de l'emploi aboutit à un rétrécissement du volume des rentrées dans les fonds de Sécurité sociale. Dans un rapport intitulé « *L'Acte unique ouvre-t-il l'espace social européen ?* », E. Vogel-Polsky, professeur de droit social européen à l'université de Bruxelles, constatait « *dans tous les Etats-membres (de la CEE) un démantèlement de l'Etat compensateur et un affaiblissement continu des différentes formes de protection sociale organisée par la Sécurité sociale ou l'assistance sociale* ».

Conséquence, un document de la CEE relate la progression, pays par pays, du système d'enveloppes budgétaires attribuées aux hôpitaux, enveloppes qui peuvent être modifiées par les gouvernements et qui amènent les hôpitaux à considérer le critère de rentabilité avant celui de santé.

Dirigés par la CEE depuis Bruxelles, tous les gouvernements, quelle qu'en soit la couleur, avancent une politique dite de « maîtrise des dépenses de santé ».

Voilà comment la santé devient une marchandise, le malade un client, le médecin un administrateur de dépenses et l'hôpital une entreprise qui, comme toute entreprise capitaliste, devrait respecter le principe de la rentabilité économique. La conséquence qu'en tire l'un des plus grands professeurs français, le Professeur Paul Milliez, est que « *l'inégalité devant la maladie est redevenue un état de fait en France en 1990* ».

C'est ainsi qu'en France le gouvernement a instauré en 1983, par une loi, le « *budget global hospitalier* » qui impose aux hôpitaux un financement arbitrai-

rement défini par l'Etat, non plus en fonction du nombre de malades et de leurs besoins, mais en fonction de ce qu'il estime possible d'avancer (c'est-à-dire de moins en moins). En conséquence, le gouvernement prévoit par exemple de reconvertir 20 000 médecins, de supprimer 60 000 lits d'hôpitaux et de fermer 300 des 500 services d'urgence actuellement existants, et cela dans des conditions où déjà se multiplient les cas de décès faute de soins appropriés et rapides dans les hôpitaux (comme par exemple la mort d'un enfant début septembre dans la ville de Lyon). Dans le même temps, 40 000 licenciements sont prévus à la Sécurité sociale.

En Allemagne, la prétendue réforme Blüm de 1989 a considérablement augmenté les forfaits hospitaliers, les frais supportés par les malades pour les soins dentaires, ophtalmologiques, etc. Le gouvernement veut supprimer 15 000 lits d'hôpitaux dans une première étape, puis 54 000 autres, tandis qu'il ferme les polycliniques les unes après les autres dans la partie orientale du pays. A tel point que le syndicat de la Fonction publique, l'ÖTV, déclare : « 21 000 médecins environ vont se trouver contraints de tenter l'aventure de l'installation à leur compte ou bien seront menacés de chômage. Au moins 100 000 employés, en majeure partie des femmes, exerçant des professions médicales aux qualifications intermédiaires, sont menacés de chômage immédiat (...). Le système de santé hospitalier est au bord de l'infarctus. »

En Italie, la décision prise en 1975 de fermer les hôpitaux psychiatriques a livré à l'abandon et à la rue les malades mentaux, dont la moitié sont morts dans les dix-huit mois qui ont suivi cette fermeture.

En Espagne, 30 000 médecins sont chômeurs alors que l'état sanitaire de la population se dégrade. En décembre 1989, 200 000 malades étaient inscrits sur les listes d'attente pour être opérés.

En Angleterre, où il y a dix ans, avant les destructions commises par Thatcher, il y avait un système de santé gratuit et efficace, la gratuité est conservée mais le

système est à ce point dégradé que plus d'un million de personnes attendent d'être opérées depuis plus d'un an... Pour la seule année 1989, 24 enfants sont morts faute d'avoir pu être hospitalisés à temps dans un service de soins intensifs. Pour les riches, par contre, des systèmes privés et chers sont mis en place qui garantissent les soins immédiats.

Voilà comment se met en place un système à deux vitesses, dégradé pour les pauvres et efficace pour les riches, comme au XIX^e siècle.

Cela est exprimé clairement dans une interview accordée à la revue *Ibermedica* par Julian Garcia Valverde, le nouveau ministre de la Santé espagnol (l'Espagne est membre de la CEE depuis 1986), et auparavant président des Hauts Fourneaux de la Méditerranée :

« Les services de santé publique ne peuvent garantir toutes les prestations techniquement possibles à tous les citoyens et dans des conditions identiques (...). On doit débureaucratiser le système en refusant la conception actuelle d'entreprise publique et chercher de nouvelles formes alternatives avec des compagnies d'assurances dans une orientation vers le privé. »

Pour ce qui est du prix des médicaments, la politique d'homogénéisation des prix dans la CEE devrait « se traduire à terme par une hausse des prix dans les pays où ceux-ci sont particulièrement faibles » (*Problèmes économiques* n° 2186 du 8 août 1990).

Remise en cause des retraites...

La remise en cause de la Sécurité sociale vise également les pensions : réduction de leur montant par modification des règles de calcul (Espagne, Grande-Bretagne), report de l'âge d'accès à la pension (projets en cours en France, en Belgique). Des commissions travaillent déjà à la remise en cause des pensions aux Pays-Bas, en Italie, en Hongrie (source : rapport Chottard, patronat français).

Voici ce que prévoit un projet de loi du ministre Marini en Italie sur les pensions et retraites : augmentation de l'âge de la retraite de 60 à 65 ans pour les

hommes et de 55 à 60 ans pour les femmes ; calcul du montant de la retraite sur la base des dix dernières années et non plus sur la base actuelle des cinq dernières années dans le privé et de 87 % du dernier salaire dans le public ; suppression de l'acquis sur les pensions des employés du service public — 20 à 25 ans de temps de travail pour avoir droit à la retraite contre 35 ans dans le privé.

...de l'enseignement...

La préparation du marché unique européen est également le prétexte à une harmonisation européenne de la fiscalité des entreprises qui aboutit à une diminution de la taxation du capital, les entreprises ayant par ailleurs institutionnalisés la fraude fiscale qui est érigée au niveau d'un art dans les multinationales. Les moindres rentrées fiscales ont pour conséquence une attaque en règle contre les budgets sociaux, en particulier l'enseignement. M. Lourié, un responsable de l'UNESCO, constate dans un rapport : « *Dans les pays industrialisés, si dans les années 1960 à 1965, il y avait un taux de croissance annuel de 10 % des dépenses d'éducation d'une année sur l'autre, nous nous trouvons aujourd'hui avec un taux d'à peine 1 %.* » Il parle à ce sujet d'une tragédie ! Liée à l'introduction de la flexibilité, cette orientation contre l'enseignement convient parfaitement au patronat qui y voit l'occasion de prendre l'enseignement sous son contrôle. Dans un résumé d'une journée du patronat belge consacré à l'enseignement (juin 1985), on revendique autonomie et responsabilité de l'école, laquelle devrait pouvoir trouver ses impulsions dans un conseil scolaire réunissant enseignants et membres extérieurs issus notamment des milieux économiques. En France, « *les entreprises revendiquent une part de responsabilité avec le système éducatif dans la formation initiale qui n'est que le premier pas avant les formations d'insertion et la formation continue* » (Journée de Deauville du patronat français, 1986). Le patronat considère qu'avec la flexibilité, il n'a plus, dans la majorité des cas, besoin d'une main-d'œuvre qualifiée

pouvant prétendre à un niveau garanti de rémunération mais bien d'une main-d'œuvre exploitable à l'infini et surtout parcellisée en autant d'individus, contre la capacité de se défendre comme classe sociale. De là la volonté de revenir à l'entrée précoce des jeunes dans les usines d'où découlent selon les pays l'« *apprentissage industriel* » (Belgique), les stages (dans toute la CEE), la « *formation en alternance* », l'utilisation abusive des contrats d'apprentissage.

En France, par exemple, le ministre de l'Education nationale, Lionel Jospin, est en train de parachever un processus largement entamé depuis plusieurs années, celui de la liquidation de la formation professionnelle, de l'instruction publique et des diplômes nationaux qu'elle délivre. Le ministre, contre la volonté de centaines de milliers de lycéens et contre les enseignants, a présenté une réforme d'ensemble des enseignements et programmes de l'enseignement secondaire. Que contient cette réforme ? Diminution des heures d'enseignement dans les lycées ; appel à des personnel non qualifiés, nommés « *intervenants extérieurs* », pour animer des activités diverses et variées en lieu et place de l'enseignement indispensable pour l'obtention de diplômes qualifiants ; mise en place progressive de baccalauréats maison non reconnus nationalement, donc sans valeur sur le marché du travail et dans les conventions collectives. C'est pour les mêmes raisons que le Certificat d'aptitude professionnelle (CAP), diplôme professionnel préparé en trois ans dès l'âge de 14 ans, est totalement rayé de la carte par M. Jospin. Déjà deux jeunes sur trois ne connaissent que le chômage ou le travail précaire en sortant de l'école depuis 1984 ! C'est toute la jeunesse qui est maintenant visée, y compris celle qui peut entreprendre des études supérieures.

La grève des étudiants de 1986 avait chassé le ministre Devaquet et sa réforme, mais Jospin l'a intégralement reprise : création de deux catégories de facultés : 7 ou 8 pôles européens universitaires, le reste de seconde zone ; diplômes différenciés par faculté donc sans la

même valeur nationale ; mainmise du patronat utilisant les jeunes diplômés en stage, déterminant les formations ; mise en place d'un système de prêts comme en Grande-Bretagne, qui entraînera l'endettement des étudiants et interdira l'accès aux études supérieures à des milliers de jeunes sans moyens...

...et des services publics

Les méthodes utilisées par les Etats de la CEE contre les services publics annoncent, à petite échelle, ce que sont les objectifs capitalistes contre la propriété sociale à l'Est. Dès 1988, le ministre allemand Schwartz-Schilling annonçait à propos des postes : « *Nous garderons tout ce qui a fait ses preuves, mais il faut abandonner tous les canards boiteux* » (*Mittelstands Magazin* n° 1/88). Dans toute la CEE, les services publics sont transformés graduellement en entreprises publiques. Le remplacement du mot « service » par le mot « entreprise » traduit la priorité du profit sur le service rendu à la population. Dans certains pays, ces entreprises publiques font appel aux capitaux privés et vont devenir de pures sociétés anonymes. Le patronat belge fixait un objectif en décembre 1987 : « *Il faut nous introduire dans le monopole d'Etat des postes et télécommunications.* » Ainsi, par exemple en France, en Allemagne et dans d'autres pays, des prestations de la poste ont été filialisées.

Les implications de la politique de la CEE pour toute l'Europe

Mais il serait erroné de croire que cette politique de la CEE de désindustrialisation, de démantèlement des services publics, de la santé et de l'enseignement, d'attaques contre les conventions collectives et de généralisation du travail précaire au service de l'encouragement à tout type de spéculations financières, se limite aux douze pays de la CEE.

En Suisse...

Prenons deux exemples, ceux de la Suisse, souvent présentée comme « *un havre de bien-être* », et de la Suède, dont

la politique qualifiée à tort de « *troisième voie* » entre le capitalisme et le socialisme serait à l'origine des avantages de ses citoyens.

Le 17 septembre 1991, le Parlement suisse a ratifié une demande d'adhésion au Fonds monétaire international tandis que parallèlement des efforts sont poursuivis depuis des années en direction de l'adhésion à la CEE. Et c'est ainsi que le gouvernement suisse, comme tous les autres gouvernements d'Europe, applique la même politique de la CEE que celle qui est mise en place ailleurs. En 1991, des milliers de licenciements sont mis en route dans la Fonction publique (dont 1 000 pour la seule ville de Genève) ainsi que 10 000 autres dans 17 des 50 grandes entreprises privées. Le coût de la vie augmente avec des hausses des prix atteignant 10 % pour tous les citoyens suisses tandis que les trois plus grandes banques ont enregistré une croissance de leur bénéfices de l'ordre de 38 %.

C'est dans cette situation que le Conseil national — le gouvernement suisse — a adopté un projet de loi d'exonération fiscale pour les opérations financières de banques, leur concédant ainsi un cadeau d'environ 500 millions de francs suisses par an. En Suisse comme ailleurs, le maître mot des grandes banques et des trusts, c'est : « *Fermez les entreprises, enrichissez-vous dans la spéculation et on vous fera encore plus de cadeaux !* » Les patrons, ravis, demandent que soient mises les bouchées doubles pour l'adhésion au FMI et pour la collaboration rapprochée avec la CEE. « *Le temps presse, qui nous commande de régler notre système de gouvernement sur les principes d'économie privée (...). Le temps de l'action nécessaire à l'élaboration d'une politique consensuelle ne correspond plus aux impératifs économiques.* » (juin 1991, le président des associations patronales, Vorort).

...en Scandinavie

Quant à la Suède, le journal *Dagens Nyheter* de Stockholm s'explique clairement dans un article intitulé « *Bruxelles mène le jeu* » :

« Quand l'accord sur l'Espace économique européen (EEE) entre l'AELE (Association européenne de libre échange) et la CEE sera signé, il faudra se mettre en marche dans la direction opposée. Les membres du Conseil nordique devront adapter leur projet aux règles du jeu des communautés européennes. Les décisions du Conseil des ministres nordiques ne pourront aller à l'encontre des décisions prises à Bruxelles. Tout le travail législatif nordique, plus que centenaire, et la coopération économique devront en grande partie être abandonnés. »

« *Bruxelles mène le jeu* », voilà en effet comment on peut caractériser la politique du gouvernement suédois qui, en demandant formellement son adhésion à la CEE le 1^{er} juillet 1991, a tout fait pour rendre son action « *eurocompatible* ». Avec des mesures de rigueur, surtout depuis 1988, le gouvernement social-démocrate a porté de véritables coups contre les services publics avec la fermeture de crèches, des privatisations d'hôpitaux et des augmentations de prix des prestations des services publics de 10,4 % en 1990 et de 9 % en 1991. Les fleurons de l'industrie suédoise comme Volvo et SAAB-Scania ont licencié des milliers de travailleurs, tandis qu'en 1990 le trust Volvo a dégagé plus du tiers de ses bénéfices non de la production mais de la spéculation financière.

C'est ainsi que le taux de chômage est passé depuis 1988 de plus de 2 % à 3,2 % actuellement, « *ce qui est considéré ici (en Suède) comme une véritable catastrophe* » (*Le Monde* du 14 septembre 1991). Et selon des experts proches du gouvernement, il pourrait atteindre 5 à 6 % dans les deux années à venir. La grève générale de janvier 1990 et l'échec dans les élections générales du 15 septembre 1991, qualifié par beaucoup d'historique, du parti social-démocrate, le SAP, ont défait cette politique de « *troisième voie* » de plus en plus analogue à celle des autres gouvernements européens. Derrière cela, il y a la remise en cause de la place du capital suédois sur le marché mondial, en résultat des bouleversements récents. Tous les pays nordiques, la Norvège, la Finlande, et en

particulier la Suède, tenaient leur place et leur « *stabilité* » relative de la division de l'Europe, grâce à leur rôle de plateforme commerciale entre l'URSS (en cours d'éclatement), le COMECON (dissous) et la CEE (en crise). Avec la stabilité relative de ces pays s'effondre la place de la social-démocratie, et surtout du SAP suédois qui (avec Olof Palme notamment) a joué un rôle particulier dans le cadre de la collaboration économique et politique entre les pays capitalistes et la bureaucratie de Moscou.

Le bradage des entreprises publiques

Le maintien du système de profit, de la propriété privée des moyens de production, entraîne aujourd'hui, sous l'impulsion de la CEE, le démantèlement de la base même de la civilisation humaine, de l'industrie et des services publics, de la santé et de l'enseignement. Aucun secteur, aucun pays n'est épargné. C'est ainsi que par exemple, le pays le plus pauvre de la CEE, le Portugal, est amené à vendre trois fleurons de son secteur d'Etat : la banque Sociedade Financieira Portuguesa (SFP), le quotidien *Diário de Notícias* et la compagnie maritime Portline qui représentent à eux trois environ le tiers du produit intérieur brut du Portugal (*Le Figaro* du 12 avril 1991). Destinée à combler le déficit du budget de l'Etat qui ne représentait pas moins de 7 % du PNB en 1990, cette mise en vente représente un véritable bradage des biens publics acquis par la révolution portugaise de 1974 contre la dictature de Caetano.

A l'autre bout de l'Europe, en Grèce, qui ne connaît pas moins de pauvreté, les diktats de la CEE s'expriment là aussi, énoncés par le vice-président de la CEE, Henning Christophersen : « *Pour accorder la seconde tranche du prêt, la CEE devra être convaincue de l'application du programme de stabilisation qui devra être matérialisé le plus rapidement possible et, de toute façon, dans les délais impartis.* » (*Tribune de l'Expansion*, 31 mai 1991). En quoi consiste ce programme selon lequel la Grèce devrait s'engager « *réellement pour trois ans*

dans une politique de rigueur », faute de quoi la CEE suspendrait ses crédits ? « Réduire drastiquement le train de vie de l'Etat, ne plus en embaucher, mais dégrader le secteur public, privatiser 400 entreprises nationales, baisser le pouvoir d'achat réel des salariés. » (Tribune de l'Expansion, 31 mai 1991).

Les travailleurs grecs, comme les travailleurs de tous les autres pays d'Europe, n'acceptent pas cette politique, celle de l'« étai sans cesse plus serré de la CEE » (Tribune de l'Expansion).

Le jeudi 30 mai 1991, ils ont engagé, avec la puissante Confédération générale des travailleurs (CSCE), une grève générale qui a paralysé toute l'activité économique et toute la vie publique du pays.

Pays-Bas : impasse d'une politique, résistance des travailleurs

Le 17 septembre 1991 enfin, le gouvernement de coalition des chrétiens-démocrates (CDA) et socialistes (PvDA) des Pays-Bas, qui occupe actuellement la présidence de la CEE, a été confronté à un mouvement de grève générale de plus d'un million de personnes contre un budget qualifié par les syndicats comme une véritable provocation contre les travailleurs.

Voici un extrait du journal *Libération* du 18 septembre 1991 qui mérite d'être cité longuement puisqu'il montre comment la grève générale est un facteur de crise non seulement pour le gouvernement aux ordres de la CEE, mais surtout pour le parti social-démocrate (PvDA) qui défend cette politique en première ligne, à l'instar de tous les partis de la prétendue Internationale « socialiste » :

« Les trois principaux syndicats, FNV (socialiste), CNV (chrétien) et MHG (cadres) s'étaient réunis en un front commun qualifié d'"historique". L'appel a été entendu.

La présentation de ce budget 1992 a donné lieu à des manifestations sans précédent dans les grandes villes du pays.

Les syndicats néerlandais sont furieux envers le gouvernement de coalition des démocrates-chrétiens (CDA) et socialistes (PvDA), accusés de déchirer brutalement une couverture sociale déjà pas-

sablement rétrécie par neuf ans de rigueur économique. Entre toutes les mesures d'austérité annoncées hier, c'est bien le gel des prestations sociales relatives à l'incapacité de travail (900 000 personnes sont concernées aux Pays-Bas) qui a mobilisé, selon les syndicats, un million de personnes dans tout le pays.

Tout au long de l'été, cette question a suscité une spectaculaire tempête politique : la présidente du parti socialiste a démissionné et, le 26 août dernier, le gouvernement était prêt à tomber.

Hier les actions de protestation ont paralysé entreprises publiques et privées dans de nombreux secteurs. Les ports de Rotterdam, Amsterdam et Vlissingen ont été les plus touchés.

Les rassemblements dans les grandes villes ont été un succès : à Rotterdam, plus de 30 000 personnes ont hué le chef du PvDA, ministre des Finances et dirigeant syndical, Wim Kok.

D'après ce dernier, un tel budget est nécessaire pour "réduire l'Etat-providence et préparer le Grand Marché de 1993". (...) Le leader socialiste a annoncé des économies portant sur pas moins de 10,3 milliards de florins (31 milliards de francs) l'année prochaine.

(...) Outre le gel des prestations d'incapacité de travail ou la réduction des allocations-logement, le gouvernement réduira ses subventions aux transports publics, à l'Education et aux entreprises.

(...) Côté recettes supplémentaires, on va surtout piocher dans la poche des contribuables : augmentation des tarifs des transports publics de 6 %, des loyers et du tabac de 5 %.

Déjà, en juillet, le super avait augmenté 0,75 F et la vignette de 400 F. (...) Le parti socialiste de Wim Kok traverse la plus grande crise de son histoire et les imposantes manifestations d'hier démontrent qu'il ne peut plus s'appuyer sur sa base traditionnelle.

Selon un sondage paru lundi, les sociaux-démocrates passeraient de 31 % à 10 % des voix en cas d'élections. Les syndicats ont qualifié le budget de déclaration de guerre sociale et le puissant FNV demande aux socialistes de rompre avec les chrétiens-démocrates et de quitter le gouvernement. »

III. POURQUOI LE CAPITAL NE VEUT-IL PAS INVESTIR EN URSS ET DANS LES PAYS EST-EUROPEENS ?

Pendant les journées du coup d'Etat en URSS, tous les gouvernements, en Europe comme celui des USA, disaient qu'une « aide rapide », des « investissements » seraient nécessaires et souhaitables pour l'URSS.

Quelques jours plus tard, on en parlait moins fort, et aujourd'hui, il n'y a plus rien.

« A la suite de nos consultations, j'ai décidé de ne pas convoquer le Conseil européen consacré à l'aide à l'Union soviétique à brève échéance », a déclaré lundi 24 septembre le Premier ministre néerlandais, Lubbers, dont le pays assure la présidence tournante de la CEE (*Le Monde* du 26 septembre 1991).

C'est le trust français Indo-Suez qui réaffirme début septembre la position de tous les gouvernements et capitalistes occidentaux, déjà exprimée par Bush et par la réunion au mois de juillet à Londres des 7 pays les plus industrialisés du monde (sommet du G-7). « Les banques occidentales ne vont pas faire la queue pour prêter de l'argent à l'URSS. Tant qu'il n'y aura pas de sérieuses réformes économiques, c'est donner un chèque en blanc à l'Union soviétique. »

Et Bob Dale, figure de proue des Républicains aux USA, ajoute :

« Soyons prudents avant de faire le pas, réfléchissons avant de signer des chèques. Si la situation se détériore au point que l'ordre est menacé, alors il sera temps d'envisager une aide humanitaire. » (*La Tribune de Genève*, 31 août 1991.)

Pas de crédits, surtout pas d'investissements, peut-être quelques aumônes « si l'ordre est menacé » !

Personne ne sait où aller. Loin de se réjouir de la situation ouverte par l'échec du coup d'Etat, par l'échec aussi de la politique de la perestroïka, les représentants des capitalistes, leurs institutions et politiciens, craignent l'explosion so-

ciale face aux « restructurations » que le FMI et la CEE demandent, mais que la bureaucratie en dislocation, quelle qu'en soit la fraction, n'a pas la force d'imposer.

Déjà, face à la demande d'aide alimentaire de l'URSS pour l'hiver à venir, de l'ordre de 35 à 42 milliards de francs, Jacques Delors est perplexe (*Le Monde* du 19 septembre 1991) et exprime sa crainte : « Boris Eltsine risque de devenir aussi impopulaire de Mikhaïl Gorbatchev. » (*Journal de Genève* du 12 septembre 1991).

C'est le journal français *Les Echos* du 22 août, lequel exprime en général la position des patrons, qui précise la question soulevée après l'échec du coup d'Etat en URSS :

« Il reste à savoir si les Soviétiques seront mieux disposés à accepter la difficile mise en œuvre — voire l'accélération — des réformes économiques et surtout les effets supplémentaires qu'elle implique. »

Les « efforts supplémentaires », ce sont pour ces bons messieurs la progression de bien plus de 10 % du chômage en 1991/92 qui pourrait, selon les prévisions de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de l'OCDE, atteindre le nombre de 22 millions pour l'URSS et les pays de l'Est dès le début de l'année 1992.

Mais comment imposer les plans du FMI et de la CEE, les privatisations, etc., sans provoquer « l'explosion sociale » ? Qui doit le faire et comment ? Personne ne le sait.

Car si la mobilisation des masses ouvrières contre le coup d'Etat a disloqué complètement la bureaucratie héritière de Staline, elle n'a pas changé l'état d'esprit des masses des ouvriers et paysans de l'URSS auxquels se heurtaient déjà Gorbatchev et son équipe, au nom de la perestroïka.

C'est ainsi que Chataline, conseiller de Gorbatchev, affichait au printemps 1990 ses intentions : « Nous avons également une loi sur la propriété privée... Je veux défendre le patronat, sans cela on va piétiner... »

Mais à la question : « *Il y a-t-il des réticences dans la population ?* », il répond : « *Il y en a beaucoup, beaucoup trop. Aujourd'hui, l'attitude de la population envers le marché est négative.* » (*Le Monde* du 14 avril 1990).

La marche des mineurs roumains pour la défense de leurs salaires contre le gouvernement Iliescu-Roman qui voulait accélérer les réformes sous la tutelle du FMI déjà engagées par Ceausescu, les dizaines de grèves en Pologne comme par exemple celle des travailleurs d'Ursus (usine qui doit être privatisée et en conséquence « dégraissée » de la majorité de ses emplois), la résurgence d'un mouvement syndical indépendant en URSS : voilà « *l'attitude négative de la population* » qui n'a pas chassé les bureaucrates corrompus pour être chassée elle-même des entreprises.

Qui peut imposer ces « réformes » demandées par le FMI et la CEE, la destruction de la propriété sociale qui n'est pas autre chose que la mise au pas des travailleurs et des peuples ? Voilà la question essentielle pour Camdessus (FMI) et Delors (CEE) qui se plaignent de ce que « *la principale difficulté est de trouver des interlocuteurs dont on soit sûr qu'ils parlent au nom de tout le monde* » (*Le Monde*, 19 septembre 1991).

Alors que la bureaucratie de Moscou et ses anciens satellites se disloquent, il n'y a pas une « *force d'ordre* » face aux peuples et aux travailleurs qui ont commencé à se mettre en mouvement. Voilà la véritable raison des craintes des « *grands* » de ce monde.

Les discours de Bush, du FMI, de la CEE sur l'avenir radieux qui serait réservé aux pays de l'Est et à l'URSS s'ils se décident à s'engager dans le chemin de « *l'économie de marché* » font certes allusion à une vallée de larmes, aux sacrifices qui seraient nécessaires pour une période de transition qui serait suivie d'un véritable développement économique.

Mais comment les grands de ce monde peuvent-ils expliquer que les trusts capitalistes qui par millions licencient les travailleurs à l'Ouest, en Europe et aux

Etats-Unis, qui retirent l'argent par millions de la production de biens pour le faire circuler dans des opérations de spéculation financière de toutes sortes, dans le trafic de drogue et des armes, seraient-ils prêts à investir et capables de le faire à l'Est pour développer l'économie dévastée par les bureaucrates ?

Dans les cercles du pouvoir et de la finance à l'Ouest, on s'exprime plus clairement que dans les discours publics. C'est ainsi que quatre jours après la chute du Mur de Berlin, l'économiste français et proche de Mitterrand, Alain Minc, répondait à la question « *Y a-t-il un modèle pour l'Est ?* », de la manière suivante : « *Il ne faut pas se leurrer. Nous ne sommes pas le modèle de la Russie. Le modèle, c'est l'Argentine, c'est-à-dire un pays où il y a des bouts d'économie développée, des bouts d'économie sous-développée, l'ajustement par une inflation follement élevée, un système bureaucratique tenant à peu près le pays et une semi-liberté.* » (*La Tribune de l'Economie* du 13 novembre 1989). Depuis cette déclaration d'Alain Minc en 1989, l'évolution est telle que la comparaison avec l'Argentine pourrait être considérée aujourd'hui comme trop optimiste. S'agissant de l'URSS, et même de l'Argentine, on devrait plutôt parler aujourd'hui, à propos de l'impérialisme, de recolonisation remettant en cause la survie de millions d'êtres humains.

Voilà le financier qui ne se cache pas, qui explique cyniquement qu'il n'y a pas de miracle économique pour l'Est sur la voie de la privatisation, que l'avenir pour l'Est ce n'est pas celui du capitalisme ascendant, mais celui qui a déjà ravagé, par le biais de la dette extérieure et des plans du FMI, l'ensemble des continents sud-américain et africain, et qui, selon la devise d'ajustement universel du directeur du FMI, Camdessus, n'épargne pas un seul pays, mais frappe aussi bien les pays développés comme en Europe et aux USA, que les pays sous-développés et les pays de l'Est.

L'exemple polonais : la catastrophe

La Pologne, après près de deux ans d'introduction de « *l'économie de mar-*

ché » avec le plan Balcerowicz, est de ce point de vue un véritable « laboratoire » (*Journal de Genève*) pour cette politique qui vend quelques « bouts d'économie » qui peuvent être rentables aux trusts étrangers et qui condamne « les bouts d'économie sous-développée » à la simple fermeture et donc des millions de travailleurs au chômage. Du 1^{er} janvier 1989 à l'été 1991, le nombre de chômeurs est déjà passé de 400 000 à près de 2 millions.

Walesa, responsable de cette politique définie dans le cadre de la table ronde avec la bureaucratie corrompue de Jaruzelski et conjointement avec la CEE et le FMI (dont la Pologne est membre depuis 1986), explique au journal *Le Monde* du 11 septembre 1991 :

« On s'est fait rouler (...). L'Occident voit tout d'un point de vue capitaliste. Il nous dit : Fermez les usines, mettez les gens au chômage. Prenez un chantier naval. Vous, vous dites : Construire des bateaux, ce n'est plus rentable, donc il faut le fermer. »

Mais Walesa veut continuer cette politique et, face à cette « bombe à retardement » que constitue la mise au pas des travailleurs polonais à l'ordre du FMI, il demande des « pouvoirs spéciaux », le « renforcement du pouvoir exécutif » : « Le Parlement prend son temps, analyse lentement, mais moi je n'ai pas le temps. » (*Le Monde* du 11 septembre 1991).

Comme l'explique Andrzej Gwiazda, ancien dirigeant de *Solidarité* et aujourd'hui animateur des Syndicats libres, dans une déclaration faite à Gdansk le 23 juin 1991 :

« C'est Walesa qui, pendant son séjour aux USA et en Angleterre, a défini le mieux les rapports entre le pouvoir et les gouvernés, en déclarant : "Faites des affaires en Pologne car c'est sur la misère et la bêtise qu'on peut gagner le plus." Aujourd'hui, l'homme qui traite ses électeurs d'imbéciles et fait appel aux autres pour qu'ils fassent des affaires sur leur dos a demandé des pouvoirs spéciaux pour son gouvernement. Cela veut dire que le pouvoir, après avoir épuisé la confiance de la population, veut continuer sans aucun contrôle sa

politique contre les intérêts des citoyens. »

Tout le monde, tous ceux qui sont dans les coulisses des pouvoirs savent ce qu'a récemment dit Gieremek, ancien conseiller de Walesa : « On pensait surtout qu'après la chute du communisme, ce serait la prospérité. On sait maintenant qu'il n'en sera rien. »

Mais Walesa, comme d'autres, se soumet à la politique de Bush qui exige catégoriquement « des décisions radicales dans ce pays. Nous voulons des faits, pas des projets (...). Il faut conduire aussi rapidement que possible ce pays sur la voie de l'économie de marché. » (*Journal de Genève* des 24 et 26 août 1991).

Pour des millions de travailleurs, la privatisation est d'ores et déjà devenue synonyme de chômage, de fermeture pure et simple.

Les partisans de cette politique eux-mêmes sont obligés de l'avouer dans leur langage brutal et sans scrupule, expliquant que le salut serait dans la

« privatisation de l'économie, mais pas seulement au sens restreint du terme, avec le transfert des entreprises du secteur public vers le secteur privé (...), mais par le passage d'activités économiques vers le secteur privé sans que cela n'implique nécessairement un transfert d'actifs. » (Dembinski, « spécialiste des économies planifiées » au *Journal de Genève* du 9 septembre 1991).

« Privatisation sans transfert d'actifs », voilà comment ces messieurs baptisent une véritable catastrophe sociale en Pologne et ailleurs. « L'heure de vérité est encore à venir, lorsque des faillites se produiront et avec elles les charrettes de licenciements. » (*Journal de Genève* du 9 septembre 1991).

C'est pour tenter de faire face au choc que le FMI et la CEE ont besoin de la nomenclatura aujourd'hui reconvertie aux vertus du marché et dont une partie est devenue une couche de véritables capitalistes-mafiosi.

Hongrie : les bureaucrates reconvertis

En Hongrie par exemple,

« depuis deux ans, certains apparatchiks à la tête de ces entreprises d'Etat ont vendu leur compagnie à des parte-

naires étrangers pour des prix défiant toute concurrence. Au passage ils ont empêché un pactole juteux qui leur permet de couler des jours heureux en cas de complication (...).

Le montant des transactions est évalué à 2 000 milliards de forints (200 milliards de francs) (...) et correspond en gros au montant du déficit budgétaire et de la dette extérieure (...).

Pour les sociétés étrangères qui s'installent dans le pays, les anciens dignitaires sont avant tout experts (...). Ils sont donc très recherchés.

A la tête de TNT Budapest, on trouve ainsi Ferenc Havasi, ex-ministre de l'Economie sous Kadar. Casbar Halmos, ancien secrétaire d'Etat au Travail, dirige la filiale hongroise de Manpower.

D'autres, comme Lazslo Antal, conseiller économique du dernier gouvernement socialiste, ont monté leur propre cabinet d'audit. Peter Reiniger, l'ex-vice-ministre de l'Industrie, est entré tout droit au conseil des holdings d'Olivetti et de De Benedetti.

Reste que pour l'opinion, la pilule est dure à avaler. L'ancienne élite réussit à tirer son épingle du jeu alors que les conditions de vie de la population ne cessent de se dégrader. » (*Libération*, 30 novembre 1990).

Voilà comment les trusts occidentaux, tout en licenciant des millions de travailleurs et en intégrant une partie de la nomenclatura qui a tourné casaque, sont en train d'opérer une véritable colonisation des pays de l'Est, une colonisation qui est pire que toutes les colonisations qu'on ait connues dans l'histoire car elle détruit les bases mêmes de la civilisation humaine.

La spéculation plutôt que l'investissement

Le FMI, la CEE et la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) sont en réalité de « *faux amis* » pour les peuples et les travailleurs des pays de l'Est qui sont engagés dans un difficile combat pour se débarrasser de la bureaucratie héritière de Staline.

Il n'y aura pas prospérité par la privatisation à l'Est puisque le capital en est à miner lui-même l'économie par la spéculation.

A la question : « *Pourquoi n'y a-t-il pas d'investissements dans les pays de l'Est ?* », la voix du grand capital allemand, le journal *Handelsblatt*, du 27 mai 1991, apporte une réponse pour ce qui concerne l'Allemagne dans le fameux article « *L'argent n'est pas un problème* » :

« Les entreprises ouest-allemandes disposent d'un tel potentiel de liquidités disponibles pour l'investissement qu'il suffirait à lui seul à financer trois réunifications.

D'après le rapport mensuel publié par la Deutsche Bundesbank en mai 1991, les entreprises de production ouest-allemandes ont vu leur trésorerie disponible s'accroître de 187 milliards de DM pour 1990. Elles disposent au total d'un montant de liquidités de 1 536 milliards de DM, dont 682 milliards sont placés à des taux très rémunérateurs sur des comptes, ainsi qu'en titres financiers et obligataires. Ces placements leur ont rapporté 31 milliards de DM d'intérêts.

Les fonds disponibles, d'un montant de 670 milliards de DM, correspondent à 2,5 fois la somme totale des investissements de ces entreprises de production, sur la moyenne des trois dernières années.

Sur le marché financier, le capital atteint aujourd'hui des rendements de 9 % ; ce même capital, transformé en investissement productif dans les nouveaux länder, équivaldrait à moyen terme à accepter une absence de rendements ou même à des pertes pures et simples.

Dans ces conditions, pourquoi investir dans la production ? Cela ne vaudrait la peine que si l'Allemagne de l'Est était capable d'offrir des avantages substantiels favorisant des implantations, c'eût été le cas par exemple si les salaires étaient restés nettement en dessous du niveau de ceux de l'Ouest. »

Voilà pourquoi en 1990, quelques dizaines de milliards de deutschmarks seulement ont été investis par des capitalistes en ex-RDA pendant que le transfert des capitaux vers la spéculation a battu tous les records. Le budget fédéral, sous la pression des événements à l'Est, des occupations d'usines et des grèves pour les mêmes salaires qu'à l'Ouest, était obligé de dégager la

somme de 100 milliards de deutschmarks que le gouvernement Kohl veut faire payer maintenant par les travailleurs, par le biais de l'augmentation des impôts et une rigide politique d'austérité contre tous les travailleurs en Allemagne.

En Allemagne, dont l'économie est forte et développée et où la politique de privatisation orchestrée par la Société fiduciaire « *Treuhand* » (où se retrouvent les capitalistes et les éminents directeurs des usines à l'est aujourd'hui « *reconvertis* ») a déjà causé deux millions de chômeurs à l'Est et devrait encore en engendrer deux autres millions. Si c'est là la situation en Allemagne, comment cela va-t-il se passer dans les pays de l'Est ?

Voilà l'inquiétude plus que compréhensible qui assaille aujourd'hui des millions de travailleurs.

Stanislaw Wadolowski, vice-président du syndicat indépendant *Solidarité 80*, qui n'a pas suivi Walesa à la table ronde avec les bureaucrates, a exprimé cet état d'esprit de plus en plus de travailleurs à l'Est, lors de son discours au meeting international du 8 juin 1991 à Paris :

« Nous ne nous sommes pas libérés du joug du Kremlin pour tomber sous celui de la finance internationale. »

Ce qui appartient aux travailleurs

Les usines et la terre, la propriété sociale qui est la base même de la vie de millions d'êtres humains, n'appartiennent pas aux bureaucrates qui les ont usurpées pendant des décennies et qui, par l'oppression des travailleurs et paysans, ont dévasté l'économie et la société tout entière. Mais ils n'ont pas davantage le droit de les brader aux capitalistes pour une colonisation pure et simple qui met en cause la survie physique de millions d'hommes et de femmes.

Voilà cet état d'esprit qui commence à se frayer un chemin malgré toutes les illusions, et aussi — pourquoi ne pas le dire — toutes les confusions qu'a inévitablement provoquées l'étouffement par la bureaucratie de toute vie politique, de toute possibilité de lien avec les travailleurs des autres pays.

« Cette idée que l'entreprise appartient aux travailleurs est encore fortement ancrée », regrette une revue du capital financier français (*Affaires*, février 1990).

Il n'y aura pas de solution facile aux problèmes posés par le degré de destruction des économies et des sociétés à l'Est, mais cette solution ne peut être avancée que par les peuples, par les travailleurs et leurs mouvements indépendants.

Comme l'explique une déclaration de l'organisation de Khabarouk de la Confédération des anarcho-syndicalistes (KAS-KOR) en URSS :

« (...) Le PCUS fondamentalement n'existe plus. Mais les intérêts des travailleurs qu'il prétendait incarner existent et existeront. Et les idées du socialisme qui n'ont été inventées ni par lui, ni par Staline, ni par Gorbatchev, existent et existeront (...). Nous considérons que la victoire sur le putsch, ce n'est pas une victoire de Eltsine, des démocrates ou de personne d'autre. C'est la victoire du peuple travailleur de Russie qui l'a payée de son sang et qui a supporté sur ses épaules toutes les difficultés des trois jours de lutte. Comme vainqueur, le peuple est aujourd'hui en droit d'exiger la liberté, la liberté de posséder ce qui lui appartient de droit, et d'en disposer : les usines aux ouvriers ; la terre aux paysans ; la propriété aux producteurs et pas aux entrepreneurs. »

IV.- UNE OFFENSIVE UNIFIEE DU FMI ET DE LA CEE CONTRE LES CONQUETES SOCIALES ET LA PROPRIETE SOCIALE

Aujourd'hui les plans du FMI et de la CEE convergent en une même politique de remise en cause des conquêtes sociales à l'Ouest, de la propriété sociale à l'Est, qui, avec l'existence d'organisations indépendantes, constituent la classe ouvrière comme classe.

Camdessus, dirigeant du FMI, déclarait à l'occasion de la réunion annuelle de l'OIT à Genève en juin 1991 :

« Il faut que l'ajustement soit universel (...). Il faut que les gouvernements

de tous les pays rivalisent dans l'élimination des dépenses improductives. »

C'est cette politique que Delors (président de la commission de la CEE) applique en Europe :

« Il y aura des rudes sacrifices liés au passage à l'économie de marché. Mais nous aussi sommes secoués par les événements de l'est sur le plan de l'immigration mais aussi de l'économie. Nous avons actuellement des difficultés dans le domaine agricole et textile, deux secteurs dans lesquels la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne ont des possibilités d'exportation. Il nous faudra faire des concessions qui rendent d'ailleurs encore plus urgente une réforme de la politique agricole commune. » (*Libération* du 6 septembre 1991).

Dans l'agriculture, l'application de ces plans implique de dresser les populations agricoles les unes contre les autres pour frapper tout le monde : casser l'agriculture à l'est, et avec l'aide de prix-bradage, accélérer la friche, la diminution de 70 % des subventions à l'ouest... En Pologne, l'objectif déclaré du FMI est de liquider 50 % de l'agriculture, au Portugal 40 %. En Allemagne, la moitié de l'agriculture de l'ancienne Allemagne de l'Est a été anéantie. L'objectif en France est de ramener le nombre d'exploitants de 800 000 à 250 000. La CEE met ainsi en application les accords du GATT qui traduisent, sur le plan de l'agriculture (comme le FMI le fait sur un plan financier plus général), la pression de l'impérialisme américain pour augmenter ses parts de marché. En même temps, comme le soulignait la *Coordination paysanne européenne* (journal *La Wallonie*, 5 décembre 1990), « c'est aussi l'occasion de faire passer sous la responsabilité du GATT une réduction des aides » alors que la responsabilité de la Commission de la CEE est pleinement engagée. Les objectifs immédiats de la CEE en matière agricole sont les suivants : « baisses de 35 % pour les céréales, de 10 % pour le lait, de 15 % pour le beurre et la viande de bœuf étalées sur trois ans de 1993 à 1996 » (*Libération*, 16 juillet 1991). Constatons, à la lumière des précédentes baisses, que si celles-ci pénalisent lourdement les agriculteurs,

elles ne profitent pas à la population mais uniquement aux financiers de la CEE et aux capitalistes de l'agro-alimentaire. Par contre cela conduit à diminuer encore les offres de nourriture dont des peuples affamés ont un urgent besoin.

Les plans de restructuration et de fermeture dans les mines illustrent clairement l'unité de la politique menée dans toute l'Europe à l'Ouest comme à l'Est.

« Möllemann, ministre de l'Economie allemand, fait valoir qu'il n'est pas possible dans une Allemagne unifiée de demander des sacrifices aux seuls mineurs de l'est alors que ceux de l'ouest continuent à s'abriter derrière des subventions. » (*Tribune de l'Expansion*, 5 mai 1991.)

Dans une même logique, l'ancien manager responsable de la fermeture des mines du Limbourg (Belgique) vient, à la demande du ministre de l'Economie de Tchécoslovaquie, d'être appelé comme spécialiste pour restructurer les mines de ce pays. Les conséquences de cette politique pour l'Allemagne : licenciement de 50 000 mineurs à l'est et de 35 000 à l'ouest. En Tchécoslovaquie, dans le bassin d'Ostrava, une bonne partie des puits de mine devraient être fermés, pendant qu'en Angleterre, dans le cadre des privatisations la moitié des 61 puits encore existants devrait être fermée, entraînant le licenciement de 26 000 mineurs (*The Guardian*, 13 septembre 1991).

Pour la sidérurgie, *Le Monde* du 20 septembre 1991 fait les constatations suivantes :

« Après les éleveurs de viande bovine, les sidérurgistes viennent à leur tour de dire leurs inquiétudes. Eurofer, l'organisation qui les regroupe à Bruxelles, a proposé mercredi 18 septembre à la Commission d'imposer aux pays de l'Europe de l'Est des quotas d'exportations de produits sidérurgiques vers la CEE pendant une période transitoire... L'idée d'un parrainage des sidérurgistes polonais, tchèques et hongrois par ceux de l'ouest, (a été) évoquée à plusieurs reprises par Monsieur Francis Mer, patron d'Usinor-Sacilor, qui n'est autre que le président d'Eurofer (...). Moder-

nisation de l'activité sidérurgique des pays de l'Est... »

Francis Mer sait de quoi il parle : ajouter aux 26 000 suppressions d'emploi prévues chez Usinor-Sacilor les 100 000 suppressions de la sidérurgie en Tchécoslovaquie et 60 000 en Allemagne (plan de restructuration de la CEE, *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 16 septembre 1991). Selon des sources syndicales, entre la moitié et les trois quarts de l'emploi encore existant en sidérurgie européenne pourraient être menacés par l'installation de nouveaux systèmes de « coulées continues ».

Dans l'automobile, aux 140 000 suppressions d'emploi d'ici à l'an 2000 en conséquence des accords CEE-Japon, s'ajoutent les premiers 1 500 licenciements chez Skoda à peine racheté par Volkswagen...

A l'est comme à l'ouest de l'Europe, privatisations, restructurations, fermetures aboutissent au même résultat : le recul social généralisé, la remise en cause de tous les acquis sociaux : du droit à la santé au droit au travail, du droit à l'instruction au droit des travailleurs à disposer d'organisations libres et indépendantes pour assurer leur défense.

On peut lire dans le rapport de l'OIT :

« Toute la question est maintenant de savoir si les organisations d'employeurs, les syndicats et les coopératives seront capables de mener à bien des changements assez radicaux touchant la portée et le choix de leurs activités. »

En d'autres termes, ce qui est posé, c'est la remise en cause de l'indépendance syndicale à l'Ouest, leur intégration à l'Etat et aux plans de restructuration des entreprises ; c'est l'obstruction à la formation de syndicats libres à l'Est.

V. SYNDICATS INDEPENDANTS, INDEPENDANCE DU MOUVEMENT OUVRIER : UNE QUESTION CLE

En URSS, Eltsine a pris par son « oukaze » n° 14 (20 juillet 1991) des mesures pour empêcher toute activité

syndicale indépendante. On peut lire dans cette oukaze :

« L'activité des structures organisationnelles des syndicats s'exerce après concertation entre l'administration des établissements, organisations, entreprises d'Etat et le collectif des travailleurs. »

Dans la déclaration signée par Eltsine, Gorbatchev et les présidents des républiques le 23 mai de cette année, on lit :

« Afin de stabiliser la situation dans l'économie du pays, les participants à la rencontre se sont prononcés pour l'introduction d'un régime spécial de travail dans les entreprises de base de l'industrie, dans les entreprises qui produisent des biens de première nécessité et dans les transports ferroviaires. »

En Pologne, cette politique de subordination aux besoins de l'Etat a liquidé l'indépendance de *Solidarność* issu de la grève générale de 1980... La politique de la table ronde associant la bureaucratie d'Etat et *Solidarność* a conduit à une catastrophe économique. Andrzej Gwiazda, un dirigeant syndical de la première heure, écrit à ce sujet dans la déclaration de juin 1991 déjà évoquée :

« Tous ceux qui ont organisé et participé à cette réunion et l'ont trouvée positive sont responsables de cette catastrophe. Mais les plus fautifs ce sont ceux qui ont profité de la confiance et de la popularité dont ils jouissaient auparavant pour tromper la population. »

C'est encore pour tenter de barrer la route à la création de syndicats indépendants que des anciens syndicats d'Etat des régimes bureaucratiques de l'Est s'auto-proclament, comme en Tchécoslovaquie, syndicats libres.

En Allemagne, le traité d'unification tente d'imposer un cadre brisant la liberté syndicale de négociation tandis qu'au travers de la Treuhand (holding) où la direction syndicale du DGB est représentée, l'Etat cherche à impliquer les syndicats dans la privatisation des entreprises et leur liquidation. En France, sous la forme de recomposition syndicale, on assiste à des tentatives visant à intégrer complètement les syndicats à l'Etat, à en faire les gestionnaires

de l'application de la politique économique et sociale décidée par cet Etat. En Suède, on a assisté récemment à une tentative d'interdiction des grèves. Elle est à mettre en parallèle avec la décision du patronat, en 1989, de rompre les négociations salariales nationales avec le syndicat LO.

En Italie, par la « *Trattativa* », le gouvernement tente d'associer les directions des syndicats à la remise en cause de l'échelle mobile des salaires et d'éléments clés de la Sécurité sociale (notamment santé et pensions). Les négociations étant à ce jour suspendues, le gouvernement tente de faire passer ces mesures par son budget. Le patronat réclame deux à trois ans de blocage des salaires dans les services publics. L'association des syndicats aux discussions préliminaires vise à faire obstacle à une mobilisation contre ces mesures.

Ainsi, tous les gouvernements tentent d'associer les syndicats à des négociations qui n'en sont pas, où on peut tout au plus discuter de la sauce à laquelle on sera mangé. En Espagne, les récentes négociations tripartites ont été rompues par les dirigeants des syndicats UGT et CCOO. Ceux-ci ont déclaré : « *Le gouvernement nous a menti, dès le début. Il n'est disposé à mettre en place aucune mesure de progrès.* » Nicolas Redondo, le principal dirigeant de l'UGT, affirmait : « *Les syndicats ont été mesurés, prudents, ils ont même pas mal "lâché", mais le gouvernement n'a fait aucun effort pour négocier.* » C'est qu'en fait, dans tous les pays d'Europe, patronat et gouvernement n'ont plus rien à négocier. Ils n'ont rien d'autre à proposer que la prise en charge par les syndicats eux-mêmes — afin d'éviter les conflits sociaux — d'une politique de recul social constant. Imbriquer les syndicats dans cette politique signifie à terme leur remise en cause comme syndicats, et, plus encore que la perte de leur indépendance, leur transformation en rouages de l'Etat comme l'étaient les syndicats des Etats bureaucratiques actuellement en faillite économique et politique.

La résolution des syndicalistes participant à la Conférence de Barcelone de

janvier 1991 (à l'origine de la création de l'Entente internationale des Travailleurs) constatait :

« Pour mener à bien cette offensive généralisée contre la classe ouvrière, dans tous les pays et sous des formes diverses, les gouvernements au service d'un ordre mondial fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme multiplient les atteintes au droit syndical et s'efforcent de réduire le rôle des syndicats à celui de courroie de transmission, en les transformant en syndicats officiels intégrés à l'Etat. »

Mais la résistance des travailleurs fait que ces questions sont loin d'être réglées et sont au contraire un enjeu central dans tous les pays. En Pologne, la création de *Solidarność 80*, vise à reconstituer le syndicalisme indépendant, et la reconnaissance légale de celui-ci au mois de septembre 1991 est un succès important pour les travailleurs. En URSS des syndicats indépendants se constituent. En Allemagne, l'ÖTV (syndicat de la Fonction publique) a rompu la convention collective imposée par le gouvernement allemand, convention qui ne reconnaissait pas l'ancienneté acquise par les travailleurs de l'Est. A l'issue de grèves et de manifestations massives, le gouvernement a dû accepter une convention garantissant ces droits d'ancienneté. En Afrique, la place prise au Sénégal par l'UDTS illustre le profond mouvement vers un syndicalisme indépendant, dégagé de la gangue des Etats.

C'est le mouvement des travailleurs qui, pour défendre leurs intérêts, ont besoin d'organisations à eux, indépendantes des Etats et des gouvernements.

VI.- SEULS LES TRAVAILLEURS SONT A MEME DE DEFENDRE LE DROIT A L'AUTODETERMINATION DES PEUPLES

En Yougoslavie, l'application des plans du FMI par le gouvernement a conduit à 2 millions de chômeurs, soit environ 10 % de la population. Dans la région du Kosovo, le taux de chômage est de plus de 50 %. La misère amenée

par cette politique économique d'assujettissement au FMI y est ressentie comme le résultat de l'oppression nationale.

Dans toutes les républiques, la régression économique et sociale résultant de la politique du gouvernement de la bureaucratie a ravivé l'oppression nationale. Là est l'origine de la guerre civile qui ravage la Yougoslavie.

Qui est responsable ? Le communiqué de presse du 5 septembre émanant du « Comité préparatoire de la Coordination des mouvements indépendants contre la guerre en Yougoslavie » affirmait :

« Aucun peuple de la Yougoslavie ne veut la guerre. Ce sont les structures survivantes de la bureaucratie d'ancien régime qui la provoquent. Ils essaient de défendre leur pouvoir et leurs privilèges en utilisant la tactique "divise et règne". »

Depuis, cette coordination, soutenue par l'AET, a organisé un rassemblement pour la paix à Sarajevo. Un orateur de Serbie y déclarait :

« Il faut dire la vérité, le premier mort serbe ne l'a été ni au Kosovo, ni en Croatie, mais à Belgrade, par la police serbe de Milosevic lors des manifestations de mars. La mobilisation de tous les peuples de Yougoslavie peut arrêter la guerre, c'est la seule issue. »

Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur les solutions à la question nationale en Yougoslavie, il n'y a en effet pas d'autre issue que de s'opposer à cette guerre. C'est pourquoi ce rassemblement de Sarajevo avait raison d'exiger le retour de l'armée dans ses casernes, « l'abolition des mesures répressives pour tous les soldats qui ont quitté leur unité pour éviter de participer à des actions de guerre. Le refus de la guerre civile n'est en aucun cas un crime, c'est un acte honnête. »

Peut-il exister des solutions à de tels problèmes qui ne soient pas la traduction de ce principe démocratique qu'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? La tradition de la Première Internationale, le premier mouvement ouvrier international, son soutien au

droit à la souveraineté des peuples d'Irlande et de Pologne en sont des exemples concrets.

Dans l'Etat espagnol, l'Alliance pour la République (membre de l'AET) constate :

« L'aspiration à se séparer de l'Etat de la monarchie est un sentiment largement répandu aussi bien en Catalogne qu'en Euskadi. La lutte pour la défense des emplois, de l'élevage et de l'agriculture, pour empêcher la politique économique du gouvernement après son échec à imposer le Pacte social, passe par la réalisation de l'aspiration à l'indépendance de tous les peuples soumis à la couronne. »

Une Europe des travailleurs et de la démocratie aurait à contribuer à une solution démocratique à ces questions.

Mais la CEE est incapable de bâtir une telle Europe puisqu'en son sein prospère la négation des droits démocratiques des peuples (catalan et basque, irlandais, flamand et wallon, etc.).

La CEE est tout autant incapable de construire une Europe unie. Les dernières négociations de la CEE sur l'union monétaire et économique arrivent au résultat suivant :

« L'Europe à deux vitesses n'a pas été évitée. Elle a été officialisée. (...) En fait, Irlande, Portugal, Grèce et peut-être Espagne seront dans l'Europe à petite vitesse. » (*Le Monde*, 29 septembre 1991).

Il s'agit pourtant ici de pays membres de la CEE. La CEE n'a rien d'autre à proposer aux peuples d'Europe centrale que la soumission aux règles du FMI, soumission qui est à l'origine du chaos actuel en Yougoslavie, soumission qui ne peut qu'entraîner la division et le recul social.

Seuls les travailleurs peuvent résoudre ces questions car eux seuls, en défendant leurs intérêts communs, en défendant leur droit à un avenir de progrès, peuvent empêcher la manipulation de la question nationale par une couche sociale cherchant à maintenir sa position privilégiée, comme c'est le cas à l'origine de l'actuelle guerre civile yougoslave.

VII. INDEPENDANCE ET UNITE DES TRAVAILLEURS ET DE LEURS ORGANISATIONS

Nous venons de le voir : dans tous les pays nous nous heurtons à la même politique. Partout les gouvernements mettent en œuvre le recul social généralisé, au profit d'une minorité, contre les travailleurs, la jeunesse, créant ainsi le chômage et la misère.

Le premier acte d'indépendance du mouvement ouvrier, c'est de dénoncer cela, c'est de se prononcer pour la défense des conquêtes sociales, pour la défense de la propriété sociale dans les pays où le capitalisme avait été exproprié et où les premières mesures prises pour leur ouvrir les portes sont déjà synonymes de catastrophes. La défense des conditions d'existence et des revendications de la classe ouvrière est le seul gage d'avenir et de progrès. C'est un grand espoir qu'aujourd'hui en URSS, le comité d'initiative pour un Parti des travailleurs veuille se construire sur le mot d'ordre « *Droit au travail, les usines aux travailleurs* ». C'est un grand espoir qu'aux USA, des syndicalistes affirment la nécessité d'un Labor Party.

L'AET et toutes ses composantes dans chaque pays veulent aider les travailleurs à constituer des associations, mouvements et partis indépendants comme points d'appui pour l'unité des travailleurs et de toutes leurs organisations.

Face à l'offensive orchestrée contre les acquis des travailleurs, face à cette politique d'ajustement universel contre les conquêtes sociales, les travailleurs ont besoin de l'unité dans leurs rangs. Tous ceux qui se lient à ces plans mettent en cause l'indépendance des organisations et en même temps dressent des obstacles contre l'unité cherchée par les travailleurs dans leur combat. Comme le dit l'appel à la prochaine conférence ouvrière européenne de l'AET :

« (...) Les directions des partis sociaux-démocrates, les Mitterrand, les Gonzalez, les Papandreou et Lafontaine, comme les PC et la nomenkla-

tura, sont en première ligne pour porter des coups à l'indépendance des organisations ouvrières.

Cela pose avec acuité la question de la nécessaire reconstruction d'une représentation politique authentique des travailleurs, de la reconstruction d'un véritable mouvement ouvrier indépendant. C'est cette tâche que l'AET s'est fixée en aidant à construire des organisations et comités ouvriers indépendants.

Y a-t-il contradiction entre ce combat et l'aspiration des travailleurs à leur unité et à celle de leurs organisations ? Nullement.

Partisans de l'unité des travailleurs et de leurs organisations contre les gouvernements anti-ouvriers soumis à la CEE et au FMI, nous, constructeurs de l'AET, mettons tout en œuvre pour y aider.

C'est comme point d'appui pour l'unité que nous construisons l'AET, que nous construisons l'Internationale ouvrière (...).

Ainsi que le précise encore cet appel :

« La bataille de l'AET, c'est aider les travailleurs à réaliser l'unité par leur propre mouvement et ainsi mettre en place des gouvernements prêts à appliquer les mesures d'urgence en faveur des travailleurs et de la jeunesse, de la petite paysannerie :

— abrogation de toutes les mesures anti-ouvrières, de tous les plans d'austérité ;

— droit au travail pour tous, réouverture des usines et des entreprises fermées, pour réembaucher les chômeurs, financée par la confiscation des profits de la spéculation et des richesses détournées par la nomenklatura ;

— respect du principe : à travail égal, salaire égal, convention collective unique, indépendance des organisations syndicales. »

L'AET doit promouvoir la libre discussion entre toutes ses composantes. Chacun doit pouvoir soumettre à la discussion ses analyses et ses propositions. La question essentielle est d'aider les travailleurs à décider eux-mêmes, à prendre en main leur propre combat, contre ce que les militants de l'AET de Nowa Huta appellent « *les faux ambassadeurs* ».

Conférence ouvrière européenne de Komlo

Résolution finale

Les 16 et 17 novembre, une conférence ouvrière européenne s'est tenue dans la ville minière de Komlo (Hongrie) à l'appel de son conseil ouvrier et de l'Alliance européenne des travailleurs, membre de l'Entente internationale des travailleurs, comme la décision en avait été prise le 8 juin au rassemblement international du Zénith à Paris.

Dans le droit fil de la Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière, réunie en janvier 1991 à Barcelone (Espagne), plus de 200 délégués venus de 17 pays de toute l'Europe : Allemagne, Autriche, Angleterre, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, et Yougoslavie, ont débattu. La Conférence a reçu un message du KAS-KOR de l'URSS.

Alioune Sow, secrétaire général de l'Union démocratique des travailleurs du Sénégal, mandaté par la II^e Conférence africaine sur l'indépendance du mouvement syndical, qui s'est tenue les 1^{er}, 2 et 3 novembre à Dakar, au Sénégal, a participé à nos travaux pour porter à notre connaissance le combat du jeune mouvement ouvrier indépendant de ce continent contre les mêmes plans d'ajustement du FMI, de la Banque mondiale et de la CEE, relayés par tous les gouvernements quelle que soit leur couleur politique, auxquels sont confrontés les travailleurs sur tous les continents, dans le monde entier.

Nous reproduisons ici la résolution finale de la Conférence ouvrière européenne de Komlo.

Nous, militants syndicalistes, militants nous réclamant de différents courants du mouvement ouvrier, constatons avec nos camarades hongrois que c'est la première fois qu'une conférence de ce type se réunit en Hongrie.

« Jusqu'à présent, les conférences internationales étaient réservées chez nous aux ministres et aux couches supérieures de la société. Or ce n'est pas aux ministres de décider de privatisations qui commandent le sort et l'avenir de centaines de milliers d'hommes. C'est aux premiers concernés, ceux sur qui repose le poids de toute la situation, c'est aux travailleurs de décider de leur avenir. »

D'un commun accord, après avoir entendu toutes les délégations, nous

avons estimé que tous les faits, toutes les informations concernant les plans auxquels se trouvent confrontés les travailleurs de tous les pays, particulièrement les pays d'Europe, doivent être rendus publics et largement diffusés.

« Tous les travailleurs doivent savoir dans toute l'Europe que, chez nous en Hongrie, les statistiques établissent de façon irréfutable que, depuis le changement de régime, les riches deviennent chaque jour plus riches et les pauvres plus pauvres.

Et que les soi-disant camarades, ex-dignitaires du régime, sont à nouveau les principaux bénéficiaires de cette dégradation »,

comme l'a indiqué le représentant du conseil ouvrier de Komlo.

Tous les travailleurs d'Europe doivent savoir que les régions minières comme le Limbourg ont vu réduire, sous l'égide de la CEE, leurs effectifs de 28 000 à 2 000, qu'il n'y a eu, ni au Limbourg, ni en Lorraine, aucun emploi de remplacement malgré toutes les promesses faites. Tous les travailleurs doivent pouvoir disposer pour se déterminer d'une image exacte de la gigantesque offensive menée aujourd'hui contre les acquis et contre l'existence même des classes laborieuses en Europe comme dans le monde entier :

- destruction de dizaines de millions d'emplois dans tous les secteurs (industries traditionnelles, informatique, Fonction publique, agriculture, etc.), au bénéfice de la spéculation financière ;
- privatisations, qui pour la plupart entraînent les mêmes conséquences de fermetures d'entreprises, etc. ;
- dérégulations touchant statuts, Codes du travail et conventions collectives ;
- mise en cause des systèmes de santé et de Sécurité sociale ;
- destruction des systèmes d'éducation débouchant sur des diplômes qualifiés ;
- abandon du logement social au profit de la spéculation ;
- blocage des salaires et diminution du pouvoir d'achat.

Aucun secteur de la vie sociale et économique n'est épargné par cette offensive organisée par le FMI, la Banque mondiale et la CEE et appliquée par tous les gouvernements sans exception aucune.

Jamais dans l'histoire, et nous pesons nos mots, la contradiction n'a été si grande entre, d'une part, les richesses, les capitaux et le savoir-faire accumulés et, d'autre part, leur gaspillage dans tout type de spéculations financières, facteurs d'anéantissement de la production de biens, de l'amélioration des conditions de vie de tous, en un mot, du progrès.

La crise économique, politique et sociale, la crise mondiale, n'en finit pas. C'est la crise économique dont le fondement réside dans le divorce entre la production et la capacité d'achat des masses populaires.

Partout, dans toute l'Europe, les travailleurs combattent et organisent la résistance, comme en témoignent les rapports que nous avons écoutés : grève générale des travailleurs des Asturies, en Espagne, le 23 octobre et à Moscou le même jour, grève générale en Italie le 22 octobre et en France le 24 octobre, manifestations de dizaines de milliers de sidérurgistes et mineurs en Allemagne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, etc.

Partout, pour cela, les travailleurs combattent pour préserver ou pour constituer leurs organisations syndicales indépendantes. Et partout, dans cette bataille ils se heurtent à tous leurs gouvernements, quelle que soit leur couleur politique.

La politique du FMI, de la Banque mondiale et de la CEE scrupuleusement mise en œuvre par les bureaucraties continuistes des pays de l'Est mises en place par Staline, condamne ces pays à la pire des colonisations qui prévoit 40 millions de chômeurs pour la seule URSS.

Cette politique conduit l'Europe, l'Afrique et tous les autres continents au chaos. C'est elle qui, appliquée servilement par la bureaucratie continuiste en Yougoslavie, a amené le pays à la catastrophe sociale du chômage et de la misère ; cette bureaucratie qui, pour maintenir aujourd'hui ses privilèges, dresse les peuples les uns contre les autres et organise l'agression militaire, la guerre contre tous les peuples.

Avec les délégués de Yougoslavie des différentes nations, nous nous prononçons pour l'arrêt immédiat des hostilités et le retour des soldats dans les casernes de leur République d'origine.

Ni les bureaucraties, ni les capitalistes, ni la CEE, ni le FMI ne peuvent offrir un avenir de collaboration harmonieuse entre les peuples de Yougoslavie ou d'ailleurs.

Reprenant les traditions constitutives du mouvement ouvrier, celles de la I^{re} Internationale, nous, militants ouvriers, toutes tendances et pays confondus, déclarons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comme droit imprescriptible.

Nous, délégués ouvriers de toute l'Europe, opposons à cette course à la catastrophe, la défense des droits des travailleurs et de leurs acquis :

- le droit au travail,
- le droit à un salaire digne,
- le droit à la santé,
- le droit à l'instruction,
- le droit au logement.

Nous affirmons que les travailleurs, la classe des producteurs, constituent la seule force capable d'ouvrir une issue à toute la crise de la société.

Nous nous prononçons pour l'unité la plus large des travailleurs avec leurs organisations pour imposer les exigences élémentaires de la survie de millions et de millions de travailleurs et de leurs familles, qui se confond avec le combat pour l'indépendance des organisations syndicales.

C'est dans ce sens que nous soumettons les propositions suivantes à tous les travailleurs, à toutes les organisations d'Europe :

a) La création et la mise en place à Bruxelles, siège de la CEE, d'un centre d'échange et d'information du mouvement ouvrier européen, soutenu par l'AET et parrainé par des syndicalistes de tous horizons et de tous pays.

D'ores et déjà, les militants et délégués présents ont donné leur accord pour constituer le comité de soutien au Centre d'échange et d'information qui fournira informations et analyses sur les attaques anti-ouvrières ainsi que sur la résistance des travailleurs.

b) Faisant nôtres les propositions des mineurs du Limbourg (Belgique), nous

décidons d'engager une campagne dans tous nos pays pour une marche de mineurs, de sidérurgistes à Bruxelles. Cette marche concentrera et unifiera la résistance de tous les secteurs des travailleurs de toute l'Europe contre la politique de la CEE relayée par les nomenklaturas :

Pour l'arrêt des licenciements, pour la défense et l'augmentation du pouvoir d'achat, pour le droit au travail, à la santé, à l'instruction.

En soumettant ces propositions à tous les travailleurs, à toutes les organisations syndicales et politiques se réclamant des intérêts des travailleurs en Europe, nous prenons nous-mêmes d'ores et déjà l'engagement d'organiser et d'auto-financer une tournée européenne de mineurs et sidérurgistes belges, polonais, tchèques, français et allemands en janvier-février 1992 pour rassembler des milliers et des milliers de signatures, de prises de position de groupes de travailleurs et de responsables pour la marche d'unité à Bruxelles.

Voilà ce que nous proposons en soutien au combat pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations, pour aider à la construction des organisations indépendantes des travailleurs, but que se sont aussi assigné les délégués à la Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière de janvier 1991 ainsi que les participants au rassemblement international le 8 juin dernier à Paris, soutenu par l'Alliance européenne des travailleurs.

Adopté à l'unanimité

Moyen-Orient

Le chemin de Madrid n'est pas celui de la paix

Par Ralph **SCHOENMAN**

The Organizer est un journal mensuel publié aux Etats-Unis par l'organisation Socialist Organizer qui se définit comme « *politiquement solidaire de l'Entente internationale constituée à l'issue de la Conférence mondiale tenue à Barcelone, en janvier 1991* ».

L'article intitulé « *Moyen-Orient : le chemin de Madrid n'est pas celui de la paix* » est paru dans le numéro de novembre de *The Organizer*.

Son auteur, Ralph Schoenman, qui faisait partie de la délégation américaine à Barcelone, a été l'un des présidents du Tribunal international contre la dette tenu à Lima en 1989. Il est l'auteur du livre *The Hidden history of sionism (L'Histoire cachée du sionisme)* qui a été publié en anglais, en français et en espagnol.

La résistance du peuple palestinien à l'occupation coloniale, à la spoliation, à l'expulsion et à la dévastation de 90 % de ses villes et villages s'est poursuivie sans interruption depuis 1888.

Peu après sa formation, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) avançait un programme qui appelait le peuple palestinien et les juifs installés sur son territoire à combattre en commun pour une société où les droits du citoyen ne seraient pas liés à son appartenance religieuse ou son origine raciale.

Cette revendication démocratique élémentaire, née des révolutions du XVIII^e siècle en Europe, fait partie intégrante du programme de tous les mouvements de libération nationale de notre siècle. Que ce soit au Kenya ou au Ghana, en Rhodésie du Nord ou du Sud, en Algérie ou en Afrique du Sud, il n'est pas de mouvement pour l'auto-détermination qui ait accepté la légitimité d'un Etat fondé sur l'exclusion raciale.

L'appel lancé il y a 23 ans par l'OLP en faveur d'une société laïque et démocratique en Palestine représentait la revendication transitoire minimale de

tout mouvement de libération nationale. Accepter la légitimité d'un Etat exclusivement juif où le droit à la terre et au travail n'existe que pour ceux qui font la preuve de leur ascendance maternelle juive depuis quatre générations représentait dans l'esprit du peuple palestinien une trahison fondamentale.

C'est pourquoi, en abandonnant ses principes et en acceptant de reconnaître et de garantir la sécurité d'un Etat colonial juif occupant 80 % du territoire de la Palestine, l'OLP s'était engagée sur une pente savonneuse menant à la capitulation totale.

Ce qui s'est passé ces dernières semaines, d'abord au Congrès national palestinien d'Alger de septembre puis à la Conférence pour la paix de Madrid organisée par le secrétaire d'Etat américain James Baker, représente l'acceptation d'un plan qui remonte à l'accord de Camp David passé entre Menaem Begin et Anouar al-Sadate, par-dessus la tête du peuple palestinien qui l'a rejeté à l'unanimité, et qui visait à l'instauration en Palestine de bantoustans permanents sur le modèle sud-africain.

Tous les discours et le battage ne peuvent cacher que le processus engagé est une tentative ouverte, explicite et sans fard d'impliquer l'OLP dans une opération de liquidation de la cause palestinienne.

Yasser Arafat, en se faisant l'avocat de la participation des Palestiniens à la veille de la Conférence de paix de Madrid, a accepté le diktat américain et israélien interdisant la présence ou la représentation des Palestiniens par l'OLP, et interdisant que soit soulevée la question d'un Etat palestinien. Ainsi l'abandon de sa position antisioniste a conduit l'OLP à se rendre elle-même illégitime à la place de l'Etat sioniste.

« LE REALISME DES FOUS »

Ce « pragmatisme » de la direction nationaliste-bourgeoise de l'OLP est une démonstration cristalline de ce que le sociologue américain de gauche C. Wright Mills appelle « *le réalisme des fous* ».

En dépit de l'accord ignominieux de l'OLP, le résultat le plus clair de la caution qu'elle apporte aux propositions coloniales de James Baker à Madrid, c'est l'incapacité de l'OLP ou de ses représentants bourgeois de Cisjordanie à entraîner le peuple palestinien sur le chemin de la capitulation.

Le *Time* du 7 octobre indiquait qu'au Congrès national de Palestine qui s'est tenu à Alger le 20 septembre dernier pour prendre une décision sur la participation des Palestiniens à Madrid, les dirigeants de l'OLP, pour faire passer la Conférence de Madrid, avaient expliqué qu'ils n'avaient pas d'autre solution, comme si l'abandon du droit à l'autodétermination était une question de choix pour une direction révolutionnaire.

Dans le *Los Angeles Times* du 24 septembre, Kim Murphy explique :

« Frustré, Yasser Arafat a qualifié son travail de dirigeant de l'OLP de "catastrophique" et proposé théâtralement de démissionner. Saïd Yasser Abed Rabbo, membre du comité exécutif, a déclaré : "Nous avons le choix entre le suicide... et le suicide". »

Ces déclarations ont participé de la pression exercée pour que les Palestiniens acceptent les conditions de la Conférence de paix de Madrid.

Le journaliste du *L. A. Times* poursuit :

« En privé, les intimes d'Arafat expliquent que l'OLP n'a guère d'autre choix que de participer à une conférence de paix dont Baker a annoncé qu'elle se tiendra avec ou sans les Palestiniens.

"Nous finirons par dire oui ou quelque chose qu'Arafat puisse interpréter comme un oui", explique un autre conseiller d'Arafat. "Ce qu'il nous faut éviter, c'est de dire au peuple que nous allons à la conférence pour libérer la Palestine ou pour mettre un terme à l'occupation israélienne ou troquer la terre pour la paix, car si nous disons cela, le résultat sera nécessairement mauvais. Nous devons lui dire que nous sommes dans une situation très difficile, et qu'il n'y a rien d'autre à faire. Nous n'allons pas à cette conférence pour obtenir quoi que ce soit, parce qu'il n'y a rien à gagner. C'est plutôt une tentative de limiter les dégâts. La question c'est ce que nous risquons de perdre si nous n'y allons pas." »

Murphy parle d'un « *désaccord généralisé avec l'OLP au sein de l'organisation et en dehors* ». Les Palestiniens d'Israël, des territoires occupés et de la diaspora contestent « *la sagesse d'une participation à une conférence de paix dont les conditions sont dictées par les Etats-Unis et qui (interdit) toute référence au rêve palestinien de recouvrer un territoire national* ».

Les dirigeants de l'OLP et les délégués à la Conférence de Madrid savent quel rôle ils jouent et s'inquiètent sur leur situation future vis-à-vis de leur peuple. « *L'atmosphère est tendue* », rapporte Kim Murphy le 28 octobre dans le *L. A. Times*, « *on a le sentiment que cette région se trouve à nouveau à la croisée des chemins et que tout est possible* ».

LA MISE EN PLACE DE LA DELEGATION PALESTINIENNE

L'aide des sionistes a été nécessaire pour constituer la délégation palestinienne à Madrid. Israël a ainsi interdit

à 100 délégués de Cisjordanie et de Gaza de participer au Congrès national palestinien. Ensuite, Israël a organisé en secret l'arrestation massive de 500 militants du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) pour affaiblir la position de son dirigeant George Habash à Alger et pour prévenir l'organisation d'une grève générale de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza contre la Conférence de Madrid.

En dépit de la pression syrienne, tous les membres du Conseil national palestinien de Syrie, y compris les membres du Commandement général du Front de libération de la Palestine d'Ahmed Jibril et du Fatah Intifada, qui jouent un rôle décisif dans la direction de l'Intifada en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, ont refusé d'y participer.

Plus de 20 membres du Conseil national palestinien ont démissionné en signe de protestation, dont 12 partisans connus d'Arafat. Ils ont déclaré qu'ils dénonçaient l'acceptation de la Conférence de paix de Madrid comme la liquidation ouverte de la cause palestinienne.

Mah'moud Darwish, exilé de Galilée, éditeur de *Palestine libre* et le plus grand des poètes palestiniens, a démissionné du comité central du Fatah. Il a fait une déclaration qui résume l'état d'esprit des Palestiniens de la diaspora : « *Je ne voterai pas ma propre condamnation à l'exil perpétuel.* »

La question de qui devait être le porte-parole des Palestiniens a été mise en avant par les Israéliens et les USA comme une manœuvre pour « coincer » l'OLP. Les dirigeants de l'OLP se sont présentés auprès des USA et des dirigeants sionistes comme l'instrument le plus efficace pour contrôler le peuple palestinien et lui faire accepter l'existence d'un Etat colonisateur sur leur terre.

Comme seul résultat de tous ces efforts pour se présenter aux Etats-Unis et aux dirigeants israéliens comme des partenaires valables, l'impérialisme a utilisé chaque concession de l'OLP pour mettre la barre à chaque fois plus haut, dans le but constant de forcer la direction de l'OLP à abandonner toute référence au droit à l'autodétermination des

Palestiniens. Pour que ce processus incroyable se déroule, l'état d'esprit du peuple palestinien doit être constamment pris en compte. Réconcilier les masses palestiniennes avec cette trahison signifie qu'il doit être écrasé, démoralisé, dépolitisé et réduit au désespoir.

Comme l'indique le *L. A. Times* du 28 octobre, c'est là que le bât blesse :

« Yasser Arafat est en contact téléphonique constant avec les hommes politiques palestiniens clés des territoires occupés. Le problème c'est que nombre d'entre eux ne croient pas à une issue positive. "Si vous interrogez le Palestinien de la rue", explique Ghassan al Khatib, conseiller économique et délégué, "il vous dira que c'est de la folie. Israël ne veut pas la paix et les Américains ne font pas sérieusement pression sur eux." »

Ceux qui ne sont pas simplement pessimistes sur la conférence tendent à être violemment opposés à la participation, et l'on trouve parmi eux les partisans du groupe islamiste fondamentaliste de Hamas aussi bien que certaines fractions de l'OLP. Ce climat de désillusion est un handicap pour les négociateurs palestiniens. Ils n'ont pas de mandat pour accepter les compromis qui pourraient s'avérer nécessaires pour aboutir à un règlement. »

De fait, le *Time* du 7 octobre souligne que si les délégués palestiniens acceptent les exigences qui leur sont faites à Madrid, « *ils seront étiquetés comme traîtres à la cause palestinienne* ». Sur le mur de la maison de Faisal Hussein, délégué palestinien et membre d'une famille de la classe dominante à Jérusalem, « *un message d'avertissement le dénonce comme "capitulard"* ».

Khalid al Hassan est un fondateur du Fatah qui a des liens personnels avec le roi Fahd d'Arabie Saoudite et le roi du Maroc Hassan II. Il a été l'un des architectes de la proposition des « deux Etats », et comme l'explique Alan Hart dans sa biographie sur Arafat, c'était un proche de C. Vernon Walters lorsque ce dernier était vice-président de la CIA. Khalid al Hassan avait lui-même des illusions sur les avantages d'une reconnaissance d'Israël. Il a déclaré à Alger :

« Nous avons des droits. Les Américains refusent de nous reconnaître un quelconque droit. Tout le monde sait que l'Amérique est la seule superpuissance. Qu'on me donne un motif, un seul, d'espérer. On sait que je suis un modéré. On sait que je suis Occidental par ma pensée et mes options. Cette conférence de "paix" ne vise pas à résoudre la question palestinienne. Elle vise à normaliser, à rendre "naturelles" les relations arabo-israéliennes, et les Palestiniens sont là pour dorer la pilule. » (*L. A. Times*, 24 septembre 1991.)

LA STRATEGIE ISRAELIENNE

Le correspondant de notre journal, Ghassan, un dirigeant palestinien éminent, défenseur de l'Etat laïque et démocratique sur l'ensemble du territoire de la Palestine, nous a informés que James Baker avait embauché Raphael Eitan et Uri Lubrani du Parti travailliste israélien comme aides au Premier ministre Shamir pour préparer la stratégie israélienne à Madrid.

On a présenté le Parti travailliste comme étant plus modéré que ses partenaires du Likoud, plus disposé à échanger « la terre contre la paix ». Dans les faits, ses dirigeants — de David Ben Gourion à Simon Perez — ont adopté une ligne de conduite aussi brutale que celle de Shamir ou de Begin.

Uri Lubrani représentait les dirigeants du Parti travailliste, en particulier Isaac Rabin, ancien Premier ministre et ministre de la Défense du gouvernement de coalition travaillistes-Likoud. Rabin a été celui qui a imposé son « talon de fer » à la Cisjordanie et autorisé l'assassinat des jeunes Palestiniens qui s'enfuyaient devant les soldats israéliens.

Lubrani a lui aussi un passé. Comme conseiller aux affaires arabes de Ben Gourion, sa tâche était « d'organiser, planifier, coordonner, diriger et superviser la politique à l'égard des minorités ». Il est décrit par Sabri Jiryis dans « *Les arabes d'Israël* » (cf. *L'Histoire cachée du sionisme*) comme « l'un des pires », comme celui qui a ordonné les attaques sans merci contre les Palestiniens de 1960

à 1963. C'est Lubrani qui a déclaré dans une conférence (*Ha'aretz*, 4 avril 1961) : « *Nous réduirons la population arabe à une communauté de bûcherons et de garçons de café.* »

C'est cela la politique ratifiée à Madrid.

Raphaël Eitan, ancien chef d'état-major des forces armées israéliennes, était un protégé du premier des Premiers ministres israéliens, David Ben Gourion, et du ministre actuel du Logement, Ariel Sharon. Eitan et Sharon ont préparé ensemble la politique actuelle de colonisation des Territoires occupés.

Eitan déclarait en 1983 :

« Nous déclarons ouvertement que les arabes n'ont aucun droit à occuper ne fût-ce qu'un centimètre du grand Israël. La seule chose qu'ils peuvent comprendre aujourd'hui comme demain c'est la force. Nous utiliserons la force sans limite aucune jusqu'à ce que les Palestiniens viennent nous lécher les pieds. » (*Yediot Aharanot*, 4 avril 1983, idem.)

Eitan expliquait devant la commission de la Knesset sur les Affaires étrangères et la Défense :

« Une fois les terres occupées, tout ce que les arabes pourront faire ce sera de tourner en rond comme des cafards dans une bouteille. » (*New York Times*, 14 avril 1983, idem.)

UNE STRATEGIE QUI VIENT DE LOIN

La spoliation des terres palestiniennes s'est poursuivie sans discontinuer en Cisjordanie et sur la bande de Gaza exactement de la même manière que dans les territoires occupés avant 1967, où aujourd'hui 93 % de la terre sont contrôlés par l'Etat israélien sous couvert du Fonds national juif, qui exige que l'on prouve son ascendance maternelle juive depuis quatre générations pour avoir le droit de posséder la terre, d'y être fermier ou travailleur agricole.

Daniel Williams décrit le processus prévu par Eitan (*L. A. Times* du 20 septembre 1991) :

« Le rythme des constructions se développe à toute allure dans les terri-

toires occupés, en application d'un plan qui reflète l'orientation constante du Premier ministre Isaac Shamir et de son ministère du Logement, Ariel Sharon, visant à recouvrir l'ensemble de ces territoires de communautés israéliennes. Personne en Israël ne semble connaître l'ampleur des investissements financiers ; le ministère n'a pas de comptes à rendre sur ce programme au Parlement. Mais muni d'un budget annuel de 2 milliards de dollars, Sharon a largement de quoi investir en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. »

Williams révèle qu'à la tête de ce mouvement de colonisation lancé par le ministère se trouvent le mouvement Kach de Meir Kahane, qui s'est fait l'avocat de l'expulsion forcée de tous les Palestiniens d'Israël et des territoires occupés après 1967.

William donne des détails instructifs sur la façon dont cette colonisation intensive a accompagné à chaque fois les prétendus « plans de paix » :

« Les observateurs considèrent que le but de cette multiplication des projets de colonies n'a que peu de chose à voir avec les nécessités du logement et beaucoup à voir avec une volonté gouvernementale de tout mettre en œuvre pour bloquer toute possibilité de compromis dans les entretiens de paix proposés. Meron Benvenisti, expert sur la question de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza, a souligné qu'à chaque fois qu'un plan de paix est envisagé, les colonies se multiplient. Et ce quelle que soit la couleur du gouvernement au pouvoir. Il faut s'attendre à un effort concerté pour bloquer le processus engagé par la réalité concrète des colonies construites. »

Benvenisti donne la clé de cette politique. En 1969, le « plan de paix » du secrétaire d'Etat William Rogers était mis en œuvre pour convaincre les dirigeants de l'OLP d'abandonner leur revendication d'une Palestine laïque et démocratique et de reconnaître Israël. Le Parti travailliste, alors au pouvoir, « a cherché où construire dans les plus brefs délais ». En 1974, le désengagement partiel du Sinaï pour amener le président égyptien Anouar el-Sadate à abandonner l'opposition du mouvement national arabe à l'Etat israélien « a provoqué

l'accélération du rythme des implantations de colonies en Cisjordanie » (idem).

Le traité de paix de 1979 avec l'Egypte

« a conduit à des expropriations massives... ce qui visait à exclure les territoires concernés des négociations futures ». Aujourd'hui la « diplomatie de navette de Baker sert de prétexte pour de nouvelles implantations israéliennes et de nouvelles expropriations. Sharon a annoncé cette semaine que 15 780 logements pour Israéliens venaient d'être construits sur les territoires occupés. » (idem).

Shamir a clairement expliqué les choses à Baker, étant entendu que le gouvernement américain ferait des objections verbales pour offrir une mince couverture à la participation arabe à Madrid.

« Il n'y a aucune relation entre les implantations et les négociations entre nous et les arabes. C'est une affaire intérieure israélienne. » (idem).

Lors de la visite suivante de Baker, au moment même où George Bush faisait des déclarations concernant un délai de trois à quatre mois pour un prêt américain de 10 milliards de dollars pour les implantations, le principal conseiller de Shamir, Yosef Ben Aharon, expliquait :

« Il est impensable qu'Israël puisse empêcher des juifs de s'installer sur ces territoires. »

Ce même jour Baker annonçait à Damas qu'il ne discuterait « ni en public ni en privé d'un gel des implantations concernant la question des aides à l'intégration à Israël », faisant clairement comprendre que le « délai » ne relevait que d'une opération vis-à-vis de l'opinion publique visant à couvrir la participation des régimes arabes à Madrid.

Deux jours plus tard, le 23 septembre 1991, le Premier ministre Isaac Shamir annonçait une série d'implantations le long de la « Ligne verte » séparant les territoires israéliens d'avant 1967 et la Cisjordanie.

« Nous disons qu'il nous faut nous implanter et nous implanter encore, et que notre rêve sera encore et toujours que tous ces territoires soient nôtres et que les zones

où nous faisons des implantations seront peuplées de juifs jusqu'à l'horizon. »

Il ajoutait : « *En ce qui me concerne, la "Ligne verte" n'existe plus.* » (*Nouvelles de l'Intérieur*, 2 octobre 1991.)

Ha'aretz a révélé que faisait partie du « Plan étoile » de Sharon l'implantation de villes tout le long de la « Ligne verte » avec l'objectif d'effacer cette ligne par la création d'une « *continuité entre les colonies implantées en Israël et en Cisjordanie* » (27 septembre 1991).

Mais le « Plan étoile » n'est que la continuité du plan d'implantation adopté en 1980, qui « *incorpore la plupart des nouvelles implantations à la société israélienne* ». Son but explicite était « *un rythme de construction effrénée sur les territoires occupés, afin que la réalité des faits supprime toute possibilité de règlement politique* ».

« PLAN DIRECTEUR 2010 »

Un projet avait été communiqué au secrétaire d'Etat James Baker. Ce projet établit que

« dans les trois ans qui viennent, plus d'un demi-million de juifs vivront dans les territoires occupés, et (...) que tout plan de négociations en ce qui concerne les territoires occupés sera tout simplement dépourvu de sens ».

Dani Rubinstein en a tiré les conséquences dans le numéro d'*Ha'aretz* du 27 septembre 1991 :

« Le doublement de la population israélienne couplé au programme d'implantations accéléreront l'étranglement de la population palestinienne de Cisjordanie. Les Israéliens contrôleront la terre, l'eau, le budget et la planification, tandis que 2 millions de Palestiniens seront isolés dans des poches de territoire, coupés les uns des autres, avec un niveau de vie très bas et retardataire, encadrés d'implantations israéliennes qui leur imposeront un contrôle policier, politique et économique rigide. »

Anthony Coon, dans son étude « *La planification urbaine en Cisjordanie sous l'occupation militaire* » (avril 1991), estime que 60 % de la Cisjordanie ont d'ores et déjà été purement et simplement annexés et que la majorité des territoires restants « *ont été soumis à une*

telle série de restrictions quant à leur usage et leur accès qu'il n'y manque que l'expropriation pure et simple » (page 202).

Toutes les terres ont été virtuellement « *interdites et réquisitionnées pour raison militaire, classées terres d'Etat ou propriété à l'abandon et/ou territoire "d'utilité publique"* ». Ce dernier qualificatif signifie : destiné à la construction d'implantations ou de routes desservant les implantations. Le système routier construit depuis 1967 réunit les implantations juives de Cisjordanie, de la Bande de Gaza, de Jérusalem et d'Israël d'un point de vue économique et concret, tout en disloquant et emprisonnant les communautés palestiniennes existantes.

Nous apprenons ainsi que cela fait partie de ce que le ministre israélien de l'Agriculture et l'Organisation mondiale du sionisme préparaient en secret en avril 1983 comme « *le Plan directeur pour 2010* », qui vise à installer 800 000 juifs dans des implantations couvrant toute la Cisjordanie et dans le même temps « *à isoler et empêcher la croissance des centres de population palestinienne par la construction d'un réseau de routes stratégiques* » et une présence « *hors implantation* » (c'est-à-dire militaire). (Meron Benvenisti, « *La Carte géographique de la Cisjordanie et de Gaza* », page 59).

Le plan de colonisation de l'Organisation mondiale du sionisme rapporté par Anthony Coon (ouvrage cité pages 221-222) indique que « *5 % de la Cisjordanie* » seulement sont considérés comme « *peu propices à des implantations* ». En bref, 95 % de la Cisjordanie devraient être annexés pour installer des colonies juives.

Deux jours après l'ouverture de la Conférence de Madrid, le 28 octobre, *Newsweek* écrivait :

« Baker prend rendez-vous pour une conférence du Moyen-Orient, mais pour un accord pour la paix et la terre en Cisjordanie il est trop tard. Ariel, ville de colons, n'était il y a peu de temps encore qu'un village de tentes. Aujourd'hui elle a cinq écoles publiques, un collège,

trente-deux crèches, des cinémas, des courts de tennis, des ères de lancer du disque, des boutiques, un hôtel de 102 chambres et un parc industriel de 75 usines qui produisent tout, du matériel électronique au textile. Sa population aura décuplé d'ici l'an 2000. Son député-maire Yigal Rosenthal, d'une hauteur, a montré du doigt toute la contrée environnante, et proclamé : "Vous voyez ces collines vides. Elles seront bientôt couvertes de nouvelles habitations et commerces. Ariel est le nouveau centre géographique de l'Etat d'Israël." »

Newsweek conclut que les implantations réalisées

« en Cisjordanie occupée ont d'ores et déjà condamné à mort le rêve palestinien d'un Etat... Il est impossible de conduire sa voiture pendant plus de cinq minutes sans rencontrer une implantation juive. Le ministre du Logement Sharon prévoit de doubler le nombre des colons implantés en Cisjordanie pour atteindre 200 000 en 1993. » (idem).

LA STRUCTURE COLONIALE D'ISRAEL

Il y a d'autres raisons au fait que ni les Etats-Unis ni leurs valet israéliens n'ont l'intention de laisser la Cisjordanie même en partie sous souveraineté palestinienne. La structure coloniale ne peut être séparée du fonctionnement de l'Etat israélien lui-même :

« La facture de l'évacuation de la Cisjordanie pourrait aisément atteindre les 35 milliards de dollars, une somme à déstabiliser n'importe quelle administration américaine... La perte de ces territoires ravagerait l'économie israélienne. Des secteurs entiers, à commencer par l'industrie du bâtiment, dépendent du travail arabe à bas prix. Les 1,7 million de Palestiniens sont un marché captif pour les marchands israéliens. Et ils paient des centaines de millions de dollars d'impôts. » (*Newsweek*, 28 octobre 1991).

La question de l'eau est encore plus cruciale. Israël épuise chaque année l'ensemble des réserves d'eau connues 15 % plus vite que ces réserves ne peuvent se reconstituer. Plus de 25 % de la réserve d'eau fraîche de tout Israël vien-

nent des nappes aquifères situées en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Israël ne les abandonnera jamais. Au contraire, cette seule considération la pousse à s'étendre vers la Jordanie, le Liban et la Syrie — à l'égard desquels existent des plans prévisionnels. (Nous reviendrons sur ce sujet dans un prochain article.)

Les plantations de bananiers, de vigne et de légumes frais de Cisjordanie étaient alimentées par des sources de montagne. Les responsables israéliens ont creusé des puits profonds autour des sources desservant les fermes palestiniennes. Les plantations de bananiers sont aujourd'hui desséchées. L'agriculture palestinienne est à l'agonie. « *Tout ce que nous plantons meurt* », explique le fermier Ahmad Ibrahim al-Salah. « *Que pouvons-nous faire, sinon rester là à attendre et mourir un peu ?* » (idem).

Les Palestiniens, eux, n'ont pas le droit de creuser de puits sans l'autorisation du gouverneur militaire. Ils n'ont pas le droit de réparer leurs maisons, ou de planter des tomates, des aubergines ou des arbres fruitiers sans un permis militaire, rarement accordé. L'étendue de terre palestinienne irriguée est descendue à 3,7 % de toute la Cisjordanie. Les colons israéliens en irriguent à présent 70 % pour eux. Pendant que les Palestiniens manquent d'eau potable, les colons israéliens remplissent leurs piscines.

QUE SIGNIFIE « AUTOGOVERNEMENT » ?

Yehoshafat Harkabi, de l'Université d'Hebrew, a expliqué à *Newsweek* ce que signifiait l'auto-gouvernement tel que le conçoivent les gouvernements Bush et Shamir. « *Cela se réduit à une forme d'autonomie limitée qui signifie laisser les arabes décider au jour le jour de ce qu'ils auront pour dîner* » a dit Harkabi. *Les Palestiniens contrôleraient des services locaux comme le ramassage des ordures... Les militaires israéliens contrôleraient toujours la défense en général et la sécurité.* »

Harkabi prédit que les Palestiniens n'accepteront jamais cela. Puis *News-*

week examine la façon dont Bush et Sharmir se proposeront de l'imposer. « *La Cisjordanie pourrait devenir une province autonome à la fois de la Jordanie et d'Israël avec lesquelles elle serait reliée dans une espèce de confédération économique. Mais les diplomates essaient de rester discrets sur cette question. "Si nous parlons de souveraineté mixte, les Palestiniens vont se rebiffer"* » a déclaré l'ancien diplomate égyptien Mohammad Wahby. » (idem).

Wahby explique cyniquement que les Palestiniens doivent être bernés pour que ce schéma soit viable. « *D'abord il faut avancer une formule qui satisfasse leur désir d'autodétermination. Puis, tandis qu'ils exerceront ce droit pendant une période transitoire, il faudra bien reconnaître qu'ils ne peuvent survivre... Il n'est pas réaliste d'appeler à la constitution d'un Etat souverain séparé d'Israël et de la Jordanie. Les faits concrets sont devenus contradictoires avec cela.* » (idem).

Laissons le dernier mot sur ce schéma à un « *représentant du département d'Etat* ». « *Les Palestiniens n'ont pas de temps à perdre. Leur terre leur échappe. Cela éclaire merveilleusement les idées.* » (idem).

Thomas Friedman tire les mêmes conclusions (*New York Times*, 20 octobre 1991). « *Il y a trois nappes aquifères en Cisjordanie, et Israël utilise 75 % de cette eau pour ses citoyens. C'est la même chose en ce qui concerne la terre. La seule façon de croître pour les villes de Cisjordanie c'est d'occuper les terres alentour dont 70 % en sont contrôlés par Israël.* »

Expliquant la façon dont on allait réconcilier les Palestiniens avec « *les faits matériels* », Friedman annonce qu'« *Israël avait fait une liste d'environ 25 secteurs administratifs — dont le ramassage des ordures, le contrôle de la police locale, les transports et l'éducation* ». Et mêmes ces fonctions d'administration locales ne seront concédées que graduellement sous contrôle israélien au cours des cinq premières années.

Une formule similaire a été élaborée pour les hauteurs du Golan. La Syrie, au bout d'un moment, serait autorisée à

avoir « *une autorité de principe* », mais les militaires israéliens garderaient leur contrôle sur la région.

Ces schémas, nous dit Thomas Friedman, sont également soutenus par des « *groupes politiques de gauche comme la Paix maintenant. Ils soutiennent l'autonomie comme un objectif tangible dans la mesure où ils donnent aux Palestiniens des territoires occupés le contrôle de l'électricité et autres consommables de base.* » (idem).

L'éducateur américain Clinton Bailey a mis en avant un plan américain dans *Jerusalem Report* (septembre 1991) :

« *La Cisjordanie sera découpée en enclaves arabes qui regrouperont 80 % de la population palestinienne tandis que 95 % de la population israélienne restera en place.* »

En termes d'espace vital et d'infrastructures, les bantoustans d'Afrique du Sud semblent presque généreux comparés à cela.

ELIMINER L'INTIFADA

Lawrence Gelb révèle dans le *New York Times* du 30 octobre 1991 que « *le président Bush et le secrétaire d'Etat James Baker "ont manigancé un plan super-secret"* ». Il s'agit de « *se mettre d'accord pour une autonomie palestinienne limitée dans les territoires occupés avec un degré d'autonomie qui sera déterminé par ce que les Israéliens pourront gèber en une seule fois. Plus il y aura d'autonomie, plus cela aidera les dirigeants palestiniens locaux à se constituer une base indépendante de l'OLP.* »

Gelb continue :

« *Il (Baker) ne demandera pas à Israël de stopper le développement des colonies, seulement de suspendre momentanément la construction de nouvelles implantations. Et il demandera aux arabes en contrepartie de suspendre leur boycott des commerçants et le soulèvement palestinien.* »

Tout le monde s'accorde pour dire que l'exigence clé c'est l'élimination » du soulèvement palestinien. Ce n'est pas seulement parce que son coût en perte de revenu et le coût de la répression sont

un handicap économique pour Israël. C'est que dans tous les Etats arabes, l'Intifada inspire des travailleurs et des paysans opprimés et les pousse à se soulever. Les mouvements de masse en Algérie, au Maroc, en Jordanie, en Egypte et au Soudan se sont proclamés eux-mêmes « Intifada ».

En Jordanie même, les mesures de « pacification » du peuple palestinien ont été aggravées. Plusieurs dizaines de milliers de Palestiniens ont été expulsés du Koweït et de la région du Golfe vers la Jordanie dans les conditions décrites par le *New York Times* du 3 octobre 1991 comme « une longue misère ». Cet article explique :

« On ne peut parquer 11 personnes dans une seule pièce sans s'attendre à des problèmes. Il n'est pas possible que des gens dorment dans leurs voitures et qu'il ne leur arrive pas de voler pour manger. Les souffrances profondes des réfugiés, ce déplacement — qui se situe au troisième rang des plus importantes migrations de l'histoire du peuple palestinien après celles de 1948 et de 1987 — portent en eux des séquelles politiques graves pour l'avenir. »

Ce qu'on ne dit pas c'est qu'en Jordanie près de 70 % de la population sont des Palestiniens — sans représentation, parqués pour l'essentiel dans les camps de réfugiés miséreux et soumis à une répression policière draconienne. L'OLP, sous la pression de la Jordanie, les a abandonnés.

Salim Mahfouz Khaliliah, du Conseil des Eglises du Moyen-Orient, déclare :

« L'OLP ne nous donne pas un sou. Nous allons avoir encore plus de réfugiés concentrés ici, car la police dans toutes la région du Golfe arabe essaye de se débarrasser des Palestiniens. Ainsi on parle d'environ 100 000 réfugiés uniquement en provenance du Koweït, en plus des 250 000 qui sont déjà arrivés ici. Les prix ont doublé et triplé, et l'afflux continue. » (idem).

POUR UNE PALESTINE LAIQUE ET DEMOCRATIQUE

Une étude remarquable de Mohammed Shadid, publiée à l'origine dans *Middle East Journal* (vol 42, n° 1, hiver

1988, pages 16 à 32), est reprise par un érudit palestinien, Hisham Ahmed, dans *Arab American Affairs* (3^e trimestre 1990).

Shadid démontre qu'en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, 77,9 % de la population

« sont en faveur de l'instauration d'un Etat laïque et démocratique sur tout le territoire historique de la Palestine. 16,9 % d'entre eux seulement sont en faveur de l'établissement d'un Etat palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza. »

La moitié des Palestiniens des territoires occupés déclarent être prêts à accepter un Etat palestinien indépendant, mais seulement comme une solution intermédiaire à court terme, et sont très sceptiques à ce sujet. Cette solution intermédiaire est totalement rejetée par 43,6 % des gens qui croient que la lutte n'est possible que sur l'objectif d'un Etat palestinien indépendant sur tout le territoire de la Palestine historique.

Parmi les moins de 32 ans, 51,4 % ont réaffirmé clairement leur soutien à la poursuite de la lutte pour la constitution d'un Etat démocratique laïque dans toute la Palestine. La majorité des intellectuels palestiniens rejette la solution intermédiaire et toute concession à Israël et au mouvement sioniste.

Plus significatif encore, 80,6 % — plus des 4/5^e — des Palestiniens en territoires occupés, que ce soit dans les territoires palestiniens occupés après ou avant 1967, rejettent totalement l'application de la résolution 242 de l'ONU comme solution à la question palestinienne.

L'examen de cet échantillon de la population palestinienne révèle que 91,1 % de ceux qui rejettent la résolution 242 — qui considère les Palestiniens comme des réfugiés et envisage une certaine autonomie de la Cisjordanie et de la bande de Gaza — ont été emprisonnés ou ont eu un membre de leur famille emprisonné par les Israéliens.

Une majorité significative — 68,8 % — a déclaré que le moyen de résistance le plus efficace à l'occupation était la lutte armée. Sur cette majorité, 81 % avaient

été au collège et 74,3 % avaient moins de 30 ans. Sur ces jeunes militants, 79,7 % — 4 sur 5 — ont été emprisonnés ou ont eu un membre direct de leur famille emprisonné. On a confisqué les terres de 77,4 % d'entre eux. 87,2 % de ces jeunes considèrent l'utilisation de la force contre l'occupation comme légitime ; 92,9 % ont été au collège et 94 % ont eu à subir directement les effets de l'occupation — bastonnades, blessures, mutilations, emprisonnement ou disparition d'un membre de leur famille.

22,9 % seulement sont prêts à limiter la résistance au terrain économique et politique. Et même cette minorité n'exclut pas l'utilisation de la force contre l'occupation. Moins d'un dixième de la population — 8,3 % — pense que le combat des Palestiniens peut être résolu par des moyens diplomatiques !

Ainsi les jeunes et les intellectuels — l'immense majorité de la population palestinienne — rejettent de façon catégorique l'orientation tactique, stratégique et théorique de la direction de l'OLP. Hisham Ahmed conclut :

« Pour les Palestiniens soumis à l'occupation, le scepticisme à l'égard des "propositions de paix" s'est accru au cours des années... La conception d'un Etat démocratique laïque sur tout le territoire de la Palestine est profondément enracinée dans la société palestinienne, et les partisans de cette conception sont ceux qui sont sur la ligne de front. »

Ahmed ajoute que de toute évidence la stratégie actuelle de l'OLP et des autres dirigeants palestiniens autoproclamés

« n'est pas l'expression de ce que pensent les Palestiniens qui résistent au jour le jour à l'occupation.

La stratégie actuelle est plutôt le produit de l'évolution de tentatives académiques d'intellectuels qui ne sont guère prêts à s'affronter au parti adverse (*les sionistes*) et dont les priorités ne sont pas les mêmes que celles des gens confrontés quotidiennement à l'occupation, c'est-à-dire au sang versé, à la prison et au dénuement le plus total.

Dans de nombreux cas, la question centrale pour les intellectuels palestiniens, en particulier ceux qui vivent en Occident, c'est de préserver leur situa-

tion et leurs emplois en ayant l'air raisonnables et accommodants... Beaucoup d'intellectuels ont peur, alors que la peur a disparu chez les insurgés. »

« L'IMPENSABLE » C'EST MADRID

L'analyse spécifique de la politique et des positions défendues par l'intelligentsia palestinienne aux Etats-Unis faite par Hisham Ahmed est révélatrice. Edward Saïd, rencontrant le secrétaire d'Etat George Shultz à l'époque Reagan, avait présenté la reconnaissance d'Israël, la garantie de sa sécurité et l'acceptation d'un Etat palestinien démilitarisé aux côtés d'Israël comme étant le souhait du peuple palestinien.

Saïd, membre depuis 1979 du cercle de réflexion de la classe dirigeante, « *le Conseil aux relations étrangères* », faisait écho au plaidoyer de l'érudit palestinien Walid Khalidi, qui attaquait l'idée d'une Palestine démocratique et laïque dans « *Penser à l'impensable : un Etat palestinien souverain* » (*Foreign Affairs*, vol 56, n° 4, juillet 1978).

« *L'impensable* » se déroule aujourd'hui à Madrid. Le *New York Times* rapporte le 1^{er} novembre 1991 :

« Pour la première fois les Palestiniens ont dit explicitement qu'ils accepteraient une autonomie limitée dans les territoires occupés et la Bande de Gaza. (...) Israël accepte l'idée d'une autonomie limitée (...) mais rejette la souveraineté palestinienne. Cependant, au cours des dernières 48 heures (...), il y a eu ici parmi les délégués palestiniens et d'autres une discussion sur une forme éventuelle de confédération économique et politique, incluant la Jordanie, Israël et une sorte d'entité palestinienne. »

Au moment même où se faisait cette déclaration, une grève générale avait lieu dans les territoires occupés et à Gaza, soutenue par le Sheikh Tamimi, dirigeant du Jihad islamique de Hamas à Gaza, Georges Habash du FPLP, et du Fatah Intifada. La capacité des délégués de Madrid de livrer le peuple palestinien à ses oppresseurs historiques reste encore à prouver.

Ralph Schoenman

Document

La direction de Socialist Action a rompu avec la défense par Cannon du trotskysme orthodoxe

Par Alan B., pour le comité directeur de Socialist Organizer
Edie F., Tiby M, Marianne G. (Los Angeles)
Ted S., Dot C. (San Diego)

Le 17 juin 1953, les travailleurs de Berlin-Est s'attaquaient au pouvoir de la bureaucratie. L'insurrection ouvrière de Berlin-Est qu'allaient écraser les chars de la bureaucratie du Kremlin constituait la première matérialisation, dans l'action des masses, de la révolution politique contre la bureaucratie dont la nécessité était inscrite au cœur même du programme de fondation de la IV^e Internationale.

La IV^e Internationale était alors déchirée par une crise profonde provoquée par un courant dirigé notamment par Pablo et Mandel pour qui le stalinisme serait contraint par les « *circonstances objectives* » à jouer un rôle « *progressif* », à « *réaliser le socialisme à sa manière* ».

Ce que cela signifiait se manifesta avec éclat face à la lutte révolutionnaire des travailleurs allemands. Le « *Secrétariat international* » (ainsi s'intitulait alors l'organisation dominée par Pablo et Mandel) se refusa en fait à les soutenir. Ce fut le motif essentiel pour lequel le dirigeant révolutionnaire américain James P. Cannon, pionnier de l'Opposition de gauche et fondateur de la IV^e Internationale, dénonça la politique du SI et son organisation comme opposées aux principes et au programme de la IV^e Internationale.

La question demeure d'actualité. Ce qui s'appelle aujourd'hui le « *Secrétariat unifié* » relève de cette tradition : Mandel, qui en est le principal dirigeant, a encensé Gorbatchev et déclaré « *contre-révolutionnaire* » la lutte des travailleurs allemands pour leur unité et celle du peuple allemand.

Socialist Action, une organisation américaine politiquement liée au Secrétariat unifié, s'est opposée à ce cours. Des militants (ceux qui, depuis, éditent le journal *The Organizer*) voulant tirer les conclusions pratiques de leur position décidèrent de participer à la Conférence mondiale ouverte de Barcelone. La direction de Socialist Action devait par la suite les exclure. Pour couvrir sa capitulation, elle a osé prétendre que l'appréciation de la position de Mandel en 1953 reposait sur une falsification.

Le document qui suit est une mise au point précise rédigée par des membres fondateurs de l'organisation trotskyste aux Etats-Unis et un responsable de *The Organizer*.

Le 13 mai 1991, Jeff Mackler, dans une lettre au nom du comité politique de Socialist Action (SA) adressée à Ernest Mandel, lui faisait ses « *excuses sincères* » pour ce qu'il caractérise comme « *la présentation fautive et totalement erronée (par Socialist Action) des posi-*

tions que tu (Mandel) a exprimées dans ton article de 1953 sur le soulèvement en Allemagne de l'Est ». L'analyse des positions de Mandel faisait partie de la résolution de la tendance internationale adoptée par SA lors de sa IV^e Convention nationale, en juillet 1990.

Mackler écrit :

« Le document de notre tendance indique à tort que tu avais soutenu l'écrasement du soulèvement par les staliniens et que tu étais partisan de la réforme de la bureaucratie. Nous avons traduit *in extenso* le texte de ton article de 1953. Il est clair que rien de ce que tu as écrit ne pouvait être interprété comme nous l'avons fait.

Malheureusement, nous nous sommes appuyés dans ce domaine sur l'interprétation de ton article par un seul membre de SA. Nous avons négligé de vérifier la justesse de son interprétation. Nous te prions de bien vouloir accepter nos excuses les plus sincères. SA est entièrement responsable de cette erreur. »

Peu après avoir reçu cette lettre, le bureau du Secrétariat unifié (SU) envoyait une copie de la lettre de Mackler à toutes ses sections et groupes sympathisants accompagnée d'une lettre de présentation du bureau du SU signée Simon. Cette lettre datée du 6 juin explique :

« Nous vous envoyons copie de la lettre d'excuses adressée par Socialist Action à Ernest Mandel. Elle a été publiée dans le *Bulletin intérieur d'information* n° 3 de mai 1991, avec une traduction de l'article de Mandel cité dans la lettre.

SA nous a demandé de faire connaître cette lettre dans l'Internationale de la manière qui nous semblerait la meilleure. Nous l'envoyons donc à toutes les directions des sections et groupes sympathisants qui ont eu accès au *Bulletin intérieur de discussion* n° 5 où le document de SA dont parle cette lettre est publié. »

Ernest Mandel et la direction du SU ont sauté sur l'occasion de faire connaître les excuses de SA à tous les membres du SU. Ils ont enfin obtenu une déclaration d'un courant qui, tout en se parant du manteau de la continuité avec le SWP de James P. Cannon, reconnaît que Mandel-Pablo avaient raison — et que Cannon avait tort — dans la lutte qui a conduit à la scission de 1953 dans la IV^e Internationale. Cannon et le SWP avaient caractérisé la direction Pablo-Mandel comme du SI comme entièrement révisionniste et liquidatrice. Au

centre de l'appréciation de Cannon selon laquelle la direction de Mandel-Pablo avait rompu avec les principes de classe et abandonné le programme historique de la IV^e Internationale, il y avait les positions de Mandel sur le soulèvement est-allemand en 1953.

Par les lettres, mémorandums et les résolutions qu'ils adoptèrent, Cannon et le SWP dénoncèrent avec force le fait que Mandel et Pablo avaient justifié et couvert l'écrasement par les staliniens du soulèvement des travailleurs est-allemands en 1953 et s'étaient orientés sur une ligne d'autoréforme de la bureaucratie stalinienne.

L'analyse des positions de Mandel en 1953 faite par la résolution de la tendance internationale de Socialist Action ne s'appuyait pas sur l'interprétation d'un seul membre de SA (en clair, d'Alan Benjamin), comme le prétend Mackler. Elle s'appuyait directement sur l'interprétation des positions de Mandel par Cannon et la direction du SWP. Elle a ses racines dans l'histoire et les traditions de combat pour la défense du trotskysme du SWP.

La scandaleuse lettre d'excuses à Ernest Mandel écrite par Mackler représente une rupture brutale avec la défense de l'orthodoxie trotskyste par Cannon contre le cours liquidateur de Pablo et Mandel. C'est là l'expression la plus claire de l'abandon politique de son programme par la direction de Socialist Action. Tous ceux qui veulent continuer à combattre pour défendre le trotskysme doivent désavouer cette lettre.

QUELQUES ELEMENTS D'INFORMATION INDISPENSABLES

L'article d'Ernest Mandel sur le soulèvement en Allemagne de l'Est est parue la première fois en juillet 1953 dans *Quatrième Internationale*, revue du SU de la IV^e Internationale.

L'article de Mandel était daté du 3 juillet 1953. Il a été écrit une semaine après la publication d'une déclaration de la direction du SU sur le soulèvement en

Allemagne de l'Est (connue depuis comme la déclaration du SI). Le principal auteur de la déclaration du SI était Ernest Mandel.

La position adoptée par la presse de la IV^e Internationale sur le soulèvement de juin 1953 a été vigoureusement attaquée par la direction du SWP qui était déjà engagée dans une bataille politique contre la direction du SU sur la question du stalinisme et à propos de l'article de Pablo : « *Où allons-nous ?* ».

The Militant s'est mis clairement du côté des travailleurs allemands. Pas le SI et sa presse. Les Evans, ancien dirigeant du SWP, explique l'appréciation portée par la direction du SWP sur la réaction du SU aux événements en Allemagne de l'Est :

« La première révolte des travailleurs du bloc soviétique a eu lieu en juin en Allemagne de l'Est. Les troupes soviétiques ont été envoyées pour écraser le soulèvement ouvrier. Pablo n'a pas appelé au retrait des troupes soviétiques.

Il a soutenu l'action des travailleurs, mais a mis l'accent dans nos publications sur les concessions faites sous la contrainte par la bureaucratie, et il a ignoré l'écrasement du soulèvement par les forces armées du Kremlin. Le groupe Clarke (*la minorité Clarke-Cochran du SWP*) a pris une position identique sur cette question.

Dans le même temps, une grève générale a surgi en France, et la ligne de Pablo a été de soutenir les efforts de la direction syndicale stalinienne pour limiter la grève à des revendications économiques et faire disparaître la revendication d'un gouvernement ouvrier (...).

Le comité politique (*du SWP*) avait d'ores et déjà engagé la lutte dans l'Internationale. A présent, le SI a franchi une frontière de principe. Il ne s'agit plus simplement d'appréciations divergentes sur la politique mondiale.

Pablo s'est mis du côté d'un secteur de la bureaucratie stalinienne contre le soulèvement des travailleurs dans deux situations concrètes. » (Brochure de formation socialiste, *EFSB*, « *Pour une histoire de la IV^e Internationale*, première partie : « *Trois contributions sur les développements de l'après-guerre* », juin 1973).

Puis, en août 1953, le SI a publié un projet de résolution sur le stalinisme préparatoire au IV^e Congrès mondial prévu pour le début 1954. Cette résolution était intitulée « *Montée et déclin du stalinisme* ». Les Evans analyse ainsi la résolution du SI :

« Pour la première fois dans un projet de résolution de congrès officiel est dévoilée toute la théorie pabliste jusqu'à restreinte à des articles uniquement signés par Pablo lui-même. » (Idem.)

Mais la direction Pablo-Mandel ne se contentait pas de « *jeter à la poubelle les vieilleries trotskystes* » dans des articles et des résolutions. Ils organisaient concrètement une scission dans le SWP avec le groupe Cochran-Clarke — comme ils l'avaient fait un an auparavant en France. Les Evans continue :

« La prise de conscience du fait que Pablo tentait, avant même que les documents aient été soumis à la discussion internationale, de renverser la direction orthodoxe du SWP, ou même de faire éclater le parti, exigeait une réévaluation fondamentale des questions auxquelles le parti était confronté. La résolution du SI sur le stalinisme jetait une lumière nouvelle sur la scission dans la section française l'année précédente (...).

La direction du SWP a décidé qu'une simple discussion de routine ne pouvait modifier les processus de scission que Pablo avait mis en route dans l'Internationale. Il fallait une proclamation solennelle pour faire comprendre aux membres du mouvement dans le monde entier la gravité aux yeux du SWP du dangereux cours liquidateur sur lequel s'était engagé Pablo. Il fut décidé de constituer une fraction dans l'Internationale, de proclamer cette fraction publiquement et non pas seulement dans le bulletin intérieur et de donner tout le poids de l'autorité du comité national plénier du SWP à cet appel. Un plenum du comité national fut annoncé pour novembre (1953) pour discuter de la situation du mouvement mondial et rédiger une résolution sur cette bataille. Les délais étaient trop courts pour l'organisation d'un congrès du parti, mais le plenum serait ouvert à tous les membres du parti (...).

Le premier point à l'ordre du jour du plenum fut le boycott (*du meeting célébrant le 25^e anniversaire du SWP*). Les

dirigeants du groupe Cochran-Clarke furent suspendus. Le deuxième point à l'ordre du jour était l'adoption d'une *Lettre ouverte au mouvement trotskyste mondial*, qui fut publiée dans *The Militant* du 16 novembre 1953 (...). La fraction Pablo, prenant prétexte de la formation d'une fraction publique (par le SWP), exclut les partisans du Comité international (nom donné à la fraction internationale dirigée par le SWP) lors du congrès mondial de juillet 1954. » (Idem.)

LA RIPOSTE DU SWP A MANDEL ET LA DIRECTION DU SI

James P. Cannon et la direction du SWP, comme l'explique Les Evans, étaient parfaitement au courant des positions sur le soulèvement en Allemagne de l'Est développées dans la presse de la IV^e Internationale. Ils connaissaient l'article de Mandel dans *Quatrième Internationale* de juillet 1953. Ils avaient soigneusement étudié la déclaration du SI sur l'Allemagne de l'Est et l'avait même publiée dans le numéro du 6 juillet de *The Militant*. Mais plutôt que de polémiquer contre un article signé par Mandel, ils ont choisi à juste titre de concentrer politiquement leurs attaques sur la résolution soumise au SI (« *Montée et déclin du stalinisme* ») en août 1953 et dans la déclaration du SI du 25 juin.

Tout d'abord, quelques mots sur l'auteur de la résolution du SI d'août et sur la déclaration du SI de juin. Dans de nombreux articles sur la scission de 1953 rédigés par les dirigeants du SWP dans les années 1970, il est réaffirmé à diverses reprises que Michel Pablo était l'auteur de la résolution du SI et de la déclaration du SU (Les Evans, par exemple, donne à tort l'impression dans la brève citation ci-dessus que seul Pablo était à blâmer pour le cours révisionniste de la direction du SI exprimé dans ces deux documents du SI). Ce n'est pas le cas.

Le dirigeant du SWP Morris Stein, qui était le représentant fraternel du SWP en Europe, a écrit le projet d'ana-

lyse du SWP sur la résolution du SI. Stein écrit dans ce projet que la résolution a été rédigée par Ernest Mandel (connu alors sous le nom de Germain) et non Michel Pablo. En fait, dans tout son article, Stein fait référence à la résolution du SI comme « *le document de Germain* » (EFSB, « *Documents du CI : 1951-1954* », vol. II, chapitre XIX). Mais au cas où quiconque mettrait en doute l'affirmation de Stein, Mandel lui-même reconnaît être l'auteur de la résolution du SI. Dans une lettre du 15 novembre 1953 à George Breitman, il déclare : « *Je suis le premier auteur de la résolution "Montée et déclin"*. » (EFSB, *Documents*, vol. IV, chapitre XV).

Dans sa correspondance avec Breitman, Mandel endosse également la responsabilité comme principal rédacteur de la déclaration du SI sur l'Allemagne de l'Est (l'article du 3 juillet de Mandel est simplement un développement de l'analyse contenue dans la déclaration du 25 juin du SI).

Pour comprendre « l'interprétation » des positions de Mandel sur le soulèvement de 1953 faite dans la résolution de la tendance internationale et adoptée par SA en 1990, il faut examiner avec soin ce que le SWP a écrit à l'époque à propos de « *Montée et déclin du stalinisme* » et ce qu'il a écrit sur la déclaration du SI sur l'Allemagne de l'Est.

La résolution sur « *la montée et le déclin du stalinisme* », que Cannon et la direction du SWP ont promptement dénoncée comme révisionniste, fournit un plein développement de l'analyse de Pablo-Mandel sur la bureaucratie stalinienne. L'examen de cet article est indispensable pour comprendre l'appréciation de Mandel sur la bureaucratie du SED en Allemagne de l'Est. L'analyse de la direction du SWP sur la déclaration du SI sur l'Allemagne de l'Est donne plus qu'un aperçu des positions de Mandel et de la direction du SI sur les questions théoriques fondamentales. Son analyse de la déclaration du SI est entièrement applicable à l'article de Mandel de juillet 1953. Il n'y a aucune différence politique entre ces deux documents de Mandel.

L'analyse la plus complète par Cannon et la direction du SWP de ces deux résolutions du SI se trouve dans deux documents : la résolution du plenum du comité national du SWP de novembre 1953 intitulée « *Contre le révisionnisme pabliste* », et la « *Lettre ouverte aux trotskystes du monde entier* » adoptée par le plenum du comité national. Ces deux documents sont publiés dans la *Brochure de formation socialiste* « *Lutte au sein de la IV^e Internationale : documents du Comité international, 1951-1954* » (tome III, chapitre X, mars 1974). Dans le même temps cependant, des dirigeants du SWP comme Morris Stein et George Breitman ont également contribué par leurs articles et leurs lettres à compléter l'interprétation des résolutions du SI.

Le dirigeant du SWP Morris Stein, par exemple, caractérisait la résolution « *Montée et déclin du stalinisme* » du SI comme un document liquidateur. Il écrit :

« Le document de Germain (*la résolution du SI*) donne l'impression d'être un document trotskyste traditionnel. Mais ce n'est là qu'une première impression. Une étude soigneuse du document démontre que c'est le document le plus profondément révisionniste qu'ait connu notre mouvement à ce jour. Accepter la ligne générale de cette résolution aboutirait au désarmement idéologique total et finalement à la liquidation du trotskysme. »

On peut dire la même chose de l'article de Mandel de juillet 1953, comme nous allons le voir. Au premier coup d'œil, cela semble un document trotskyste orthodoxe. En y regardant de plus près, cependant, il apparaît comme l'un des documents les plus liquidateurs à ce jour.

Mandel a réussi à tromper y compris des dirigeants éprouvés du SWP avec sa résolution — du moins pour un temps. George Breitman, par exemple, écrivait à Ernest Mandel une lettre le 3 décembre 1953, dans laquelle il déclarait :

« Lorsque la résolution du SI sur "*la montée et le déclin du stalinisme*" est arrivée..., je ne te cache pas ma première réaction : j'ai pensé que c'était globale-

ment un très bon document, en dépit de quelques insuffisances et ambiguïtés sur lesquelles je voulais discuter avec toi. »

Mandel, par la suite, a attaqué Breitman et son changement de position dans une lettre datée du 9 décembre 1953 :

« Les luttes et scissions de fraction ont une logique propre, cher George. Cette logique t'as déjà amené en quelques mois à un changement radical d'opinion sur "*Montée et déclin du stalinisme*". Hier tu le considérais en gros comme "*un excellent document*". Aujourd'hui tu acceptes la position de Stein selon laquelle c'est "*le document le plus révisionniste (!) jamais écrit dans l'histoire de notre mouvement*". » (EFSB, *Documents*, Correspondance entre E. Mandel et George Breitman, vol. IV, chapitre XV.)

Pourquoi Stein a-t-il dit que c'était un document liquidateur ? Quel était le contenu de la résolution du SI ?

Tout d'abord, selon la résolution adoptée par le plenum du comité national de novembre 1953 du SWP, la résolution du SI

« remet en cause la conception fondamentale du Thermidor soviétique qui était celle de Trotsky. Il considérait la bureaucratie stalinienne comme l'expression de la première étape de la restauration bourgeoise » (*Contre le révisionnisme pabliste*, EFSB, *Documents*, vol. III, chapitre X).

La résolution du plenum du comité national du SWP éreinte Mandel et la direction du SI parce qu'ils ont adopté la position disant que la bureaucratie stalinienne avait une double nature. Elle les condamne parce qu'ils ont abandonné la position de Trotsky selon laquelle la bureaucratie comme telle est un organe étranger à la classe ouvrière, au caractère ouvrier de l'Etat ; autrement dit qu'elle est petite-bourgeoise dans sa composition mais politiquement bourgeoise.

La résolution du SWP établit :

« La caste privilégiée, considérée qualitativement dans la structure de la société soviétique, est une formation de caractère bourgeois qui à ce stade reste réduite à parasiter ce qui reste des conquêtes de la révolution de 1917, la propriété sociale, l'économie planifiée. Par

sa position dans la société soviétique, la tendance inhérente de de cette caste comme telle est antisoviétique, restaurationniste. Cette conception trotskyste orthodoxe a été mise au rencart par les auteurs de *"Montée et déclin du stalinisme"*. Le concept d'étape contre-révolutionnaire du Thermidor soviétique a été liquidé...

En jetant aux orties la théorie trotskyste orthodoxe d'une caste représentative par essence de la tendance à la restauration capitaliste, dont le développement peut être suivie sous de multiples formes dans la vie soviétique, les pablistes ouvrent la voie à la théorie entièrement révisionniste affirmant que la bureaucratie peut se redresser. Ce n'est pas dit explicitement, mais un certain nombre de conclusions découlent de ce principe révisionniste. »

La résolution du comité national du SWP continue en démontrant les conséquences pratiques de la révision par la résolution du SI de l'analyse trotskyste de la bureaucratie stalinienne. Sous le titre *« Comment la ligne s'applique-t-elle ? »*, les auteurs de la résolution du SWP écrivent :

« Comme premier soulèvement prolétarien visant à renverser la bureaucratie stalinienne et ses agents, le soulèvement en Allemagne de l'Est a une signification énorme pour toute la classe ouvrière mondiale, et en particulier pour son avant-garde trotskyste qui a été la seule à avancer cette orientation et agir en conséquence. Que fait et propose la déclaration publiée par le SI au cours de ce mouvement formidable des masses ?

1.- Au lieu de dénoncer et montrer les dirigeants staliniens du Kremlin et d'Allemagne de l'Est comme les ennemis mortels des travailleurs et les dirigeants de la contre-révolution, la déclaration du SI (*du 25 juin*) met en avant leurs concessions et affirme qu'elles vont continuer (*"Ils ont été obligés de poursuivre dans la voie de concessions véritables de plus grande ampleur pour éviter le risque de s'aliéner pour toujours le soutien des masses et de provoquer des explosions encore plus fortes. Dorénavant elles ne pourront s'arrêter à mi-chemin. (...) Elles seront obligées de concéder d'autres concessions."* [Déclaration du SI].)

Cela équivaut à dire aux travailleurs d'attendre des concessions toujours plus grandes de la part de leurs oppresseurs, et non qu'elles seront limitées au minimum et reprises, à moins que les travailleurs ne mettent en œuvre tous leurs moyens de résistance et n'aillent jusqu'au bout.

2.- Au lieu d'avertir que l'appareil stalinien infligera une répression et est prêt à tout pour défendre sa dictature, la déclaration du SU promet que les staliniens auront une attitude générale d'apaisement grandissante à l'égard des masses.

3.- Il n'y a aucun appel clair à renverser la bureaucratie stalinienne par l'organisation, le renforcement et l'achèvement du soulèvement.

4.- Au lieu d'un programme spécifique adapté aux conditions et aux besoins des travailleurs de l'Allemagne de l'Est, on avance un programme général pour la révolution politique en Union soviétique et pour toutes les *"démocraties populaires"*.

5.- Le programme du SI met en avant le mot d'ordre de *"démocratisation réelle des Partis communistes"*, comme si ces organismes policiers du régime pouvaient et devaient être transformés en véhicules des actions et aspirations révolutionnaires des masses. Au moment même où les travailleurs membres de ce parti sont en train de rompre avec lui dans l'action avec ce parti, on les appelle à chercher à le réformer.

6.- Implicitement, ce programme étant présenté comme s'appliquant à l'Union soviétique également, le mot d'ordre de la démocratisation du PC serait à l'ordre du jour pour le PC de l'URSS également. Cela représenterait une rupture directe avec notre position actuelle d'appel à la formation d'un parti trotskyste en Union soviétique.

7.- D'autre part, tout en demandant la légalisation des autres partis ouvriers, il n'y a aucun appel à la formation d'un nouveau parti révolutionnaire autour du programme trotskyste.

8.- Il n'y a aucun appel au retrait des troupes soviétiques d'occupation qui ont tiré sur les travailleurs et ont servi d'ultime recours pour le maintien du régime disloqué.

9.- Bien que les manifestants aient eux-mêmes avancé ce mot d'ordre, il n'y a aucun appel à la réunification de l'Allemagne sur une base socialiste. La

nécessité d'unité au contraire axée sur la solidarité avec l'Union soviétique et les "démocraties populaires" comme bloc. La résolution conclut en appelant de ses vœux la "renaissance sociale de l'Union soviétique, des « démocraties populaires » et du mouvement ouvrier international". Les travailleurs allemands n'aimeraient-ils pas entendre également saluer la réunification socialiste de leur propre pays divisé ?

10.- Tandis que les staliniens calomnient les travailleurs en les traitants d' "agents fascistes", cette déclaration observe cavalièrement : "Les dirigeants soviétiques et ceux des diverses « démocraties populaires » et des PC ne peuvent plus falsifier ou ignorer la signification profonde de ces événements."

Où est le souffle révolutionnaire du combat irréconciliable pour renverser un ennemi puissant et perfide dans une telle phrase ? Elle ne vise pas à attirer l'attention des masses sur le besoin d'une nouvelle direction révolutionnaire. Au moment même où les travailleurs se soulèvent, elle est empreinte d'une attitude de conciliation à l'égard de la bureaucratie.

L'article de Clarke sur l'Allemagne de l'Est montre les mêmes caractéristiques conciliatrices. Il minorise l'intervention contre-révolutionnaire du Kremlin comme de son régime fantôme. Il souligne soigneusement la conduite modérée des forces d'occupation mais oublie de souligner leur fonction contre-révolutionnaire de sauvegarde du régime et d'obstacle au combat des travailleurs pour le pouvoir. Il ne met pas en avant la nécessité inéluctable pour le soulèvement populaire de se débarrasser de la bureaucratie stalinienne ; pas plus qu'il ne réaffirme la nécessité d'un parti révolutionnaire capable de mener un tel soulèvement à la victoire.

On parle beaucoup de la scission au sein de la bureaucratie, bien qu'aucune conclusion précise ne soit tirée de ce fait. Il est clair que la bureaucratie du SED a été prise de panique et que des divergences se sont fait jour sur la meilleure façon de faire face à la situation et que le mouvement a été perçu avec sympathie et soutenu par certains éléments dans le bas de l'échelle. Cela se passe dans tous les soulèvements révolutionnaires, et il serait erroné de nier ou d'ignorer de tels développements.

Mais la question est celle-ci : quelle est leur place et leur signification dans le processus révolutionnaire ? Ce ne sont pas et ne peuvent pas être le facteur décisif ni l'axe essentiel du combat. L'intérêt du SI pour ces aspects secondaires de la lutte tend à dévier l'axe du combat révolutionnaire de la mobilisation des travailleurs comme classe indépendante fondée sur leur force et leur organisation pour s'en remettre à la direction d'éléments au sein de la bureaucratie. Cette attention excessive apportée aux différenciations et ruptures au sein de la bureaucratie, l'embellissement de ses concessions, l'absence d'accent mis sur son rôle répressif et contre-révolutionnaire ne peuvent être expliqués que par des illusions sur le fait que, sous la pression d'en bas, un secteur de la direction stalinienne prendra la tête du mouvement pour la liquidation du stalinisme, du moins dans ses premières étapes. C'est là une rupture brutale avec la conception trotskyste traditionnelle du rôle décisif d'un mouvement de masse indépendant ayant sa propre direction révolutionnaire (...).

La classe ouvrière est ainsi transformée en groupe de pression, et les trotskystes en groupe de pression également, poussant un secteur de la bureaucratie vers la gauche et la révolution. Ainsi la bureaucratie est transformée de bloc traître à la révolution en moteur auxiliaire de celle-ci. »

Dans sa contribution à la discussion, Morris Stein a souligné certains des points de la résolution du comité national du SWP. Il explique par exemple :

« C'est avec tristesse que l'on voit dans sa dernière déclaration sur le récent soulèvement des travailleurs d'Allemagne de l'Est le SI avancer le mot d'ordre de "démocratisation des PC". Ainsi on n'appelle pas les travailleurs qui se sont dressés dans une lutte à mort contre les marionnettes du PC manipulées par le Kremlin pour exiger leur renversement à construire leur propre parti comme seule garantie pour la victoire. On les renvoie au parti contre lequel ils se sont révoltés. » (Idem.)

Stein a également réfuté l'accusation selon laquelle en s'opposant à la ligne Pablo-Mandel sur la désintégration imminente du stalinisme, le SWP s'opposait à la tactique entriste.

c'est qu'il « s'opposait au régime et à toutes ses agences, à commencer par le SED ». Heinz Brandt, à l'époque dirigeant du SED stalinien (PC), a décrit dans un livre récent comment les masses dans les rues et dans les locaux syndicaux arrachaient aux membres du parti leur insigne du SED.

A Bitterfield, par exemple, les masses réclamaient « la démission du gouvernement », la formation d'un « gouvernement provisoire des travailleurs progressistes » et la « légalisation de tous les partis politiques démocratiques existant en Allemagne de l'Ouest ».

Il est surprenant de voir que, dans la liste des revendications relevée par Mandel, il n'y a aucune référence aux revendications démocratiques avancées par les masses, comme la liberté de parole et la liberté de presse.

Cette omission est-elle un accident ? Absolument pas. Les revendications avancées par les travailleurs d'Allemagne de l'Est, comme le dit à juste titre la résolution du comité national du SWP intitulée « Contre le révisionnisme pabliste », étaient globalement incompatibles avec le maintien de la dictature. Mandel oublie de relever plusieurs revendications avancées par les travailleurs et incompatibles avec le maintien de la dictature, et se concentre au contraire sur les revendications économiques que la bureaucratie accorda par la suite pour pouvoir garder le pouvoir. Mandel déforme ainsi la signification profonde du soulèvement.

Après le soulèvement, le SED stalinien a fabriqué de toutes pièces une histoire de « Jour J ». L'ancien dirigeant du SED Heinz Brandt, qui a participé à ces événements, explique dans son livre comment l'histoire du « Jour J » a été lancée :

« L'histoire du "Jour J" (défendue par le SED) était sortie du cerveau de la police est-allemande, par l'utilisation du fichier de police, etc. Elle n'avait pas grand-chose à voir avec la réalité. » (Source : Robert-Brik, « La position du VSP sur l'unité allemande », *International Tribune*, Allemagne, décembre 1989.)

Nous trouvons dans l'article de Mandel une version de ces événements qui n'est que trop similaire à celle des staliens. Mandel écrit :

« Jusqu'au 17 juin à midi, la manifestation a gardé un caractère de classe (...). Mais dans l'après-midi, un certain nombre d'éléments de Berlin-Ouest ont commencé à venir dans le secteur est de la ville, submergeant entièrement les VOPO (*police secrète de l'Etat stalinien, organisme précurseur de la Stasi*). Parmi ces infiltrés se trouvait une bande de réactionnaires bien organisés, plus précisément une bande du BDJ, les commandos de la mort fascistes, financés par les Etats-Unis. (...) Ce lumpenproletariat, ainsi que des jeunes chômeurs démoralisés, ont commis de actes de vandalisme horribles. »

Dans tout mouvement de masse, il y a des provocateurs. Rien de nouveau là-dedans. Les staliens, à commencer par le président du SED Gregor Gysi, ont tenté de faire passer les manifestations de masse à Leipzig, en décembre 1989, comme les actes de provocateurs fascistes venus de l'Occident. Et il y avait certes des éléments d'extrême droite dans la foule, tout comme il y avait des provocateurs de Pamiat (URSS) qui travaillaient en lien étroit avec la bureaucratie stalinienne pour disloquer les actions de protestation des travailleurs.

Mais le caractère de classe de ces manifestations n'a pas changé l'après-midi du 17 juin, comme le prétend Mandel, du fait de la présence de quelques éléments de droite dans les manifestations. Le soulèvement le 17 juin, comme les manifestations de masse à Leipzig et dans le reste de l'Allemagne de l'Est en décembre 1989, était totalement prolétarien.

Les staliens ont inventé ce scénario pour justifier leur assaut meurtrier contre les travailleurs — et Mandel répète cette falsification de l'histoire. Leur prétexte c'est qu'il fallait défendre l'Etat ouvrier contre les incursions des fascistes.

En prétendant que les manifestations l'après-midi du 17 juin étaient devenues contre-révolutionnaires (« bande d'escadrons de la mort fascistes, financés par

« Bien au contraire, dit-il. Nous sommes fermement convaincus de l'utilité de la tactique de l'entrisme comme une aide à la construction du parti révolutionnaire. Mais ce n'est pas ce qui est en jeu dans le document en discussion. L'entrisme ici est purement annexe à ligne politique liquidatrice. »

George Breitman, quant à lui, a répondu à diverses attaques d'Ernest Mandel contre Cannon et la direction du SWP, en expliquant par exemple :

« Tu (*Mandel*) te trompes si tu crois que la question du retrait des troupes est la seule question importante en jeu dans la discussion sur l'Allemagne ; la conception de la déclaration du SI selon laquelle la bureaucratie ne pourra s'arrêter à mi-chemin sur la route des concessions est une porte largement ouverte à la théorie de Deutscher. » (Lettre du 15 janvier 1954, *EFSB, Documents*, vol. IV, chapitre XV.)

Deutscher était un partisan convaincu de l'autoréforme de la bureaucratie.

Dans la « *Lettre ouverte aux trotskys-tes du monde entier* », Cannon et la direction du SWP ont rédigé leur défense la plus magistrale du trotskysme orthodoxe contre le révisionnisme de Pablo-Mandel. Trois paragraphes résument leur « interprétation » des positions de Pablo et Mandel :

« En Allemagne de l'Est, en juin dernier, les travailleurs se sont dressés contre le gouvernement dominé par les staliniens dans l'une des manifestations les plus importantes de l'histoire de l'Allemagne. C'était là le premier soulèvement prolétarien de masse contre le stalinisme depuis que ce dernier a usurpé et consolidé son pouvoir en Union soviétique. Comment Pablo a-t-il réagi à cet événement historique ?

Au lieu d'exprimer clairement les aspirations politiques révolutionnaires des travailleurs est-allemands insurgés, Pablo a couvert les satrapes staliniens contre-révolutionnaires qui ont mobilisé les troupes soviétiques pour écraser ce soulèvement (...).

Au lieu d'exiger le retrait des troupes soviétiques — seule force maintenant en place le gouvernement stalinien —, Pablo a alimenté l'illusion que « *des concessions véritables de plus grande ampleur* » seraient faites par les gauleiters du Kremlin. Moscou pouvait-il

attendre une aide plus providentielle tandis qu'il procédait à une falsification monstrueuse de la signification profonde de ces événements, traitant les travailleurs révoltés de « *fascistes* » et « *d'agents de l'impérialisme américain* » et se lançait dans une vague de répression sauvage à leur encontre ? » (*EFSB, Documents*, vol. III, chapitre X.)

REGARDONS DE PLUS PRES L'ARTICLE DE MANDEL DE JUILLET 1953

Il ne suffit pas, bien sûr, de défendre la résolution de la tendance internationale de SA contre ses détracteurs actuels dans le comité politique de SA en se référant uniquement à ce que le SWP a écrit par le passé sur la résolution « *Montée et déclin du stalinisme* » du SI et sur la déclaration du SI sur l'Allemagne de l'Est. L'article de Mandel de juillet 1953 doit être étudié en lui-même.

Mandel commence son article de juillet 1953 en se concentrant sur l'évolution de la situation en Allemagne de l'Est. Il est à remarquer qu'il le fait sans faire référence à la division de l'Allemagne ni aux raisons de cette division. Néanmoins, lorsqu'il traite des revendications avancées par les travailleurs d'Allemagne de l'Est, Mandel ne peut éviter de faire référence à la « *question allemande* » — bien que, comme nous allons le voir, il déforme totalement le contenu et le caractère de ces revendications avancées par les travailleurs à ce moment-là.

Parmi les principales revendications avancées dans ce soulèvement selon Mandel — sinon la revendication centrale — il y a celle-ci : « *Il faut démocratiser le parti et les syndicats.* »

Mandel voudrait nous faire croire que la force motrice du soulèvement était la revendication de la « *démocratisation* » — autrement dit, la réforme de la bureaucratie stalinienne et des syndicats. Même si un tel sentiment existait certainement au sein de certains secteurs du SED et du mouvement ouvrier, la principale caractéristique du soulèvement de classe des travailleurs, comme le note la résolution du comité national du SWP,

les Etats-Unis (...), ayant commis des actes de vandalisme horribles », Mandel justifie l'intervention des troupes de choc de l'armée stalinienne.

Mandel et la direction du SI avaient révisé l'analyse trotskyste de la bureaucratie stalinienne comme courroie de transmission de la bourgeoisie au sein de l'Etat ouvrier. Ils ont prétendu que la bureaucratie avait une double nature, et un pied dans le camp du prolétariat. Ils rejetaient la position de Trotsky selon laquelle la bureaucratie était entièrement contre-révolutionnaire.

Pour Mandel, l'affrontement du 17 juin après-midi était devenu un affrontement entre les gangs contre-révolutionnaires financés par les USA et la bureaucratie stalinienne et non contre-révolutionnaire. Le préalable politique à la justification de l'écrasement des « *manifestations contre-révolutionnaires* » le 17 juin après-midi s'étalait aux yeux de tous.

La description par Mandel du rôle des troupes de choc soviétiques devrait lever tous les doutes qui pourraient rester sur le fait qu'il a ou non justifié et couvert l'écrasement du soulèvement par les stalinien.

« Cette émeute, écrit Mandel, a conduit à l'intervention des troupes de choc soviétiques (...). Les VOPO ont tiré sur un groupe de 16 manifestants, dont 11 venus de Berlin-Ouest et quelques-uns de Berlin-Est. Un seul dirigeant de la grève est à compter parmi les victimes. »

L'intervention des troupes soviétiques, selon Mandel, n'était pas le produit de la volonté des stalinien de maintenir en place le régime en déroute et de garder le pouvoir contre la volonté de millions de travailleurs d'Allemagne de l'Est, comme l'explique la résolution du plenum du comité national du SWP (le SWP a expliqué à juste titre que l'intervention militaire soviétique était nécessaire pour mater les éléments les plus actifs et les plus conscients de la classe ouvrière insurgée contre la dictature stalinienne). Pour Mandel, ce sont les émeutes contre-révolutionnaires du 17 juin qui ont « *conduit à l'intervention des troupes de choc soviétiques* ».

La résolution du comité national du SWP souligne que l'article de Clarke a

« minimisé l'intervention contre-révolutionnaire du Kremlin comme de son régime fantoche. Il (Clarke) souligne avec soin la conduite modérée des troupes d'occupation mais oublie de souligner leur fonction contre-révolutionnaire de sauvegarde du régime et d'obstacle au combat des travailleurs pour le pouvoir. »

On peut en dire autant de l'article de Mandel en juillet 1953. Mandel dit que 16 manifestants ont été tués, qu' « *un dirigeant de la grève seulement se trouvait parmi les victimes* ».

Mandel va jusqu'à faire peser une partie de la responsabilité de la répression des troupes soviétiques et des VOPO sur les travailleurs est-allemands. Il écrit :

« Imaginons qu'au lieu des jeunes réactionnaires brûlant des drapeaux rouges, les Soviétiques se soient trouvés face aux travailleurs socialistes de Berlin-Ouest en bleus de travail, debout en rangs serrés, portant des drapeaux rouges et chantant *L'Internationale* ! Il aurait alors été très difficile de recourir à la répression. »

On a rarement décrit de façon aussi grotesque le soulèvement spontané de tout un peuple comme le produit d'une manipulation et d'une intervention extérieure. La résolution du plenum du comité national du SWP avait raison de dénoncer les stalinien qui présentaient les travailleurs d'Allemagne de l'Est comme des fascistes. Ils avaient raison d'écrire dans la « *Lettre ouverte* » que

« Moscou n'aurait pu demander une aide meilleure (que celle qu'ils ont obtenue le 25 juin 1953 avec la déclaration du SU) au moment où elle procédait à une falsification monstrueuse de la signification profonde de ces événements, dénonçant les travailleurs révoltés comme « *fascistes* » et « *agents de l'impérialisme* », préparant ainsi une vague de répression sauvage à leur encontre ».

Et que dire de la prétention de Mackler selon laquelle rien dans l'article de Mandel ne pouvait être interprété comme étant en faveur de la réforme de la bureaucratie stalinienne ?

Divers documents du SWP traitent de cette question dans le détail, accusant ouvertement Mandel et Pablo d'un appel à « *la démocratisation réelle des Partis communistes* » et, par conséquent, poussant les travailleurs à chercher à réformer les partis staliniens et les bureaucraties. Ils dénoncent les illusions de la direction du SI selon lesquelles une fraction de la direction stalinienne conduirait le mouvement vers la liquidation du stalinisme. Ils prennent note du fait que Mandel appelle à la révolution politique, mais continuent en soulignant que Mandel donne à ce concept un contenu totalement différent de celui donné par Trotsky.

Un bref coup d'œil à l'article de Mandel de juillet 1953 confirme entièrement la justesse de l'analyse de la direction du SWP.

Dans son article, Mandel explique que la direction du SED a fait son « *auto-critique* » après le soulèvement du 17 juin. Il déclare en particulier que le SED a condamné « *l'introduction de nouvelles normes de travail* » et réalisé que « *le développement du travail forcé dans l'industrie lourde* » était une erreur. Il déclare que « *les dirigeants du SED reconnaissent à présent l'idée trotskyste, déjà admise par les PC chinois et yougoslave, qui veut que la tâche des syndicats soit la défense des intérêts des ouvriers* ».

Ainsi, selon Mandel, le SED en 1953 commençait à adopter des « *idées trotskystes* » sous la pression du soulèvement des masses. Il va jusqu'à déclarer que le « *SED à présent reconnaît le droit de grève* ».

La ligne de l'autoréforme de la bureaucratie est on ne peut plus claire. La capitulation de Mandel, de la direction du SI devant les staliniens d'Allemagne de l'Est en 1953 n'est pas une question d'histoire. Plus exactement, ce n'est pas quelque chose qui, s'étant passé il y

a près de quarante ans, n'aurait aucune conséquence sur les événements d'aujourd'hui. Le même cours liquidateur exprimé par Mandel et la direction du SI en 1953 s'est manifesté de façon encore plus claire avec le développement de la révolution politique en Europe de l'Est à partir de 1989 — en particulier en Allemagne de l'Est. L'adaptation au stalinisme, comme l'a souligné à juste titre SA dans ses résolutions, a été un des traits permanents de la direction du SU depuis le début des années 1950.

Les rapports et résolutions adoptés par SA ces deux dernières années démontrent abondamment l'adaptation de Mandel aux staliniens d'Allemagne de l'Est dans le PDS nouvellement formé, son opposition à la réunification de la classe ouvrière allemande, et sa liquidation du cadre trotskyste. Un examen sérieux des positions politiques avancées par Mandel et la direction du SU face aux récents événements en Europe de l'Est devrait dissiper le doute restant sur le fait de savoir si les positions de Mandel en 1953 représentaient un abandon du programme trotskyste.

La lettre d'excuses de Jeff Mackler et du comité politique de Socialist Action à Ernest Mandel pour avoir prétendument déformé les positions de Mandel est un scandale. Cannon, le SWP et la résolution de tendance internationale de 1990 de SA n'ont ni déformé ni mal interprété les positions de Mandel. C'est Mackler qui présente de façon déformée les positions de Mandel.

Dans leur abandon actuel du programme adopté par SA, les dirigeants de SA sont obligés de couvrir les positions réelles liquidatrices d'Ernest Mandel. Avec cette lettre d'excuses à Mandel, ils ont tourné le dos à la lutte lancée par James P. Cannon et la direction du SWP contre le cours liquidateur de Mandel et du SI.

Lé 15 août 1991



Commission paritaire : n° 66926